
CÉLINE CLÉBER
DOUCE
FRANCE
Toucan
NOIR

CÉLINE CLÉBER

DOUCE FRANCE

L'étincelle

roman



ISBN 978-2-81001-264-0

Éditions du Toucan – éditeur indépendant
154, Bd Haussmann, 75008 Paris.

www.editionsdutoucan.fr

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

SOMMAIRE

10 - Vendredi 5 août, 11 h 30, Sarcelles, église chaldéenne Saint-Thomas-Apôtre

11 - Vendredi 5 août, 11 h 45, Sarcelles, quartier des Sablons

12 - Vendredi 5 août, 12 h 00, Sarcelles, devant la mosquée Unique foi

13 - Vendredi 5 août, 12 h 15, Bagneux, quartier des Cuverons, au nord

14 - Vendredi 5 août, 12 h 10, Bagneux, quartier des Cuverons, au sud

15 - Vendredi 5 août, 14 h 00, Paris, rue d'Anjou, Café du Faubourg

16 - Vendredi 5 août, 14 h 15, Paris, place Beauvau, cabinet du ministère de l'intérieur

17 - Vendredi 5 août, 14 h 30, Compte Facebook de l'institut de formation islam-dialogue

18 - Vendredi 5 août, 15 h 30, Préfecture de police de Paris, bureau du préfet de police

19 - Vendredi 5 août, 17 h 00, Bruxelles, immeuble Berlaymont, Commission européenne, bureau de la Commissaire à la Justice.

20 - Vendredi 5 août, 20 h 00, Paris, avenue des Champs-Élysées

21 - Vendredi 5 août, 20 h 10, Paris, avenue des Champs-Élysées, CRS 5, section de protection et d'intervention

22 - Vendredi 5 août, 20 h 15, Paris, avenue des Champs-Elysées, CRS 5, section de protection et d'intervention

23 - Vendredi 5 août, 20 h 17, Paris, Salle d'information et de commandement de la préfecture de police

24 - Vendredi 5 août, 20 h 30, Paris, Palais de l'Élysée, salon doré

25 - Vendredi 5 août, 21 h 00, Paris, avenue de Friedland

26 - Vendredi 5 août, 22 h 20, Paris, Palais de l'Elysée, cour d'honneur puis Salon Pompadour

27 - Vendredi 5 août, 23 h 00, Paris, Palais de l'Élysée, bureau du conseiller pour les affaires intérieures

28 - Samedi 6 août, 8 h 00, Paris, rue Oberkampf, Café Quartiers d'hiver

29 - Samedi 6 août, 8 h 15, Marseille, boulevard Paul Peytral, bureau du préfet de police

30 - Samedi 6 août, 9 h 00 heures du matin, Paris, journal Le Temps de Paris

31 - Samedi 6 août, 9 h 00 heures du matin, Paris, Hôtel Matignon

32 - Samedi 6 août, 11 h 30, site internet Le Temps de Paris

33 - Samedi 6 août, 22 h 00, Djeddah, siège de l'Organisation de la coopération islamique

34 - Samedi 6 août, 22 h 45, Ryad, Palais d'Al-Yamamah, résidence officielle du roi d'Arabie saoudite

35 - Samedi 6 août, minuit, Vannes, Cour d'honneur du Quartier Foch-Delestraint

36 - Samedi 6 août, minuit, Bagneux, quartier des Cuverons

37 - Samedi 6 août, minuit, Sarcelles, quartier des Sablons

38 - Dimanche 7 août, 8 h 15, Paris, Palais de l'Élysée, Salon doré

39 - Dimanche 7 août, 9 h 30, Paris, rue de Bellechasse, Ministère de l'Education nationale, hôtel du ministre

40 - Dimanche 7 août, 14 h 15, Paris, Palais Bourbon, salle des pas perdus et hôtel de Lassay

41 - Dimanche 7 août, 17 h 30, Paris, Palais Bourbon, bureau de Jacques Terrac, puis boulevard Saint-Germain, Café Relais Odéon

42 - Dimanche 7 août, 9 h 00, Paris, boulevard Saint-Germain, Bureau politique des Républicains démocrates

43 - Dimanche 7 août, 18 h 00, Bagneux, quartier des Cuverons

44 - Lundi 8 août, 10 h 00, Paris, rue Saint-Guillaume, Sciences-Po, salle Eugène d'Eichtal

45 - Mardi 9 août, 4 h 00, Marseille, impasse des Beaux-Arts

46 - Mardi 9 août, 5 h 00, Sarcelles, quartier des Sablons

47 - Mardi 9 août, 23 h 00, Sarcelles, quartier des Sablons

48 - Mardi 9 août, 8 h 00, Rennes, Caserne Margueritte, Groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine

49 - Mardi 9 août, 10 h 00, Nanterre, Tribunal judiciaire, bureau du procureur

50 - Mardi 9 août, 10 h 15, Levallois-Perret, siège de la DGSI, bureau du directeur général

51 - Mardi 9 août, 12 h 30, Rennes, Préfecture de région, bureau du préfet puis salon ; Hôtel de Courcy, bureau du président du Conseil régional

52 - Mardi 9 août, 12 h 05, Paris, Palais de l'Élysée, bureau du conseiller pour les affaires intérieures

53 - Mardi 9 août, 14 h 30, Levallois-Perret, siège de la DGSI, bureau du directeur général

54 - Mardi 9 août, 17 h 00, Paris, Palais de l'Élysée, PC Jupiter

55 - Mercredi 10 août, 10 h 00, Paris, 2 rue Morand, Mosquée Omar Ibn Al Khattab

56 - Mercredi 10 août, 15 h 30, Marseille, boulevard Paul Peytral, bureau du préfet de police

57 - Jeudi 11 août, 8 h 30, Paris, avenue Mozart

58 - Jeudi 11 août, 9 h 00, Paris, place Raoul Dautry et Gare Montparnasse,

59 - Jeudi 11 août, 18 h 00, Vannes, Hôtel du département du Morbihan

60 - Vendredi 12 août, 12 h 00, Paris, Palais de l'Élysée, salon doré

61 - Vendredi 12 août, 13 h 00, Paris, Palais de l'Élysée, salon doré

62 - Vendredi 12 août, 13 h 10, Vannes, préfecture du Morbihan, bureau du préfet

Personnages

Sur le terrain

Dans les Hauts-de-Seine

Mohammad Amrami, 30 ans, délinquant proche des milieux islamistes.
Un imam (son oncle).
Adam El-Hamri, aide-éducateur au sein de l'association « Jeunes du Quartier » à Bagneux.
Charles C'hwezek, député.
Daniel Mikaelian, président du conseil départemental.
Clément Nevers, sénateur.
Georges Lumart, élu local à Bagneux.
Le préfet des Hauts-de-Seine.
Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet.
Jacques Namur, chef du service départemental de la police judiciaire (SDPJ).
Joseph Franschi, chef du service départemental de la direction du renseignement (SDDR).

Dans le Val d'Oise

Youssouf (anciennement Joseph), converti à l'islam, 40 ans, directeur de l'institut de formation *Islam-dialogue* à Sarcelles.
Walid et Mourad, voyous de confiance de Youssouf.
Moktar, adolescent provocateur à Sarcelles.
Majd, son frère, gardien de la mosquée *Unique foi* à Sarcelles.
Père Mattai, curé de la paroisse assyro-chaldéenne de Sarcelles.
Zamri, jeune Irakien de la paroisse assyro-chaldéenne de Sarcelles.
Antoine, jeune Irakien de la paroisse assyro-chaldéenne de Sarcelles.

A Paris

Florent et Cyril, policiers du groupe d'assistance opérationnelle de la DGSI.
Brigadier-chef Pardet, policier de la division nationale de recherche et d'appui de la direction nationale du renseignement territorial.
Karim Marwahini, imam de la mosquée Omar, rue Timbaud.
Mohamed el-Fassi, président de l'association *Foi et pratique*.
Marwan al-Nabati, président du collectif *Liberté musulmane*.

A Marseille

Stéphane Prunetier, préfet de police.
Yacine Aissaoui, président régional du Collectif *Liberté musulmane*, ami de Marwan al-Nabati. Auteur du très controversé *Manuel de résistance à l'islamophobie.*
Slimane Gaoussou, ancien entraîneur d'un club de football de la région parisienne, recruteur de jeunes pour le Djihad.

Un commando de tueurs islamistes.

En Bretagne

Jérôme Bailli, préfet de la région Bretagne.
Yvon Lanven, vice-président du conseil départemental du Morbihan.
Général de corps d'armée Brice Talmont, commandant la région de gendarmerie de Bretagne.
Colonel commandant le 3e régiment d'infanterie de marine (3e RIMA) à Vannes.

Ministère de l'Intérieur

Le ministre de l'Intérieur.
Bernard Tourain, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur.
Antoine Verre, chef de cabinet du ministre de l'Intérieur.
Xavier Lacoste, directeur général de la Police nationale (DGPN).
Général d'armée Jacques Fiève, directeur général de la Gendarmerie nationale (DGGN).
Robert Bewes, directeur général de la sécurité intérieure (DGSI).
Michel Lecoeur, adjoint du DGSI, directeur du renseignement et des opérations.
Lionel Saffre, directeur national de la Police judiciaire (DNPJ).
Hervé Molinié, directeur national de la sécurité publique (DNSP).
Jean-Eric Cherhomme, directeur central des CRS (DCCRS).
Arnold Ballard, conseiller de l'ombre, franc-maçon, ancien chef de cabinet du ministre de la Défense, chargé des affaires réservées, professeur des universités.

Ministère des Armées

Général de corps d'armée Enguerrand de Valtud, directeur du renseignement et de la sécurité de la Défense (DRSD).
Bertrand Valette, directeur général de la sécurité extérieure (DGSE).

Préfecture de police à Paris

Louis Burin, préfet de police.
Luc Antunès, directeur de cabinet du préfet de police.
Bernard Jouleau, directeur du renseignement de la préfecture de police (DRPP).
Louis Dericourt, conseiller juridique du préfet de police.
Léon Brunard, directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne de la préfecture de police (DSPAP).
Béatrice Buisson, directrice de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police (DOPC).
Olivier Kubieck, directeur régional de la police judiciaire de la préfecture de police (DRPJ), membre influent du Grand Orient (GO).
Mathieu de Neuvic, chef d'état-major de la DRPJ.

Elysée

Le président de la République.
Yves Le Naour, chef du « pôle régalien » et conseiller technique « sécurité » de la présidence de la République.

Laurent Legout, directeur de cabinet du président de la République.

Gouvernement et administration

Vincent Personi, Premier ministre, démissionne à la suite des évènements.

Christophe Grevard, conseiller communication de Vincent Personi.

Jean-Philippe Craie-Armel, député des Hautes-Pyrénées, membre d'un parti associé au parti présidentiel, devenu ministre de l'Éducation nationale, puis successeur de Personi à Matignon.

Gérard Dutour, directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, ancien recteur et ancien secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale

Philippe Zygstein, directeur de cabinet adjoint de Jean-Philippe Craie-Armel.

Alizée Pereira, cheffe de cabinet de Jean-Philippe Craie-Armel.

Magali Runac, conseillère « Réforme de l'État » au cabinet de Jean-Philippe Craie-Armel.

Djamilah Al-Mulima, Garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Parlement

Le président de l'Assemblée nationale

Jacques Terrac, président du parti républicain démocrate, l'un des leaders de l'opposition.

Jasmine Benboussou, députée d'extrême gauche du Val-de-Marne.

Gaëlle Heitz-Duregard, députée du parti présidentiel, membre de la commission des lois de l'Assemblée.

Ronan Courcelaud, ancien ministre de l'Intérieur et des Finances, devenu président du groupe parlementaire présidentiel. Rival de Craie-Armel.

Presse

Max Stockpol, rédacteur en chef du quotidien du soir *Le Temps de Paris.*

Son adjoint.

Christian Lacoiffe, journaliste à *Infos express.*

Inès Valda, journaliste pour la chaîne d'info *Infoscoop*.

Une journaliste de *Radio Wallonie.*

Sciences-Po Paris

Jacques Retin, directeur du CEVIPOF.

Richard Prince, spécialiste de l'islam mais non arabisant, très hostile à Gérard Kattell. Sa thèse : *Ce n'est pas l'islam qui se radicalise, mais la radicalité qui s'islamise*.

Ludovic Parrinna, ancien directeur du CEVIPOF, président de l'association des Anciens élèves de Sciences-Po.

Didier Furton, professeur de Relations internationales à Sciences-Po, président de la Fondation d'études démocrates.

Jules Dartègue, spécialiste universitaire des organisations terroristes, proche des thèses du Hamas.

Jean-Cyrille Padovani, professeur de science politique à Sciences-Po Paris.

Raymond Briscard, président de la Fondation nationale des sciences politiques.

Gérard Kattell, professeur de science politique à Sciences Po Paris, le spécialiste des études islamiques contemporaines, très hostile à Richard Prince. Sa thèse : *Il faut prendre au sérieux le potentiel de violence de l'islam*.

Justice

Rémi Clartat, procureur de Nanterre.

Rémy Jeanbarre, substitut du procureur de Nanterre.

Organisation de la conférence islamique (OCI)

Mohammad ben Tamim Al Thani, secrétaire général de l'OCI, Qatari.

Ahmat Shukran, directeur des affaires politiques de l'OCI, Palestinien.

Ahmed bin Abdulaziz al Kuwari, chef de cabinet du secrétaire général de l'OCI, Qatari.

Union européenne

Petra Valkova, commissaire européenne tchèque à la Justice.
Claas Eeckeman, vice-président néerlandais de la Commission européenne.

Glossaire

CEVIPOF : centre d'étude de la vie politique française, centre de recherches de Sciences Po Paris.

DGPN : direction générale de la police nationale. Placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, elle est chargée du commandement des différentes directions de la Police nationale, hors du ressort de la préfecture de police de Paris. Les principales directions et services qui lui sont rattachés sont : la direction des ressources humaines, des finances et des soutiens de la police nationale (DRHFS) ; l'Inspection générale de la Police nationale (IGPN) ; la direction nationale de la Police judiciaire (DNPJ) ; la direction nationale de la Sécurité publique (DNSP) ; la direction nationale de la Police aux frontières (DNPAF) ; la direction nationale du renseignement territorial (DNRT) ; la direction centrale des compagnies républicaines de sécurité (DCCRS) ; la direction de la coopération internationale de sécurité (DCIS), conjointement avec la Gendarmerie nationale ; le service de la protection (SDLP) ; le service national de police scientifique (SNPS).

DGSE : direction générale de la Sécurité extérieure. Placée sous l'autorité directe du ministre des Armées, la DGSE est chargée de

l'acquisition de renseignements et de mener des opérations clandestines hors du territoire français. Ses missions sont de protéger les intérêts vitaux de la nation et d'agir dans le domaine de l'anti-terrorisme.

DGSI : direction générale de la sécurité intérieure. La direction générale de la sécurité intérieure, placée directement sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et non pas sous celle du directeur général de la police nationale, est basée pour l'instant à Levallois-Perret. Elle est chargée de la prévention et de la répression du terrorisme, du contre-espionnage et des atteintes à la sûreté de l'Etat, à l'intégrité du territoire ou à la permanence des institutions de la République. Elle est issue d'une fusion difficile entre l'ancienne DST, devenue direction centrale du renseignement intérieur, spécialisée dans le contre-espionnage, et les fameux « RG » ou Renseignements généraux, à l'époque davantage chargés du suivi de la vie politique, économique et sociale. La DGSI a compétence sur tout le territoire national, à l'exception de la région parisienne dévolue à la direction du renseignement de la préfecture de police.

DNSP : direction nationale de la sécurité publique. C'est la direction, placée sous l'autorité du DGPN, dont dépendent les commissariats de France, hors du ressort de la préfecture de police de Paris.

DNRT : direction nationale du renseignement territorial. Placée sous l'autorité du DGPN, elle est chargée d'assurer la recherche, la collecte, l'analyse et l'exploitation des renseignements relatifs aux enjeux stratégiques ainsi qu'aux menaces et aux risques susceptibles d'affecter la vie de la Nation, hors du ressort de la

préfecture de police de Paris. La DNRT dispose de services « départementaux » (échelons zonal, régional ou départemental) territorial (SRT – échelon infra-départemental) et d'antennes locales (ART) en zone gendarmerie.

DNPJ : placée sous l'autorité du DGPN, la direction nationale de la police judiciaire concourt à l'exercice des missions de police judiciaire sur l'ensemble du territoire, à la prévention et à la répression des formes spécialisées, organisées ou transnationales de la délinquance et de la criminalité, hors du ressort de la préfecture de police de Paris.

DOPC : placée sous l'autorité du préfet de police, la direction de l'ordre public et de la circulation est chargée d'encadrer l'ensemble des événements se déroulant sur la voie publique, de fluidifier et sécuriser le trafic régional et de protéger les institutions dans l'agglomération parisienne.

DRM : direction du renseignement militaire. Placée sous l'autorité du ministre des Armées et du chef d'état-major des Armées, la DRM apporte une capacité d'anticipation stratégique et une autonomie d'appréciation de situation sur tous les sujets au cœur desquels les armées sont ou pourraient être engagées.

DRPJ : La direction régionale de la police judiciaire, qui dépend du préfet de police, chapeaute les services de police judiciaire de toute l'agglomération parisienne. Elle regroupe notamment les fameuses brigades centrales, parmi lesquelles : la brigade criminelle (BC ou la *Crim'*), la brigade des stupéfiants (BS ou les *Stups*), la brigade de répression du banditisme (BRB), la brigade de répression du proxénétisme (BRP ou la *Mondaine*), la brigade

de recherche et d'intervention (BRI ou *l'Antigang*), la brigade de protection des mineurs (BPM ou les *Mineurs*).

DRPP : direction du renseignement de la préfecture de police. Service spécifique à Paris qui regroupe les anciens RG et les policiers chargés de la prévention du terrorisme. Sa compétence géographique englobe Paris et la petite couronne. Placée sous l'autorité du préfet de police, elle est indépendante du directeur général de la police nationale (DGPN) et du DGSI. La DRPP, largement issue des anciens RG parisiens, est souvent en concurrence avec la DGSI pour certaines de ses compétences.

DRSD : Direction du renseignement et de la sécurité de la Défense. Issue de la direction de la protection et de la sécurité de la Défense (DPSD), elle-même héritière de l'ancienne Sécurité militaire, et placée sous l'autorité du ministre des Armées, elle est chargée de la sécurité du personnel, des informations, du matériel et des installations sensibles du ministère de la Défense.

DSPAP : direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne. Compétente à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, la DSPAP a pour mission de prévenir et réprimer les actes de délinquance. Elle joue, pour la préfecture de police, le rôle de la DNSP.

Direction zonale : les directions zonales de la police nationale sont chargées de l'animation, de la coordination, de l'orientation et du contrôle des missions exercées par les directions départementales et interdépartementales de la police nationale situées sur le territoire de la zone de défense et de sécurité

concernée. Sous réserve des dispositions du code de procédure pénale les directions zonales de la police nationale sont placées sous l'autorité du préfet de zone de défense et de sécurité et sous l'autorité des préfets de département ou, dans le département des Bouches-du-Rhône, du préfet de police des Bouches-du-Rhône, dans leurs domaines de compétence respectifs.

GAO : Groupe d'assistance opérationnelle de la DGSI. Chargé notamment des interpellations, perquisitions, déferrements et transferts, ou encore, protection de hautes personnalités.

GED : groupe d'évaluation départemental de la radicalisation islamiste. Les GED ont été créés à partir de 2014. Placé auprès du préfet, chaque groupe, composé des services compétents (renseignements, PJ, pénitentiaire, Parquet…) est chargé de s'assurer que les individus signalés pour une radicalisation potentiellement violente font l'objet d'une évaluation conduisant, le cas échéant, à un suivi plus poussé.

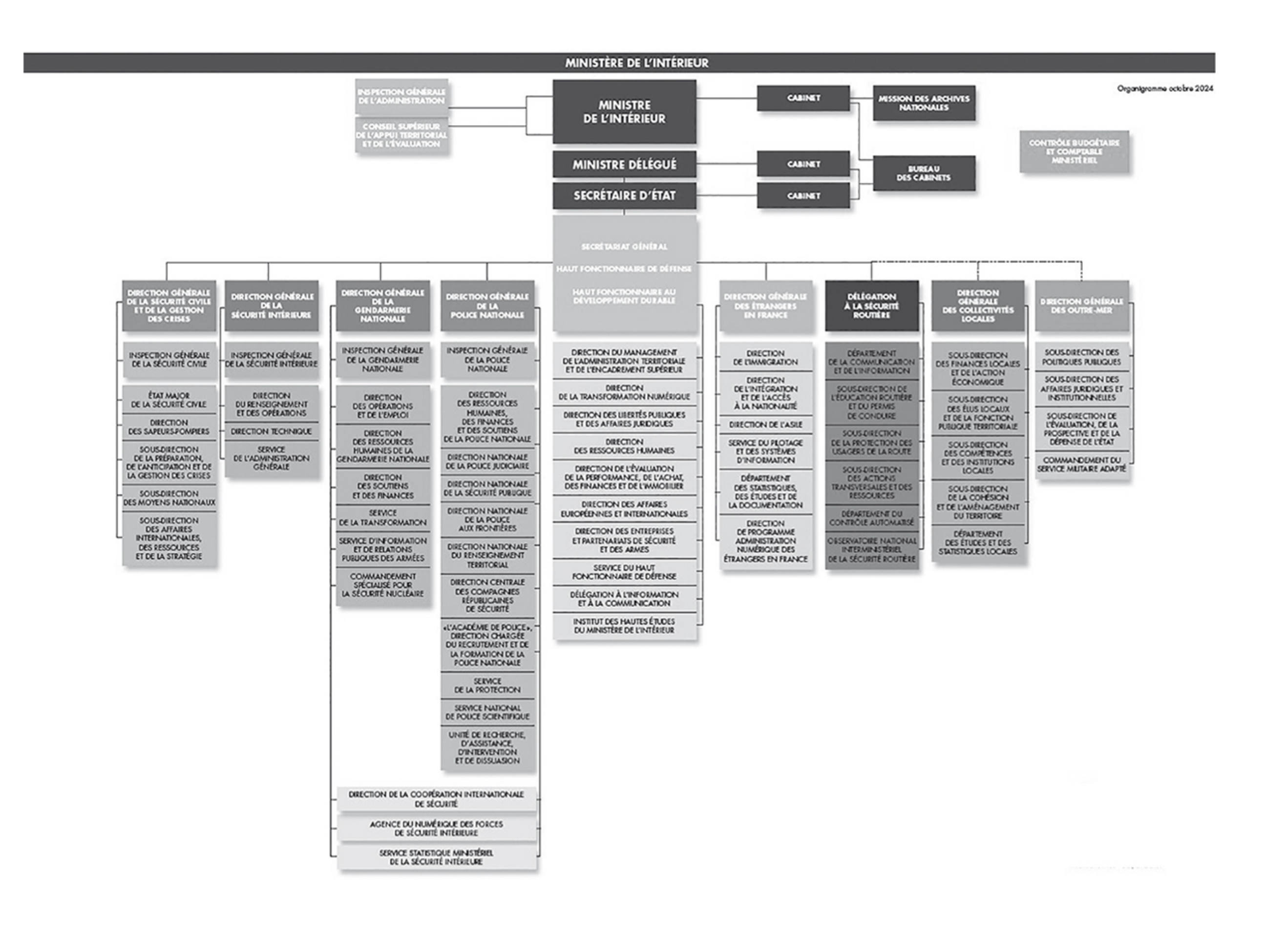
SAT : section antiterroriste (SAT) de la préfecture de police de Paris. Rattachée à la brigade criminelle, elle est l'équivalent de la SDAT à la Préfecture de police de Paris : elle coordonne les investigations, en co-saisine avec la DGSI, pour les actes perpétrés sur son ressort territorial.

SDAT : sous-direction antiterroriste de la direction nationale de la police judiciaire. Service à compétence nationale spécialisé dans l'anti-terrorisme (post-attentat). Elle est le service coordonnateur lorsqu'une action terroriste a été commise en France.

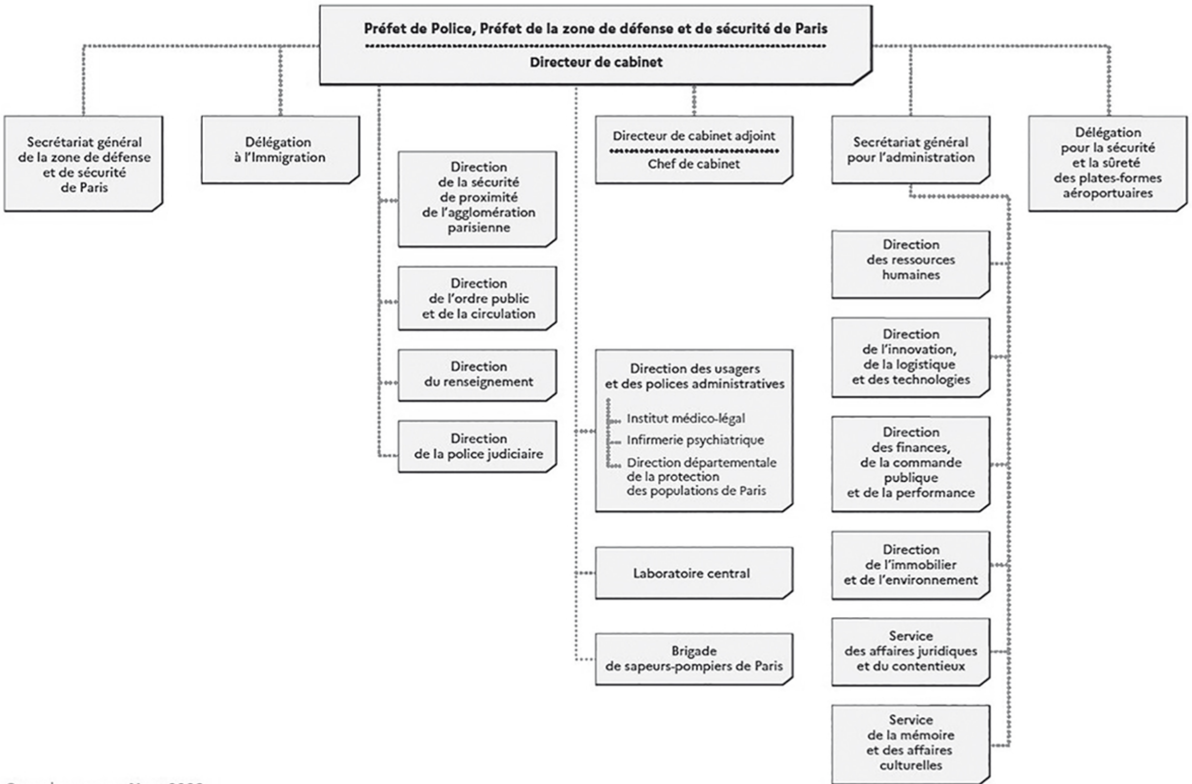
SRT : Service territorial du renseignement, héritier dans les départements des anciens Renseignements généraux démantelés par Nicolas Sarkozy au profit de la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), qui deviendra ensuite la DGSI, direction générale de la sécurité intérieure.

Zone de défense et de sécurité : circonscription administrative spécialisée dans l'organisation de la sécurité nationale et de la défense civile et économique. En métropole, les zones, au nombre de sept, comprenne d'une à quatre régions. Chaque zone est dirigée par un préfet de zone de défense et de sécurité, qui est le préfet de région du siège de la zone. Pour la zone de Paris, il s'agit du préfet de police.

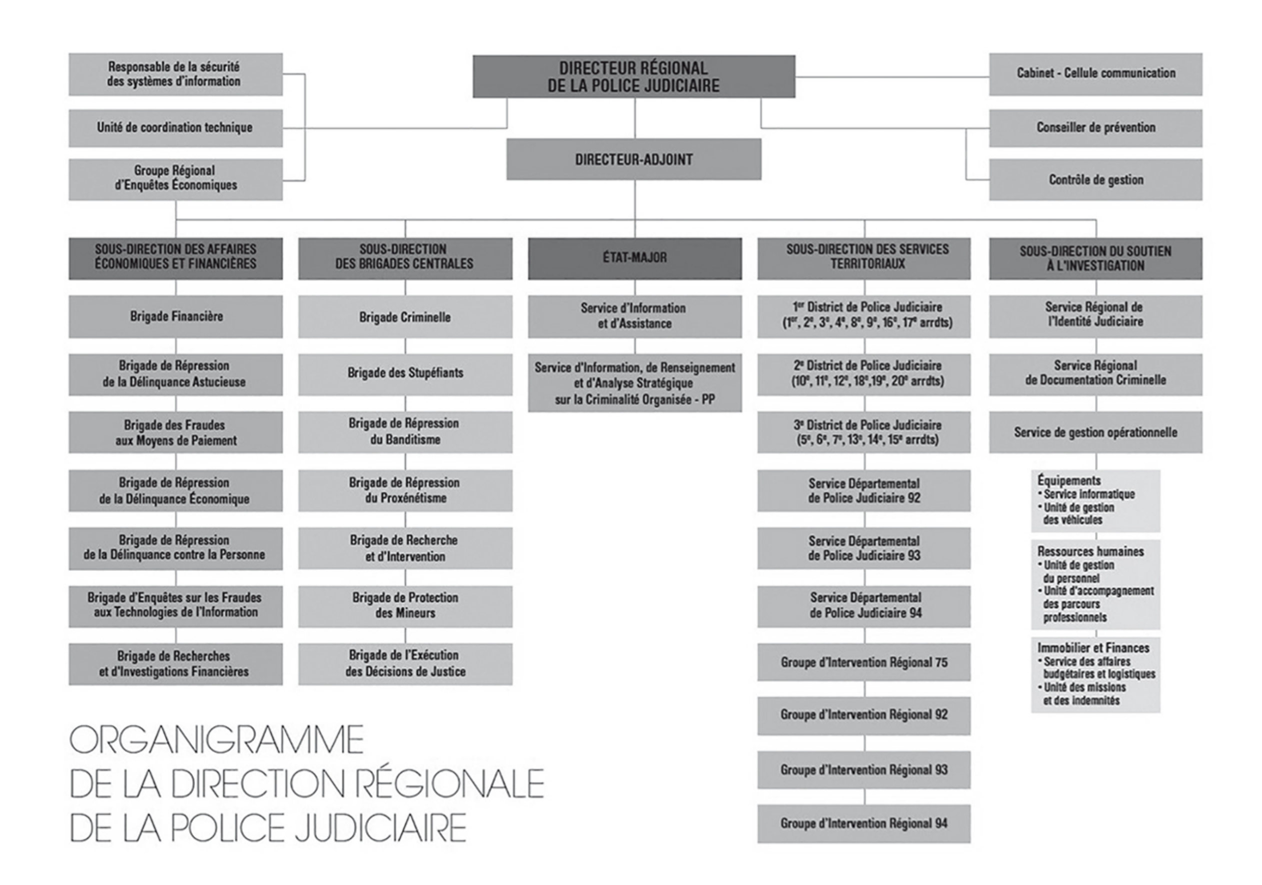
« Gouverner, c'est prévoir ; et ne rien prévoir, c'est courir à sa perte », Émile de Girardin.



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Organigramme octobre 2024
INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION
CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'APPUI TERRITORIAL ET DE L'ÉVALUATION
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
CABINET
MISSION DES ARCHIVES NATIONALES
CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE MINISTÉRIEL
MINISTRE DÉLÉGUÉ
CABINET
BUREAU DES CABINETS
SECRÉTAIRE D'ÉTAT
CABINET
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
HAUT FONCTIONNAIRE DE DÉFENSE
HAUT FONCTIONNAIRE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET DE LA GESTION DES CRISES
INSPECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE
ÉTAT MAJOR DE LA SÉCURITÉ CIVILE
DIRECTION DES SAPEURS-POMPIERS
SOUS-DIRECTION DE LA PRÉPARATION, DE L'ANTICIPATION ET DE LA GESTION DES CRISES
SOUS-DIRECTION DES MOYENS NATIONAUX
SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES, DES RESSOURCES ET DE LA STRATÉGIE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
INSPECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
DIRECTION DU RENSEIGNEMENT ET DES OPÉRATIONS
DIRECTION TECHNIQUE
SERVICE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE
INSPECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE
DIRECTION DES OPÉRATIONS ET DE L'EMPLOI
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA GENDARMERIE NATIONALE
DIRECTION DES SOUTIENS ET DES FINANCES
SERVICE DE LA TRANSFORMATION
SERVICE D'INFORMATION ET DE RELATIONS PUBLIQUES DES ARMÉES
COMMANDEMENT SPÉCIALISÉ POUR LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE
INSPECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, DES FINANCES ET DES SOUTIENS DE LA POLICE NATIONALE
DIRECTION NATIONALE DE LA POLICE JUDICIAIRE
DIRECTION NATIONALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
DIRECTION NATIONALE DE LA POLICE AUX FRONTIÈRES
DIRECTION NATIONALE DU RENSEIGNEMENT TERRITORIAL
DIRECTION CENTRALE DES COMPAGNIES RÉPUBLICAINES DE SÉCURITÉ
«L'ACADÉMIE DE POLICE», DIRECTION CHARGÉE DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION DE LA POLICE NATIONALE
SERVICE DE LA PROTECTION
SERVICE NATIONAL DE POLICE SCIENTIFIQUE
UNITÉ DE RECHERCHE, D'ASSISTANCE, D'INTERVENTION ET DE DISSUASION
DIRECTION DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DE SÉCURITÉ
AGENCE DU NUMÉRIQUE DES FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE
SERVICE STATISTIQUE MINISTÉRIEL DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
DIRECTION DU MANAGEMENT DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE L'ENCADREMENT SUPÉRIEUR
DIRECTION DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE
DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER
DIRECTION DES AFFAIRES EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES
DIRECTION DES ENTREPRISES ET PARTENARIATS DE SÉCURITÉ ET DES ARMES
SERVICE DU HAUT FONCTIONNAIRE DE DÉFENSE
DÉLÉGATION À L'INFORMATION ET À LA COMMUNICATION
INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTRANGERS EN FRANCE
DIRECTION DE L'IMMIGRATION
DIRECTION DE L'INTÉGRATION ET DE L'ACCÈS À LA NATIONALITÉ
DIRECTION DE L'ASILE
SERVICE DU PILOTAGE ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION
DÉPARTEMENT DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION
DIRECTION DE PROGRAMME ADMINISTRATION NUMÉRIQUE DES ÉTRANGERS EN FRANCE
DÉLÉGATION À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
DÉPARTEMENT DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION
SOUS-DIRECTION DE L'ÉDUCATION ROUTIÈRE ET DU PERMIS DE CONDUIRE
SOUS-DIRECTION DE LA PROTECTION DES USAGERS DE LA ROUTE
SOUS-DIRECTION DES ACTIONS TRANSVERSALES ET DES RESSOURCES
DÉPARTEMENT DU CONTRÔLE AUTOMATISÉ
OBSERVATOIRE NATIONAL INTERMINISTÉRIEL DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES
SOUS-DIRECTION DES FINANCES LOCALES ET DE L'ACTION ÉCONOMIQUE
SOUS-DIRECTION DES ÉLUS LOCAUX ET DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
SOUS-DIRECTION DES COMPÉTENCES ET DES INSTITUTIONS LOCALES
SOUS-DIRECTION DE LA COHÉSION ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ET DES STATISTIQUES LOCALES
DIRECTION GÉNÉRALE DES OUTRE-MER
SOUS-DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES
SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELLES
SOUS-DIRECTION DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA DÉPENSE DE L'ÉTAT
COMMANDEMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTÉ



Organigramme • **Nov. 2023**



ORGANIGRAMME
DE LA DIRECTION RÉGIONALE
DE LA POLICE JUDICIAIRE

Avant-Propos

L'ouvrage que vous tenez entre vos mains tient-il de la dystopie, du roman d'anticipation ou de la prophétie ? L'avenir le dira. En tout cas, il s'agit bien d'une fiction dont l'auteur espère vivement qu'elle ne se traduira pas dans la réalité.

Pour autant, fondée sur une connaissance concrète des rouages de l'État, cette fiction décrit fidèlement et avec le plus grand réalisme ce qui *pourrait* se passer en cas de conflagration dans notre pays. Elle ne retient, il est vrai, qu'une seule hypothèse, au moins pour l'instant, celle du pire.

Mais le pire n'est jamais sûr. Encore faut-il le prévoir pour le conjurer. *De tous les dangers, le plus grand est de sous-estimer son ennemi*. (Pearl Buck).

Sans être un roman à clés, il met en scène des individus dont certains feront penser à des acteurs connus du théâtre politique. C'est que la vie, en particulier la vie politique, est parfois plus romanesque et plus rocambolesque que la littérature. C'est aussi que, la capacité à prendre des décisions absurdes étant davantage que le bon sens l'une des choses du monde les mieux partagées, nombre de politiciens – pas tous – ne se font pas faute d'en user. Les reconnaître dans leurs œuvres est dès lors une nécessité de salut public.

La démocratie est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres, assénait Churchill. En tout cas, il est fragile, le savoir est la première condition de sa préservation.

1

Jeudi 4 août, 22 h 00, Bagneux, quartier des Cuverons

Une légère brise s'est levée, mais elle ne brasse que la touffeur d'une nuit d'été lourde, suffocante, presque visqueuse. Mohammad regarde à peine les derniers rayons du soleil qui éclairent le béton repeint en beige, donnant à la barre un aspect de miel, comme s'il s'agissait d'une immense ruche géométrique débordant de nectar. Mais, à en écouter certains, des racistes, cette ruche-là n'est pas pleine d'abeilles travailleuses. Elle serait plutôt peuplée de chômeurs volontaires, de glandus qui survivent grâce au RSA et à la fauche, de voyous ou de barbus rigoristes. Avec, au milieu, des gens simples et pauvres, des « gars qui fument des clopes et qui roulent au diesel », comme disait un ancien ministre plus connu pour ses photos grivoises et ses frasques sexuelles que pour ses apports au bien commun.

La barre est plus bruyante que jamais. Mohammad la vomit en même temps qu'il l'adule. C'est *son* quartier. L'Office HLM y fait le minimum. Les ascenseurs sont réparés quand une équipe de maintenance accepte de prendre le risque d'un caillassage. Les pelouses, jamais tondues, conservatoires de la faune et de la flore urbaines, feraient le bonheur des écologistes, qui ne mettent jamais

les pieds ici. Les halls d'entrée sont zébrés de tags et le terrain de foot est depuis longtemps une grande mare boueuse. De milliers d'orifices carrés ou rectangulaires qui font office de fenêtres giclent des sons aigres qui résonnent, se chevauchent et se mêlent pour donner une bouillie écœurante. Les télévisions marchent à plein tube et déversent leurs inepties en des langues variées. Séparés par de minces cloisons qui ne les préservent que du regard d'autrui, non de leurs bruits, des centaines de… non pas de *familles* avec ce que cela représente d'ordonné et de stable, mais plutôt des centaines de *groupes* d'adultes et d'enfants contemplent les mêmes programmes, ceux de TF1 ou des télévisions algérienne ou marocaine, pour l'essentiel.

Mohammad ne connaît guère que son quartier et quelques autres de ce coin de banlieue, et le *bled*, bien sûr, du côté de Berrouaghia, au sud d'Alger, où il a passé tous les étés, jusqu'à ses quinze ans, l'année où son père a lâché sa mère pour une salope de Française. Une fois, il a pris le RER pour se poser au centre de Paris. Il est sorti à Cluny-Sorbonne, deux mots qui n'évoquaient rien pour lui. Il a été choqué par la beauté des immeubles, le chic des passants, les vitrines des commerces… C'est à ce moment-là qu'il s'est senti étranger et misérable. L'opulence froide et distante des rues parisiennes l'a dégouté et a fait exploser en lui un sentiment de solidarité malsaine avec les relégués du quartier. Désormais, il y avait *nous* et *eux*.

Tout en bas de la barre, agglutinés autour d'une des dizaines d'entrées aux portes forcées, boîtes aux lettres déglinguées, un agglomérat humain. Des *jeunes*. Mohammad parade au milieu d'eux. Il frise la trentaine mais s'efforce d'en paraître plus en arborant une barbe drue et entretenue, genre prophète. Un autre, tout juste collégien, s'il va encore au collège, le visage boutonneux et mal fini,

ne doit pas dépasser les quatorze ans, même si sa taille évoque plutôt un homme fait. S'ils n'ont pas tous le même âge, ils sont habités par la même rage. Ils ont un autre point commun qu'un journal correct aurait pris soin d'oublier : tous ont des traits d'outre-Méditerranée.

Deux étages plus haut, dans un appartement, un de ces appartements clonés par centaines dans le quartier, un petit trois-pièces-cuisine gentillet que l'office HLM vient de rénover pour la quinzième fois, un petit trois-pièces censé accueillir, il y a vingt ans, une famille méritante en voie de promotion sociale, mari-femme-un-ou-deux-enfants, se serrent une quinzaine de gaillards.

Ils sont assis dans le salon, où s'entassent des fauteuils de mauvais goût, bois et velours marronnasse, répartis tout autour de la pièce. On se croirait dans la salle de réception d'une famille de la classe moyenne qatarie, le *dîwan*. La pièce où les hommes débattent des nouvelles du jour, de l'avenir des uns et des autres, règlent la vie des femmes. Ici aussi, ce sont les hommes qui palabrent et décident. On est bien comme en Orient, sauf que le salon est tout petit, que ces hommes n'appartiennent pas à la même famille et qu'on est en France.

L'un des quinze, assis comme les autres, mais plus barbu que les autres, parle. Il enchaîne les phrases et les mots sans discontinuer d'une voix rauque et d'un accent guttural. L'homme familier de cette langue reconnaîtrait sans peine l'arabe algérien. Mais émaillé de formules rapides et généralement utilisées à mauvais escient : le beau parleur veut faire croire qu'il a de la culture, de la sagesse et du savoir, mais tout en lui, son débit trop rapide, ses gestes brusques, son regard brûlant, démontre qu'il n'est ni sage ni savant.

Pourtant, ses auditeurs boivent ses paroles. C'est qu'elles évoquent Dieu, les purs et les infidèles. Eux, par chance, sont les

purs. Tout autour vivent les infidèles qu'il faut convertir ou éliminer, la seconde solution étant, en tout cas, plus rapide si ce n'est plus aisée. Le faux sage le leur dit. Quelques sourires ornent les visages émaciés de ces hommes qui hochent la tête avec assurance, marquant leur approbation.

En bas, dans la rue, le trentenaire se pique aussi d'être un sage. D'ailleurs, il a étudié… les armes. Il a fait un court séjour en Afghanistan. Il ne dit pas à ses interlocuteurs, un peu ébahis même s'ils tentent de le charrier, qu'il a été arrêté par les Américains trois jours après son arrivée à Kaboul, qu'il a pleuré en français et que les Yankees l'ont balancé aux militaires français de la *Task force La Fayette* positionnée sur place. Il a été rapatrié à Paris vite fait, car le charmant jeune homme a la nationalité française. Il n'a pas appris grand-chose chez les Talibans, mais il a une revanche à prendre. Il déteste encore plus les Français car ce sont eux qui l'ont privé de *sa* guerre. A Paris, il a été interrogé quelques heures par la DGSI [1], mais il ne savait rien ou pas grand-chose. Et puis il a pris peur : il pleurait encore. Le lieutenant de police qui le cuisinait l'a pris pour une mauviette sans danger. Il avait autre chose à faire ce soir-là et tant de dossiers à superviser, alors il n'a pas insisté. Il faut dire que la barbe de Mohammad était encore bien courte à l'époque : à peine un duvet d'étudiant artiste. Avec tout ça, il n'a même pas fait de prison. Il s'en est sorti avec juste un bon conseil : ne plus se mêler de ces affaires-là ! On le prenait pour un gamin. Cela aussi a décuplé sa haine.

Ce soir, Mohammad est excité. En revenant de la mosquée de Clamart, il a croisé une dizaine de jolies filles blanches, noires et même deux beurettes avec de jolis décolletés. Agité par le sentiment trouble d'un désir naissant, il a senti qu'il perdait toute maîtrise. Alors, il a eu envie de leur cracher dessus, mais il n'a pas osé. Il a

craint qu'elles se jettent sur lui : les filles en France ne respectent rien. Il a ravalé sa haine et sa salive pour les déverser en bas de l'immeuble. Il sait qu'il y traîne toujours des jeunes morts d'ennui.

D'habitude, ces petits voyous le regardent de travers parce qu'il ne fait peur à personne et qu'il a l'air de donner des leçons à tout le monde. Mais ce soir, les choses sont différentes, parce que l'imam qui dégoise au 2e étage, c'est son oncle. Et lui, on l'écoute parce qu'il fait peur. On dit que c'est un dur. D'ailleurs, lui a fait de la prison en Algérie. Et puis, les Français l'ont expulsé l'année dernière. Ils trouvaient que ses propos incitaient à la haine. Mais il est revenu : le tribunal administratif a annulé l'arrêté d'expulsion du préfet pour un motif futile. Cela a convaincu l'oncle et le neveu que les Français ont peur d'eux-mêmes et que pour gagner il fallait être le plus dur possible, ne rien lâcher, tout contester et, surtout, utiliser les failles du système démocratique contre lui-même.

Mohammad a dit aux jeunes que c'était son oncle là-haut qui prêchait. Et il veut être à la hauteur. Alors, il leur répète en boucle ce dont il est persuadé : « les Français n'ont rien dans le ventre. » Il a même utilisé un argument qui les a estomaqués au début. Il a vu que ça avait du mal à passer. Il a jeté de sa voix de fausset nasillarde : « d'ailleurs, y z'ont même pas osé se battre en Irak ! » Un des jeunes a même répliqué : « Tant mieux, z'avaient raison ! » Mais Mohammad a une qualité, il est tenace : il rabâche sans cesse les mêmes choses, sans doute parce qu'il n'a rien d'autre à dire. Alors, le jeune dubitatif a fini par lâcher le morceau : il s'est éloigné du groupe.

Malgré tout, vexé par cette contestation et froissé du peu d'enthousiasme des autres jeunes, Mohammad veut prouver qu'il a raison. Il lance un défi et Dieu sait que les Arabes sont sensibles au défi !

Alors, il jette à la petite troupe : « Allons dans une maison, prenons le maximum, on le donnera à l'oncle pour la résistance islamique en Palestine, ou ailleurs. »

Les jeunes sont tentés parce que les cambriolages, ils connaissent, et *ça coûte pas cher* au tribunal de Nanterre. Mais le Mohammad, ils s'en méfient, alors ils hésitent. Il le sent. Il sort son va-tout : un beau pistolet, un Sig-Sauer SP 2022, subtilisé par un copain de son oncle dans un commissariat des environs de Paris. Lorsqu'il leur montre le bijou bien lustré, sombre et brillant comme l'enfer, les jeunes se déchaînent : les armes pour eux, c'est comme le sang pour le squale, ça les excite, ça les allèche.

Mohammad s'emporte car il remarque la fascination des jeunes pour l'arme. Maintenant, ce qu'il dit a une importance. Il finit par lancer : « Allez, wesh, venez avec moi à Port Galand ! » Il ignore encore dans quel but. C'est du moins la version qu'il servira plus tard aux enquêteurs. Dans l'immédiat, il veut faire mal pour se faire du bien. Il monte à Port Galand, à Bagneux, parce qu'il a en tête la massive église de béton et briques rouges qui trône à côté du carrefour Albert Schweitzer. Il déteste cette église, d'abord parce que c'est une église et aussi parce qu'elle est trop visible à son goût : « une insulte à l'islam » éructera-t-il plus tard.

Les jeunes le suivent, attirés par l'arme comme la limaille de fer par l'aimant. Ils sont aussi curieux de savoir ce que Mohammad va bien pouvoir inventer. Et puis, ils n'ont rien d'autre à faire.

A cette heure-là, le carrefour est désert. Le petit groupe est mené par son *leader* d'un soir jusqu'à l'entrée de l'église. Mohammad pousse les lourdes grilles qui ne bougent pas d'un iota. Comme face à tout ce qui lui résiste, il sent monter cette furie, qui, l'espace de quelques instants, lui donne l'impression qu'on lui refuse d'être le maître du monde. Il se déchaîne, donne des coups de pied,

de crosse. Mais rien à faire, les grilles le narguent et menacent de ruiner son aura malfaisante auprès de ses petits camarades qui, dans son dos, commencent à ricaner. D’un seul coup, il oblique vers la droite et se dirige d’un pas rapide, le visage mauvais, vers une masse cubique, hideuse, recouverte d’ardoises, séparée de l’église par une courte impasse : le presbytère. Le portillon du jardin n’est pas fermé à clef.

Mohammad a son arme à la main. Un jeune le retient par la manche et crie : « fais pas de connerie ! ». Mais il se dégage et avance jusqu’à la porte de l’immeuble. Il l’ouvre et se trouve aussitôt face à un homme grand et large d’épaules. Il est jeune, lui aussi, trentenaire peut-être. Les cheveux d’un noir de jais, la peau très blanche. Son visage, bien qu’émacié, paraît enfantin. Il porte une chemise grise et un drôle de col blanc. Mohammad ne sait pas que cela s’appelle un col romain, mais il sait que les prêtres catholiques en portent. Le jeune prêtre lui sourit et lève la main en guise de salut. Il n’a pas vu l’arme qui pend au bras de Mohammad, bien serrée contre sa hanche droite. Lors de l’enquête, Mohammad ne cessera d’affirmer qu’il la tenait ainsi parce que son bras fatiguait, mais pour l’instruction il s’agissait plutôt de la cacher : la préméditation n’est pas loin.

Le prêtre sourit et ouvre la bouche pour dire quelque chose. Mohammad ne veut pas l’entendre. Pressent-il qu’il ne pourra plus agir une fois accueilli fraternellement ? Réfléchit-il à cet instant ? Ou la haine et la stupidité lui évitent-elles cette peine ?

Il lève le bras, pointe l’arme vers la bouche du prêtre. Une gigantesque déflagration secoue la pièce. Du sang gicle sur les murs, des bouts d’os et de cervelle aussi. Le prêtre est tombé aussitôt. Mohammad reste sur le seuil, se retourne, embrasse ses acolytes du regard. Mais il est désorienté. Il ne voit pas dans leurs yeux

l'admiration escomptée, mais plutôt la stupéfaction et la peur. Quelques-uns repartent déjà en courant et marmonnant des « putains » et des « il est ouf ! ».

Lui, il a envie de goûter ce moment. Il trouve que le meurtre du prêtre a été trop rapide : fini avant d'avoir commencé. Il parade, l'arme à la main. Il caresse son joujou. Il a aimé son pouvoir de tout transformer, de tout briser, en un instant. Cela n'a pas fait un pli.

Tout à sa joie bizarrement inquiète, il traîne longtemps sur place, comme s'il attendait un cortège de félicitations. Il n'entend pas le moteur de voiture qui vrombit au loin en se rapprochant. Lorsqu'il sort du presbytère, il ne comprend pas quand la Peugeot 307 pénètre sur les chapeaux de roue sur le carrefour tout proche, si chargée que son bas de caisse menace de heurter le bitume. Quatre hommes, tee-shirts noirs, coupe rase typique BAC[2], en sortent comme dans un film, l'arme pointée. Il ne peut s'empêcher d'admirer ce spectacle : il adore la force et la violence ! La contempler en dehors de lui l'apaise comme si toute sa haine sortait de son corps et de son âme malade.

Les hommes en noir sont courbés et avancent très lentement en crabe, ils hurlent des « Mains en l'air ! Pose ton arme ! » que Mohammad ne comprend pas. Il lève le bras et tire une fois, deux fois, trois fois. Un homme tombe. Ses collègues mitraillent Mohammad et les jeunes qui sont restés. Mohammad s'écroule, il a mal à la jambe et au bras. A côté de lui, gît Akim, le petit de quatorze ans. Il sourit, alors Mohammad ne comprend pas. Il ne comprend pas qu'il est bien mort.

Deux paires de bras l'agrippent, le soulèvent et le jettent dans la 307. Il entend juste une conversation radio et d'autres sirènes. Il s'évanouit.

1. La direction générale de la sécurité intérieure, basée à Levallois-Perret, est chargée de la prévention et de la répression du terrorisme. Elle est issue d'une fusion difficile entre l'ancienne DST, devenue direction centrale du renseignement intérieur, et les fameux RG ou Renseignements généraux. La DGSI a compétence sur tout le territoire national, à l'exception de la région parisienne dévolue à la direction du renseignement de la préfecture de police.

2. Brigade anticriminalité, chargée des patrouilles et interventions rapides.

2

Vendredi 5 août, 5 h 00, Nanterre, service départemental de la police judiciaire et préfecture des Hauts-de-Seine

Mohammad se réveille sept heures plus tard. Se sent vasouillard, voit trouble. Sa pommette droite le fait souffrir. Il est menotté et affalé sur une chaise devant un bureau sans âge, acier et plastique gris. Il tourne lentement la tête à droite et à gauche pour faire jouer ses cervicales. Il entend une voix qui dit : « Y s'réveille ».

C'est vrai qu'il se réveille, mais il ne sait pas où il est. Ce n'est pas le commissariat de Bagneux, qu'il connaît bien pour y être passé une douzaine de fois. Ce n'est pas non plus celui de Châtenay-Malabry qu'il a moins fréquenté, mais qu'il a déjà « visité » à trois reprises. Il ne sait pas encore qu'il a tout de suite été transféré à Nanterre, au SDPJ des Hauts-de-Seine, le service départemental de la police judiciaire. Il ne sait pas non plus qu'il a des chances de faire un nouveau petit voyage si le SDPJ n'arrive pas à le retenir pour lui : direction la DGSI, à Levallois-Perret, ou la Crim[1], à Paris, 36 rue du Bastion.

C'est qu'à présent, sans qu'il le comprenne encore, son vœu le plus cher s'est réalisé : il est devenu un *gros poisson*.

Non loin de là, dans sa tour parallélépipédique qui semble sortie d'un mauvais film de science-fiction des années 70, le préfet des Hauts-de-Seine, debout et très droit, visage crispé, portable en main, est en grande conversation avec quelqu'un qu'il appelle « Monsieur le Ministre » toutes les deux phrases. Manifestement, Monsieur le Ministre semble avoir toujours raison, puisque le préfet lui répond toujours « oui », « d'accord » ou « bien ».

Deux autres personnes assistent à la conversation dans le gigantesque bureau préfectoral. Ils sont silencieux, mais parlent par les yeux. Et ce qu'ils disent n'est pas réjouissant. Ils flippent sec. Le costume anthracite à fines rayures de l'un et le blouson de cuir noir usé de l'autre sont censés leur donner une contenance, mais c'est raté. Leur mine blafarde tranche et leur donne un air maladif.

Le plus jeune est le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet. Il a un côté blanc-bec qui fait peine à voir, avec ses 29 ans, sa raie bien droite et ses lunettes d'écaille qui le font ressembler au Chirac des années 80, en blond, avec l'assurance et le sourire en moins. L'autre, la cinquantaine usée par les nuits courtes et l'alcool, Jacques Namur, le chef du SDPJ, boucles dures et nez épais, cache son inquiétude derrière une barbe de trois jours, d'impressionnantes valises sous les yeux et un sourire narquois. Ni l'un ni l'autre n'aime ce qui se passe : un meurtre qui tourne à l'émeute, ça sent mauvais et les engueulades commencent.

Le préfet raccroche. Il est sonné. Ses gestes sont ralentis. Y compris lorsqu'il s'assoit. Il se tait. Et ça ne plaît pas aux deux autres. Puis, il saisit son stylo plume, chaque extrémité entre pouce et index, et lui inflige une rotation, lente d'abord, puis de plus en plus rapide. Ils savent que cela annonce le déluge : quand *il* prend

son stylo et le tripote, en général, ça décoiffe. Semblant au bout du rouleau, il annonce d’une voix inhabituelle, lente et faible :

— Bon, ça explose de partout ! Et la presse rapplique à Bagneux avec caméras et tout. Un journaliste s’est déjà fait tabasser…

— Par qui ? ose le chef du SDPJ.

Et là, le préfet, qui semblait calme et abattu, explose : il les regarde d’un air méchant, comme s’il allait les décapiter, et hurle d’une traite :

— Ce devrait être à vous de me le dire ! Au lieu de cela c’est le ministre qui me l’apprend parce que lui-même l’a vu sur *twitter* !

Il se reprend pour ranger soigneusement du plat de la main la dernière petite mèche qui orne son front dégarni. Puis, se tournant vers le jeune « dircab », il repart de plus belle avec un ton moins violent qu’acide :

— Je vous ai demandé de m’appeler le chef du SDDR[2] ! Où est-il ?

Le sous-préfet balbutie :

— On m’a dit qu’il arrivait.

— Qui ça « on » ? Cela ne veut rien dire « on » !

Le sous-préfet tente de se justifier :

— C’est son adjoint, qui tient la boutique. Franschi s’est rendu sur place m’a-t-il dit. Il m’a affirmé qu’il serait de retour pour cette réunion…

Mais, après son léger coup de mou, le préfet laisse éclater sa colère.

— J’ai besoin de collaborateurs efficaces. La préfecture des Hauts-de-Seine, c’est quand même pas la poste de Trifouillis-les-Meldeuses ! Quand je préside une réunion je veux que tous les participants soient là, les patrons et pas les sous-fifres, et que cela commence à l’heure ! C’est vraiment trop demander ?

Il souffle un instant, pour mieux repartir : Franschi n'est pas là ? Alors, vous m'envoyez l'adjoint ! Tant pis pour Franschi ! Sur le terrain, il fallait qu'il y soit avant ! De toute façon, à tous les coups, la DRPP[3] va le siffler et il va filer dare-dare à la Préfecture de police. Mais je ne veux plus le voir, c'est clair ? Vous appellerez le ministère quand tout sera fini et vous vous débrouillerez pour le faire muter.

Le sous-préfet ne bronche pas, il a senti au ton du préfet que sa tête était sur le billot. Inutile de donner l'idée au bourreau de laisser tomber sa hache. Il prend un peu de distance en reculant vers la porte de son bureau, qui jouxte celui du préfet.

Lequel l'arrête dans sa retraite :

— Mais dîtes-moi, on l'avait dans les radars cet Amrami ? Le GED (il prononce « G.E.D » au lieu du « *jède* » habituel) l'avait dans ses dossiers ?[4] ». Le sous-préfet entrevoit une chance de rédemption. Hypermnésique, il connaît bien ses fiches. Amrami, ça lui rappelle quelque chose. Il embraye en quatrième vitesse.

— On a vu passer son nom, mais l'évaluation n'a pas été concluante. Il ressemblait plutôt à un jeune vantard un peu perdu. Sauf erreur, le GED a validé l'absence de nécessité d'un suivi. Je vais vérifier.

Cette réponse calme le préfet qui se radoucit avant d'asticoter Namur. Il sait pertinemment qu'il ne peut pas traiter un commissaire divisionnaire comme une carpette : ces flics sont trop syndiqués et ils se serrent les coudes. Il emprunte alors une voix mielleuse pour demander :

— Et vous Jacques ? Qu'est-ce que vous en pensez ? Qu'est-ce qu'on fait de ce petit connard ?

Jacques Namur est un vieux de la vieille. Le préfet, il ne l'aime guère : trop prétentieux, trop superficiel, trop peu sur le terrain. Et là, il se mêle un peu trop de police judiciaire. Alors, il se fait un

premier petit plaisir, un de ces plaisirs de fonctionnaires habitués à obéir aux ordres d'un supérieur que l'on n'estime pas : il ne lui donne pas du « Monsieur le préfet », allant à rebours de toute tradition bureaucratique. Et il assène *illico* :

— Pour ce qui est de la PJ, on assure : selon les demandes du Parquet, on gardera le jeune homme à Nanterre, on le transférera à la DRPJ[5] ou on l'enverra à Levallois. Pour ce qui est de l'ordre public, ce n'est pas ma compétence, mais je sais que les collègues de la sécurité publique sont très inquiets. Le petit beur a flingué un prêtre chaldéen. Les coreligionnaires de ce dernier n'ont pas apprécié. Ça castagne déjà à Bagneux et au Plessis. Les Chaldéens n'y sont pas très nombreux, mais des groupes d'Africains en ont profité pour se faire des Arabes. Et puis, ça commence à bouger à Sarcelles, le haut lieu des Chaldéens…

— Ça, Sarcelles, je m'en fous, c'est le Val d'Oise… J'ai assez à faire avec mon département.

Namur s'attendait à cette réplique, alors il se fait un deuxième petit plaisir, il fout la trouille au préfet.

— Sauf que, si ça dégénère à Sarcelles, *un*, tout le monde dira que c'est venu de chez nous et, *deux*, ça dégénérera aussi chez nous… Les Arméniens de Clamart ont déjà envie de bouger.

Bingo ! Le préfet s'inquiète.

— Les Arméniens, mais quel rapport ?

— Arméniens, Chaldéens même combat ! Les uns et les autres en veulent aux musulmans pour les génocides de 14-18. On n'en parle jamais, mais les Turcs et les Kurdes ont massacré aussi bien les Chaldéens, les Assyriens, que les Arméniens. Alors, eux, Arabes, Turcs, Kurdes, ils ne font pas tellement la différence, ça reste des musulmans. Et puis, depuis quelques mois, des Arméniens se font

bousculer sur la D 906 : un groupe de beurs a déjà braqué trois fabriques de tricots.

Namur se dit que la D 906, les fabriques de tricot… le préfet, il ne sait pas ce que c'est. Il parie qu'il va faire comme si de rien n'était, encaisser l'info sans poser de questions.

Re Bingo ! Le préfet enchaîne sans sourciller.

— Bref ! Toutes vos équipes doivent être prêtes. Mais attention, pas d'erreur, le ministre ne veut pas de bavures. À Paris, ils craignent une explosion.

Namur rit sous cape. Il rit jaune, mais il rit tout de même : *l'explosion, elle a déjà eu lieu et ça ne fait que commencer !* C'est que, lui, il n'est pas né dans le 7e arrondissement, comme le préfet. Il n'a pas fait une grande école, mais il vient de la Butte rouge à Châtenay. La banlieue, il connaît ! C'est vrai, il crèche à Suresnes maintenant, c'est plus calme et plus joli, mais il a gardé des contacts dans les *cités interdites*. Et puis, il a toujours sa vieille maman à Châtenay. Alors, la montée de l'immigration clandestine, la balkanisation des quartiers par ethnies, les haines entre groupes, la violence de tous et notamment des plus jeunes, le flot de drogues et la circulation des armes, le retrait de la police, l'indigence de la Justice, tout ça, il connaît. On ne peut pas dire qu'il s'en réjouisse, il garde de vagues souvenirs d'un idéal où tout le monde s'entendrait et foutrait la paix au voisin, mais ce qui arrive, il s'y attendait. Ça couvait. Manquait juste l'étincelle.

1. Brigade criminelle de la préfecture de police.

2. Service départemental de la direction du renseignement. Compétent dans les départements de la petite couronne où il représente la direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP). Dans le reste de la France, existent des services départementaux du renseignement territorial (SDRT) rattachés à la direction nationale du renseignement territorial, elle-même

relevant du directeur général de la police nationale. Le renseignement territorial est l'héritier des anciens Renseignements généraux, démantelés par Nicolas Sarkozy au profit de la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), qui deviendra ensuite la DGSI, direction générale de la sécurité intérieure.

3. Direction du renseignement de la préfecture de police (La « PP »), service spécifique à Paris qui regroupe les anciens RG et les policiers chargés de la prévention du terrorisme. Sa compétence géographique englobe Paris et la petite couronne. Placée sous l'autorité du préfet de police, elle est indépendante du directeur général de la police nationale (DGPN) et du DGSI. La DRPP, largement issue des anciens RG parisiens, est souvent en concurrence avec la DGSI pour certaines de ses compétences.

4. Les GED (groupe d'évaluation départemental de la radicalisation islamiste) ont été créés à partir de 2014. Placé auprès du préfet, chaque groupe, composé des services compétents (renseignements, PJ, pénitentiaire, Parquet…) est chargé de s'assurer que les individus signalés pour une radicalisation potentiellement violente font l'objet d'une évaluation conduisant, le cas échéant, à un suivi plus poussé.

5. La direction régionale de la police judiciaire, qui dépend du préfet de police, chapeaute les services de police judiciaire de toute l'agglomération parisienne.

3

Vendredi 5 août, 5 h 35, Paris, place Beauvau, Ministère de l'Intérieur, bureau du ministre

Dans son immense bureau, le ministre raccroche le téléphone, se lève et tourne en rond, comme un fauve en cage. Le ministre n'aime pas être réveillé. Et puis, des émeutes à quelques mois des régionales, ça fait désordre.

Le chef du gouvernement, informé on ne sait comment, l'a déjà appelé pour lui passer un savon. Il n'a pas aimé, mais il s'en fout. Heureusement que le préfet des Hauts-de-Seine l'a prévenu quelques minutes avant, qu'il n'ait pas complétement eu l'air d'un con. Et puis il a juste eu le temps d'enfiler un pantalon et une chemise pour descendre à son bureau prendre l'appel du Premier ministre.

Non, ce qui l'inquiète, c'est que le Président ne se soit pas encore manifesté. Le ministre le connaît bien. Il sait que, de l'autre côté de la place Beauvau, informé en direct par les flics, direction et syndicats, il doit enrager, s'impatienter, attendre une première réaction, d'autant que la sécurité, ce n'est pas sa tasse de thé. Pour pouvoir forger sa stature d'homme de la concorde républicaine, le

Président a besoin de calme, d'apaisement. Par souci de se démarquer de son prédécesseur, il a tout misé sur la prévention, rangeant la répression parmi les instruments barbares. Par volonté d'être le président de l'intégration réussie, il n'a cessé de prêcher la compréhension à l'égard des jeunes de banlieue. Une émeute est une pierre, une très grosse pierre dans son jardin.

En tout état de cause, pour l'instant, le ministre ne peut rien lui donner. Ce *con de préfet des Hauts-de-Seine* ne sait rien de plus que ce que *twitter* a déjà annoncé. Ce sera le premier à gicler si tout ça ne se règle pas *fissa*. De toute façon, le ministre ne l'a jamais aimé ce fonctionnaire à la fois trop hautain et trop doucereux. C'est le Président qui a insisté pour le nommer. Tout cela parce qu'il avait bien géré l'agitation des agriculteurs dans le Finistère ! En fait, le ministre ne peut s'empêcher de penser que le Président aime bien les mauvais, parce qu'ils lui font moins d'ombre. Il n'a plus assez de lucidité pour s'apercevoir que cela le concerne aussi.

En tout cas, le Président n'appelle pas, c'est vraiment mauvais signe. À tous les coups, il attend sa réaction pour mieux prendre de la hauteur, quitte à le faire passer pour un sale réac. Il est certainement au courant. Le préfet de département a *forcément* ouvert le parapluie en appelant *tout de suite* le préfet de police qui aura *immédiatement* relayé l'info à l'Elysée. Il a peut-être même contacté *directement* le directeur de cabinet du Président.

Il regarde sa montre. Dans cinq minutes, réunion de crise avec Xavier Lacoste, le DGPN[1], Robert Bewes, le DGSI, les directeurs nationaux[2] de la police judiciaire, Lionel Saffre, de la sécurité publique[3], Hervé Molinié, et des CRS, Jean-Eric Cherhomme. Bien sûr, le Préfet de police, Louis Burin, le « PP » en langage d'initié, « le bourrin » pour les intimes malveillants, sera présent et accompagné de Benoît Jouleau, le DRPP[4].

Mais cet aréopage ne suffit pas à le rassurer. Il se méfie des barons de la police. Il connaît leur propension à intriguer, leurs liaisons avec les syndicats, les réseaux qui comptent à Paris, leur capacité à laisser fuiter certaines informations, leur capacité à en bloquer d'autres. A lui seul, le DGPN, Xavier Lacoste, est une bombe potentielle. Passé par tous les services, la PJ, le renseignement, la sécurité publique, ancien préfet choisi par le président de la République face au candidat du ministre, il connaît tout le monde dans la maison. A la fois cauteleux et prudentissime, il épouse les désirs des politiques tout en avançant son propre agenda. Il a fréquenté la pègre à Marseille, les nationalistes en Corse, le milieu des jeux en région parisienne et dispose de fiches sur tous les politiciens qui commettent l'erreur de s'encanailler en boîte ou dans des cercles privés. A 64 ans, sa carrière est faite et il ne craint plus grand-chose, d'autant qu'il a les syndicats de policiers dans la poche depuis qu'il a réussi à décrocher une augmentation de 22 % pour leurs heures supplémentaires.

Face à ces hiérarques, qui ont sur lui l'avantage de l'expérience, des compétences, des dossiers et des réseaux, le ministre se sent nu. De toute façon, il sait que ce qui sortira de la réunion risque fort d'être passé au pilon par l'entourage du Président, voire par le chef de l'État lui-même. Bref, il se voit comme une sorte de Gulliver enchaîné.

Ce ministère, il en rêvait depuis si longtemps, et maintenant qu'il est à sa tête il ne sait qu'en faire : aucune décision utile ne lui vient à l'esprit. Il a un peu honte en se disant que c'est souvent pareil avec les objets futiles de la consommation. On en a moins envie dans l'instant de leur achat. Heureusement, un de ses conseillers a formalisé cet immobilisme qui déteint sur toute son action au ministère et a forgé le concept de « reconquête durable, calme et

progressive », la *RDCP*. Cela a plu pendant quelques semaines à la presse et à quelques bobos parisiens auxquels le seul mot de répression donne des boutons.

On frappe à la porte. Bernard Tourain, le directeur de cabinet, passe la tête.

— Entrez, entrez, tout le monde est là ?

— Oui monsieur le ministre ! Mais…

— Quoi ?

— Nous n'avons pas convié le DGGN[5].

— Et pourquoi donc ? lance le ministre avec impatience.

— C'est que vous ne l'avez pas spécifié…

La phrase reste en suspens, le directeur de cabinet se rendant compte de l'inanité de la réponse. Mais le ministre est parfois si cassant : on lui propose un truc, il saute dessus et après il vous reproche sa propre décision. Alors, inviter le chef des Pandores pour un incident urbain ! Chacun sait que les gendarmes, c'est pour la campagne ! Et puis, les flics risquaient d'en faire une montagne !

Pour le ministre, c'est le bouquet ! Justement parce qu'il est totalement perdu, il en a marre, le ministre, de ces collaborateurs sans initiative, qui ne font que ce qu'on leur dit de faire ou qui ne font pas ce qu'on ne leur dit pas de faire. Il oublie qu'il se comporte de la même façon à l'égard du Président. Peu importe. Un chef, ça peut être injuste, non ? Alors le directeur de cabinet a droit à une glaçante réplique, prononcée d'une voix sifflante, lentement, très lentement :

— Voulez-vous que je fasse votre boulot ? Mais, en ce cas, je n'aurai plus besoin de vous !

Le haut fonctionnaire ne se le fait pas dire deux fois, retourne dans l'antichambre, fait un geste brusque de la main droite aux invités pour leur dire d'entrer dans le bureau et parcourt à grandes

enjambées le couloir qui mène au secrétariat du ministre. Et là, il éructe à l'attention des secrétaires :

— Convoquez aussi le DGGN, ce devrait être automatique ! Se défaussant de sa responsabilité avec autant d'aisance que d'inélégance.

Quand il revient dans le bureau du ministre, tous les invités sont déjà assis autour de la grande table. Sauf le DGSI qui, comme d'habitude, a annoncé qu'il aurait « un peu » de retard, vérification d'informations oblige. Le DGPN lui a piqué sa propre place, à lui le dircab, à droite du ministre, qui n'a rien dit. À sa gauche, le préfet de police. Il reste à Tourain un fauteuil, en face de son patron. Peu commode pour lui souffler à l'oreille ou lui passer des mots, des fiches ou des dossiers. Il est furieux. Mais il surprend un demi-sourire du ministre qui semble s'amuser de cette demi-farce. Curieusement, cela le rassérène. La complicité, réelle ou supposée, avec les maîtres de la République, c'est ce qui fait tenir dans ce genre de métier. Il s'assied et ouvre le gros dossier qu'il porte toujours sous le bras.

Le ministre l'interpelle :

— Alors Tourain, par quoi commence-t-on ?

Il déteste cette façon que le ministre a de l'appeler par son nom. Cela lui rappelle le lycée et les profs, les interros les matins d'hiver quand il fait encore nuit dehors. Mais, cette question, il l'avait prévue. Alors, il peut répondre et montrer qu'il est toujours aussi indispensable, toujours aussi professionnel :

— Monsieur le Ministre, la priorité pourrait être d'éviter une propagation des troubles, la seconde de communiquer opportunément sur l'affaire de cette nuit…

Le DGPN, ancien flic aux manières brusques, visage carré et coupe en brosse, très sûr de lui, le coupe :

— Qu'appelez-vous l'*affaire* ? Nous sommes confrontés à au moins deux ou trois problèmes graves et pas à une seule affaire !

Le directeur de cabinet s'impatiente et hoche la tête en signe de dénégation, mais le ministre ne lui redonne pas la parole et il n'ose la saisir de lui-même. Alors le chef de la police continue :

— Nous avons le meurtre, première affaire. Mais le mobile du meurtre est une deuxième affaire, car il n'est pas crapuleux, il a une connotation raciale, voire terroriste et, troisième affaire, nous avons maintenant des émeutes sur les bras.

À l'ENA, le directeur de cabinet a appris le *politiquement correct*. Il sait s'offusquer. Il ne s'en prive pas et utilise un argument usé mais souvent efficace :

— Comment pouvez-vous parler de… « Connotation raciale voire terroriste » alors que l'enquête vient tout juste de commencer ?

Mais le DGPN se fait un plaisir de rétorquer :

— L'enquête, ce sont des policiers qui la font et je suis policier ! Il se tourne vers le ministre et poursuit en martelant chaque mot : Les premiers éléments de l'enquête, notamment les aveux de complices, montre que Mohammad Amrami, puisque c'est son nom, n'a pas agi pour voler, mais bien parce qu'il voulait se faire un… blanc, enfin, un « gaulois » comme ils disent. Par ailleurs, Amrami a de la famille dans la mouvance djihadiste… Nous sommes donc aussi face à un meurtre à connotation raciale, voire terroriste…

Alors que le directeur général de la police prononce ces derniers mots d'un air gourmand, le téléphone du réseau interministériel sonne. Le ministre se lève avec une grimace d'impatience et se dirige vers son bureau. Mais il ne hurle pas dans le combiné pour dire de ne pas le déranger. Il se contente d'un petit « bien » et revient se placer à la table le teint blême. S'adressant à son directeur de cabinet :

— Vous ajouterez un fauteuil…

Tous le regardent. Il se sent obligé de préciser :

— Quelqu'un vient d'en face.

En face, c'est l'Élysée. Ça commence à ressembler à ce qui pourrait, à terme, devenir un dessaisissement du ministre. Mais, ce qui l'attriste le plus, le ministre, c'est que ni le Président, ni, au moins, le secrétaire général de l'Élysée ne l'ait appelé pour le prévenir. Une secrétaire, une simple secrétaire a fait le job. Autour de la table, dans un silence pesant, les sentiments sont partagés. Chacun, en son for intérieur, est assez content de voir le ministre, jugé incompétent et trop peu motivé par tous, se faire secouer par la présidence. Mais tous s'inquiètent aussi : si le Président met le nez dans leurs affaires, ça va valser. Car le Président est un stakhanoviste, un excité du résultat. Avec lui, à la pression des évènements va s'ajouter l'angoisse des engueulades, des menaces et des coups de téléphone à toute heure du jour et de la nuit. Et puis, ils se sont habitués au ministre. Dieu sait qui le remplacerait s'il devait gicler.

Tourain en profite pour reprendre l'avantage et la parole. Il tapote des doigts son épais dossier, comme s'il singeait un pianiste s'escrimant sur un mini-clavier, et lance :

— C'est l'occasion de prendre *maintenant* des décisions et de les faire valider par le Château, ce sera moins casse-gueule…

Le ministre le regarde fixement :

— Vous ne perdez jamais le Nord, vous !

Le DGPN, qui pensait attendre l'arrivée de l'émissaire présidentiel pour se faire mousser, est débordé. Il n'a pas le temps de poursuivre sa péroraison, le ministre passe la parole au préfet de police qui, comme il se doit, n'a jamais aimé son collègue et concurrent, le DGPN. Lui, il continue de prendre des gants. Il sait que le ministre

n'est pas encore politiquement mort, que c'est un « ami » du Président et qu'il faut donc, jusqu'au bout, essayer de *se le garder dans la poche*. Alors, il met les petits plats dans les grands et débite la leçon qu'il a apprise, grâce à son directeur de cabinet à lui, qui a fait le point avec les gendarmes et les CRS pour préparer la réunion :

— Monsieur le Ministre, je crois que l'urgence pourrait être de rassurer l'opinion. Dans ce cadre, pourquoi ne pas mobiliser le groupement de gendarmerie mobile II/1 de Melun, faire descendre sur la région les escadrons de Chauny et Noyon, l'EGM 1/3 de Rennes, soit neuf escadrons ? On y ajouterait deux compagnies de CRS de la direction zonale de Lille, la CRS 10 du Mans et la CRS 30 de Metz. Avec les sept CRS et les trois autres groupements de gendarmes mobiles d'Île-de-France, ça fait du monde. *Secundo*, on ferme le RER en soirée pour éviter la contamination entre banlieues. *Tertio*, on met tous les groupes « cités » de la DRPP sur la brèche pour mettre la pression sur les trafics dans les cités. On fait passer le message : on veut du calme ! Vous verrez que les *dealers* calmeront les barbus. Surtout, *quarto*, vous allez sur place, dès maintenant, à Bagneux. Vous rendez visite au presbytère, vous vous inclinez devant la dépouille du prêtre assassiné et vous allez encourager les forces de l'ordre qui en décousent aux Cuverons. Enfin, vous parlez intégration, minorité de sauvageons, majorité de gens honnêtes, islam religion d'amour etc.

Sa longue tirade terminée, le préfet de police jette un regard circulaire, fixant tour à tour chaque participant. Il déteste ne pas disposer d'un plan en cas de crise. Chacun peut constater qu'il est prêt. Face à tant de détermination, le DGPN n'ose pas intervenir et remâche sa haine contre ce préfet qui n'a jamais exercé de fonctions dans la police active, mais qui se permet d'en savoir plus et de

donner des leçons. Il aurait bien aimé fourguer un programme comme ça, mais voilà, il en est incapable car, intriguant avant tout, il manque d'initiative pour l'action. Seul le directeur central des CRS émet une légère critique et souligne, en enrobant ses phrases de miel technocratique, que le déplacement des CRS prendra un peu de temps. Il sait que les syndicats de CRS en ont marre de la mobilisation de leurs ouailles. Et il a par-dessus tout la trouille d'une grève larvée, du genre les CRS qui font la queue chez le généraliste pour décrocher un arrêt de travail. Il ne peut cependant pas aller trop loin dans la défense corporative, dans la mesure où l'effort demandé aux gendarmes mobiles est bien supérieur.

Tourain va prendre la parole quand on frappe à la porte. Tous les regards se tournent : sans attendre de réponse, le chef du « pôle régalien » de la présidence entre avec prestance. Tourain admire : il a le chic des vrais pros qui pénètrent dans une salle de réunion sans crainte et savent fermer la porte tout en regardant les participants, affirmant aussitôt leur maîtrise de l'auditoire. L'homme a belle allure, nez aquilin, visage émacié aux pommettes hautes et aux yeux ronds, de taille moyenne, des cheveux poivre et sel, un sourire moqueur sur les lèvres. Il porte un costume noir égayé par une cravate club rouge et bleu sur une chemise d'un blanc immaculé qui semble avoir été repassée il y a moins de dix secondes. En deux enjambées il est auprès du ministre auquel il tend la main. Il lui offre un « Monsieur le Ministre » respectueux mais sans obséquiosité. Il salue ensuite chacun des participants avec une bonhommie marquée. Yves Le Naour est toujours aussi désarmant. Investi de la confiance du Président, il demeure un modèle d'humilité et de courtoisie. Chargé de toutes les affaires délicates, il reste toujours d'une humeur égale. Enseveli sous les demandes, les interventions, les dossiers, il se montre toujours disponible. Un beau *spécimen* de haut

fonctionnaire, à vrai dire : administrateur civil au ministère de l'Intérieur, la préfectorale, il rejoint la présidence à quarante ans. Sa force : il travaille dur, plus que les autres, car, contrairement aux apparences, il manque d'assurance. Ce qui le préserve des erreurs des prétentieux. Beaucoup le craignent, même s'il n'a rien fait pour cela. Quelques-uns le jalousent au point de le détester. Aucun ne le méprise. Quant à ses options politiques ? C'est le grand mystère. Il conseille un président de gauche, mais tout le fait passer pour conservateur : bigot, abonné à la messe de 12 h 30 à Saint-Augustin, comme le sait le DRPP qui a une fiche sur lui, très « sécuritaire », il a un côté « fana-mili » qui inquiète l'homme de gauche.

Le ministre, qui le regarde en coin, aurait préféré quelqu'un d'autre pour le superviser. Le Naour connaît trop bien la maison, il risque d'imposer sa marque et d'emporter la décision avec calme et amabilité, sans rien forcer, par sa seule compétence, sans que l'on puisse lui mettre la moindre critique sur le dos. L'air de rien, il eut mieux valu, du point de vue du ministre, que se pointe le dircab de l'Élysée ou son adjoint technique. Eux sont généralement brutaux et survolent les dossiers : idéal pour en faire des boucs émissaires.

Le Naour s'est assis. A la gauche du préfet de police qui a demandé à son DRPP de laisser sa place. Cela tombe bien, Le Naour déteste se mettre au premier plan, et puis il pourra mieux tester les réactions des présents à cette place qu'auprès du ministre. Ce n'est pas à lui de se positionner en ministre *bis*. Il préfère que ledit ministre prenne ses responsabilités et s'avance pour, éventuellement, rectifier le tir. Justement, le ministre, enhardi par la clarté du propos du préfet de police, se lance et répète ce qu'il vient d'entendre. Il en rajoute une louche sur la communication et propose de faire une conférence de presse le lendemain à 8 h 30, RTL à midi, Jean-Luc

Tardeau pour le 13 heures et France 2 le soir. À la fin de sa tirade tout le monde se tait, mais on sent que quelque chose ne va pas. Le Naour sourit encore, mais il a l'air contrarié. Il faut que le ministre l'interroge pour qu'il se lâche :

— Toutes ces dispositions sont intéressantes, mais pourrait-on, au préalable, faire un point précis sur la situation sur le terrain ? À quoi a-t-on affaire ? Qui est en cause ? Jusqu'où cela peut-il aller ? Après nous pourrons mieux voir les solutions.

Le ministre se mord les lèvres. *Quel chieur, ce type ! On la connaît la situation !* Le directeur de cabinet boit du petit lait, lui, le chantre de l'analyse distanciée. Et le préfet de police, toujours courtisan, renchérit :

— Le Naour a raison, partons du commencement*…,* et il va se lancer quand le ministre le regarde avec fureur. Il comprend qu'il doit se taire et laisser faire le politique qui embraye.

— Pour résumer, un prêtre chaldéen a été abattu pour des raisons inconnues par un jeune excité de Bagneux qui se trouve être proche des islamistes. L'assassin a tout de suite été interpellé par la BAC, mais, au cours de l'intervention, un gamin a été mortellement atteint. Évidemment, ils nous ont fait la totale dans les cités : poubelles en feu, voitures cramées, parpaings sur les voitures sérigraphiées… Ils ont ajouté quelques tirs au fusil à pompe : un fonctionnaire de police salement amoché. Surtout, l'embrasement a concerné plusieurs cités des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne. Et cela commencerait à bouger dans le Val-d'Oise. Parallèlement, à Clamart, quelques Arabes se sont fait casser par des Arméniens ou des Chaldéens. Et à Sarcelles, Garges et Pierrefitte, on craint le pire quand le jour va se lever. Quand les Chaldéens apprendront ce qui s'est passé, il faudra prier très fort pour que leurs prêtres arrivent à les calmer.

Le ministre est assez content de lui. Il pense avoir fait preuve d'esprit de synthèse et il est plutôt satisfait de sa petite pique ironique sur la prière et les prêtres. Mais Le Naour, lui, n'a pas l'air content. C'est vrai que c'est un catho, alors les remarques du genre il n'aime guère. Mais il n'y a pas que ça : il veut en savoir plus et il déteste l'imprécision. Alors, il repose sa question sous une autre forme, mais avec toujours autant de déférence à l'égard du ministre :

— Merci, Monsieur le ministre, pour ces précisions. Mais que veut dire « proche » des islamistes ? Le meurtrier est-il dans un réseau ou non ? Va-t-on pouvoir l'associer au terrorisme ? Ou s'agit-il d'un de ces petits cons qui adore jouer les caïds et qui a un nom à consonance arabe ? Ainsi formulée, il le sait, la question va gêner le ministre qui n'a manifestement pas envie de prendre position et qui voudrait juste faire « serrer le type » pour l'exhiber aux JT du soir. Elle va offrir un boulevard au DGPN et au préfet de police pour proposer leurs analyses. Il lui restera à arbitrer et à trancher.

C'est le moment que choisit Robert Bewes, le DGSI, pour entrer dans le bureau ministériel. Cheveux blancs, visage chiffonné, rougeaud et parcouru de veinules violettes, il fait penser à un marin pêcheur en costard. Son attitude calme, son pas lent, sa carrure large… en imposent. Il prend tout son temps pour s'asseoir. Les autres le regardent bouche bée, mais il n'en a cure. Surtout, il ne dit rien. Il ne dit jamais rien, ou presque.

Seuls le « PR » et le ministre peuvent obtenir quelque chose de lui. Il a fait de la DGSI, déjà bien dotée en personnel, un véritable Etat dans l'Etat. Il faut dire que grâce à Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, cette direction ne relève plus de la police, mais directement des politiques. Cela lui a donné de la souplesse, notamment en matière de recrutement, beaucoup de crédits et,

surtout, une liberté de manœuvre appréciable. Cette liberté, c'est son trésor. Et le meilleur moyen de le préserver, c'est de la boucler le plus longtemps possible.

Les participants savent tous que s'il l'ouvre ce sera à deux conditions : que le ministre le lui demande expressément et que cela soit en conclusion.

Alors, comme l'a prévu Le Naour, pour répondre à sa question restée en suspens, c'est bien le préfet de police qui se lance le premier :

— Nous n'avons aucune certitude, mais la DRPP avait un signalement : Amrami fréquentait les islamistes.

Le Naour s'exclame :

— Alors, il faut y aller ! Communiquez sur ce point ! Il n'y a pas d'émeutes : il y a des groupes de terroristes, fondus dans une population, qu'il faut éliminer !

Autour de la table, un moment de gêne se matérialise par un lourd silence. Le DGPN veut être sûr d'avoir bien compris :

— Alors, on minimise le côté voyou isolé ?

Le Naour le fixe d'un air sombre :

— Vous ne minimisez rien du tout ! Vous dîtes la vérité. Cela fait 20 ans que l'on minimise ! En 30 ans, chaque cité a été pourrie par des groupes de petits caïds. La nouveauté, aujourd'hui, c'est qu'ils touchent à tout : drogue, grand banditisme, islamisme. Tout est bon pour contrôler les territoires. Y compris les associations et la politique. Ils se sont même lancés dans les élections, pour faire battre les candidats qui les embarrassaient ou pour entrer sur des listes. Souvenez-vous Marseille, Grenoble, Montfermeil ! Et, dans ces cas-là, ils ne se gênent pas pour hurler aux droits de l'homme et à la lutte contre le racisme ou l'islamophobie. Ils ont progressivement monté des réseaux d'une telle complexité que l'on ne peut presque

plus rien faire. Un tel contrôle une partie de la drogue dans le quartier, mais il rend compte à un autre qui, avec les bénéfices, fait acheter des armes et… installe des piscines gonflables pour les gosses perdus du coin. Le chef, le « pisciniste », envoie tous les mois un jeune en pays musulman pour se faire la main contre les infidèles : il devient un pro des explosifs et un dur à cuire. Il ingurgite du Coran à haute dose et n'en comprend que la moitié, mais c'est pas grave, une moitié de Coran cela suffit pour faire un fanatique. A son retour, les plus jeunes le regarderont avec respect et ce sera un parfait cadre pour le réseau. Assez brutal pour en imposer, assez religieux pour se croire l'instrument d'un combat qui le dépasse et au nom duquel les vrais caïds pourront le maîtriser.

Les participants se regardent, atterrés. Tout cela, ils le savent bien, mais pourquoi prendre le risque de le *verbaliser* et quelles conclusions concrètes en tirer ? Car Le Naour n'a pas précisé qu'il règne un gigantesque tabou : on ne touche surtout pas à l'islam ! Pourquoi ? On ne sait plus trop. Un mélange de droits de l'hommisme, de culpabilité post-colonisation, la peur aussi des critiques de *l'intelligentsia*. Sans compter la crainte des pots cassés. A s'attaquer à des groupes si bien insérés dans certaines couches de la société, on fait forcément des dégâts collatéraux. Alors pour chaque ministre de l'Intérieur, Vietnam-sur-Seine, très peu pour moi ! Et puis, le président de la République a donné le ton au début de son mandat : fin du « tout sécuritaire », prévention à gogo et, surtout, l'auto-organisation de quartiers. En somme, les flics et la République en option. Bref, pour le ministre comme pour les autres, Le Naour s'est égaré… ou alors, il faut que ses arrières soient solides ! Seul Bewes, qui fixe Le Naour après avoir pris des notes, semble suivre avec une certaine approbation.

Sur un sujet si sensible, c'est le ministre qui répond, avec un brin de componction narquoise dans la voix.

— Tout cela, nous le savons bien, mais que proposez-vous à part la guerre générale ?

Un sourire passe sur quelques lèvres. Celles de Le Naour se plissent. *C'est tout juste s'il ne se marre pas*, pense Tourain qui ne peut s'empêcher d'admirer sa maîtrise.

Le Naour regarde un à un les participants, s'arrête sur le ministre qu'il fixe droit dans les yeux et laisse tomber :

— Une « guerre générale », c'est cela, c'est exactement cela, Monsieur le Ministre, que vous devrez défendre dans votre conférence de presse de demain matin !

1. Directeur général de la police nationale.

2. Depuis la réforme controversée de 2023, les directions *centrales* de la police sont devenues des directions *nationales,* cette nouvelle appellation illustrant le fait qu'elles sont censées ne plus être un échelon de gestion des personnels mais de stratégie et de pilotage.

3. Les commissariats.

4. Directeur du renseignement de la préfecture de police.

5. Directeur général de la Gendarmerie nationale.

4

Vendredi 5 août, 6 h 15, Nanterre, préfecture des Hauts-de-Seine et service départemental de la police judiciaire.

La réunion avec le préfet des Hauts-de-Seine est terminée.

Son directeur de cabinet est seul dans son bureau. Il doit monter une rencontre avec *Le Francilien* à la demande de son patron. Il peste intérieurement. *À quoi bon cet entretien ?* D'accord, *Le Francilien* pèse dans les 300 000 exemplaires ! Mais, le cabinet du ministre ne va pas tarder à y mettre son grain de sable : on va faire l'entretien et après, *pschitt !*, faudra tout jeter pour laisser la priorité à Paris. D'ailleurs, pour *lui*, c'est mieux ainsi. Une interview, c'est maxi casse-gueule. Et il préférerait un peu de discrétion avant sa prochaine nomination. Il a fait des pieds et des mains pour être promu secrétaire général d'une grosse préfecture, genre Bordeaux ou Toulouse : un poste de « préfectorable » ! Alors, les moments de bravoure, il les voudrait à un autre moment… ou jamais.

À la sortie de l'ENA, quand il a choisi la préfectorale, il avait la tête farcie d'idéaux : le préfet par-ci, le préfet par-là, représentant de l'État, patron de la sécurité, « assembleur » des politiques

publiques… Il a appris par cœur la DNO des préfectures[1] censée fixer les missions desdites préfectures.

Mais, comme il est intelligent, il a vite compris que tout était du flanc. Que le préfet, surtout en région parisienne, n'a plus la main sur grand-chose ! Que l'État a de moins en moins de moyens ! Que la police fait ce qu'elle veut ! Que le préfet et ses collaborateurs n'ont de temps que pour gérer l'urgence, les élus et les merdes ! Qu'ils tournent trop vite pour connaître leur terrain ! Que les grands élus sont désormais bien trop puissants pour qu'on leur tienne tête ! Qu'il s'agit, le plus souvent… de faire semblant !

De son côté, à deux kilomètres de là, le chef du SDPJ, Jacques Namur, médite dans son bureau en fixant son gilet pare-balles posé sur le dossier d'une chaise invité à moitié déglinguée. *Un bon coup ! Ça peut être un super bon coup !* C'est qu'il n'est plus tout jeune et qu'il est toujours commissaire divisionnaire. C'est l'occasion d'atteindre le *nirvana* du policier : être nommé… contrôleur général. S'il ne se plante pas, il a une chance.

Mais, en l'occurrence, que signifie ne pas se planter ? Namur est un malin et, comme tout bon policier, il aime les combines. Il sent que la situation n'est pas stable. Que tout peut lui péter à la gueule. Mais que ça peut aussi rapporter gros. Le tout est de ne pas se tromper : bien jauger le type qu'il a entre les pattes, et, surtout, rendre service à celui qui lui rapportera le plus. Le préfet du 9-2 ? Hors course. Il sera débordé par Paris qui a la manie de la centralisation. L'enjeu est de ne pas s'en faire un ennemi. Le DRPJ ? C'est son vrai supérieur hiérarchique, celui dont dépend sa prochaine affectation ou une promotion. S'ils se connaissent bien, ils ne s'apprécient guère. Namur est à la Grande loge nationale de France, déiste et marquée à droite, Kubieck au Grand Orient, athée et réservoir de hiérarques de gauche. Et puis, par principe, le DRPJ

flingue tous ceux qui peuvent lui faire de l'ombre. D'ailleurs, l'atteindre n'est pas si simple.

À sa nomination, Kubieck avait invité tous les commissaires de sa direction pour un pot au siège des Batignolles. À la fin de ce qui devait faire office de discours, il avait voulu marquer sa différence avec son prédécesseur dont le procureur de Paris avait eu la peau pour une sombre histoire politique. Le sanctionné était connu pour être taciturne, il avait donc conclu sur le fait que sa porte serait toujours ouverte pour ses « collaborateurs ». Deux jours plus tard, il fallait franchir un vrai parcours d'obstacles pour pouvoir lui parler au téléphone.

Namur soupèse les avantages et les risques du cheminement à accomplir : passer par la SDST, la sous-directrice des services territoriaux[2] ? Présente le mérite de respecter la chaîne hiérarchique, mais ladite sous-directrice tentera de tirer la couverture à elle, d'autant que c'est une véritable opportuniste qui surfe sur la politique de l'égalité homme-femme pour gravir les échelons deux fois plus vite que n'importe quel mâle compétent. Tenter le contact *via* le chef d'état-major de la DRPJ ? Mathieu de Neuvic a la double réputation d'être loyal et très proche du grand chef. Mais il est peureux et débordé. On peut très bien lui laisser un message et n'être rappelé que quinze jours plus tard. De toutes façons, qu'est-ce que ça lui rapporte de passer par le DRPJ ? Lui-même en référera au préfet de police !

Namur décide donc de jouer la carte hiérarchique de façon à être nickel, mais sans s'en contenter : un message urgent à la SDST, à elle de se démmerder avec le directeur régional et, en parallèle, un message direct au cabinet du PP[3]. *Primo* c'est le patron de la police pour l'agglomération ; *deuxio*, ils se sont connus au cabinet du

précédent ministre de l'Intérieur, ça crée des liens ; *tertio*, le PP connaît personnellement le Président et ça, c'est l'argument ultime.

Maintenant, le Mohammad Amrami, on en fait quoi ? Du premier interrogatoire où cet abruti geignait comme un veau, il a gardé l'impression qu'il s'agissait d'un minable isolé. Un type « du-per », comme disent *certains* jeunes. Alors, on propose quoi comme histoire au PP ? Il faudra qu'elle plaise quand il la présentera ensuite au « château »[4] pour un bel emballage presse ? On fait monter la sauce autour de « Merah, le retour *»,* les terroristes sont parmi nous ? Ça corse la situation et va exciter les médias. Il peut jouer au cow-boy pendant une journée ou deux, max. Parce que, très vite, la DGSI va vouloir être saisie de l'affaire pour se la jouer héros de l'antiterro. Exit la PJ et sa sous-direction antiterroriste (SDAT) ! Au mieux elle sera co-saisie, mais pas chef de file. De toutes façons, même si c'est la SDAT qui récupère le bébé, elle relève de la direction nationale de la PJ et la PJ de la capitale est squeezée.

Ou alors, on calme le jeu avec la mélopée du « loup isolé *»,* du radicalisé-tout-seul-par-le-méchant-internet *?* La PP peut éventuellement récupérer l'affaire au profit de la section anti-terroriste de la brigade criminelle. Un bon point pour Namur. Un peu casse-gueule, car qui va y croire ? Avantage : l'affaire reste à PP. Du coup, les potes de la PJ-PP et le directeur régional lui seront redevables.

Dernière solution : on tue l'affaire et on entonne la ritournelle du pauvre délinquant défavorisé, peut-être un chouïa barjo, qui tue dans un moment de folie ? Cette *version* présente l'intérêt de rassurer les « politiques » et la hiérarchie. Et lui, même s'il ne se fait pas trop d'illusions, il peut espérer rester sur le coup avec le groupe crim' de son SDPJ[5]. Au pire, ça remonte à la brigade criminelle à Paris. Dans les deux cas ça reste à la DRPJ. Les collègues et le

patron sont contents et lui peut se faire mousser. Tout cela fait pencher la balance. Et si le dossier est plus pourri qu'il n'y paraît, on pourra toujours s'abriter derrière l'évaluation du GED[6] qui n'a pas vu grand-chose ou derrière le Parquet qui n'aura vu *que dalle*.

Namur s'est toujours cru un peu plus malin que les autres. Mais son astuce cache surtout une forme de lâcheté : mettre le moins possible les mains dans le cambouis, obtenir le *max* de profit avec le minimum d'emmerdes et de boulot. Et ça marche, puisqu'il en est là où il en est ! S'il devait comparer son parcours à celui de certains collègues moines-soldats, genre l'ancien commissaire Mahé, ce psychorigide pincé par les prostituées dont il pourchassait les proxénètes, et qui a perdu 15 ans de carrière après une mise en cause par les bœufs-carottes, ou plus *cow-boy*, genre Renouard, le brillant lyonnais qui a fini par trop bien connaître les voyous et prendre des vacances avec eux, révoqué puis condamné, il pourrait se dire qu'il a bien su mener sa barque. Il n'est pas monté au sommet, mais il n'est jamais retombé : à être prudent, il est toujours dans la barque, lui. Il lui manque ce grade terminal qui lui assurerait le prestige et… une retraite plus élevée.

Il doit faire le bon choix… pour lui… donc pour ses supérieurs. Sa nature le pousse à tenter de rassurer, car il sait qu'un politique, comme un préfet, a surtout besoin d'être réconforté. Mais il va aussi se protéger derrière un parapluie… le Parquet. C'est que, sur ce coup, il risque de se mettre à dos tout l'antiterrorisme, le Parquet anti-terrorisme, la DGSI…

Il passe les coups de fil qui vont bien, à Nanterre et aux Batignolles, le nouveau palais de Justice de Paris. Objectif : conserver l'affaire et éviter qu'elle ne passe au Parquet national antiterroriste. Côté justice, il sent rapidement que tout est fait pour ne pas inquiéter le citoyen, et pour servir la soupe du petit

délinquant déstructuré : *un* prévenu, *un* suspect, *un* détenu… Rien de plus ! Et comme le GED a glissé sur Amrami…

Mais Namur veut prendre des précautions et surfer sur l'*ego* disproportionné de certains magistrats frustrés. Une fois les choix rendus publics par la magistrature, il sera protégé, *ceinture et bretelles*. Il susurre au procureur de Nanterre que la tenue d'une conférence de presse par le Parquet s'impose, qu'il est temps que la Justice puisse faire valoir ses succès, qu'il faut rapidement faire tomber la tension.

Place Beauvau, le conseiller « police » du ministre, un pote, est moins chaud car il connaît l'arbitrage de Le Naour. Mais, en bon flic, il répugne à se mettre à dos les magistrats. Et puis, lui, comme les autres, n'a aucun intérêt à jouer les Cassandre : personne ne lui en saura gré. Alors, il n'approuve pas la conférence de presse, mais ne s'y oppose pas vraiment tout en marquant ses distances. En cas de remontée de bretelles, si l'onde de choc parvient jusqu'à lui, il pourra toujours dire que les magistrats étaient pour, qu'il a bien essayé, mais séparation des pouvoirs, vous comprenez etc, etc.

1. La directive nationale d'orientation ou DNO fixe les objectifs généraux des préfectures de France.

2. La sous-direction des services territoriaux de la DRPJ chapeaute les services départementaux de la police judiciaire des Hauts-de-Seine, Val-de-Marne et Seine-Saint-Denis ainsi que les divisions de police judiciaire de Paris intramuros.

3. Préfet de police.

4. L'Élysée.

5. Chaque SDPJ dispose en général de groupes crim', chargés des affaires criminelles, d'un groupe de répression du banditisme, de groupes stups, de groupes cités et d'un groupe affaires financières.

6. Depuis 2014, chaque préfet a auprès de lui un groupe d'évaluation départemental de la radicalisation islamiste (GED) chargé d'organiser le

décloisonnement interservices de l’information et d’évaluer les individus signalés pour radicalisation potentiellement violente, voire d’organiser leur suivi sécuritaire.

5

Vendredi 5 août, 6 heures 30, Bagneux, quartier des Cuverons

La main qui secoue Adam se fait plus insistante. La voix aussi :

— Adam, Adam, réveille-toi, bon sang !

Ledit Adam entrouvre les yeux avec peine. Il émet un grognement :

— Il est quelle heure ?

Son père lui souffle comme s'il avait peur d'être entendu par les voisins :

— Il est 6 heures, mais il y a eu un pépin.

— Un pépin ?

Adam se redresse et déploie son long corps. Il a de larges épaules. Le visage un peu anguleux peut-être, mais qui ne déplaît pas aux filles. Adam, tout le monde le connaît comme un bon gars. Très sportif, serviable avec les gens du quartier, aimable et souriant. On sait de lui qu'il a fait de bonnes études, mais guère davantage. Ses parents, qui sont pourtant fiers, ne s'étendent pas sur le sujet : cela pourrait éveiller la jalousie des petits voyous du quartier et de leurs parents. Non, ce qui assure le respect auprès de la racaille du quartier, ce ne sont pas les études, qui sont réservées aux « bouffons », mais avant tout la force physique. De ce point de vue,

doté de ses deux mètres et de sa carrure impressionnante, Adam n'a peur de rien. Ou plutôt, il n'a peur de rien pour lui, mais il s'inquiète pour son père et sa mère qui se sont saignés aux quatre veines pour lui garantir un avenir.

Depuis qu'il a passé son bac, Adam participe à l'animation du quartier. Il a même été recruté comme aide-éducateur bénévole au sein de l'association *Jeunes du Quartier*. Là, il s'occupe des plus petits, les 8-10 ans, qu'il encadre pour des sorties et auxquels il donne des cours de soutien. Les plus grands, l'association ne peut pas y toucher. Ce sont les « grands frères » qui ont mis la main dessus, ou les bandes, ou les imams autoproclamés du coin. Tant que cette division du travail est respectée, les choses marchent bien. Mais quand, deux ans plus tôt, un éducateur avait essayé de sortir deux ados de leur cursus intensif d'apprentissage de la délinquance, le gars s'était retrouvé aux urgences avec deux côtes fêlées et une feuille de route précise : « Tu remets pas les pieds ici ! ». C'est que les chefs de bande ont beaucoup de pertes dans leurs troupes : entre ceux qui vont au trou, pris par les flics, ceux qui s'assagissent, après avoir trouvé une nana, et ceux qui décrochent, après avoir dégoté un emploi stable, sans oublier ceux qui se font descendre, les caïds ont régulièrement besoin de chair fraîche. Leur terreau, ce sont les ados, alors pas touche ! Un moment, les *beurs* ont pensé pouvoir compter sur les *renois*, comme valetaille. En général, des baraques, que les troubles et la misère en Afrique ont jeté en Europe. Mais trop incontrôlables. Souvent sans aucune structure familiale, habitués à la violence comme mode normal de gestion des relations humaines, sans aucun passé scolaire, les types sont trop indisciplinés, trop excités, trop bordéliques. La vraie truande ce n'est pas l'anarchie, c'est le stade qui la précède. Et puis, les beurs ont toujours un peu méprisé ces noirs, qui ne pratiquent pas le même

islam, qui restent pétris de superstitions, et qui sont… noirs ! Ces derniers le sentent bien et sont eux-mêmes travaillés par des agitateurs ethniques. Bref, le fantasme d'une gigantesque association des négro-beurs est resté un fantasme.

Adam, avec toute la bonne volonté du monde, ne s'occupe que des 8-10 ans, plutôt arabes que noirs car ceux-ci ne se pointent pas au centre social. Et c'est pour ça que son père le réveille. Adam n'est pas un *grand frère,* non ! Adam est sorti de ce système clanique en choisissant de faire des études, mais il reste un type sur lequel on peut compter et qui parvient souvent à calmer les esprits. On peut tellement compter sur lui que les notables du coin le connaissent et n'hésitent pas à lui demander un coup de main en cas de besoin, par exemple pour se faire accompagner dans certains quartiers pendant les campagnes électorales. Il s'est même lié d'amitié avec certains d'entre eux, comme le sénateur Nevers. Un soir, lors d'une réunion en pied d'immeuble, le sénateur a été impressionné par la maîtrise physique dont Adam avait su faire preuve au moment de canaliser quelques excités du quartier. Il l'a ensuite invité au Palais du Luxembourg, le courant est passé et le jeune homme a accepté de participer à l'association locale destinée à encadrer les jeunes.

La contrepartie est claire : les plus acharnés, les vrais voyous, le considèrent comme un traître. Ils ne le touchent pas parce qu'il est costaud et a désormais la réputation d'être « protégé », mais il sait que dès qu'ils auront une occasion…

Il se réveille avec difficulté. Il a à peine le temps d'enfiler un jean et un tee-shirt que son père le met au courant. Adam le regarde avec un air mi-amusé, mi-contrarié et tente de calmer le jeu : « Dis donc, s'il y a eu mort d'homme, je ne suis pas sûr que ce soit une bonne idée de se pointer ! ». Alors son père lui dit que dans le quartier ça s'agite : les *jeunes* racontent qu'on s'est « payé » un des

leurs et que comme d'habitude c'est un beur qui va morfler. Surtout, les caïds hésitent encore : vont-ils profiter des troubles pour accroître leur influence, recruter, repousser les flics encore un peu au-delà des limites du quartier ? Ou vont-ils calmer le jeu pour reprendre leurs petits trafics tranquillement, sans se heurter de front à la police ? Est-ce que lui, Adam, n'est pas de ceux qui peuvent faire pencher la balance du bon côté ?

Le bon côté ? Adam sait que cela signifie le retour au calme pour son père. Mais il a envie de lui répondre qu'il se trompe peut-être : chaque *retour au calme* correspond à une dégradation de la vie dans le quartier. Le retour au calme, ce sont les flics qui refluent, les caïds qui reviennent. Le calme, ça n'existe que pour le JT de 20 h, quand on n'a pas d'images des cités à montrer au bon peuple effrayé. Mais pour les habitants, ce calme, ce sont les *dealers* dans les cages d'escaliers, qui vendent leur came et contrôlent les papiers des habitants, les voitures « empruntées » et jamais rendues, des balles perdues de temps à autre. Alors, Adam s'est souvent surpris à penser qu'il faudrait un grand coup de pied dans la fourmilière : pas de *calme* pendant un, deux ou trois ans, le déplacement forcé des familles qui foutent le souk, le dynamitage d'une tour sur deux et, cerise sur le gâteau, la construction d'un commissariat au beau milieu du quartier, à la place du « centre socio-culturel » où on glande et dont les animateurs ne savent plus faire que des sourires aux voyous.

Tout cela, il le garde pour lui et, d'ailleurs, il ne le pense que lorsqu'il est furieux. Quand ça va bien, il préfère carrément oublier le quartier, ses voyous et l'appartement minable de ses parents avec sa décoration sortie du *bled*, ses fauteuils rustiques et vieillots : bois sombres, tissus verdâtres, sa vitrine en formica où trônent un

chapelet de prière en verre rapporté de La Mecque et une plaque de cuivre gravée des quatre-vingt-dix-neuf noms de Dieu dans le Coran.

Maintenant qu'il a retrouvé ses esprits, il se demande par quoi commencer : aller voir des potes pour se renseigner, appeler le responsable de l'association, traîner dans la rue pour se rendre compte ? Il opte pour cette dernière solution. Il avale un bol de café, coiffe méticuleusement ses cheveux noirs, se change à nouveau, embrasse son père et ouvre la porte.

Quand il sort de chez lui, il a l'air d'un jeune du coin, tee-shirt psychédélique et pantalon de survêtement Adidas à bandes dorés. C'est l'uniforme. Le *jean* c'est trop BCBG ! Mais, il suffit de le regarder un peu pour savoir qu'il est différent des autres. Le fossé, c'est la démarche : il ne se déhanche pas en balançant les épaules de façon grotesque. Ça, c'est *la* signature qui le distingue de la racaille ! Un flic ne s'y tromperait pas. Il arpente donc la rue à peine caressée par les premiers rayons du soleil, qui résonne de bruits épars mais bien présents : au loin, des sirènes style ambulances, des cris, des bruits de moteurs poussés à fond.

6

Vendredi 5 août, 7 h 30 heures, Paris, journal *Le Temps de Paris*

Il tourne en rond dans la salle de la rédaction. Pour l'instant, il grommelle des phrases indistinctes. Mais ils savent tous qu'il va exploser. Quand il présentera son choix de ligne éditoriale, il n'y en aura pas un pour oser lever le petit doigt. C'est la force de ce type d'ours mal léché : l'autocensure de l'adversaire. Face à un calibre pareil il faut mettre tellement d'énergie à remonter la pente de la contradiction, qu'une fois arrivé à ses fins, on est épuisé et incapable de proposer une alternative.

Le jeu consiste donc à essayer de deviner les intentions du maître absolu qu'est le directeur de la rédaction, de s'y couler, et d'y apporter une *petite* touche personnelle.

En l'occurrence, quelles sont les pensées de Max Stockpol ? Tous ici présents savent qu'il rumine à propos des incidents de Bagneux. Mais pour en dire quoi ?

Max, Maxime pour ses parents, mais il déteste ce prénom qu'il juge typique des petits bourgeois années 80-90, Max donc, hésite. Ce n'est pas encore très clair dans son esprit. Sa première réaction, instinctive, est de se payer les flics, avec un raisonnement en trois temps : jeunesse abandonnée/bavure/réaction logique de ladite

jeunesse. Il anticipe déjà la jouissance quasi-physique de faire trembler le ministre de l'Intérieur, qu'il déteste es-qualité. Parce qu'il est ministre, parce qu'il est à l'Intérieur, parce qu'il est proche du Président.

Ce n'est pas qu'il déteste le Président, lui, Max Stockpol. En France, aucun journaliste ne déteste le chef de l'Etat auquel tous doivent tant. Mais il éprouve comme une rage jalouse à son égard ou, pour mieux dire, une *jalousie* rageuse. Il s'est toujours demandé comment certains hommes pouvaient susciter des mouvements de foules, des adorations politiques, des fidélités morbides. Il le comprend d'autant moins qu'il se sent incapable de provoquer de tels attachements, qu'en conséquence il méprise. Bref, pour lui, tout homme politique est en quelque sorte illégitime. C'est la raison pour laquelle *il se les paie tous*. Et cette illégitimité du titulaire rejaillit sur la fonction, sur le « système » qu'il ne cesse de dénoncer comme incapable de choisir les bons ou de les encadrer, comme il dénoncerait tout autre système en place, hormis celui qui le bâillonnerait ou l'achèterait. Son drame est qu'il n'existe plus de ministre de la Communication, sans quoi il aurait tant aimé exercer cette mission et se faire censeur des uns, ami des autres, sentir son pouvoir sur ces êtres fragiles, souvent sous-payés et peu reconnus que sont les journalistes français.

Par ricochet, son intransigeance à l'égard des titulaires du pouvoir donne de lui une impression d'austérité incorruptible, qui l'érige en *Grand commandeur* de la presse d'investigation. Intransigeance apparente, car « MS » sait tout de même où est *son* intérêt – il dit en général « l'intérêt du journal » – et jusqu'où ne pas aller. Il sait qu'il ne peut se couper de cette source inépuisable de *off* que sont les ministres et autres conseillers, il sait qu'en France se fâcher définitivement avec le Président peut coûter cher, il sait qu'il

peut un jour avoir besoin de l'aide d'État pour son journal… Il participe donc, à sa façon, à la cour princière, passe ses vacances près de Porto-Vecchio avec certains ministres, ceux de la sphère économique – ils ont plus de *fonds cabinet* et il déteste le régalien – et accepte les invitations *Chez Françoise*, sous l'aérogare des Invalides, organise des fuites favorables à tel ou tel…

Quant à l'actuel Président, il connaît ses turpitudes et celles de son entourage et s'en saisit chaque fois qu'il est possible pour agresser l'institution. Oh ! Les attaques ne sont pas directes ! Après tout, le journal veut conserver une ligne de gauche identifiable des lecteurs. Alors, il canonne en visant les ministres faibles, évite le premier d'entre eux, qui appartient à la même Loge que lui. Il aime à dire que, darwinien, il ne fait qu'accélérer le processus de décomposition de certaines personnalités, déjà lâchés par le maître, pour contribuer à leur remplacement par de meilleurs. Il lance surtout ses *scuds* sur les institutions de la République car il sait que les assauts trop personnels sont mal vus d'une population qui déteste le conflit et conserve un certain sens de la mesure : tout y passe, les ministères trop bureaucratiques, la magistrature trop corporatiste, le Sénat trop conservateur, l'Assemblée trop démagogique… Mais, à chaque fois, en réalité, ce sont des hommes et des femmes en chair et en os qu'il a dans son viseur. Le Président, les ministres puissants restent, le plus souvent, à l'abri comme si le prédateur qu'est Stockpol tournait autour…

Le Président est intouchable car Stockpol a besoin de lui. *Le Temps de Paris* est aussi une institution. Il a ses fidèles, ses soutiens, ses ennemis aussi. Il a surtout besoin d'argent pour survivre. Justement, il y a quatre ans de cela, le Président a aidé à en trouver, et doublement. Il a mobilisé ses riches amis pour participer à une augmentation de capital qui laissait néanmoins à

Stockpol les mains libres à la tête du journal. Et puis, la campagne électorale avait fait exploser les ventes. Le candidat à la présidence avait réservé trois tribunes au quotidien et toutes trois avaient fait du bruit.

On comprend que le *rédac-chef* hésite aujourd'hui. S'il tape trop sur ce ministre, le Président sera touché. S'il ne tape pas assez, *primo*, il ne contente pas son lectorat fidèle, avide de traîner les politiques dans la boue sur l'air du « tous pourris ! », *secundo*, il vend moins de papier, *tertio*, il ne se fait pas plaisir, et ça, à son âge, c'est essentiel.

Il arrête d'user la moquette, relève la tête, fixe son adjoint et lui demande :

— Et toi, qu'est-ce que tu en penses ? Ledit adjoint avait soigneusement préparé sa réponse. Il ne prend pas assez de temps pour la cracher et tout le monde autour de la table sent que cela manque de spontanéité :

— Il faut aider le gouvernement. Ça tire dans tous les coins, la droite se réveille. L'année prochaine ce sont les régionales, et après, les sénatoriales, qui précéderont les présidentielles… Si la gauche se plante maintenant, elle risque de perdre dans deux ans. ». Stockpol le regarde fixement. Son silence dure. Il a déjà pris sa décision, mais il adore faire mariner les autres et faire croire que tout ce qui vient de lui a été pesé et soupesé. Et puis, faire durer le plaisir prépare tous les participants à voir la position du rédacteur adjoint prise à contrepied. Tous s'interrogent, quand il finit par lâcher :

— Tu as raison sur le fond, mais tu fais de la politique ! Nous sommes le quotidien de référence, nous devons informer : le gouvernement a merdé, on doit le dire !

La messe est dite.

7

Vendredi 5 août, 9 h 00, Paris, Sénat, Palais du Luxembourg

— Si je suis un homme heureux ? Je suis sénateur à quarante ans ! Mon travail me passionne, j'ai le sentiment d'être véritablement utile au pays. Oui, je sais que le bonheur n'est pas forcément populaire aujourd'hui, mais je peux dire que je suis un homme heureux.

Le journaliste se détourne un instant et échange un regard avec le preneur de vues : *c'est bon, c'est en boîte, l'entretien est terminé. Et tant mieux, parce que ce type « heureux », il finit par être gonflant !* Il tend la main au sénateur Nevers qui la serre avec force et, le regardant bien droit dans les yeux, tranche :

— C'est parfait, nous en ferons un 45 secondes !

Le sénateur paraît très détendu, mais, à la question qui suit, on comprend qu'il ne perd jamais le nord :

— Vous diffusez quand ? Le journaliste esquisse un sourire d'embarras et hausse les épaules :

— Ça, cela ne dépend pas de moi ! Je vais essayer de le faire passer demain sur la page d'accueil du site, mais… Le sénateur l'interrompt :

— Ne vous en faîtes pas, vous verrez bien, tenez-moi juste au courant, et il fait un gracieux geste du bras qui invite les deux journalistes à se diriger vers la porte sans pour autant donner l'impression de les chasser.

Clément Nevers a choisi la gentillesse dans ses relations. C'est dans son tempérament et il estime que c'est plus efficace que la brutalité ou l'arrogance dont font preuve certains parlementaires.

Une fois seul, il se laisse tomber sur son fauteuil et pose ses coudes sur son bureau. *Je suis vidé !* Il contemple la pièce, étroite mais propre. Une baie vitrée s'ouvre sur un patio quasi-andalou. Deux ans après le début de son mandat, et à la faveur de la démission d'un collègue, il a obtenu un bureau dans les Boulingrins-ouest du Sénat. Certes, la pièce est en sous-sol, peu lumineuse, même si un patio engazonné est censé y faire entrer les photons, mais ces locaux sont nets et, surtout, *dans* le palais., Au contraire de nombre de ses collègues, il n'a pas à traverser la rue de Vaugirard pour se rendre en séance ou aux réunions de commissions.

Après s'être gorgé du rayon de lumière qui s'aventure imprudemment dans le patio, il baisse la tête et, de la main droite, saisit le *bristol* quadrillé sur lequel son assistante a noté tous ses rendez-vous pour la journée. Il médite sur l'intitulé de la séance qui vient d'avoir lieu : 8 h 15, entretien avec deux journalistes du site internet d'informations *Rue citoyenne.*

C'est fait ! Mais, en réalité, assez mal fait. Nevers s'en veut du ton satisfait qu'il a adopté en conclusion : ça dégoulinait de contentement et d'autosatisfaction ! Il sait que les Français détestent les hommes politiques, surtout heureux. La politique est pour eux à la fois un privilège qui donne des pouvoirs exorbitants et une mission sacrificielle. Sa légitimité est dans la douleur qu'elle suscite. Son prédécesseur au Sénat, au moment de l'adouber, lui avait

confié : quoi qu'il arrive, fais comme Staline, donne toujours l'impression de travailler, allume la lumière de ton bureau au moment de te coucher et ne parle jamais ni de vacances, ni de week-ends. Les Français veulent des esclaves et pas des parlementaires… Des esclaves dont ils puissent dire du mal… Cela les rassure sur leurs propres inconséquences : le déficit, la délinquance, c'est la faute des politiques… Jamais des Français qui demandent toujours plus de dépenses à l'État, jamais des parents laxistes qui ne tiennent pas leurs enfants et les éduquent n'importe comment !

Et puis merde ! Bon, pas bon, bon quand même, comme disait mon père ! Et il passe à la suite. Il tend le bras vers le petit meuble qui fait l'angle, à droite de son bureau copie directoire, l'ouvre et en tire une bouteille de single malt. Il s'en verse une mince lampée dans un verre à whisky immaculé, puis reporte son regard sur le *bristol* où figure le second temps de sa journée. 9 h 00 : pensez à rappeler le sénateur Mouchardias. *Encore ? Décidément, le redouté Mouchardias est tenace. Que me veut-il de si important ?*

Nevers est d'autant plus surpris que les relations qu'il entretient avec son collègue socialiste sont d'ordinaire assez limitées. Certes, ils appartiennent tous deux à la commission des Lois, spécialisée dans les questions relatives à l'administration de l'État et à la sécurité, mais ils n'appartiennent ni au même groupe politique, ni surtout à la même famille de pensée. Nevers reconnaît volontiers à son volcanique collègue un tempérament et un réel talent de débatteur. Il admet son intelligence et sa culture. Mais, au-delà, qu'est-ce qui aurait pu les rapprocher ? Mouchardias est d'un athéisme obtus, très IIIème République. Il se complaît dans l'invective et la critique systématique, y compris de ses propres « amis ». Et puis, il y a un

mélange de suffisance et de forfanterie qui achève de gâter la personnalité du sénateur montagnard.

Clément Nevers est, à l'inverse, catholique aussi convaincu que compréhensif, d'une courtoisie appuyée et d'une profonde humilité, fondée pour ses amis, sur une réelle modestie, pour ses ennemis, sur une stratégie de séduction. Pour Nevers, les choses sont plus simples : son attitude vient d'abord de son manque d'assurance, mais aussi de sa conviction profonde de la valeur de chaque personne.

Et quelle puissance de travail ! Rien ne le rebute dans sa mission de législateur. Il faut un intervenant en séance à une heure du matin : son groupe politique sait qu'il peut l'appeler. Besoin d'un orateur apte à défendre un amendement complexe face à un gouvernement hostile : le sénateur Nevers ! Un représentant du Sénat pour accueillir une délégation étrangère : le sénateur Nevers ! Deux ombres au tableau : malgré tous ses efforts, l'inamovible président du Sénat ne semble pas le porter dans son cœur pour des raisons qu'il n'a jamais pris la peine d'analyser ; le temps passé au Sénat pour jouer son rôle de législateur l'éloigne de ses « grands » électeurs locaux et cela pourrait lui coûter cher au prochain renouvellement.

Nombre de ses collègues, les mêmes qui ont obtenu du Chef de l'État, en échange de leur ralliement, de revenir sur la fin du cumul des mandats de parlementaire et de membre d'un exécutif local, expliquent sa disponibilité par le fait qu'il n'exerce et n'a jamais exercé aucun mandat local. Façon frustre de se rassurer eux-mêmes et de justifier leur manque d'investissement au sein de leur assemblée.

Le sénateur revient à son *bristol* :

9 h 00 : penser à rappeler le sénateur Mouchardias
9 h 15 : assemblée générale du groupe France-Liban
12 h 30 : déjeuner avec élus d'opposition des villes de gauche du département

L'air absorbé, il se masse lentement le front du pouce et de l'index de la main gauche, puis s'immobilise. Il consulte sa montre : déjà 9 h 10 ! Il lui faut sept-huit minutes pour se rendre à l'assemblée générale du groupe d'amitié France-Liban. *Trop juste ! Mouchardias attendra cet après-midi.* Mais quelle idée d'avoir collé cette réunion du groupe d'amitié au mois d'août ! Certes, la session extraordinaire s'est terminée très tard cette année, mais tout de même. Il imagine que les absents seront nombreux et qu'il s'agira avant tout de programmer un voyage à Beyrouth.

Il se lève, met son téléphone sur vibreur, ouvre la porte, tourne à droite et se dirige vers l'escalier qui remonte du sous-sol à la galerie des Questeurs qui, au sud, longe le jardin du Luxembourg. Passer par le souterrain Nord puis la cour de jonction, ainsi dénommée parce qu'elle joint le Palais au Petit-Luxembourg, résidence du président du Sénat, eut été plus court, mais il déteste l'escalier sombre et froid qui y mène. Il préfère de loin faire un petit détour qui lui permettra de rencontrer quelques collègues ou fonctionnaires de la « maison ».

La « maison » ! Il s'y est attaché à un point qu'il n'imaginait pas auparavant. Il se sait pourtant sur un siège éjectable : sans mandat local, d'esprit libre et assez distant à l'égard de son parti, sa position est fragile. Mais le seul nom de « Sénat » le remue. Son imagination fertile et sa culture historique font apparaître les noms et les visages de ses glorieux prédécesseurs : Clémenceau, Poincaré… Sans

compter le Sénat de Rome… Le charme désuet du Palais du Luxembourg, encore tout appesanti de Troisième République, la délicieuse courtoisie des personnels, la qualité des services divers dont il dispose… Tout lui fait paraître son mandat sénatorial comme un paradis.

Il doit bien se l'avouer, l'absence de responsabilités locales, grave handicap pour l'élection – ou la réélection –, est bien agréable pour l'exercice de ses fonctions : il n'a pas à se farcir les marchés et à distribuer à des consommateurs pressés et narquois la prose indigeste du parti avec ses arguments trop faciles répétés en boucle. Il n'a pas à subir leurs critiques incessantes et toutes ces demandes d'interventions de « citoyens » qui prennent l'élu pour une assistante sociale : un emploi, un logement, une aide sociale, une place de crèche… Il n'a pas davantage à arpenter les rues d'une commune, qu'il pleuve ou qu'il vente, par une soirée d'hiver sombre à se poinçonner la tempe, quand le bourgeois est installé dans son *chez lui* douillet. Il peut faire le service minimum auprès des sections locales du parti, truffées de vieux cons aigris et sectaires ou de jeunes opportunistes ignares qui ont tous la bonne solution pour réduire le déficit budgétaire ou relancer l'économie mondiale.

Il lui reste quand même les élus municipaux à soigner, *ses grands électeurs*. Cela fait assez peu de monde mais lesdits électeurs sont exigeants et attendent de nombreux services de leur sénateur : contacts dans les cabinets ministériels, aide pour soutirer des subventions, soutien pour décrocher une visite ministérielle, participation aux conférences, réunions politiques et pince-fesses qui leur permettent d'entretenir leurs réseaux… Et puis, quelques *salamalecs* aux huiles du parti sont toujours les bienvenus, au moins pour éviter, autant que possible, le parachutage soudain d'un blanc-bec parisien qui a fait Sciences-Po ou l'ENA, ou une aimable

proposition de rétrogradation sur la liste des prochaines sénatoriales. Pour le reste, *basta !* Il est libre comme l'air. Libre de ne rien foutre ou de se consacrer à plein temps à sa fonction de législateur. Et, heureusement, son truc à lui, c'est le travail, se coltiner les ministres et l'administration et batailler pour ses amendements.

Ce jour-là, comme il pouvait s'y attendre, il rencontre peu de monde dans les couloirs. La chaleur torride de ce mois d'août a confiné tous ceux qui ne sont pas partis en vacances dans les bureaux climatisés ou sur les terrasses de café.

L'assemblée générale du groupe d'amitié France-Liban a lieu dans une salle des nouveaux locaux du 46 rue de Vaugirard, annexe du Palais. Pour y parvenir, Nevers doit traverser la rue ou passer par le souterrain sous la rue. Il choisit la première solution. Au moment de s'engager sur le passage piéton, son téléphone vibre. Il se demande s'il décroche, se décide, peine à sortir l'appareil de sa poche intérieure droite et manque de le laisser tomber. Il examine le nom de l'appelant : Georges Lumart. Georges, un de ces types étranges destinés à former en permanence l'opposition dans les villes imprenables : de ces gars qui croient, et sont les seuls à croire, qu'ils renverseront une municipalité communiste installée depuis plus de cinquante ans.

Comme beaucoup de ses congénères, Georges n'est pas futé, mais il déborde d'énergie et de combativité. Installé à Bagneux depuis vingt ans comme cuisiniste, il a des « antennes » partout. Alors, tout en le trouvant bien matinal pour le mois d'août, le sénateur décroche. Il écoute son interlocuteur sans répliquer et termine la conversation par un « d'accord » laconique. Son visage décomposé n'a plus rien à voir avec celui du début de matinée. Toujours sur le trottoir, il examine le ciel bleu, encore clair, de la

matinée. Serrant les lèvres et hochant doucement la tête, il se dit quelque chose comme : *Ça y est ! C'est arrivé !*

Puis, les doigts malhabiles, il compose un numéro de téléphone parisien.

8

Vendredi 5 août, 10 h 00, Sarcelles, quartier des Sablons

Il fait déjà très chaud dans la maison. Les marteaux-piqueurs ont commencé à vibrer depuis quelques instants. Impossible de démarrer un chantier avant : les *jeunes* du quartier ont « négocié », entre autres choses, un début à 9 h 30. Trois tracto-pelles incendiés, un ouvrier tabassé, les toilettes Algeco vandalisées… Cela aide dans une négo. C'est qu'ils terminent tard les *jeunes* ! Le *deal* les occupe jusqu'à minuit facile. Ils enchaînent souvent par une boîte. *Andy Paul* à Drancy pour les amateurs de… house ou tribale. Le *Duplex*, avenue Foch, quand ils sont pleins aux as, histoire de frôler des filles blanches classieuses, qui leur paraissent fraîches, même si elles sont en fait défoncées et putes à mi-temps. Histoire aussi d'embrouiller des mecs friqués, souvent des *feujs,* qui traînent par là.

Chez Youssouf, on se lève tôt cependant. Youssouf, c'est un modèle, la statue du commandeur. Un ancien « gaulois » qui se prénommait Joseph, blond, blanc comme un linge, qui a fait le pèlerinage, un *hajj*. En plus, il a étudié. Il sait parler. Et il est tellement virulent qu'il donne des complexes aux gars du quartier qui se sentent *merdeux* face à lui.

Il a écumé les instituts musulmans du coin. D’abord la *Sunna du prophète*, groupe d’étudiants faméliques né sous la forme d’une pseudo association d’éducation et de soutien scolaire. Une bonne affaire, car elle a bénéficié pendant quelques années des subventions de la mairie, du conseil régional et de l’État. Mais c’était du bricolage, des locaux cradingues, des meubles style caisse d’assurance maladie : un centre social en moins bien ! Pour aller plus haut et en finir avec une vie minable, Youssouf-Joseph a vite compris qu’il devait combiner deux évolutions en apparence contradictoires, mais qui valent le *jackpot* face à un État impotent : l’institutionnalisation-radicalisation.

Institutionnalisation face à l’État et à la mairie, parce qu’elle rassure et en impose ; radicalisation face aux mêmes pour les faire cracher au bassinet, et face aux *jeunes* et aux *frères* pour les attirer par cette sorte d’admiration qui motive tellement d’actions dans le contexte oriental.

Il a habilement surfé sur « la nouvelle intégration », « la société inclusive », prônées par le gouvernement et qui consistent à asséner que l’identité française est autant musulmane que chrétienne. « Laissons à l’islam (aux islams, nous n’avons pas à trier) toute sa place de grande religion, laissons son culte se déployer, respectons la pleine liberté de ses croyants »[1], telle fut la sourate d’un rapport pondu par un conseiller d’Etat ultraparisien, grassement payé et qui ne vivrait jamais dans les quartiers islamisés. Youssouf utilisa sans vergogne la consigne. Jusqu’à créer un institut de formation, qui avait tout de l’université, sauf l’universalité. Un institut musulman, mais sans mention d’islam, du moins dans les documents officiels, sur le site internet ou dans les demandes de subventions. À cette condition, lui avait-on exposé lors de la présentation de son projet à

la préfecture du Val-d'Oise, les institutions fermeraient les yeux. Il avait compris le message et son établissement avait prospéré.

Sa véritable force était ailleurs. Contrairement à beaucoup de musulmans en cours d'embourgeoisement, il n'avait pas tenté de s'extraire de son quartier d'origine. Il était resté à Sarcelles et mieux : aux Sablons, l'un de ses quartiers les plus difficiles. Double pari futé : il montrait d'abord son attachement à la jeunesse perdue du coin, qui voyait en lui un espoir d'élévation, et se forgeait ainsi une image de sage vertueux hautement rentable en milieu musulman ; il bénéficiait de la montée en flèche des prix du quartier depuis que de gros chantiers de rénovation urbaine y avait été lancés. Ce n'était pas Auteuil, d'accord, mais rien à voir avec la situation d'avant. Le quartier redevenait « vivable » … Enfin, pour quelqu'un de craint comme lui.

Mais vivre dans une zone difficile ne veut pas toujours dire être pauvre. Youssouf ne l'est pas… ou ne l'est plus. L'institut a drainé des sommes considérables, d'abord des familles du coin qui espéraient, en étant généreuses, voir leur rejeton intégrer l'établissement et fuir ainsi les calamiteux collèges du secteur. Ensuite, de généreux donateurs étrangers situés du côté de la péninsule arabique. Deux États bien connus pour financer la nébuleuse djihadiste se sont lancés dans une coûteuse surenchère pour renforcer leur influence au sein de cet institut, comme de bien d'autres associations de banlieue.

Un cadeau par-ci, un cadeau par-là, une piscine gonflable installée l'été dans le quartier, des distributions de pizzas, sans jambon bien sûr, ni vu ni connu d'une mairie incompétente et lâche… On a vite fait de se rendre populaire dans ce genre de coin. Mais tout cela ne lui suffit plus à Youssouf. Depuis quelques mois, il négocie en direct avec la municipalité. Il s'agissait d'abord de calmer

quelques jeunes qui gênaient le chantier du tramway. Youssouf y est allé à l'esbroufe. Les jeunes en question étaient cinq-six beurs en décrochage scolaire accéléré, parents séparés et chômeurs. Pas méchants, mais stupides et seuls. Il leur a parlé, mais les zigotos n'ont pas apprécié son prêche. Ils ne croyaient ni à Dieu ni à diable, bien (dé)formés par l'école laïque française. Surtout, par principe, un type qui leur fait la morale, même en djellaba, *c'est mort !* Ils l'ont renvoyé à ses études avec force moqueries de jeunes cons vulgaires.

Ils n'auraient pas dû. Le lendemain, une dizaine de durs, dont deux avaient fait la Syrie, se sont pointés chez le *leader* du petit groupe de zonards. Ils ont gentiment toqué à la porte à 8 h du matin. Comme rien ne se passait, ils ont insisté. Le type, un certain Amine, mal réveillé, a ouvert… erreur. Un des « Syriens », Mabrouk, l'a pris au col et l'a déséquilibré vers l'avant. Basculant la tête la première, Amine a été cueilli par un coup de genou dans le plexus. Quand ils ont entendu le craquement de la mâchoire, les « durs » ont souri et ont tous voulu leur part. Il était pas beau à voir le Amine quand la police l'a ramassé, deux heures plus tard, plié dans un caddie, le visage tuméfié et sanguinolent.

Dans les quartiers « difficiles », il n'y a pas grand-chose à faire, alors les infos circulent vite. Les copains d'Amine ont vite compris. Deux d'entre eux ont filé dare-dare dans une autre jolie banlieue, côté 9-4. Les autres ont couru faire allégeance en se faisant accompagner par l'imam de la mosquée voisine, histoire de pas prendre de coups.

Évidemment, il n'y a jamais eu de plainte. Évidemment, la mairie l'a trouvé efficace ce monsieur Youssouf, correct et poli, qui calme les racailles. Et c'est ainsi qu'il est devenu une des notabilités du coin. Le député, qui n'est que premier maire-adjoint de la ville, mais qui tire toutes les ficelles, lui a même proposé une place sur sa liste.

Il voulait en faire un de ses adjoints. Seulement, Youssouf a bien compris que l'institutionnalisation avait des limites : devenir adjoint, c'était courir le risque d'être vu comme un *vendu*, un *roumi*, d'être renvoyé à son ancienne identité. Et puis, les dissensions entre musulmans étaient fortes. Apparaître dans la sphère politique, c'était la garantie de susciter des jalousies et des haines inexpiables de ses coreligionnaires. Bref, mieux valait rester en arrière de la main, toucher le pactole saoudien et qatari sans se compromettre avec la municipalité.

Ce matin, il a entendu à la radio les récits, plus ou moins exacts, de la nuit de Bagneux, et qui tous éludent la qualité de prêtre de l'assassiné : évitons de laisser croire au *choc des civilisations*, prédit par Samuel Huntington[2], dit-on dans les rédactions. Il a reçu quelques coups de fil aussi. Et il se surprend lui-même à être dans un état d'excitation qu'il ne connaissait plus depuis longtemps. Comme dans un rêve, il voit une sorte de gigantesque soulèvement des musulmans, lui à leur tête. Et là, ce ne sera plus avec d'obscurs conseillers municipaux qu'il aura à négocier… En même temps, il se sait brusque et prompt à la chimère. S'agit-il bien d'une chance ? Ou d'un piège dans lequel le précipiteraient ses humeurs fantasques de converti frustré ?

1. Thierry Tuot, *La grande Nation : pour une société inclusive* – Rapport au Premier ministre sur la refondation des politiques d'intégration, février 2013.

2. Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, 1996.

9

Vendredi 5 août, 11 h 30, Nanterre, Tribunal judiciaire, conférence de presse du procureur

Rémi Clartat se lisse les moustaches avec soin. Il se contemple dans la grande glace qu'il a fait installer dans son bureau. C'est d'ailleurs la seule chose qui vienne de lui dans ce vaste et sinistre bureau. Il en déteste tout : la moquette jaunâtre, les murs beige sale, la bibliothèque sombre et déjà vieillotte qui lui rappelle les étagères achetées par son père chez Roche-Bobois, le comble du « style » bourgeois, triste et vieux avant d'être usé, quelque chose qui a le goût des dimanches d'hiver dans les maisons toutes lumières éteintes, froides et sans vie. Sa table de travail, sombre elle aussi, qu'il a longtemps voulu faire remplacer par un plateau de verre sur tréteaux très *design*, mais en vain. Il n'a pas osé aller plus loin que d'exprimer un vague désir auprès du service administratif régional de la Cour d'appel. La simple idée que la dépense puisse être connue des journalistes, et donc de la Chancellerie, l'a dissuadé d'aller plus loin. C'est qu'une carrière se joue à peu de choses dans la magistrature.

Ce qu’il déteste par-dessus-tout ce sont les vitres teintées de l’immeuble qui lui donnent l’impression d’être enfermé, coupé de la lumière, enchâssé dans ses dossiers. En revanche, ce qu’il aime, ce sont les conférences de presse. Il ne peut pas en faire aussi souvent qu’il le souhaite, il se ferait remarquer de la place Vendôme et les collègues persifleraient. Mais il doit en organiser une ou deux par an, de crainte de se faire oublier. En tout cas, les évènements de la nuit lui donnent une belle occasion de parader. Il a reçu force coups de fils du cabinet du Garde des Sceaux, du procureur général, du préfet. Tous suggéraient de « calmer le jeu ». Le fond du dossier était inconnu de la plupart de ses interlocuteurs, mais qu’importe, il fallait « calmer le jeu ». Alors, il va « calmer le jeu »… à sa façon, avec brio, en donnant l’impression d’avoir résolu l’affaire du siècle. La chose sera d’autant plus aisée que le commissaire Namur, qu’il fréquente par ailleurs à la loge *Nouveau monde*, l’a briefé. De toutes les façons, il n’a pas trop le choix. La directrice de cabinet du Garde des Sceaux lui a fait comprendre avec la plus grande netteté ce qui était attendu de lui.

N’empêche, par précaution et parce qu’un homme prudent en vaut deux, le procureur a convoqué pour l’exercice ledit commissaire Namur et a *demandé* la présence du directeur de cabinet du préfet. On ne pourra pas lui reprocher de ne pas avoir prévenu tout le monde.

Il se passe la main dans les cheveux, ce qui lui procure de délicieux frissons, réajuste ses lunettes rondes cerclées d’or et ouvre la porte de son bureau. Dans le couloir il croise la nouvelle magistrate tout juste sortie de l’école. De sérieux il devient guilleret et la salue avec une componction joyeuse. C’est qu’elle est très, très jolie, avec son nez fin, ses grands yeux, ses longs cheveux blonds et sa poitrine généreuse qui soulève son chemisier tendu comme un spi

par force 7. Et elle semble si… fragile. Il lui lance avec légèreté et sur le ton paternaliste dont il use avec ses jeunes collègues : « Alors, Vanessa, on déjeune ensemble la semaine prochaine ? ». La jeune femme sourit, et c'est le genre de sourire à faire fondre un iceberg de l'ère glaciaire, et lance un « volontiers ! » très positif. Le procureur s'engouffre dans l'ascenseur et sifflote.

La salle de conférence est froide, à l'image de l'ensemble du tribunal. Mais elle bruisse des conversations des journalistes présents. D'un coup d'œil, Clartat en a compté quatorze, ce qui est un beau score. *Il ne faut pas les décevoir*, se dit-il avec un sourire narquois. Il se dirige vers le groupe de plumitifs et serre avec soin la main de chacun d'entre eux, échangeant un mot avec ceux qu'il connaît, se présentant avec amabilité aux autres et susurrant à chaque fois un engageant « il faudra qu'on déjeune ensemble » ou un « prenons un café un de ces jours ». Deux journalistes échappent à sa cordialité, suspendus à leurs smartphones. Clartat feint de ne pas les voir. Il déteste tout ce qui pourrait ressembler à de l'indifférence… à son égard.

Il finit par s'asseoir. Mais s'étonne d'être seul à la table. Il propose de patienter quelques instants et s'apprête à passer un coup de fil furibard à Namur quand il le voit se précipiter dans la salle, suivi de près par le directeur de cabinet du préfet. Contemplant les deux fonctionnaires, le premier débraillé, mal rasé, les cheveux longs et mal coiffés, le second, blême, enserré dans un dérisoire uniforme blazer-pantalon-de-flanelle-gris, le regard craintif derrière des verres épais et la moue crispée, il ne peut réprimer une bouffée de mépris.

Il prend alors plaisir à commencer la conférence sans laisser le temps aux deux hommes de s'asseoir. Et entame son *speech* qu'il a calibré pour quinze minutes. Il sait pertinemment au fond de lui que

c’est trop long pour des journalistes qui veulent aller vite et fonctionnent aux phrases-choc, mais c’est comme ça, il aime parler.

Il débute par la description détaillée des évènements de la nuit à Bagneux, déplore l’irresponsabilité de certains jeunes, la prolifération des armes, entonne un couplet sur la réactivité des forces de l’ordre… Il sent le regard de Namur braqué sur lui et s’en agace, alors il décide de faire durer et de ne pas lui passer la parole. À sa gauche, le binoclard de la préfecture, penché sur la table comme s’il voulait y enfoncer la tête, gratte frénétiquement quelques mots sur un morceau de papier et le lui passe. Clartat l’ignore, bombant le torse et regardant droit devant lui, fixant tour à tour chaque journaliste comme s’il voulait l’hypnotiser. Ce blanc-bec pense donc qu’un procureur va s’abaisser à consulter un petit papier glissé avec une fausse discrétion devant tous les spectateurs ? Des habitudes d’esclaves de la préfectorale, mais pas de magistrats ! Et puis que fait-il de la *séparation des pouvoirs* ?

Il conclut sur la nécessité absolue pour tous les professionnels responsables de recadrer cette regrettable affaire et de ne pas lui donner une dimension qu’elle ne mérite assurément pas. Le *prévenu*, il insiste sur ce mot qui a une saveur particulière au palais des magistrats, n’est qu’un petit délinquant, pas un terroriste. Bref, une affaire pour la colonne *faits divers*, déjà résolue à peine débutée.

Namur n’a pas le temps de réagir que toutes les mains de journalistes se lèvent dans un brouhaha qui estomaque le procureur. Rarement conférence a suscité telle passion ! Du coin de l’œil, Clartat entraperçoit le commissaire qui se penche à son oreille pour lui susurrer quelque chose. Mais la voix du policier est trop faible, il ne comprend pas. De toutes les façons, il n’a pas envie de l’écouter. Pas au beau milieu de son triomphe. Comme un grand, il se jette

dans la gueule du lion et donne la parole au journaliste du *Temps de Paris* dont il a noté la présence avec délectation.

Celui-ci savoure ses propres paroles et s'interroge plus qu'il ne questionne le magistrat : « Nous sommes tous très étonnés que vous ne fassiez aucune allusion à ce qui est en train de se passer dans toute la région parisienne. En admettant que le prévenu soit un petit délinquant, il s'agit surtout de l'étincelle qui a déclenché une gigantesque explosion. La Justice est-elle à ce point à la remorque de la communication gouvernementale que son seul souci à cette heure soit de prétendre rassurer en niant les problèmes ? Ou alors, est-elle vraiment aveugle et dans l'incapacité de faire le lien entre des affaires et des évènements certes différents mais évidemment connexes ? »

Le procureur manque de s'étrangler de fureur à la suite de ce qu'il considère comme une brutale agression. Mais, s'il ne le fait pas, c'est qu'il comprend que quelque chose cloche. Il se tourne, les yeux furibonds, vers Namur qui hausse les épaules et siffle : « J'ai voulu vous le dire… ».

10

Vendredi 5 août, 11 h 30, Sarcelles, église chaldéenne Saint-Thomas-Apôtre

Le père Mattai tape du poing sur la table. « Ça suffit ! Vous n'avez pas honte ! ». Les jeunes de la paroisse le regardent avec une flamme féroce dans les yeux. Mais tous se taisent. Le père Mattai est le curé de la paroisse assyro-chaldéenne. Et le curé, on le respecte, surtout s'il fait deux mètres et 110 kilos. Tous se taisent donc… sauf Zamri. Qui l'ouvre, *comme d'hab !* pensent ses camarades. Zamri, c'est le petit nouveau. Enfin, petit… il émarge à 1,98 m ! Musclé comme Hercule, les cheveux noirs de jais avec une barbe de 3 ou, plutôt, 10 jours. Mais Zamri, il arrive d'Irak ! Enfin, il arrive… Il est en France depuis deux ans. Mais pour beaucoup c'est encore *le nouveau*, l'un des rares d'ailleurs qui a du mal à prononcer le français, comme s'il souffrait d'avoir à le parler. On le respecte parce qu'il est baraqué, parce qu'il est serviable, parce qu'il vient d'Irak et que presque toute sa famille a été exterminée par les islamistes. Les jeunes se doutent de ce qu'il va dire. Dans son mauvais français, il le répète à qui veut l'entendre : « isl'm rriligion d'haine et d'violence. Moi suis inquiet pour France, i'va arriver à vous même chose qu'à nous. ». Et ça ne manque pas, Zamri déroule sa logique : les musulmans par-ci, les musulmans par-là… Tout le

monde comprend l'essentiel du message : un prêtre tué, c'est un crime qui ne doit pas rester impuni, sauf à prendre le risque de tous y passer, un jour… ou l'autre.

Le père Mattai a beau faire et beau dire… On ne s'oppose pas à la marée qui monte. Car les jeunes ici savent *tous* à quoi s'en tenir. Ils ont *tous* des proches qui ont souffert dans leur chair de la persécution ou des humiliations. En France même, les frictions sont incessantes, les moqueries, les sarcasmes, les brutalités émaillent leur quotidien.

Les Chaldéens sont bons commerçants et reprennent tous les bars-tabac de la région, jusqu'au jour où un « émir » du coin, trente balais et déjà dix ans de tôle cumulés, prétend imposer une taxe, quitte à foutre le feu à la boutique des récalcitrants. Les jeunes Chaldéens s'intègrent sans peine et travaillent dur au collège ou au lycée, alors ils se font volontiers traiter de « bouffons », jusqu'au jour où un groupe de cancres mal léchés va plus loin et les rackette pour obtenir des copies faciles et récolter sans effort les bonnes notes…

Et puis, les chicanes infernales, au centre social, au club de sport… sur les héros de certains décérébrés, EIIL, Al-Qaïda… présentés comme les sauveurs du monde, les *steacks* reçus quand on ose discuter ce point de vue… Tout cela, à la fin, fatigue. Mais, plus profondément encore, au fond d'eux, bien tapie dans un recoin de leur âme, la certitude que c'est *entre eux et nous*, qu'un jour ou l'autre, *ils* nous chasseront encore ou pire… Cette certitude humiliante les travaille. Alors, pourquoi ne pas en finir tout de suite, se mesurer d'égal à égal ?

Quand Zamri termine son exhortation, ceux qui n'ont pas bien compris sa diction maladroite et ceux qu'il a enthousiasmés, tous sont d'accord : il faut se rebiffer ! Le père Mattai a beau réciter les

vertus du chrétien comme on enfile des perles, rien n'y fait. Ils se croyaient à l'abri en France après avoir été martyrisés en Turquie, en Syrie et en Irak, ils savent, ou plutôt ils pressentent qu'ils ne sont qu'en sursis.

À partir de là, tout va très vite : ils se rendront en cortège devant la mosquée de l'allée Bernard-Palissy, et là, ils réclameront une condamnation sans ambigüités du crime par l'imam et l'association locale musulmane. Tous se lèvent dans un brouhaha indescriptible. C'est qu'il y a près d'une centaine de jeunes dans la salle, aux deux tiers des garçons.

Reste à aller jusqu'à la mosquée qui n'est pas à deux pas. Un cortège de voitures s'organise, les jeunes y montent à quatre, cinq ou six. D'autres attendent le bus qui relie le quartier de l'église à celui de la mosquée. Ils sont une trentaine à tenter de s'enfourner dans le premier bus qui passe. Ils n'entrent pas tous car le véhicule est déjà bien chargé, alors ça pousse. Il se trouve qu'un groupe de *beurs* est à l'arrière et voit d'un mauvais œil ces « Assyriens ». Ils colonisent les bancs du fond et s'étalent ostensiblement pour ne pas laisser les autres approcher. Quant à s'asseoir ! Et quoi encore !?

C'est Antoine qui franchit le pas. Il avance comme un robot, l'air fermé, frôle un premier beur qui se tient de debout comme s'il gardait le passage. Le garçon le fixe d'un air méchant, mais peine perdue, Antoine ne le regarde plus : en lui s'agitent des sentiments contradictoires. La peur, qui ne l'a jamais quitté depuis qu'il a vu les pick-up remplis d'hommes en noir – les islamistes de l'EIIL[1] – débouler dans les rues de Kirkouk, roulant à tombeau ouvert, fauchant tous ceux qui avaient le malheur de se trouver sur leur chemin hommes, femmes, enfants ; mais aussi l'esprit de revanche, fort comme une vague qui monte en lui, et qui veut briser des années d'humiliations et de crainte ; l'exigence de bonté, le refus de

la loi du talion et de l’enchaînement des vengeances prêchés par les prêtres n’est pas absente, mais elle est comme neutralisée par la déchirure des digues de refoulement construites par Antoine et les siens pour rendre la coexistence vivable. Le bouillonnement de rancœur, la volonté de montrer qu’il est un homme, qu’il est digne de respect, beaucoup de maladresse aussi de son grand corps d’adolescent qu’il ne sait pas bien mouvoir… Tout cela pousse Antoine à s’asseoir brusquement au beau milieu du groupe de *rebeus*. Il fend le groupe, et son postérieur, s’abattant sur la banquette, écarte sans ménagement ceux des présents. Les plus proches se taisent, peut-être parce qu’ils ont senti la détermination du jeune chrétien ou, plus sûrement, parce qu’ils ont repéré ses coreligionnaires. Mais un autre, plus effronté et moins malin, se rebiffe. Sans doute aussi n’a-t-il jamais eu l’habitude qu’on lui résiste. Pressent-il qu’il a tort de réagir et qu’il va provoquer une catastrophe ? Difficile à dire tant ces jeunes ont coutume d’agir sans vraiment réfléchir, comme à un stade inférieur de la pensée, proche de l’instinct de survie. Toujours est-il que le dénommé Moktar, tel est le prénom qui circulera lorsque la police le récupérera, un petit brun au visage émacié et au regard dur, assis une place plus loin, se contente de balancer un retentissant « steak » sur la nuque d’Antoine en ajoutant subtilement : « Bienv’nue à Bagdad ! ». Il arbore un grand sourire de contentement et s’efforce de croiser les yeux de ses camarades, histoire de leur monter qu’*il en a*, *lui*, et qu’un Assyrien, ça se remet en place ! Mais les autres se taisent et baissent la tête. Pendant un instant, Moktar triomphe et ces quelques moments sont d’intense jouissance pour lui, obscur adolescent de banlieue, ni profondément Algérien, ni vraiment Français, pétri des rancœurs et envies des générations non intégrées à qui les élites racontent, depuis tant d’années, un sourire cynique

aux lèvres, qu'ils sont des citoyens comme les autres. Mais qu'est-ce qu'être citoyen français ? Travailler pour un maigre salaire, exploité par des *élites* mondialisées et sans valeurs, ponctionné par un État impécunieux et incapable de se faire respecter ? Être privé de toute attache spirituelle et religieuse par une mythique laïcité qui libère surtout les riches de toute morale ? Déambuler dans les centres commerciaux le week-end ?

Moktar triomphe donc, mais pour très peu de temps. Car Antoine s'est relevé et s'est calmement rapproché de lui. Il le fixe d'un regard vide et lui assène un terrible coup de genou dans le menton. On l'entend craquer comme du bois sec. Moktar ne crie pas, mais se courbe puis s'affaisse en serrant son visage dans des mains tremblantes. Ses compagnons d'infortune sont sidérés et ne bougent pas. Ils ont tort car les amis d'Antoine rappliquent et, pressentant qu'une réaction le mettrait en difficulté, se jettent sur eux. Tétanisés, peu habitués à la résistance de leurs victimes et, encore moins, à l'agression, dont ils ont l'exclusivité, ils plient rapidement sous le nombre. L'un d'eux toutefois, un peu plus malin, un peu plus couard, et surtout, installé un rang plus avant, se tient à l'écart et empoigne l'*iphone* qu'il a volé quelques jours plus tôt à un touriste isolé près de la basilique Saint-Denis, un touriste hébergé depuis à l'hôpital de Bobigny.

1. En 2013, le groupe terroriste islamiste État Islamique en Irak devient l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) à la suite de son implantation en Syrie.

11

Vendredi 5 août, 11 h 45, Sarcelles, quartier des Sablons

Ils sont une vingtaine dans l'appartement de Youssouf. L'avantage avec des trafiquants–chômeurs-RSA c'est que l'on peut les rameuter en cas de besoin. Bon… pas trop tôt dans la journée vu qu'ils passent leurs soirées à *dealer* et leur nuit à montrer leur fric d'un jour dans les boîtes de nuit. Mais onze heures, ça va. Bref, ceux que Youssouf a appelés sont tous venus sauf, deux, Mamhoud et Drissa. Ces deux-là sont des tire-au-flanc de première. Pas les plus méchants, pas les plus bêtes, mais la politique, la religion, et le père Youssouf, … ça les gonfle. N'empêche, Youssouf sait qu'il leur revaudra leur absence, et cher.

Il y a beaucoup de bruit dans l'appartement, chacun fait quelque chose mais, aucun d'entre eux ne sait travailler en silence et dans le calme : quand ce ne sont pas des engueulades, qui manquent régulièrement de tourner à l'empoignade, ce sont des injures qui fusent, plus ou moins gratuites. Il faut dire que les jeunes *artisans* qui sont ici ne sont pas tous du même quartier, de la même rue, sans parler du pays d'origine. Cela suffit à en faire des ennemis potentiels que seule la haine plus grande à l'égard d'un adversaire

commun, habilement canalisée par l'idéologie et la praxis islamistes, permet d'unir.

Aujourd'hui, nos jeunes travailleurs bossent dur, car d'ennemis communs ils en ont trois : les Juifs bien sûr, les autorités de l'État – et en particulier les *keuf*s – et ces chrétiens d'Irak qui ont osé ne pas accepter leur statut de *dhimmis* à Mossoul ou Bagdad pour venir s'installer en France et leur *prendre* leurs places. Et Youssouf l'a bien expliqué. Qu'ils aient cassé Moktar dans le bus n'est pas le problème, il paraît que c'était une petite frappe sans religion, mais qu'ils aient touché un musulman, croyant ou non, surtout en public, c'est la honte pour toute la communauté. Se rendre devant la mosquée est une provocation bien pire qu'il faut punir. Pour conclure, il a ébauché de lourdes comparaisons avec la situation des Palestiniens face aux Israéliens et les « frères » du bus se sont trouvés comme canonisés, modèles de l'arabité souffrante et persécutée.

Alors, nos jeunes artisans s'activent. Une vingtaine de cocktails Molotov sont déjà prêts, ils veulent en produire cinq fois plus. Cinq armes de poing ont été collectées, trois pistolets à grenaille, deux kalach « prêtées » par un groupe de *deal*, une bonne vingtaine de crans d'arrêt, genre *Laguiole* puissance 10, des battes de base-ball, des barres de fer… Mais tout cela, c'est de la gnognotte. Avec un portable tombé du camion et une carte sim volée à l'hyper du coin, Youssouf a pu activer, enfin, ses contacts en Belgique et en Bosnie. Toute la djihadosphère d'Europe vibrionne et espère que le grand jour est arrivé. Les réseaux s'activent et les sourates résonnent. Une livraison de joujoux variés est prévue pour le mardi suivant : Kalach, Uzi, RPG… de quoi tenir un siège, lancer un assaut ou monter des braquages. Il se souvient des histoires d'un de ses professeurs de lycée sur Staline qui organisait des attaques de banques et se dit,

qu’au fond, ce brigandage sanglant a été oublié, couvert par le manteau de la révolution d’Octobre. Eux-aussi, ils sont des révolutionnaires.

Les trafiquants d’armes sont aussi rapides qu’Amazon. Reste à disposer de *petites mains* pour en user. Youssouf et ses deux hommes de confiance, Walid et Mourad, ont passé une heure à contacter par SMS les anciens étudiants de l’institut. Et ça mord pas mal. Ils sont déjà vingt-et-un à s’être annoncés. Il faut dire que, parmi eux, trois sont passés par l’Afghanistan, quatre avaient leurs habitudes dans les zones tribales du Pakistan et onze ont fait un séjour plus ou moins sanglant en Syrie. Une bonne moitié a participé aux violences de Barbès et Sarcelles à l’été 2014, encore tout jeunes. Sur le coup, tout le monde avait voulu croire à une montée de chaleur sans gravité, oubliant l’incroyable haine antisémite qui s’était déchaînée à l’occasion. Seuls quelques policiers bien informés de la DRPP avaient compris qu’il s’agissait aussi d’une répétition et, plus dangereux pour l’avenir, d’un premier passage à l’acte… Une occasion de cristalliser les rancœurs accumulées mais parfois difficiles à exprimer dans un pays indolent, prompt à l’assistance sociale, qui vous offre le gîte et le couvert avec les HLM et les aides sociales de toutes natures qui font l’essentiel des revenus de ce type de manifestants, hors le *deal*, bien sûr.

Youssouf, qui est un fan des réseaux sociaux, se rend compte de la puissance de la communication. Et il veut « faire sérieux » vis-à-vis de ses parrains de la péninsule arabique. Alors, il concocte un laïus aux petits oignons pour les chaînes d’info en continu. Il lui donne un tour volontairement très politique. Oublié le meurtre du prêtre, oubliés les violences sporadiques, les policiers blessés. Youssouf axe son texte sur trois points qui agitent le bocal de la presse parisienne : *un*, ne pas stigmatiser les jeunes de banlieue

auxquels la France ne donne pas d'avenir, *deux*, attaquer les « islamophobes », *trois*, laisser penser que les cités sont une poudrière au bord de l'explosion. Le premier point a vocation à stopper nette toute analyse globale du phénomène et à empêcher une réponse de l'État à ce phénomène. Au passage, il s'agit aussi de culpabiliser au maximum autorités et citoyens : les coupables ne sont pas où l'on croit ! Le deuxième point vise à bloquer les velléités de ceux qui voudraient souligner que l'islam de France doit faire son *aggiornamento* et que l'État doit s'attaquer à certaines de ses branches gangrénées par l'islamisme. Le troisième doit faire peur, renforcer cette sorte de crainte que la violence islamique laisse déjà planer sur les pays occidentaux et pousser à la négociation. Car tout début de négociation serait une victoire pour les islamistes et une défaite pour l'État.

Reste à trouver le meilleur support de diffusion. Youssouf connaît les travers des journalistes friands de scoops et a proposé son texte, une heure plus tôt, et en exclusivité à Stockpol, le directeur de la rédaction du *Temps de Paris*. Une insertion sera possible sur la première page du journal de demain qui, Stockpol l'a garanti, comportera aussi un éditorial compréhensif. Il a aussi promis de diffuser le texte dès réception sur le site internet du journal, sans lui adjoindre de commentaires au moins pendant deux heures.

12

Vendredi 5 août, 12 h 00, Sarcelles, devant la mosquée Unique foi

La foule est déjà dense devant la mosquée *Unique foi.* Des jeunes Chaldéens, bien sûr, dont le nombre ne cesse de croître à mesure que les réseaux sociaux et les transports font leur effet. Ceux de Sarcelles, puis de Garges, maintenant de Saint-Brice… Des badauds, nombreux, en particulier de la forte communauté antillaise de la ville, et, bien sûr, la presse. En face, des musulmans, plutôt rares, une petite soixantaine, souvent âgés, des hommes, minces et ligneux, les traits émaciés, genre anciens terrassiers calmes et honnêtes à petites retraites et ayant contribué à la prospérité économique du pays etc. Ceux-là ne feraient certainement pas de mal à une mouche ! C'est Youssouf qui a conseillé à l'imam du coin de mettre en avant ses troupes les plus fragiles. Il a bien compris le poids de la culpabilisation qui pèse sur l'Occident. L'effet recherché est atteint, les chaînes d'info en continu brodent sur cette confrontation inégale. D'ailleurs, ces jeunes Chaldéens, outre qu'ils sont chrétiens, sont correctement habillés. Donc, s'ils ne sont pas forcément riches, du moins ne sont-ils pas pauvres. Mauvais point pour eux.

Inès Valda, journaliste pour *infoscoop*, la chaîne d'info d'un groupe télévisuel privé bien connu, vient d'ailleurs de réaliser l'interview de l'un des manifestants. Elle donnera le ton du *13 heures* et, peut-être, du *20 heures*. L'heureux élu n'est ni Chaldéen, ni Syriaque, pas plus Irakien que Syrien, mais il porte des tatouages explicites sur le peu de cas qu'il fait de Mahomet et de sa religion. Son air méditerranéen – on apprendra bien plus tard qu'il est corse – peut donner l'illusion d'une jeunesse au bord de l'Euphrate. Sur sa peau bronzée, et vallonnée par des muscles saillants, roulent des scènes antiques où un enturbanné barbu décapite à tour de bras des petits bonhommes. Sur son biceps droit, une bombe à la Tintin, toute ronde et toute noire, avec une mèche qui se consume sur le dessus, résume l'avenir promis à l'Occident par l'islam.

Notre *oriental* présente un autre intérêt pour la « boîte zombifiante » qu'est la télévision moderne : il a le langage court et dru, juste assez provocateur pour susciter le malaise et l'indignation. Valda attaque et forçant sa voix comme si elle était sur une scène de guerre :

— Pourquoi êtes-vous ici ? Que voulez-vous à ce lieu de culte ? Valda a bien évité le mot « mosquée » qui suscite l'irritation dans les chaumières et fait vite retomber toute sympathie chez le Français moyen. Un *truc* de la chaîne, pour laquelle il n'y a ni Arabe, ni maghrébin, ni délinquant, ni immigré, ni mosquée donc, lutte contre les discriminations oblige. Le jeune *oriental* répond, comme on pouvait s'y attendre, avec la maladresse de ses 16 ans, mal dégrossi :

— Y en a marre des Arabes ! Il faut qu'ils partent !

Valda relance car elle sent que le niveau de réflexion du jeune *oriental* permettra de rebondir aisément pour en repasser une

couche sur l'égalité et le refus de la stigmatisation dans son commentaire.

— Mais pensez-vous que votre violence soit la solution ?

Le jeune homme la regarde en inclinant la tête vers la gauche, signifiant qu'il ne comprend pas : quelle violence ? Pourquoi la sienne ? Après tout, la victime est un prêtre chrétien. Il ne comprend pas davantage que c'est Valda qui a retourné la situation et en a fait un coupable. Dans un sursaut de dignité, il réplique néanmoins :

— Mais je n'ai tué personne moi ! Qui agresse les Juifs de la ville ? Qui a tué le prêtre ?

Valda a coupé son micro. Il était moins une. Elle s'éloigne sans précipitation tout en continuant de fixer la caméra et enchaîne :

— Ici, à Sarcelles, comme vous avez pu le constater, la tension et les haines raciales sont palpables. Une fois de plus, la communauté musulmane fait les frais de la violence des autres. Le moindre incident débouche sur une islamophobie qui n'ose pas s'exprimer en temps normal. Raison de plus pour les pouvoirs publics d'agir vite et de contenir la violence anti-musulmane qui couve.

Elle s'interrompt un instant tandis que, comme convenu au préalable avec le reporter d'images, la caméra tourne de 15 degrés vers la droite et filme le mince cordon de policiers qui sépare les protagonistes. La journaliste enfonce le clou : Mais il ne semble pas que le commissaire de police et le préfet aient pris la juste mesure des choses. Inès Valda pour Infoscoop.

Son cynisme ne lui porte pas chance, car au moment précis où elle s'apprête à remballer son attirail pour retrouver les quartiers cossus de la capitale, une pierre jetée à pleine force la fauche à la tempe. Elle s'écroule tandis que des cris fusent de toutes parts. Le choix de la cible est habile car les deux parties peuvent être responsables, ce qui aura pour effet de faire monter la tension. Avec

une petite prime pour les Chaldéens dans la mesure où le commentaire de la journaliste ne leur était pas particulièrement favorable. Si nécessaire, il y aura là un mobile tout trouvé pour leur faire porter le chapeau.

La chute de la journaliste provoque un mouvement de foule difficile à contenir par les vingt gardiens de la paix présents. Le commandant de police qui officie n'est pas le plus brillant pour ce genre de situation, mais il n'est pas en vacances, contrairement à l'homme idoine, ce qui en fait le chef en cet instant. Il est un peu jeune et surtout craintif. Quand il voit les deux groupes se resserrer autour de son fragile dispositif, il prend panique et se met à gazer frénétiquement tout en demandant à ses hommes d'en faire de même. Mais les uns et les autres sont déjà beaucoup trop près. Le gaz lacrymogène attaque sans distinction de race, de religion et d'uniforme. La moitié des policiers est rapidement hors d'état de réagir, tandis que les manifestants, poussés par leur nombre qui grossit à chaque instant, sont portés vers la mosquée et que les contre-manifestants tentent de repousser à coup de poings et de bâtons cette foule qui avance et titube.

Vous êtes-vous déjà trouvé dans une telle foule, quand votre mouvement ne dépend plus de vous mais des êtres qui vous enserrent ? Que vous êtes dirigé, malgré vous, là où vous ne voulez vraiment pas aller ? On en éprouve au début une sorte de ravissement et, un sentiment de puissance dans l'impuissance. S'agit-il d'être porté par une force qui nous dépasse ? D'abdiquer toute volonté et toute responsabilité, ce double fardeau qui accable tant de nos contemporains ? Ou d'espérer accomplir, porté par une vague irrépressible, plus facilement, plus lâchement, plus impunément, des actes que l'on sait répréhensibles ?

Ce sentiment complexe ne dure qu’un temps, car la foule, comme la vague, finit toujours par s’écraser sur quelque chose. Et le ravissement d’être porté se mue en une sorte d’horreur d’être happé par un tourbillon qui vous aspire vers le fond, vers les fonds, vers le bitume. Ici, la foule s’abat très rapidement sur les portes de la mosquée. Les policiers sont au sol ou agglutinés dans cette masse qu’ils devaient tenir à distance. Il en est de même pour les musulmans qui prétendaient défendre le « lieu de culte ». Ce serait presque comique si des bras ne se cassaient, des cages thoraciques ne se comprimaient, des corps ne s’affaissaient sous la pression des plus forts.

Les portes cèdent. Une fois franchi le goulot d’étranglement formé par l’entrée, les manifestants retrouvent un peu d’air. Certains se libèrent du flot et découvrent, éberlués, l’intérieur, pauvre et de mauvais goût, d’une mosquée de banlieue. Sans véritable meneur, sans stratégie ni tactique autre que la protestation, ils ne s’aventurent pas davantage, retenus par leur propre foi face à un lieu censé abriter une certaine conception de la divinité. Du reste, ils n’ont guère le temps de se poser de question. Car, dans le patio de l’entrée, aux voutes ornées de tristes arabesques, copiées de quelque monument grandiose, mais ici ridicules, moulées dans un stuc de bas de gamme, se répand bientôt une fumée épaisse. Ce n’est que lorsque leurs yeux les démangent que certains comprennent qu’il s’agit d’une grenade lacrymogène.

Brusquement, venue de l’extérieur, une bande d’individus, sanglés et casqués, armés de sabres, de piques et de barres se jette sur eux en hurlant à la profanation.

Antoine, pris au milieu du combat, se défend comme un beau diable. Un malabar se dirige vers lui couteau à la main. Il esquive le coup, enserre la nuque de l’agresseur avec ses deux mains l’abaisse

violemment vers le sol et lui assène un coup de genou sous le menton. Le type s'écroule, assommé net. Des deux mains, bien en appui sur ses jambes, il en repousse un autre qui chute lourdement. Mais, au moment où il se tourne pour voir où en sont ses amis, un troisième larron, mince comme un coup de trique, des yeux brillants de haine, les cheveux très noirs et légèrement crépus, le cueille d'un coup de batte de base-ball à la nuque.

À l'extérieur, contemplant le panache de fumée qui s'élève au-dessus du « lieu de culte », savourant le brouhaha et les cris d'assaut ou de douleur qui s'en échappent, Youssouf, sourit et admire son œuvre. Il le sait, la mèche qu'il vient d'allumer peut se révéler des plus meurtrières.

13

Vendredi 5 août, 12 h 15, Bagneux, quartier des Cuverons, au nord

Les nouvelles sur *France Info* sont mauvaises. Adam les écoute en continu sur son smartphone qui débite, quart d'heure par quart d'heure, les explosions de violence qui secouent le pays. Les journalistes les égrènent de manière *factuelle*, sans prendre parti. Certains semblent même y prendre plaisir et donnent l'impression de goûter les évènements. Peut-être faut-il faire la part de l'excitation morbide et malsaine que provoque ce genre de situation. Peut-être aussi ressent-on dans leur voix comme une victoire sur une société bourgeoise et « franchouillarde » qu'ils abhorrent, eux qui se sont faits tour à tour les chantres du marxisme, du maoïsme, du gauchisme, du socialisme, et aujourd'hui du mondialisme libertarien tendance « woke ». « Ça devait exploser, tôt ou tard ! » péroreront-ils dans les dîners en ville en guise d'analyse sociologique poussée.

Adam connaît cette vision des choses. Il connaît les deux côtés de la barrière. Il est à la fois Français et d'origine algérienne, travaillé par son identité. Il s'est interrogé à l'adolescence. Cela a duré deux bonnes années pendant lesquelles il a été vraiment « difficile », comme le dit aujourd'hui sa mère avec le sourire. Il a tour à tour détesté la France, l'Algérie, l'Occident, le monde arabe,

l’islam, le capitalisme… Il a mis longtemps à trouver un équilibre, haïssant sa « gueule d’arabe », le soir quand il se regardait dans le miroir, vomissant les rites et règles issus du *bled* et que sa mère entretenait avec ferveur, comme si elle craignait de perdre une part d’elle-même. Mais, lui, le jeûne et sa rupture, le détour par la mosquée, les palabres avec les vieux, les soirées passées à éructer sur les généraux algériens, sur la corruption, et la misère de ce pays naguère prospère, les sempiternels « l’Algérie serait riche sans la clique qui gouverne », les plans tracés sur la comète pour engloutir de maigres économies dans le *business* du pèlerinage de La Mecque… Tout cela l’irritait au plus haut point, le dégoûtait même.

En bon fils, il avait tenté d’approfondir la foi héritée de sa famille. Il sentait bien l’abîme qui s’ouvrait devant lui s’il devait devenir un adepte du laïcisme « à la française ». Aucune transcendance, aucun idéal solide : qui pouvait vivre comme cela ? Il avait d’abord lu *Le Coran,* sans comprendre la dévotion dont certains l’entouraient. Le texte lui paraissait étrange, irrationnel, contradictoire et, surtout, au fond, peu spirituel. Toutes ces vengeances, toutes ces règles censées encadrer la vie humaine, lui paraissaient si terre à terre, trop humaines pour émaner d’un Dieu, quel qu’il soit. Troublé, il avait pris sur lui de rencontrer un imam de la Grande Mosquée de Paris. Vêtu d’une *djellaba* blanche, sa barbe noire soyeuse et finement taillée, un visage fin mais à la peau granuleuse, son aspect apprêté conjugué à son ton affecté et doucereux déplut d’emblée à Adam. Il l’avait écouté en silence lui asséner que la raison ne comptait pour rien : on ne pouvait que se soumettre à un texte « écrit sous la dictée de Dieu ». Et puis, avait ajouté le clerc, avec un sourire complice, « Nous autres Algériens, devons être présents en islam, sinon ce seront les Marocains ou, pire, les Egyptiens, ou,

pire encore, les Saoudiens qui marqueront des points. » Ces considérations de géopolitique de bazar plongèrent Adam dans un abîme de perplexité. Elles eurent, en tout cas, un effet certain : elles le détournèrent de sa quête de Dieu dans l'islam.

Quelques mois plus tard, il a franchi une étape. C'était pendant les grandes manifestations contre le mariage gay imposé par le gouvernement socialiste. Comme beaucoup de ses amis *beurs*, il avait été révulsé. Il a noté que les catholiques s'étaient mobilisés en force, que la jeunesse y était bien présente et, surtout, que les arguments échangés tenaient la route. Une conférence sur la théorie du genre, organisée par les militants de la *Manif pour tous* du coin, l'avait attiré. Il avait écouté un jeune philosophe, par ailleurs élu local à Versailles. Bluffé par son aisance, la profondeur de son raisonnement et l'absence d'agressivité de son propos. Il l'avait alpagué en fin de réunion. Le philosophe était motivé par sa foi catholique, mais ne la portait pas en bandoulière. Ils s'étaient promis de se revoir.

Le temps avait passé, ils n'avaient pas trouvé le temps de se faire signe, mais Adam savait qu'il lui *faudrait* faire un nouveau pas décisif. Seulement, quand on est d'origine algérienne, qu'on a peur de décevoir une mère qui se raccroche à l'islam comme à une bouée de sauvetage, que la famille en Algérie ne va rien y comprendre, que l'on sait que tous les copains vont se détourner, voire le détester… ce pas est tout sauf facile à faire.

Aujourd'hui, Adam ressent la fatigue. Il est levé depuis six heures du matin et il n'a cessé d'arpenter les rues, passer des coups de fils, envoyer des *Whatsapp,* pour calmer, pour apaiser. Mais il sent que tout lui échappe. Il y a trop d'excitation dans la cité. Même les caïds s'y mettent : d'habitude, ils préfèrent le calme pour *faire des affaires*, mais là ils ont fait le pari que les *keufs* allaient prendre peur

et que se présentait une occasion d'agrandir leurs territoires, d'imposer un peu plus leur impunité. La conférence de presse du Parquet de Nanterre, où paradaient le procureur et le chef du SDPJ, diffusée sur les radios, les TV et les réseaux sociaux, a achevé de convaincre les uns et les autres que le pouvoir avait peur, qu'il ferait tout pour minimiser l'affaire.

Adam s'en veut d'être encore ici, dans ce *quartier pourri* qui lui bouffe la tête, d'être seul et de n'avoir pas su regrouper des amis pour agir. Il s'en veut de ne pas s'être bougé lors des dernières élections municipales. Pourtant, comme *beur* bien élevé, il avait toutes ses chances pour intégrer une liste. En banlieue, toute liste doit avoir son ou ses *rebeus* destinés à attirer un vote que l'on suppose communautaire. Mais on les souhaite aussi actifs pendant la campagne que passifs une fois élus. D'ailleurs, on ne les voit guère titulaires de fonctions d'importance, sauf dans le 9-3, bien sûr, où ce sont les « blancs » qui sont minoritaires. Au vrai, il a bien été démarché par trois candidats : le socialiste, le mec de droite et un troisième larron qui se prétendait avant tout « citoyen ». C'est qu'un *beur*, éduqué, sage, pas islamiste, qui écoute du Mika et pousse ses petits camarades à bosser, cela a de la valeur. Le socialiste était dégoulinant de veulerie démagogue et de pseudo compassion. Le type de droite était un décalque juste un peu mieux tenu, obsédé par sa prochaine candidature aux législatives. L'honorable « citoyen » était le plus sympathique mais un peu *perché*, genre écolo, et il n'avait aucune chance… Alors !?

Alors… Il est là, seul, à se traîner pour, une fois encore, calmer le jeu entre des jeunes cons, pétés au cannabis et à la haine des « Français », et des flics souvent incultes et mal formés, ivres de haine à se voir constamment insultés et agressés. Il en est là de ses amères pensées lorsque, remontant la rue de la fontaine vers le

centre social, il aperçoit un groupe de *djeuns* excités. Il faut dire qu'ils sont déjà une vingtaine et que cela ne facilite pas le calme ! Au centre, il reconnaît Brahim qui se démène comme un beau diable. Il tchatche à la vitesse d'une kalachnikov et étourdit son auditoire de sa logique à deux balles, comme d'habitude. Brahim est un garçon intelligent mais qui ne voit que lui et, sans peut-être même s'en rendre compte, ne cesse de manipuler ses congénères. Mince, efflanqué même, le visage aigu, le nez mince et pointu, le cheveu rare, tout évoque en lui la dureté et une brûlure intérieure qu'il tente d'extérioriser en contaminant de haine ses interlocuteurs. Adam, qui a le même âge, l'a connu au collège. À l'époque, il crachait sur les profs, poussait au chahut, contestait les notes, refusait la piscine. Il faisait aussi de la boxe thaïe, mais se tenait à carreau devant l'entraîneur, un asiatique taiseux tout en muscle. D'ailleurs, au bout de quatre mois, il a laissé tomber. Ils se sont perdus de vue à la fin de la troisième. Brahim avait été orienté en lycée professionnel. Adam savait qu'il avait atterri dans un établissement… catholique, le meilleur dans sa spécialité. Ses parents, inquiets, faisaient tout pour le soutenir.

Brahim n'avait décroché aucun diplôme, et après avoir erré à la mission locale pour l'emploi, refusant poste sur poste, il avait fini par s'enkyster dans le quartier. Au début, il émergeait vers 13 h 00, descendait manger un *kébab* et zonait toute l'après-midi en parlant d'*injustice*, de *juifs*, de *racistes*. Il remontait dans son antre très tard. Et ainsi de suite. Depuis quelques mois, il glisse au bas des immeubles dès 10 h 00, faut pas trop en demander ! Et structure son discours autour de la miséricorde d'Allah. Peu à peu, les zozos du coin se sont approchés, ont palabré et, quand de la miséricorde il est passé à la crainte de Dieu, à la vengeance, ils ont été peu à peu captivés. Et puis, l'écouter lui, comme les imams de bazar qui

pullulent dans le coin, tous plus éructant les uns que les autres, présentait un grand avantage pour les « jeunes du quartier ». Les darons n'avaient rien à dire : « On étudie la r'ligion ! » leur lançait-on à la figure à la moindre remarque. Et de fait, père et mère, rendus silencieux par la culpabilité de s'être éloignés de ladite religion, souvent séparés, étaient soulagés que le gamin baraqué qu'ils avaient enfanté, un mètre quatre-vingt-quinze, se consacre à la *r'ligion* plutôt qu'à la vente de cannabis qui lui avait déjà valu 6 mois ferme. Bon d'accord, il ne les avait pas faits ses six mois, on n'emprisonne plus pour si peu ! Mais tout de même, cela n'augurait rien de bon, n'importe quel parent pouvait s'en rendre compte.

Depuis, Brahim et lui se croisaient et se toisaient, sans trop se frotter, lançant parfois l'un ou l'autre une petite pique. Une sorte de mini-guerre froide.

Adam peut-il passer comme si de rien n'était ? Très incertain. D'abord, le groupe pourrait bien l'interpeller, on le sent électrisé. Et puis, Adam est comme cela, il a un sens moral aiguisé. Il n'a jamais étudié Kant mais l'éthique de responsabilité est une évidence pour lui. S'il doit parler, c'est sans doute maintenant. Alors il se dirige franco vers ces jeunes qui le connaissent tous, qui sont de la même génération et de la même origine. Il est encore à cinquante mètres quand Brahim l'aperçoit. Il glisse un mot à son plus proche voisin qui lève des yeux furibards, parle à un second puis à un troisième larron. Les trois se séparent *illico* du groupe et se dirigent vers Adam de cette démarche chaloupée qu'ils copient des gangs noirs américains. Les deux premiers roulent des mécaniques et se croient dans un *western*, tout juste s'ils n'écartent pas les pans de leurs vestes de survêtement comme pour mieux saisir des revolvers à leur ceinture. Le dernier est moins allant, il reste un *chouïa* en arrière. Adam le sait : ce n'est pas un mauvais gars, il vit dans une famille

sérieuse et aimante, mais il est faible de caractère, toujours apeuré de ne plus être admis parmi les *amis*. Mais Adam a à peine le temps de penser à tout cela que Karim et Smaïn sont déjà sur lui. Ils lui font barrage de leurs corps.

— Tu viens pourquoi ? éructe Smaïn, le plus petit, mais le plus hargneux. Adam n'a pas le temps de répondre qu'il ajoute en hurlant presque :

— Tu vas nous dire de laisser faire ? Tu sais ce qui se passe à Sarcelles ? Ils ont attaqué une mosquée, une mosquée ! Ce dernier mot est dit sur un tel ton que Adam comprend que Smaïn s'adresse en fait davantage à Brahim et au groupe. Ces deux zouaves tentent de faire leur preuves, songe-t-il au moment où un poing lui fauche le nez à grande puissance. Il entend les cartilages craquer et éprouve une telle douleur qu'il tombe à genou, tenant son visage à deux mains. Son cerveau ne fonctionne plus. Karim, qui a frappé, se retourne quêtant un regard d'approbation de Brahim. Celui-ci ne dit mot, mais veille à se tenir bien droit et pose avec une dignité affectée de général d'armée. Sans même qu'il ait besoin de donner un ordre, trois autres garçons, les plus lâches, se jettent à leur tour sur Adam et, à coups de pied, le mettent à terre. Les coups sont d'abord retenus, puis les gaillards s'enhardissent et prennent plaisir à faire mal. Heureusement, pour l'instant, ils martèlent ses côtes, ses hanches, mais ne visent pas encore la tête.

Cela ne dure pas. Un coup de pied lui donne l'impression de fracasser sa tempe gauche. Tout vibre autour de lui. Il sombre dans un épais brouillard. Il entend à peine une sirène au loin et qui semble s'approcher. Son cerveau lui laisse croire à un rêve… ou à un cauchemar.

Quand il rouvre les yeux il est dans un couloir blanc avec un infirmier penché au-dessus de lui guettant les signes de réveil. Il a

du poil au nez, se dit-il, et c'est vrai : de longs poils poivre et sel sortent en broussaille des narines de l'homme en blanc. Au moment même où il s'efforce d'accommoder sur ces narines oblongues, légèrement pincées aux extrémités, il songe que c'est bien sa chance de tomber sur un infirmier poilu et non pas sur une belle infirmière. Il se rappelle la chanson de Souchon, *La ballade de Jim* :

> *Jimmy s'éveille dans l'air idéal,*
> *Le paradis clair d'une chambre d'hôpital,*
> *L'infirmière est un ange et ses yeux sont verts,*
> *Comme elle lui sourit, attention : Jimmy veut lui plaire,*

L'homme lui parle, il voit ses lèvres bouger, épaisses et foncées comme celles d'un fumeur, et perçoit des sons qui essaient de se donner un sens en passant de neurones en neurones. Adam se concentre et tente de décrypter. Ce n'est qu'au bout de longues secondes qu'il comprend. Il est à l'hôpital Béclère, à Clamart. Il est hors de danger. C'est la BAC qui l'a ramassé et ses agresseurs sont recherchés. La BAC !? Il ferme les yeux et se rendort.

Au même moment, le commissariat compose le numéro du sénateur Nevers, qui figure sur la carte de visite de ce dernier glissé dans son portefeuille, pour l'informer de la situation de son ami.

14

Vendredi 5 août, 12 h 10, Bagneux, quartier des Cuverons, au sud

La Peugeot 508 noire se gare à l'entrée de la rue des Cuverons. Un arrêt de bus, neuf mais vandalisé, vitres explosées et banc multirayé, accueille le sénateur Nevers. Il sort du véhicule, costume sombre, pochette blanche, cravate club bleu marine, lunettes de soleil sobres. Il a toujours soigné un *look* impeccable. Il s'évertue à être d'autant mieux habillé qu'il est avec de simples citoyens. « Il leur doit cette marque de respect », se plaît-il à rétorquer à ceux de ses collègues élus qui lui conseillent d'être plus *cool* et de quitter la cravate.

Regardant autour de lui, il constate que le quartier a bien changé en dix ans. Autrefois, les petits amis du « gang des barbares » y traînaient volontiers. Ce n'est pas là qu'ils ont séquestrés Ilan Halimi, mais les Cuverons et les Tertres, ils connaissaient bien. Bienvenue à Bagneux, une ville où une crapule violente et stupide peut recruter une bande de près d'une… trentaine de débiles pour séquestrer et torturer un homme, parce qu'il est juif et *censé* être riche.

Au fil des programmes de réhabilitation, les tours se sont humanisées, des immeubles presque cossus ont remplacé certaines barres. Il s'étonne de l'imagination des urbanistes financés par la

généreuse Agence nationale de rénovation urbaine : devant lui un vaste giratoire ovale avec, au milieu, une petite placette agrémentée de deux bancs et décorée d'une sculpture contemporaine figurant une grosse araignée. *Mais qui va aller s'asseoir au beau milieu de la circulation dans un espace vide ouvert à tous les vents* ?

La racaille est un peu moins visible. Mais elle n'est pas loin.

Il a rendez-vous au centre social et culturel de la Fontaine Gueffier, un gros pâté d'un blanc immaculé dont l'architecture lourde hésite entre la soucoupe volante style années soixante et la piscine soviétique. Il se dirige vers le bâtiment. Le soleil chauffe ses épaules. Il entre. Les couleurs ternes que l'on vend comme étant « pastel », ces couleurs d'hôpitaux et d'écoles rénovées à la va-vite, l'agressent. Il déteste ces atmosphères éthérées, sans racine, sans passé, sans avenir ; ces matériaux modernes mais pauvres, ces linos omniprésents, ces portes plates, ce bureau d'accueil aux lignes convenues et revêtu de ce décor plaqué hêtre qui défigure des millions d'autres bureaux partout dans le monde. *Mais, bon sang, pourquoi ce pseudo-hêtre partout ?*

Derrière ce guichet, une femme probablement d'origine *ultramarine,* comme l'on dit aujourd'hui, un *agent d'accueil*, lui lance un sourire avenant. Elle n'est pas belle mais son visage respire la bienveillance. Elle ne le reconnaît pas, il n'est jamais venu. De sa voix calme et courtoise, il s'enquiert du lieu de la réunion « avec les élus locaux ». La fonctionnaire municipale lui sourit derechef d'un air entendu et lui demande de la suivre. Elle se lève et se dandine langoureusement. En son for intérieur, il se dit qu'utiliser ce verbe et cet adverbe en public serait pris pour un cliché, voire une injure raciste par ces temps de politiquement correct. Les ondulations corporelles de la femme n'en évoquent pas moins une langueur indolente. Elle lui désigne une double porte fermée d'où proviennent

des voix fortes et saccadées. Elle l'ouvre et c'est un torrent de paroles qui semble vouloir repousser le battant et se précipiter vers Nevers. C'est à peine si les présents remarquent son entrée dans la pièce sans fenêtre.

C'est un aréopage des notables de la zone. Les maires des villes alentour, Clamart, Sceaux, Plessis-Robinson, Fontenay-aux-Roses, Bagneux, Bourg-la-Reine, Antony, Châtillon, les uns assis, les autres debout, palabrent avec vigueur. Charles C'hwezek, le député de la circonscription, est là aussi qui croise son regard. Ce n'est pas le moins bruyant. Nevers remarque la présence de Daniel Mikaelian, le président du conseil départemental. Il est silencieux et arbore son traditionnel sourire ironique. Il est encore plus pâle que d'habitude. Depuis quelques temps, s'étant dotée d'une nouvelle et jeune compagne, il arbore un nouveau style « jeune » de quasi-hipster, mais sa barbe poivre et sel mal taillée renforce son air cadavérique. C'hwezek se lève, tape du plat de la main sur le plateau de la table devant lui et hurle :

— Oh ! Les amis, je vous propose de commencer. Nous sommes tous là ! Tous s'interrompent et tournent la tête vers l'homme fort du sud du département, qui poursuit.

— Les choses sont simples. On ne sait presque rien de l'enquête, qui commence à peine. Le préfet, que j'ai eu au téléphone, a des ordres pour ne rien dire. Il m'a quand même lâché que l'on ne pouvait exclure l'attentat terroriste, même si ce n'est pas l'avis de la police judiciaire. De toute façon, la frontière est mince et poreuse entre les petits voyous des cités et les djihadistes. Et le retour de ceux de l'État islamique a été tellement mal géré que ça n'a pas aidé. Ce qui est sûr, c'est que les politiques doivent réagir. Nous sommes ici pour ça ! Je vous propose donc… Il ne peut terminer, interrompu par Mikaelian, qui le déteste depuis longtemps par

simple jalousie et qui habille cette haine de prétextes politiques, voire moraux.

— Charles, comment réagir sans connaître le fond de l'affaire ? Si nous parlons de terrorisme et qu'il s'avère qu'il s'agissait d'un simple braquage, de quoi aurions-nous l'air ? De toute façon, si c'est un acte terroriste, nous n'avons rien à faire, c'est à l'État de bouger !

Quelques têtes opinent à cette tirade. Mais les oscillations sont retenues. Réagir à chaud ne plaît pas trop à ces notables prudents dont certains, par clientélisme, ont fermé les yeux devant bien des dérives communautaristes.

Mais C'hwezek se doutait bien que Mikaelian lui mettrait, par principe, des bâtons dans les roues. Il ne se démonte pas. Ceux qui le connaissent perçoivent néanmoins au léger tremblement de son menton que l'explosion de fureur n'est pas loin. Il réplique avec cette brutalité retenue qui le rend, c'est selon, fascinant ou odieux, et qui pousse les participants à l'écouter avec attention.

— Mon cher Daniel, susurre-t-il, si nous devons ne rien faire alors, quittons-nous tout de suite, pas la peine de perdre notre temps… C'hwezek s'arrête pour fixer les participants dans les yeux, les uns après les autres et reprend : tant qu'à faire, abandonnons nos mandats !… Je comprends que certains fassent profil bas, mais tous ici n'ont pas laissé s'implanter trois mosquées salafistes dans leur ville… ».

Mikaelian se redresse, agite la main droite en signe de dénégation, et tente de répondre, mais sa voix se casse, ce qui permet à son adversaire de continuer.

— …dont celle des Baconnets, quartier qui était déjà un repaire de racailles… mais la reconquête de cette zone par la ville d'Antony, cela a consisté en quoi ? … Encore et encore se servir des « grands frères » en djellaba !

C’hwezek regarde autour de lui et, à nouveau, défie du regard les présents, qui baissent les yeux.

— Alors maintenant, tu proposes quoi ? Rien ? C’est déjà un progrès, tu aurais pu nous demander d’exiger la libération de l’assassin pour calmer les cités.

C’hwezek s’arrête, reprend son souffle avec ostentation, comme pour marquer à la fois sa lassitude et son désir d’en finir. Mais il relance, d’une voix posée, dont la tessiture laisse percer la détermination, tout en tapant la table du bout de l’index au début de chaque phrase.

— Moi, en tout cas, je sais ce que je vais faire : un communiqué à la presse dénonçant le laisser-aller, et réclamant des effectifs ici, chez nous ! Je vais faire surveiller mes entrées de villes par ma police municipale, je vais demander et obtenir du préfet une compagnie de CRS… Mais ce que je sais aussi, c’est que si on parle d’une même voix, nous serons plus forts.

Il se tourne vers Nevers et d’un coup de menton le désigne :

— Et notre sénateur, qu’est-ce qu’il en pense ?

Le sénateur est embarrassé car il n’en pense rien. Il déteste par-dessus tout décider sans avoir les cartes en main. En cela, il n’est pas éloigné de la position de Mikaelian. Or il dispose de peu d’informations. Mais il sent bien que quelque chose de grave est en train de se passer et que l’inaction serait mortelle. Quant à savoir que faire ? Il ne peut néanmoins demeurer silencieux. Il commence donc par un constat.

— Nous savons encore peu de choses sur cette affaire. Notre priorité est donc de nous renseigner et d’informer nos concitoyens. D’ailleurs, comment se fait-il que le sous-préfet ne soit pas ici ? Nous pourrions demander au préfet de venir s’expliquer lors d’une réunion publique, pas trop proche ni trop éloignée… à Clamart, par

exemple… Je sais Charles… Tu vas me dire que nous n'avons pas le temps. Dans l'immédiat, je propose donc de rédiger ton communiqué à la presse et de le signer… tous, sans exception.

Nevers pense s'en être tiré, mais C'hwezek n'est pas satisfait. Il veut des actes. En fait, il attendait ce moment depuis longtemps. Sa ville, qu'il a rénovée de fond en comble, au point de la rendre méconnaissable, abrite encore quelques quartiers mal famés. Les rumeurs y vont bon train et, depuis plusieurs années, l'idée d'une insurrection islamique a ses adeptes et ses propagateurs. Et on les recrute dans tous les camps. Certains jeunes voyous, admirateurs du défunt État islamique des années 2013-2017, parfois travaillés par des djihadistes qui, après s'être fait oublier quelques temps, ont repris leurs activités, se plaisent à rêver de réussir en France ce qu'ils ont échoué à réaliser en Syrie. La justice et la police françaises, ce ne sont pas les services de sécurité syriens ! De leur côté, des proches de la droite *dure* espèrent un grand soir pour « purger la France ». Quelques laïcards de gauche, esseulés depuis que le parti socialiste et une large part de l'extrême gauche ont adopté le communautarisme comme doctrine officielle, se battent encore pour éviter le pire en aidant à l'assimilation des immigrés. Pour avoir quadrillé sa ville, pour en connaître chaque cage d'escalier, pour avoir désigné dans chaque quartier des « référents » qui l'informent régulièrement, C'hwezek n'ignore rien de cette agitation qui, jusqu'alors, restait souterraine. Il n'est pas sans savoir que depuis plusieurs semaines, les « frères » étaient plus bavards, plus agités, comme s'ils escomptaient quelque chose.

Aussi, il tente de balayer les hésitations de Nevers d'un revers de main :

— OK, le communiqué, c'est indispensable, mais un bout de papier ne suffira pas, il faut bouger… Le sénateur l'interrompt :

— Commençons par le commencement : si nous arrivons à nous mettre d'accord sur un texte, nous pourrons aller plus loin.

Inutile d'insister, ces paroles ont été proférées avec suffisamment de force pour que le député comprenne qu'il n'aurait pas gain de cause. Il a beau être fougueux, il sait se contrôler, en tout cas avec ses amis politiques. Et Nevers et lui ont beau être de tempéraments opposés, ils se vouent une estime réciproque. Il baisse donc pavillon mais, en son for intérieur, ne renonce pas à une action plus personnelle qui lui permettrait de prendre date si jamais la situation dérapait.

C'est alors que le téléphone du sénateur vibre. Il regarde l'écran et agite la main gauche pour demander le silence à ses collègues en soufflant : « commissariat… ! ». Quand il raccroche, trois minutes après, son visage n'est plus le même. Les lèvres serrées, le regard dur, il se tourne vers C'hwezek.

Une heure plus tard, les notables sortent du centre social et se congratulent. Ils ont obtenu une réunion publique avec le préfet dès le lendemain et un communiqué commun dont la dureté de ton dissimule mal la vacuité de fond. Ils se séparent néanmoins en ayant le sentiment d'avoir œuvré en faveur de la paix civile.

Mais le plus important n'est pas là. Nevers a appris que, dans ce même quartier, Adam avait été rossé et laissé pour mort.

C'hwezek salue les uns et les autres d'un *ciao-ciao* mécanique, puis prend Nevers par le bras, l'écartant de l'entrée pour se retrouver sur le trottoir :

— Tu viens avec moi boire un verre ?

Le sénateur lui sourit et pose sa main sur son épaule :

— Ce serait sympa, mais je n'ai vraiment pas le temps. Mais on reste en contact. Mikaelian et les autres ne bougeront pas, ce n'est

pas la peine de te fatiguer. Ils sont trop compromis. Cela fait des années qu'ils ont de petits arrangements avec les islamistes.

C'hwezek est interloqué :

— Tu me dis ça et tu m'as laissé tomber en pleine réunion ?

Nevers est mal à l'aise et le montre en détournant le regard :

— Ouais, ouais… Je réfléchis, … peut-être que tout est trop tard et qu'il faut y aller…

— Aller où ? C'hwezek a de multiples qualités mais pas celle de la subtilité, il n'aime pas ce langage énigmatique qui peut surtout cacher les ambiguïtés du sénateur. Comme celui-ci ne répond pas, il insiste :

— Oh !? Que veux-tu dire par « y aller » ?

Nevers hésite, plonge son regard dans celui du député et répond enfin :

— A la confrontation…

C'hwezek écarquille les yeux, recule le buste comme pour mieux voir son interlocuteur, ou s'en éloigner ; il s'apprête à répliquer mais Nevers tourne les talons et se dirige vers sa voiture en lançant sur un ton déterminé :

— On reste en contact… !

Planté là, tandis que Nevers s'éloigne, le député n'insiste pas et incline le buste et la tête, singeant le courtisan.

Une fois dans son véhicule, Nevers sort son téléphone, compose un numéro et attend que son interlocuteur décroche. Il tombe sur le répondeur, relance la numérotation, retombe sur ce maudit répondeur. Il essaie une troisième fois et c'est la bonne.

— Yves ? Je suis à Bagneux. Oui, à Bagneux. Nous venons d'organiser une réunion avec les élus du coin. Mais nous n'avons plus les clés en main, ça va dégénérer… Quoi ? Si l'État est en roue

libre on fait comment ? … Tu es sérieux ?… Il faut en parler de vive voix… Où ça ?… OK, dans trois quarts d'heure.

Il raccroche, s'enfonce dans la banquette cuir de la 508, se passe la main dans les cheveux et fixe une cible inconnue au-delà de la vitre. Au bout de quelques minutes, le chauffeur le tire de ses pensées :

— Monsieur ? Où va-t-on ?

— Rue d'Anjou, côté Faubourg-Saint-Honoré.

15

Vendredi 5 août, 14 h 00, Paris, rue d’Anjou, Café du Faubourg

Comparée au Faubourg Saint-Honoré, la rue d’Anjou paraît quelconque. Une de ses innombrables rues de la rive droite, bordée de froids immeubles haussmanniens transformés en bureaux. Ici, ni cris d’enfants, ni arbres, ni la moindre plante verte. La morbidité du lieu est néanmoins partiellement compensée par la présence de cafés sympathiques aux deux extrémités de la portion de la rue proche du Faubourg.

Dans les mois actifs, on ne croise guère ici que de jeunes cadres pressés, tous sur le même format, sourire aux lèvres, chemise blanche sans cravate, costard anthracite ou gris. Les *hipsters* à barbe soignée, jadis pullulants, se font rares. De temps à autre, une concierge latino ou une secrétaire sous-payée déambule à petits pas secs, revenant de ses courses hors de prix à la supérette *Proxi* située à l’angle des rues de Surène et des Saussaies. Les prix sont comparables à ceux d’*Harrods* mais, au moins, l’accueil de la patronne est chaleureux.

La supérette, comme quelques autres endroits du quartier, est un endroit idoine pour collecter quelques infos utiles sur les coulisses de la police, du ministère de l'Intérieur et de l'Élysée. La patronne est bavarde et accueille volontiers les miettes de confidences des flics de la direction générale de la police ou de la direction nationale de la sécurité publique qui viennent se ravitailler en *Panini* ou en capsules de café *Carrefour*, moins bonnes mais tout de même moins chères que les *Nespresso* de la luxueuse boutique de la rue Tronchet. Un client attentif et patient pourrait sans mal intercepter quelques bribes de renseignements échangés par ces amateurs de café.

Bien sûr, pour cela, mieux vaut encore traîner dans l'un des restaurants du quartier fréquentés par les policiers. *L'Orriu di Beauvau* ou *Chez Ly*, rue des Saussaies, sont recommandés pour ceux qui veulent croiser des pontes de la police ou des visiteurs de l'Élysée. Les belles-filles du Président y ont leur compte permanent, un nombre impressionnant de commissaires divisionnaires et de commissaires généraux de la police aussi. Le *Bugsy's* de la rue Montalivet est un bon choix pour ceux qui s'intéressent à l'encadrement intermédiaire de la *Maison Poulaga* et aux hamburgers maousses. N'importe quel simple *quidam* attablé au long comptoir doit se faire la réflexion qu'un flic à midi, après une matinée de travail et avant une après-midi du même genre, a un besoin vital de parler boulot. À croire qu'au bureau ils parlent cul ou vacances.

L'inconvénient de ces charmants établissements est que la discrétion y est impossible. Si vous êtes une personnalité ou simplement connu, tout l'ilot Beauvau saura dans le quart d'heure que vous y êtes.

C'est bien pour cela que Le Naour a suggéré de s'éloigner des Saussaies et de choisir la rue d'Anjou où se trouve le *Comptoir du*

Faubourg. On y trouve moins de *condés* et plus d'avocats des grands cabinets du coin, des *geeks* de chez Free et des ingénieurs de Suez environnement. Le Naour l'a déniché en consultant la rubrique « bar » de *Télérama*. Il déteste le magazine « culturel » bobo-branché-gaucho, mais il doit bien reconnaître que ses journaleux savent s'attabler aux bons endroits. Le titre de l'article l'avait séduit : « *Un vrai troquet de quartier à l'ancienne, super cantine pour le déjeuner, et repaire des Portugais de Paris !* » s'enthousiasmait la journaliste. Bon, comme repaire des Portugais de Paris, il y a sans doute mieux, mais ce n'est pas ce qu'il venait chercher. Le *Nec plus ultra* du lieu est que personne ne l'y connaît comme conseiller présidentiel. Le Naour y convie donc ceux de ses invités qui doivent passer sous les radars de la presse. Par chance, le troquet est ouvert en plein mois d'août : la discrétion sera au rendez-vous.

Comme à l'accoutumée, il a d'abord fait un long détour pour s'assurer de n'être pas suivi. Cette fois, il a choisi de descendre au sous-sol de la place de la Madeleine, est entré dans le magasin Darty et a fait semblant de s'intéresser aux télévisions. Une fois sûr d'être seul, il est ressorti par l'escalier donnant sur la rue Tronchet.

Il entre au *Comptoir du Faubourg* avec circonspection, examine les rares clients pour déceler un visage suspect, une curiosité trop appuyée. Pendant ses années à l'Élysée sa prudence maniaque l'a préservé de bien des indiscrétions. Il ne va pas baisser la garde maintenant.

Une ravissante brune, cheveux auburn, bronzée comme si elle revenait par charter des Antilles, petit caraco écru et très échancré sur le décolleté, short en *jean* bien court, l'accueille avec son plus beau sourire et le petit mot commercial qui met du baume au cœur. Il s'était souvent demandé s'il s'agissait de la fille des patrons. Mais la naïade était un peu âgée pour être leur progéniture et sa

plastique ne correspondait en rien aux formes de ses parents putatifs.

Il lui rend son sourire en indiquant qu'il avait réservé pour deux.

— Je vous montre votre table. Votre invité n'est pas encore arrivé.

La table en question est rencognée à l'écart de la rue. Il jette un regard circulaire et constate que, pour l'instant, personne n'est attablé. La décoration s'est nettement tricolorisée depuis sa dernière venue. Des drapeaux français de toutes tailles sont accrochés au mur et cachent la décoration habituelle, plus footballistique, où tenaient une bonne place les photos d'Eusébio, le meilleur buteur du Benfica de Lisbonne dans les années soixante. N'éprouvant aucun intérêt pour le football, Le Naour se félicite du changement.

Dans sa poche, son smartphone vibre. L'écran lui apprend qu'il a reçu deux SMS. Venant de Nevers. Le premier indique « J'y suis » et le second « Où es-tu ? ». Interloqué, Le Naour s'interroge sur le sens du propos, car lui aussi y est, mais sans Nevers à l'horizon. Vaguement inquiet, il l'appelle.

— Allô ? C'est moi. J'ai reçu tes SMS. Tu y es, mais où ?

— Rue d'Anjou !

— Mais où ?

— Au café ! Pourquoi ces questions ?

— Parce que j'y suis au café, mais pas toi… tu es dans quel café ?

— Attends, je demande.

Le Naour entend Nevers demander le nom exact du lieu.

— Je suis au *Faubourg Café*.

Le Naour sourit.

— Ce n'est pas le bon, tu ressors, tu prends à droite et tu remontes la rue jusqu'à l'angle de la rue de Surène.

L'erreur n'est pas grave, mais au bout du compte ils ont perdu dix-quinze minutes. Ils se sentent alors bousculés pendant tout le déjeuner. Ils échangent leurs informations et tombent aisément d'accord pour considérer que la situation est explosive. La cristallisation du pourrissement des banlieues qui dure depuis plus de vingt ans est en train de se produire. Nevers s'inquiète de l'aveuglement de ses collègues parlementaires. Depuis des années, il essaie d'attirer l'attention sur la conquête progressive de certains quartiers par des groupes islamistes plus ou moins organisés, sur la montée d'un communautarisme banal et quotidien qui conduit à une séparation mentale et psychologique des populations et se termine par une séparation physique quand ceux qui le peuvent quittent les quartiers devenus impossible à vivre. A chaque rapport publié, la presse sort une vingtaine de papiers excités et déplorateurs, des émissions de télévision au ton catastrophiste sont tournées, l'information tourbillonne pendant quinze jours, un ministre s'en empare, dénonce alors la « stigmatisation », la « ghettoïsation » des « populations » « défavorisées ». Quelques belles âmes, philosophes du petit écran ou chroniqueurs de *news magazines*, dénoncent avec une vigueur de Fouquier-Tinville « l'islamophobie » rampante, la « lepénisation des esprits ». Des associations de vigilance spécialisées dans la délation et le lynchage public prennent le relais et attaquent les malheureux qui ont osé se saisir du problème ou les simples citoyens qui témoignent de leurs vies gâchées, les traînent devant les tribunaux et la messe est dite, tout le monde se terre de peur d'être exposé en place publique.

Lui-même a vu sa carrière un temps fragilisée. C'était au début du premier mandat du Président. Attaqué par la droite sur sa naïveté à l'égard de l'islamisme, le chef de l'Etat avait voulu montrer sa bonne volonté et sa capacité à se remettre en question. Il avait

chargé un trio de parlementaires de l'opposition, dont Nevers, d'un rapport sur la situation des quartiers dits sensibles. Le travail devait aborder trois sujets : le logement, la sécurité et l'école. Comme à l'accoutumée, un haut fonctionnaire avait été adjoint aux parlementaires pour participer à la rédaction du texte. Mais, très vite, la prose du commis de l'Etat avait divergé des constatations des parlementaires. A mesure que les visites sur le terrain et les auditions révélaient une fracture béante entre certains habitants des banlieues et la nation qui les accueillait, les comptes rendus qui en étaient tirés par le gratte-papier s'amodiaient, s'arrondissaient de formules absconses par leur technocratisme, s'euphémisaient. Tout fait gênant en était expurgé au motif qu'il ne fallait pas être anecdotique. Les synthèses qui auraient dû mettre au jour une situation très dégradée en étaient aussi bannies pour éviter, affirmait le noble bureaucrate, les « généralisations abusives ». Avec ses deux collègues, à chaque réunion d'étape, Nevers tentait de rectifier le tir. Le technocrate esquivait. Il ne défendait guère son texte, faisait mine d'approuver, mais ne modifiait rien. Une semaine avant la remise officielle du rapport au chef de l'Etat, lors de ce qui devait être une ultime réunion de « calage », les trois élus avaient demandé au scribe de voir sur écran la dernière version du texte. Assez fier de lui et habitué à avoir gain de cause par le poids de l'inertie, si ce n'est par la force de conviction, l'imprudent sortit son ordinateur. Il appela le fichier qui s'afficha : 400 pages de prose avec force annexes, schémas et tableaux. Mais la simple lecture du sommaire démontra à Nevers que leurs requêtes n'avaient pas été prises en compte. La partie sur le logement s'intitulait : « En finir avec la ghettoïsation » et comprenait trois sous-chapitres dont les titres étaient : « Briser les ghettos riches : renforcer et appliquer la loi SRU »[1], « Mettre un terme au scandale du mal-logement : mettre

en œuvre la loi DALO[2] avec davantage de fermeté », « Ouvrir les zones mono-ethniques à la diversité : recentraliser l'attribution des logements sociaux ». Autant de chiffons rouges pour la droite. Les parlementaires exigèrent cette fois que *ce* texte leur soit transmis par voie électronique séance tenante. L'esquive fut cette fois impossible. Le fonctionnaire, acculé, envoya le document.

Mais, le lendemain, alors que Nevers s'arrachait les cheveux à le reprendre de fond en comble, la nouvelle tomba via *Le Canard enchaîné* : les trois parlementaires et, au premier chef, le sénateur Nevers, étaient accusés de « droitiser » le rapport et de déformer la réalité. Le journal satirique s'amusa à titrer : « Les parlementaires qui veulent renforcer les ghettos pour le bien de leurs habitants ». La lecture de l'article montrait que le rédacteur avait eu entre les mains une autre version que celle qui avait été transmise aux trois élus, très brutale à l'égard des populations immigrées. Au détour d'une phrase, rappelant que Nevers avait, trois ans plus tôt, publié un rapport sur le nécessaire embellissement urbain de la région parisienne, il sous-entendait que cet intérêt du sénateur pour la rénovation architecturale s'expliquait par ses accointances avec des promoteurs de l'immobilier de luxe. L'affaire aurait pu s'arrêter là, si, le jour même de la sortie du papier, l'Élysée ne s'était fendu d'un communiqué dénonçant la « stigmatisation insupportable des populations fragiles ». La présidence annonçait qu'elle écartait les trois élus du dossier et saisissait la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. La tempête soulevée fut immense. La conjugaison de l'accusation implicite de xénophobie et des allusions à une éventuelle collusion d'intérêts déchaîna les habituels sycophantes de l'antiparlementarisme. Les réseaux sociaux s'enflammèrent et les trois élus reçurent des milliers de courriels orduriers ou menaçants, la plupart rédigés selon la même trame,

trahissant une action concertée. Les injures s'accumulaient sur *Twitter*. Lorsqu'ils se rendaient dans leurs assemblées respectives, une poignée de militants furieux, l'insulte aux lèvres, agitant les bras dans de grands moulinets, les agressaient à l'entrée, les traitaient de « fascistes », de « vendus ». Les chaînes de télévision d'information en continu étaient à chaque fois opportunément présentes et prenaient des images sous des angles laissant penser que des foules de manifestants étaient là, écœurés par la malhonnêteté de parlementaires indignes.

Ce genre de tourmente a une vertu : il permet de vérifier la solidité de ses amitiés. Le Naour, tout juste nommé à la présidence de la République, fut l'un des rares à lui envoyer un mot de soutien. Les deux autres parlementaires, en revanche, flanchèrent très vite et, comme le *Canard* avait eu l'habileté de désigner un coupable principal, donnèrent l'impression de se rallier à sa version : « Ils se désolidarisaient d'une vision extrême qui ne représentait en rien leurs valeurs humanistes. ». Des hiérarques du parti twittèrent leur indignation et leur refus de toute compromission avec l'extrême droite. L'un d'eux, ancien ministre naguère très droitier, exigea même l'exclusion du fautif. Le président de son groupe parlementaire se sentit obligé de publier un communiqué rappelant les principes de solidarité et d'ouverture auxquels souscrivait le parti. Le texte ne le citait pas, mais l'attaque était évidente pour tout le monde. En réunion de groupe, les sénateurs « de base » lancèrent une *bronca* pour s'étonner que la fameuse solidarité ne joue pas en faveur d'un collègue agressé par la presse et le parti présidentiel et connu comme étant au-dessus de tout soupçon. Sentant la situation lui échapper, le président du groupe battit promptement en retraite en proposant de « tourner la page ». Nevers s'étrangla et réclama davantage. Il avait été attaqué, il devait être défendu. Il avait été

sali, il devait être blanchi. Un débat chaotique s'ensuivit. Le sénateur demanda un communiqué le lavant de tout soupçon, la publication de la véritable version du texte, la *leur,* ainsi que la mise en cause du fonctionnaire à l'origine de l'affaire. Le Président et ses conseillers ne voulaient pas se déjuger si rapidement. Ils proposèrent un commode ajournement qui fut rejeté à une large majorité. Au bout d'une heure de palabres, un compromis bancal fut trouvé : le communiqué d'absolution était accordé, mais la publication du rapport restait à faire par les auteurs. Quant au fonctionnaire, le Président s'abrita derrière les usages et les risques d'accusation de populisme pour la repousser. Inutile de dire que l'affaire laissa des séquelles. Surtout chez Nevers. Ses petits camarades oublièrent leurs mesquineries plus vite que lui.

De son côté, Le Naour voyait bien la sorte de cécité mentale de la plupart de ses collègues hauts fonctionnaires qui s'abstenaient même de penser le communautarisme. L'abandon progressif de pans entiers de toute politique sérieuse de combat contre l'islamisme ne tenait pas qu'à la lâcheté des politiques. Même si leur clientélisme était bien connu : tant que les caméras étaient absentes, tous les arrangements, les fameux « accommodements raisonnables » d'Alain Juppé, un politicien qui avait été Premier ministre il y avait bien longtemps, tous les arrangements donc étaient possibles avec les *barbus*. Les fonctionnaires chargés de la mise en musique des mesures décidées par les politiques n'étaient pas moins responsables. La moindre idée un tant soit peu de bon sens était accueillie avec des mines dégoutées et, le plus souvent, renvoyée au néant par un couperet insurpassable : « Ce n'est pas possible ! ». Même le Président s'y était heurté. Il avait constaté le succès de la politique australienne qui consistait à ne tolérer aucune arrivée illégale par bateau. Les navires bondés de migrants étaient

raccompagnés soit vers leur lieu de départ, soit vers des centres de rétention extraterritoriaux, mis à disposition par des pays riverains et où les demandes d'asiles sont traitées. Le résultat était sans appel : pas de clandestins sur le sol australien et aucun mort en mer à déplorer. Soucieux de faire un signe vers l'électorat qui lui manquait encore, celui des classes populaires effrayées par les vagues migratoires, il avait lancé un ballon d'essai, *en off*, auprès de quelques journalistes de confiance censés diffuser la nouvelle : « Et si on tentait une politique de raccompagnement ? ». Que n'avait-il dit ? Les médias « progressistes » se déchainèrent tandis que certains de ses soutiens les mieux disposés grimaçaient et plaidaient l'erreur de communication. Mais ce fut autre chose qui poussa le chef de l'État à lâcher prise. Aucun des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur consultés ne soutint la mesure. Bien au contraire, tous en soulignèrent l'impossibilité juridique, matérielle, financière… Que l'Australie y parvienne ne les effleura pas. Le directeur général des étrangers en France, en principe chargé de la lutte contre l'immigration illégale, produisit force notes démontrant que restreindre les flux migratoires était une mauvaise idée, susceptible de fragiliser les politiques européenne et étrangère de la France. Le secrétaire général du ministère fut plus prosaïque et souligna les manques d'effectifs de la police aux frontières qui ne permettaient pas de procéder à des reconduites « dans des conditions satisfaisantes de sûreté et de sécurité ». Le directeur général de la police nationale, tout en approuvant le principe, affirma que « les policiers étaient suremployés, et les forces à la limite de la rupture ». Par conséquent, « le risque était grand d'un mouvement social d'ampleur ». La menace ne pouvait être plus claire. Le Président qui espérait quelques propositions faciles à offrir aux journalistes et à leurs lecteurs tint un raisonnement très simple :

pourquoi se mettre à dos le ministère, les fonctionnaires et ses propres cautions morales pour un profit politique aléatoire ?

Dans cet estaminet décoré de tous ses drapeaux tricolores qui évoquaient *La Rue Montorgueil* peinte par Monet, les deux amis enrageaient de voir l'État incapable d'agir pour le bien du pays, ligoté par des années de renoncement et d'abandon. Comme des opérateurs d'un centre d'alerte aux tsunamis, ils voyaient, dans leurs fonctions respectives, monter une vague qui menaçait de tout emporter, mais dont personne ne voulait entendre parler. Comment alors faire prendre conscience du danger aux Français puisque les *élites* étaient sourdes et aveugles ?

Ce fut Nevers qui jeta l'idée saugrenue dans la conversation, comme on se débarrasse d'un insecte qui risque de vous piquer, avec précipitation et une légère répulsion. Et pourquoi ne pas aller voir l'un de ceux qui, les premiers, avaient vu le problème et avaient osé s'affranchir des tabous pour en parler crûment ? Plusieurs années auparavant, Michel Houellebecq avait publié un bouquin qui avait fait du bruit. Dans *Soumission,* il suivait la décrépitude de François, professeur de littérature, bobo parisien spécialiste de Huysmans, « célibataire cultivé, un peu triste ». L'élection à la présidence de la République d'un islamiste « moderne », Mohammed Ben Abbes, lui offrait un nouveau départ, avec, en échange de sa conversion à l'islam, la possibilité d'une promotion à l'Université et, surtout, la perspective de raviver ses désirs sexuels grâce à la polygamie. Le plus incroyable, martelait Nevers, était que le livre avait été publié le jour-même de la tuerie de Charlie Hebdo par les frères Kouachi. « Houellebecq est un prophète » répéta-t-il à deux reprises. Le Naour n'était pas aussi convaincu, mais reconnaissait que le bonhomme avait du flair et sentait mieux que quiconque l'air du temps. Surtout, il faisait le *buzz* à chaque publication.

— Allons le voir dans sa maison du Loiret et obtenons une prise de position de sa part, lança le sénateur. Son intervention pourrait déclencher d'autres réactions d'intellectuels. Ces intellectuels qui depuis les années 50 donnaient le « la » en politique dans la presse et les salons parisiens.

Nevers batailla quelques longues minutes pour convaincre son interlocuteur. Plus tard, il aurait bien du mal à se rappeler pourquoi il avait échoué.

1. La loi SRU, « Solidarité et Renouvellement Urbain », impose notamment aux communes un minimum de 20 % de logements sociaux.

2. La loi DALO, « droit au logement opposable », impose à l'Etat, sous peine d'astreintes et de dommages-intérêts, de loger tous ceux qui n'ont pas les moyens de disposer d'un logement, souvent étrangers.

16

Vendredi 5 août, 14 h 15, Paris, place Beauvau, cabinet du ministère de l'intérieur

Tourain est furieux. Comme à son habitude, un épais dossier sous le bras, il dévale les escaliers pour rejoindre le ministre. Cette histoire de Bagneux commence à le hérisser. La presse s'excite, les parlementaires s'agitent dans tous les sens. Et surtout Wiebert, l'insupportable président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui, depuis le début de son mandat, s'amuse à redessiner avec allégresse l'organisation de la police, de la gendarmerie, des préfectures à coup de rapports… et qui maintenant réclame une audition du ministre.

Comme toujours, les journalistes aux aguets racontent n'importe quoi si on ne les nourrit pas en *off* d'infos plus ou moins exactes mais toujours croustillantes. Et tous ces pseudo-spécialistes qui grenouillent autour du ministre à prétendre lui prodiguer des conseils plus ou moins avisés, membres du parti, conseillers personnels plus ou moins officieux, dignitaires francs-maçons plus ou moins subtils, universitaires plus ou moins prétentieux et magistrats plus ou moins obséquieux !

Lui, Tourain, il a tout le ministère sur le dos ! Pas seulement l'affaire de Bagneux : 130 000 policiers syndiqués et 100 000 gendarmes cajolés par les élus ruraux, 250 000 pompiers très corporatistes mais populaires, des centaines de sous-préfets et préfets, et les élus locaux dont certains se prennent pour de grands barons… Bref, la France entière ! Et cette France, elle ne donne pas de conseils, encore moins de coups de main, ça non ! Mais elle exige des crédits, des subventions, des équipements, des emplois…

Le pire, pour lui, ce sont ses collègues préfets. Il a obtenu sa casquette à force de travail de terrain, mais il n'est pas passé par tous les postes du *cursus honorum* préfectoral. Il a surtout consacré des années de sa vie aux cabinets ministériels. En somme, à régler les problèmes des autres ! Il a connu pire que l'Intérieur : il a été directeur adjoint du cabinet du ministre de la Justice. Il garde un souvenir amer de ses longues heures où il voyait défiler dans son bureau ces magistrats, montés de province, en attente d'une promotion, avant la fameuse *transparence*, cette procédure baroque qui met les postes de la magistrature aux enchères. Tout y passait, leurs mérites toujours éloquents, mais surtout les défauts des collègues… Combien de fois l'envie l'avait démangé de rappeler à ses interlocuteurs que l'indépendance de la magistrature, dans laquelle ils avaient la fâcheuse tendance de se draper dès qu'on leur demandait quelque chose, aurait dû les pousser à mettre plus de distance avec le cabinet du ministre.

Leur suffisance l'exaspérait. Détenteurs de pouvoirs considérables sur le simple citoyen, ils n'hésitaient pas à faire montre de morgue à l'égard des « intrus » au sein du ministère, ceux qui n'avaient pas fait l'ENM[1], ceux qui n'appartenaient pas à son clergé, au corps des magistrats ! Ils ne jouaient pas à cela avec lui, qui tenait entre ses mains une part de leur carrière, mais aussi

de leurs moyens budgétaires, mais étaient odieux avec les flics pour lesquels ils montraient un mépris incommensurable, avec les préfets, ces empêcheurs de tourner en rond, et plus encore avec les simples *péquins*, « qui ne comprennent rien à rien » et qui, en effet, sont peu nombreux à avoir le temps de se plonger dans les milliers de pages byzantines du code de procédure pénale.

Mais, ce qui l'agaçait le plus, c'était leur hypocrisie et leur sournoiserie. Avec les procureurs et, plus encore, avec les procureurs généraux, les fameux *PG*, jamais d'attaques frontales, non ! Tout n'était que chuchotements, contournements, mini-affolements, micro-délations, fuites vers la presse…

Avec les préfets de département, c'était différent. Beaucoup n'avaient toujours pas compris qu'ils n'avaient plus guère de pouvoir. Que l'arme absolue, qui garantissait physiquement et symboliquement ce pouvoir, les forces mobiles, CRS et gendarmes mobiles, n'étaient plus à leur main. Beaucoup s'agitaient en brassant du vent, mais, globalement, ils restaient obéissants, prêts à être débarqués le doigt sur la couture du pantalon chaque mercredi matin, à l'issue du conseil des ministres.

Non, ce n'était pas le démon de l'intrigue de rares préfets excités, le plus souvent francs-maçons, qui l'irritait : il pestait davantage contre les représentants de l'Etat habitués à tout subir, tout accepter, tout tolérer, en début de carrière comme directeurs de cabinet de préfet, puis secrétaires généraux de préfecture ou sous-préfets d'arrondissement, coincés entre un Etat impécunieux et des élus locaux, nouveaux féodaux exigeants et prenant des libertés avec la légalité. Le moment venu de prendre des décisions, trop d'entre eux, formatés depuis des années à céder aux pressions, paniquaient et étaient littéralement paralysés, téléphonant sans cesse au cabinet du ministre pour obtenir des instructions qui les

déchargeraient de toute responsabilité, ou s'en remettant à leurs subordonnés, directeurs départementaux de la sécurité publique ou colonels de la gendarmerie départementale, en évitant toute décision réelle. Chaque jour, il constatait la fragilité de ces hauts fonctionnaires qui avaient passé leur vie dans la préfectorale. Avec une satisfaction méchante, il les comparait volontiers aux politiques : les meilleurs candidats ne faisaient pas les meilleurs élus et réciproquement. Mais ils les avaient sur le dos et il fallait faire avec.

Avant d'être appelé par le ministre, il avait pris au téléphone le préfet des Hauts-de-Seine qui, encore sur l'affaire de Bagneux, en profitait pour remettre en cause toute la police d'agglomération et la centralisation qui en avait découlé au profit du préfet de police de Paris. Avec une componction calculée, Tourain lui avait répondu : « Tu es sûr que c'est le sujet du jour ? ». Il n'avait rien ajouté, laissant l'autre mijoter puis balbutier : « Bon, on en reparlera… ». On ne savait trop s'il s'agissait d'une question ou d'une affirmation. Un vœu pieux, peut-être ?

En plus, ce bureau du ministre, dont tout le monde faisait grand cas, lui, il le détestait. D'abord, il n'était pas au même étage que le sien, ce qui l'obligeait à d'incessantes montées et descentes d'escalier. Surtout, il le trouvait froid avec son orientation nord-est qui le gratifiait d'une lumière blafarde, ses murs blanc cassé, et surtout ses fauteuils contemporains. En cuir noir, structurés par des tubulures chromées qu'auraient adoré les Pompidou, ils étaient trop bas pour se sentir à l'aise et vous contraignaient à vous enfoncer, tandis que leurs accoudoirs, trop hauts, vous remontaient les bras jusqu'aux épaules.

Lorsqu'il pénétra dans le salon qui faisait antichambre, il constata que les portes du bureau ministériel étaient closes, ce qui n'était pas bon signe. Il frappa deux coups et un tonitruant « entrez ! » lui

intima de se précipiter dans la pièce. Engoncé dans un de ces fauteuils qui ridiculisent leurs hôtes, le ministre consultait un mince dossier. A sa droite, dans une posture plus digne grâce à sa grande taille, Robert Bewes, le DGSI, jeta un coup d'œil amusé à Tourain. A la gauche du ministre, le directeur des renseignements de la préfecture de police a le visage des mauvais jours. Très pâle, sa couperose de quasi-alcoolique n'en ressort que plus fortement, comme si les veines de ses joues allaient exploser et répandre un sang vieilli sur ce visage veule. Tourain se surprend à en sourire intérieurement : ces types de la « PP » jouent les cadors et les sauveurs de la capitale, intouchables ou presque. Éloignés physiquement du ministère et libérés de sa pression, servis par une densité de policiers sans pareille sur tout le territoire national, ils se plaisent à se vivre comme des dignitaires d'un État dans l'État. Mais là, dans la crise, face à ce ministre dont chacun sait qu'il aime à briser les carrières, ils n'en mènent pas large. À gauche du DRPP, se frottant les mains comme l'imagerie anticléricale nous donnerait à voir un prélat, un tout jeune homme, très mince, qui porte cette barbe naissante très à la mode chez les godelureaux sortis des bonnes écoles. Ses cheveux sont déjà gris, à croire qu'il les teint pour se vieillir. Ce ne serait pas impossible, le chef de cabinet du ministre est très *teintes et couleurs*, très *style* aussi. Il croise les yeux de Tourain et, soudain, l'un des pires dilemmes de sa vie le saisit : va-t-il se lever pour faire honneur à son supérieur ou doit-il rester assis puisque le ministre ne bouge pas ? Heureusement, ledit ministre le libère de son inquiétude. Sans lever les yeux, il jette un brutal « Asseyez-vous, Tourain ! ». Tourain va s'asseoir lorsqu'il s'aperçoit qu'aucun siège n'est libre. Deux fois dans la journée, c'est beaucoup ! Surtout pour un homme comme lui, autoritaire mais anxieux, affecté du syndrome de l'imposteur. Il ne l'avait pas

remarqué, mais le quatrième fauteuil est occupé par l'un de ces maudits conseillers de l'ombre dont la plupart des politiques s'entourent.

Et Arnold Ballard n'est pas des moindres. Au départ autodidacte, après des années de lycée chaotiques, il se fait connaître de quelques élus par son incroyable entregent. Son bagout, sa verve, sa chaleur, et sa ténacité aussi, lui ouvrent toutes les portes. Il simplifie *en tout* la vie de ses maîtres successifs : logistique, agenda, papier à trousser dans le quart d'heure pour une tribune dans la presse… A l'époque, l'homme n'aime pas les concepts ni les analyses fouillées, mais sait se débrouiller et se faire apprécier.

Et puis, un jour, la chance : le député qu'il sert est appelé au gouvernement, comme ministre de la Défense. Il emmène le jeune Ballard dans ses bagages et le nomme chef de cabinet en même temps qu'il le charge des *affaires réservées*. Traditionnellement, cette attribution consiste à veiller sur la circonscription d'origine du ministre, sur ses soutiens et *amis*, à distribuer quelques largesses, dispenser quelques faveurs, logements ou emplois. Mais dans le contexte de la défense, il y a un peu plus. Et armé de ses qualités naturelles de tempérament, Ballard ne tarde pas à se constituer un petit réseau dans le monde dispersé et cloisonné du renseignement extérieur. Il a le chic pour revendre aux hiérarques des états-majors les tuyaux des uns aux autres, agrémentant sa conversation de quelques infos « de première main » sur les turpitudes ou les projets loufoques de tel ou tel élu. Or, les militaires ne sont jamais autant fascinés que par les mystères de ces hommes politiques qu'ils comprennent si peu.

Pour densifier sa force de frappe, Ballard n'a pas tardé à organiser une amicale informelle des chefs de cabinets, avec dîner trimestriel et petit-déjeuner mensuel à trois. Il glane ainsi une foule

d'informations, souvent dérisoires au premier abord, mais qui peuvent se révéler être d'or. Bien évidemment, ses meilleures sources se trouvent à l'Intérieur et aux Finances.

De fil en aiguille, avec son stock inépuisable d'informations, il sympathise avec tout ce que la République compte d'influenceurs, d'espions et de contre-espions. Les uns et les autres savent qu'il a l'oreille du ministre et que cela peut décider d'une promotion, voire d'une carrière. Il a eu, d'emblée, l'habileté de laisser croire qu'il n'était pas pour rien dans la nomination du DRSD[2], trois mois après l'arrivée du ministre. *Ce n'était pas totalement faux* : il avait appuyé la candidature de l'heureux élu en avançant comme argument imparable son appartenance à une loge sûre. *Ce n'était pas tout à fait vrai* : le gagnant aurait été nommé de toute façon, étant proche du directeur de cabinet et apprécié du chef d'état-major des Armées. Et puis, au cas où, Ballard avait aussi soutenu une candidature alternative.

Sur ce modeste coup, il avait gagné sa couronne de faiseur de rois qui allait lui assurer les rencontres et les confidences qui feraient sa fortune. Plus tard, avançant en âge, il avait éprouvé le besoin d'une certaine respectabilité. Il avait passé à quarante-huit ans une thèse sur le thème du *Renseignement au cœur du pouvoir civil* et obtenu son doctorat grâce à un jury *fraternel*. Deux mois plus tard, il était recruté comme professeur par une grande université parisienne qui créait pour lui une chaire taillée sur mesure : *Droit et renseignement en contexte démocratique*.

Tout respectable qu'il est désormais, Arnold n'a pas oublié ses *fondamentaux* du parfait courtisan. À l'entrée de Tourain, c'est donc *lui* qui esquisse le mouvement de se lever pour lui céder la place, le tout agrémenté d'un sourire convainquant. Tourain l'arrête de la main et là, le petit chef de cabinet, qui a tout de même fait l'ENA,

comprend qu'il doit se lever : plus d'hésitation ! Il en veut à Tourain de lui *voler sa place*, si près du ministre, mais n'en laisse rien voir. Au contraire, singeant Ballard, il se fend d'un « monsieur le directeur » engageant, se lève avec une légèreté étudiée et va caler ses maigres fesses contre le bureau du ministre faisant face aux fauteuils. Il y trouve un avantage : debout, il a le sentiment délicieux, qui lui cause un frissonnement au creux des reins, d'être le seul à dominer la situation. Il a vingt-six ans, il est au cœur de la décision politique, il est au cœur de l'histoire.

Arnold est malin. C'est lui qui dispose des derniers bruits qui peuvent intéresser Tourain. Mais il se garde bien de les délivrer spontanément : il a appris à ronger son frein. Un silence pesant envahit la pièce. Le ministre ne tarde cependant pas à le rompre. Par nature, il déteste le silence et le calme :

— Alors, Arnold, dîtes à Tourain ce que vous venez de nous annoncer !

Le directeur de cabinet est furieux. En une phrase, le ministre souligne qu'il ignore des points suffisamment importants pour qu'ils fassent l'objet d'une réunion, alors que Ballard est au courant. Celui-ci pressent que sa victoire doit être modeste et désamorce avec un petit mensonge.

— Tourain *le sait déjà* par ses propres canaux, mais les miens étant officieux je ne suis pas tenu à la discrétion. Le ministère de la Justice a décidé d'en rester à l'histoire du cambriolage qui dégénère. Ce ne serait donc pas le Parquet national antiterroriste qui serait chargé de l'affaire mais le Parquet de Nanterre.

A ces mots, Tourain étouffe un grognement. Cette hypothèse est diamétralement opposée à celle que privilégiait Le Naour au nom de l'Elysée. Il veut intervenir, mais Ballard continue :

— C'est une décision de *la* ministre elle-même. Le PG[3] de Paris, le procureur national, le directeur de cabinet ont tordu le nez, mais elle s'est emportée en réunion sur le thème « Pas de choc des civilisations ! ». Le procureur de Paris a tenté de résister, mais comme il vise la présidence de la Cour de cassation, il s'est vite calmé quand la ministre lui a fait comprendre qu'elle pourrait soutenir d'autres candidats bien placés. Il n'y a guère que le Parquet de Nanterre qui se frotte les mains en gardant l'affaire.

Chacun comprend ce que cela signifie. *Politiquement*, le Garde des Sceaux désobéit au président de la République ou, en tous cas, à la *Présidence*. *Symboliquement*, elle interdit aux autorités de l'Etat de monter en puissance sur le thème des risques du terrorisme et de la montée des violences communautaires.

Le ministre fixe son directeur de cabinet avec un air complice comme s'il voulait lui dire : « celle-là, il fallait se douter qu'elle jouerait un coup ». Tourain sait qu'elle est chouchoutée par la présidence comme symbole de la *diversité* et qu'elle s'est plutôt bien sortie de son poste précédent à l'Education nationale, l'un des ministères les plus complexes à gérer, si du moins on veut y faire des choses. Mais de là à s'autoriser une telle divergence ! Il faut croire que Djamilah joue sa propre carte. Positionnement pour les présidentielles ? Cela va faire jaser. Aussi le ministre demande-t-il :

— La présidence est au courant ?

Tourain reprend la main :

— Je ne crois pas, d'autant qu'à la réunion des dircab à Matignon, ce matin, tout le monde était d'accord pour jouer la partition de Le Naour. Elle a viré sa cuti en une heure ! Le problème, c'est aussi… Il s'arrête d'un coup et joue du suspense : il reste cabotin, le dircab. Même dans les pires situations, il sait se faire désirer :

— … le problème, c'est aussi que le procureur de Nanterre a annoncé la chose vers onze heures trente… et il est…, il regarde sa montre avec un soin étudié, …il est quatorze heure vingt !

Le ministre grimace :

— Bref, je vais appeler l'Elysée en ayant l'air d'un con, du genre : je sais que votre plan explose, mais au lieu de vous prévenir pour que vous puissiez vous retourner, je vous le dis après coup et vous ne pouvez rien faire ! J'entends déjà les remarques de Le Naour et des autres : mais il est ministre de l'Intérieur ou quoi !? Il est là pour nous sécuriser ! Pour tout savoir avant les autres ! Et tatati et tatata…

Arnold profite de ce grand moment de solitude du ministre pour lancer une idée géniale, avec son bagout habituel :

— Bien ! Nous n'avons pas trente-six solutions : soit on suit la Justice et on continue à faire semblant jusqu'à ce que ça pète éventuellement, on ne prévient pas l'Elysée qui découvre tout par la télévision. Inconvénient à court terme : on a l'air de *cons* mal informés et, à long terme, on ne s'attaque pas au mal. Avantage à court terme, c'est Djamilah qui prend tout dans la figure, et à plus long terme, on peut passer entre les gouttes en répétant dans tout Paris, surtout dans les salles de rédaction, que l'appréciation de la place Vendôme nous étonne, mais bon, on est loyaux etc. Deuxième solution : on s'excite, on appelle l'Elysée en gueulant qu'un arbitrage présidentiel a été contourné, que le danger est là et qu'il faut réagir. Pas d'avantage à court terme, puisqu'à la présidence ils nous prendront pour des nigauds fragiles et qu'il est trop tard pour réagir. Ils donneront forcément raison à la Chancellerie pour ne pas donner l'impression que le gouvernement se déjuge et fait n'importe quoi. Mais, à plus long terme, on pose des jalons pour la lutte anti-islamiste, on montre aux services de sécurité qu'on fait le job et,

peut-être, je dis bien *peut-être*, on obtient un soutien de la population… à condition de faire fuiter notre opposition à la Justice ! Encore faut-il que le Président ne nous désavoue pas ! La petite Djamilah, il y tient !

Le ministre joint ses mains épaisses et tavelées devant ses lèvres et lève les yeux au ciel dans une attitude de profond recueillement. S'il n'était un athée militant on croirait qu'il prie. Non, il ne prie pas, mais se dit que *décidément*, Arnold est très bon : il a ce chic pour vous orienter sans vous brusquer. Car le ministre n'est pas dupe : des deux solutions, en pratique, il n'y a que la première qui soit raisonnable. Entre deux maux il faut choisir le moindre et, avant tout, règle n° 1 en politique, ne pas jouer les Cassandre !

Et puis, quand ça tangue, Ballard dit toujours « nous ». Effet-miracle : l'allégement de la pression personnelle qui pèse sur le ministre. Et un politique n'aime rien tant que d'être *libéré* de ses écrasantes responsabilités. A l'inverse, avec cette habileté qui rend un homme indispensable, Ballard considère toujours une réussite comme celle du seul ministre et le lui dit. En privé, il use d'un tutoiement respectueux et miroitant qui honore le grand homme, chaque jour stupéfait par l'intelligence de son *factotum* et surtout flatté par sa soumission persistante en dépit de son autonomie désormais possible. Beaucoup d'élus souffrent de failles affectives lourdes et d'une forme de dépit professionnel. Leur instabilité électorale leur fait détester les fonctionnaires et leur vacuité intellectuelle leur fait jalouser les professeurs d'université et autres chercheurs. Monsieur le professeur Ballard a évité cet écueil, qui aurait pu l'éloigner du pouvoir, en se moulant dans le rôle d'obligé fidèle du ministre. En public, « le professeur », comme se plaît parfois à l'appeler le ministre, adopte un vouvoiement aux limites de l'obséquiosité et surtout ne cesse, en sa présence, d'user d'un style

indirect qui irrite ses interlocuteurs mais gonfle le ministre d'orgueil : « Le ministre estime que… le ministre a raison de… ».

Quittant ses pensées, ledit ministre se prépare à jouer l'un des rôles qu'il préfère : simuler l'homme de décision. Il assène avec la force de celui qui ne doute de rien :

— On laisse tomber l'Elysée ! Arnold, tu cours les rédactions. Arrange-toi pour avoir une interview sur *BFMTV* ou *CNEWS*. Il se tourne vers son chef de cabinet :

— Antoine, vous me préparez une tribune qui puisse sortir dans *Le Figaro* ou *Le Monde*. Un texte court mais dense sur le thème : l'enquête n'est pas terminée, nous ne savons pas tout de ce Amrami, ne pas baisser la garde et ainsi de suite… Il s'apprête à passer une autre commande quand son instinct lui dicte de revenir vers le jeune fonctionnaire :

— Vous le montrez à Tourain ! Ce faisant, il sait qu'il a apaisé la susceptibilité dudit Tourain, qu'il regarde désormais sans craindre une saute d'humeur.

Il en rajoute même une louche et l'appelle, ce qui est rare, par son prénom :

— Bernard, vous appelez Burin[4], Fiève[5] et Lacoste[6] et vous leur vendez ma position avec tous mes regrets… c'est bien fâcheux… mais cette conne de Djamilah ne perd rien pour attendre… OK ?

Le ministre s'extrait du fauteuil avec peine. Il souffle comme un phoque et ses doigts blanchissent tant ils serrent les bouts d'accoudoirs pour se lever. Donnant le signal de la fin de la réunion, il se dirige vers son majestueux bureau, le contourne et s'assied pesamment derrière, saisit la fiche de ses rendez-vous du jour, soulève ses lunettes et déchiffre avec lenteur, attendant en fait que son bureau se vide pour aller se servir un whisky. Mais Ballard et Tourain ne bougent pas. Le premier doit absolument rester s'il veut

affirmer son influence, le second a besoin d’en savoir plus sur les intentions à long terme du ministre.

1. Ecole nationale de la magistrature.

2. Direction du renseignement et de la sécurité de la Défense, issue de la direction de la protection et de la sécurité de la Défense (DPSD), elle-même héritière de l’ancienne Sécurité militaire, chargée de la sécurité du personnel, des informations, du matériel et des installations sensibles du ministère de la Défense.

3. Procureur général.

4. Le préfet de police.

5. Le directeur général de la gendarmerie nationale.

6. Le directeur général de la police nationale.

17

Vendredi 5 août, 14 h 30, Compte Facebook de l'institut de formation islam-dialogue

« Ô Musulmans !

Craignez Allah sincèrement car avec la crainte d'Allah les degrés sont élevés, les tourments sont dissipés et le mal est repoussé.

Ne sont pas égaux ceux des croyants qui restent chez eux – sauf ceux qui ont quelque infirmité – et ceux qui luttent corps et biens dans le sentier d'Allah. Allah donne à ceux qui luttent corps et biens un grade d'excellence sur ceux qui restent chez eux. »

Saint Coran ; sourate 4, verset 95

Depuis des années l'islamophobie se répand dans ce pays faisant des musulmans des sous-hommes. Les sionistes de toutes obédiences préparent ainsi leur forfait. Nous écraser pour ensuite nous chasser.

Ces derniers jours, des fidèles et une mosquée ont été pris pour cibles. Allons-nous rester immobiles face à ces sacrilèges ? Avons-nous perdu toute dignité ? Avons-nous oublié l'exemple des martyrs du Califat, de Palestine ? Des jeunes de 2005 ?

Dans la continuité des révoltes populaires des Minguettes (1981), de Vaulx-en-Velin (1990), de Mantes-la-Jolie (1991), de Sartrouville (1991), de Dammarie-les-Lys (1997), de

Toulouse (1998) ou de Lille (2000), celles de 2005 ont pris une ampleur nationale montrant la solidarité existante entre les différentes banlieues de l'Hexagone.

Ce que le pouvoir blanc et ses relais médiatiques ont qualifié d'émeutes n'était déjà en réalité que la juste réponse à une situation d'oppression, de relégation raciale et sociale devenue intolérable.

Cette situation n'a cessé de s'aggraver depuis. Aujourd'hui, les kouffar n'hésitent pas à tuer des innocents, des enfants, comme Akim, assassiné à 14 ans par la police.

Il est temps de réagir. Nous appelons donc tous les musulmans à une manifestation ce soir aux Champs-Élysées. Autorisée ou pas nous montrerons que l'on n'insulte pas impunément le Prophète et ses fils.

« Une goutte de sang versé là-bas t'enlèvera tous tes péchés ». Allah Akbar !

18

Vendredi 5 août, 15 h 30, Préfecture de police de Paris, bureau du préfet de police

Benoît Jouleau ne manque jamais d'admirer la grâce de l'escalier qu'il empreinte régulièrement pour rendre compte au préfet de police. La prospérité du XIXe siècle s'y révèle pour donner au visiteur une impression de pompe et de pouvoir, contrebalancée par la légèreté des teintes claires qui décorent sols et murs. Il monte en prenant son temps, comme s'il prenait soin d'apprécier chaque pas. Mais il avance vers une réunion dont il pressent qu'elle n'amènera rien de bon.

Sa carrière a été une suite de bonnes surprises. Il n'a cessé de progresser, aspiré par le développement d'un terrorisme islamique que l'État s'est efforcé de briser, en vain. Chaque jour que Dieu fait, il pense d'abord au grain de sable qu'il lui faut éviter pour continuer sur sa lancée.

Spécialiste de l'antiterrorisme et de l'islam, il avait commencé sa carrière au sein des anciens renseignements généraux, broyés par la réforme sarkozienne de 2008. Les meilleurs, les plus gradés, étaient tous partis à la nouvelle DCRI, devenue ensuite DGSI. Les tocards,

les passionnés des RG et les jeunes non pistonnés avaient échoué au sein de services fragilisés, parfois démantelés, au nom disgracieux que personne ne savait vraiment prononcer : les SDIG[1]. Certains disaient *sdij*, quand d'autres restaient sur *sdigue,* quelques-uns énuméraient *S.D.I.G*. Tout juste sorti de l'école des commissaires, il avait été affecté aux RG de Bourg-en-Bresse, devenus quelques mois plus tard, avec moitié moins d'effectifs, SDIG de l'Ain.

Il avait rapidement profité de la nouvelle réforme qui, en 2014, avait tenté de reconstituer les RG sans le dire. Le pouvoir socialiste avait alors créé un service central du renseignement territorial (SCRT) destiné à redonner un peu de force, de prestige et d'allant aux squelettiques SDIG, rehaussés pour l'occasion au rang de services de renseignement territorial (SRT). L'appellation claquait autrement ! D'une simple sous-direction on passait à un service central. Surtout, le mot « renseignement », fiché dans l'appellation, était magique et enchantait tous les flics concernés. C'est tellement plus chic d'être dans les services de renseignement que dans les services de police !

Remarqué par son directeur départemental de la sécurité publique, qui avait été rapidement propulsé parmi les hiérarques de la direction centrale de la sécurité publique, il avait été appelé à Paris pour renforcer ce service central. Point de départ de sa trajectoire de comète. Les bonnes rencontres font les belles carrières disent les jaloux. C'est souvent vrai.

A Paris, il est aisé de faire les *bonnes rencontres*. Pour lui, tout était allé très vite. Il avait suffi qu'un soir, en l'absence de son chef, il soit convoqué au cabinet du ministre sur un dossier sensible pour qu'il soit en quelques semaines aspiré vers les hauteurs administratives. Le directeur du cabinet de l'époque avait été

impressionné par le jeune flic. Jouleau avait le don de rassurer en conjuguant un calme constant et une compétence extrême.

Avant même l'école de police, il était imbattable sur toutes les mouvances de l'ultra-droite et de l'ultra-gauche. Il connaissait tous les groupuscules, qui changeaient sans cesse de nom, tous les personnages importants de ces mouvances. Obsessionnel en matière de travail, l'ennui se jetait sur lui dès qu'il mettait le pied dans la vie normale. En dehors du service, pour oublier, il avait bien tenté de s'énivrer, d'abord par l'alcool. Mais il le supportait mal et les lendemains de cuite étaient un calvaire qui l'empêchaient de se plonger dans ses dossiers. Il avait enchaîné sur les sorties nocturnes. En fréquentant la faune des boîtes de nuit de l'Ain, il avait découvert qu'il pouvait en tirer de nombreux renseignements. Son sourire, sa gentillesse, sa patience facilitaient les confidences de types souvent très fiers de leurs méfaits et qui se prenaient pour des Mandrin. Le tout à condition que l'on ne sache pas qu'il était flic.

Il n'y avait guère qu'une boîte potable dans le coin, le *Lemon*, près de Bourg-en-Bresse, les autres étaient craignos avec leurs lots de mecs lourds et mal sapés, puant le désodorisant, en chasse de filles faciles. Ce fut tout de même dans l'une d'entre elles qu'il fit la connaissance de Samir. Il faisait des efforts point de vue fringues, évitait les survêts et les casquettes. Son budget était vraisemblablement serré si l'on en juge par les non-marques qu'il portait, mais sa posture bien droite, ses cheveux très bruns, soignés et impeccablement coiffés, une sorte de distinction naturelle qui adoucissait tous ses gestes, un regard doux, lui conféraient une élégance rare, rare en tous cas dans le coin.

Ils avaient sympathisé en se bousculant pour aller chercher au bar leur consommation gratuite de la soirée. Se heurtant de l'épaule, leurs regards s'étaient croisés, jaugeant l'adversaire. Chacun avait dû

reconnaître un faux-dur dans celui qui lui faisait face et un sourire synchronisé avait désamorcé toute velléité d'en découdre. Ce soir-là, Jouleau était seul, mais Samir était venu avec deux amis. Les mecs sentaient le fric mal gagné, aussi vulgaires et vantards que Samir pouvait être discret. Chemises voyantes, bracelets aux poignets et lunettes *Ray-Ban,* ils avaient le look parfait de voyous légèrement enrichis et qui veulent se faire passer pour des parrains de la mafia. Ils n'avaient pas tardé à lever deux gonzesses qui auraient pu être jolies sans leur air bêtement fripouille et leur maquillage de pétasses. Restés seuls à siroter leurs shots de mauvaise vodka, Samir et Jouleau avaient pu échanger sur leur mal-être. Jouleau prétendait être VRP en dispositifs d'alimentation de la volaille. Il avait potassé le truc et pouvait faire illusion. Et quant à dire qu'il s'emmerdait à Bourg, nul ne pouvait être plus convainquant que lui. Samir était un garçon complétement clivé. Bonne nature, pas malveillant pour un sou, il vivait dans un quartier de racailles. Intelligent et malin, à force de lectures superficielles, il s'était offert un vernis de culture qui pouvait étonner et séduire. Mais, cossard et faible, il errait encore au lycée, dans une section de technicien supérieur en force de vente qui ne lui assurait pratiquement aucun débouché. Sur le plan moral, il avait des aspirations de pureté et de vie rangée, mais sa situation financière et scolaire ne lui laissait espérer rien d'autre qu'une *vdm*, une vie-de-merde, comme disent les jeunes, avec une fille qu'il n'aurait pas vraiment choisie, des moutards qui ne tarderaient pas à se retourner contre lui et des week-ends à la galerie commerciale.

Quand Jouleau lui avait demandé comment il connaissait les deux lascars si différents de lui, Samir avait éludé : « Des amis du quartier ». La curiosité de Jouleau n'en avait été que davantage titillée. Ce soir-là, il n'avait pas pu en tirer grand-chose. Ce fut deux

boîtes plus tard que Samir se lâcha. Les deux types *dealaient*, bien sûr. Et, en plus, ils étaient protégés compte tenu de la stature de certains de leurs patrons. Car ils travaillaient pour l'un des imams salafistes les plus redoutés de la ville. Terminé le temps où les barbus crachaient sur la drogue, désormais, ils organisaient le trafic, mais toujours de loin. L'imam disait à ses ouailles que la drogue était une double bénédiction de Dieu : elle permettait de financer des œuvres charitables, *dont* le Jihad, et elle empoisonnait à petit feu cette société de *Kouffar*. Seuls impératifs pour ses *dealers* : on ne vend pas à un musulman, sauf si ce n'est pas un croyant, et on vient à la mosquée en kamis et djellaba le vendredi.

Ainsi Jouleau avait-il commencé à s'intéresser de très près à ce que l'on appelle pudiquement l'islam *radical*. Certaines cités étaient d'ores et déjà gangrenées, comme à Nantua où des clans turcs faisaient la loi. Ou à Oyonnax. Naguère ville prospère grâce à la plasturgie, les crises successives l'avaient peu à peu vidée de ses emplois. Les commerces avaient commencé à péricliter. Ceux qui restaient se transformaient en *kebabs* ou en vapotteries, deux librairies coraniques avaient ouvert… Ici encore, les Turcs s'étaient imposés graduellement, d'abord par leur nombre et leur capacité de rassemblement. Ils formaient des groupes très solidaires, souvent rivaux, pour récupérer boutiques, *deals* ou territoires, mais qui se rapprochaient dès qu'il s'agissait de la Turquie. Comme dans d'autres villes à forte présence turque, ceux d'Oyonnax étaient de vibrants supporters du président islamiste qui régnait à Ankara. Jouleau et ses trois collègues du SDIG avaient pu les identifier et les prendre en photo à l'occasion des manifestations criardes qu'ils avaient organisées pour protester contre la *une* d'un hebdomadaire qu'ils jugeaient insultante pour le potentat du Bosphore.

L'omniprésence des Turcs avait un double avantage : encadrés, cornaqués même par Ankara et ses représentants, ils se tenaient calmes dès lors que la politique turque n'était pas concernée et que la police ne mettait pas le nez dans leurs petites affaires. Et puis, ils éloignaient les Arabes. L'implantation de cellules djihadistes en avait été ralentie, même si quelques Turcs flirtaient avec cette mouvance.

Il n'en allait pas de même dans le pays de Gex, cette sorte de phallus qui se tend vers le Jura suisse. Ici, on assistait à une montée en puissance de salafistes, le plus souvent maghrébins, bien organisés et financés, qui ouvraient des écoles coraniques clandestines, reprenaient les mosquées une à une, et s'abouchaient avec les riches vacanciers du Golfe qui avaient leur habitude au casino de Divonne-les-Bains. Les milliardaires saoudiens, émiratis ou qataris, atterrissaient à l'aéroport de Genève qui a la commode particularité d'être à cheval sur la frontière franco-helvétique et fort peu surveillé. Chacun connaissait leur petit jeu, consistant à franchir cette frontière avec des valises bien remplies, pour se rendre ensuite au Casino ou chez les quelques diamantaires qui demeuraient dans la région. Mais tout le monde fermait les yeux. Les autorités de l'aéroport voulaient accroître son trafic et sa *fluidité*, le maire de Divonne priait pour le développement de sa ville et de son casino, les gendarmes ne s'estimaient pas compétents et le regrettaient et le préfet voulait surtout du *pas-de-vague*, avant d'être nommé ailleurs.

Jouleau avait vite compris le manège des oligarques du Golfe et s'était souvenu de son mini-cours de sociologie à l'école de police où les théories de Michel Crozier sur le pouvoir des détenteurs de l'information l'avaient marqué. Il avait pris sur lui de constituer un lourd dossier sur les dérives islamistes dans le département. Il avait identifié sept *madrasas* illégales où l'on bourrait le mou de jeunes esprits qui apprenaient à détester les Juifs à l'âge où on doit

apprendre la reproduction des fleurs. En se rapprochant de l'officier de gendarmerie détaché au SDIG, il avait obtenu des *pandores*, ravis d'entrer dans le jeu, l'organisation de deux barrages avec fouilles de véhicules à Ferney-Voltaire et Saint-Genis-Pouilly. Le tout sur réquisition du procureur, sur la foi d'un risque terroriste, certes inventé mais fort plausible vu les informations fournies par Jouleau. Le genre de risque qui fait peur à tout le monde et que personne ne va tenter de minimiser. Le proc avait bien discutaillé cinq petites minutes : le risque était-il avéré ? Et si les contrôlés se plaignaient ? N'y aurait-il pas des complications diplomatiques ? Bref, est-ce que cela en valait la peine pour ne pas fragiliser sa carrière ? Les gendarmes avaient tenu le coup et arraché les réquisitions par un coup de bluff : le préfet était au courant et s'inquiétait ; en cas de problème, il saurait glisser à Paris le nom du magistrat qui avait refusé les réquisitions.

Les contrôleurs de l'aéroport de Genève avec lesquels il avait fait ami-ami lui avaient signalé l'arrivée par jet privé de grosses légumes en provenance de Al-Dawha. Les *smalas* mobilisaient sept 4x4 noirs aux vitres fumées. Interceptés en France, un jour de pluie, leurs conducteurs et passagers avaient dû descendre des véhicules proférant moult imprécations et menaçant de représailles diplomatiques les brigadiers en charge de la fouille. Visage crispé, lèvres serrées, Jouleau observait la scène quelques mètres en retrait. L'officier en charge de l'opération, le capitaine de la compagnie de Gex, était déjà venu lui indiquer qu'ils ne trouvaient rien… Cela risquait de faire désordre. Il demanda donc de reprendre la fouille. Dix minutes plus tard, une des femmes du convoi se prenait de bec avec un gendarme qui lui demandait d'ôter sa djellaba. L'homme la saisit par le bras et elle se débattit tant qu'une liasse de billets tomba à terre. Au total, un peu plus d'un million deux cent mille

dollars furent saisis, quelques armes dont deux sans autorisation de détention, et, surtout, dissimulés dans une roue de secours, cent dix mille cachets de captagon, sans doute destinés à mettre de l'ambiance lors des soirées françaises des pieux qataris ou à financer les activités de leurs amis locaux.

Revenu à son bureau miteux de Bourg-en-Bresse, Jouleau avait contemplé ses armoires en acier, rayées et défoncées, le sol en plastique, usé et lacéré sous son siège. Puis, il avait ouvert son ordinateur et avait rédigé avec soin, pendant toute une après-midi et le lendemain matin, un rapport qui faisait état du quadrillage par les salafistes de l'est du département. Il cartographiait les points d'entrée de l'argent qui, entre autres, allait les financer, évaluait le trafic de drogue qui s'écoulait dans la région, identifiait les principaux meneurs de groupes islamistes jusqu'à présent inconnus car fort discrets, citait les noms des personnalités du Golfe mêlées au financement des activités religieuses, à celui du trafic, souvent les mêmes, sans s'encombrer de précautions diplomatiques.

Le rapport terminé, soigneusement relu, il avait demandé une entrevue à son DDSP, le directeur départemental de la sécurité publique. Deux jours plus tard, il entrait donc dans le bureau de celui-ci, un peu moins miteux et surtout deux fois plus grand que le sien. Le directeur, un commissaire divisionnaire qui paraissait encore jeune, n'étaient ses cheveux qui commençaient à se faire rares, l'avait accueilli avec son sourire habituel. De taille moyenne mais râblé, aux fortes épaules et aux biceps entretenus, il se dégageait de lui une force qui mettait en confiance. Jouleau lui avait exposé ses découvertes qui avaient été accueillies par un « très bien, Benoît, merci » sonore et chaleureux mais somme toute assez laconique. Jouleau n'avait pas insisté. Il s'était levé, avait posé sur le bureau

son rapport sur lequel il avait pris soin de ne pas inscrire de nom d’auteur.

Trois jours plus tard, ce fut au directeur de le convoquer. Il avait compris que son subordonné lui apportait une bombe qui pouvait, selon l’utilisation qui en serait faite, faire beaucoup de bien ou de mal à son porteur. Loin de jouer le fier à bras, Jouleau avait choisi le rôle du subordonné docile et loyal. Lorsque le directeur lui avait demandé ce qu’il devait faire de ce rapport, il avait simplement répondu, sans une once d’ironie :

— Ce qui vous sera utile, monsieur le directeur. Son supérieur l’avait fixé quelques instants en plissant les yeux, comme s’il évaluait quel type de policier il avait en face de lui.

Il avait insisté :

— Et quel est votre avis personnel ?

Jouleau avait feint de réfléchir une bonne dizaine de secondes, mais il s’était préparé à la question. Il avait fini par lâcher avec le calme dont il avait décidé de faire sa marque de fabrique :

— Il me semble que vous pourriez le porter à la connaissance du préfet… en lui proposant de le garder par devers vous… Tous les deux savaient que le haut fonctionnaire voudrait étouffer l’affaire, de crainte que Paris ou la presse n’y mettent le nez, mais qu’il ne pouvait se permettre d’agir par lui-même. La Justice, en particulier, se ferait un plaisir de faire fuiter les infos, d’autant que les relations avec le procureur n’étaient pas excellentes. Et gêner un préfet, voire le faire tomber, pouvait constituer une très belle prise au tableau de chasse d’un magistrat. Bref, le silence était d’or. Et si l’affaire devait un jour ressortir, il suffirait au préfet de faire savoir que le DDSP ne lui avait jamais transmis le rapport.

Tout s’était déroulé comme prévu. À l’issue de l’état-major de sécurité mensuel qui réunissait à la préfecture les huiles de la

sécurité du département, Jouleau avait pu observer le directeur départemental entraîner le préfet dans un coin de la salle de réunion. Les propos du policier avaient inquiété le préfet qui, pendant tout l'aparté, avait froncé les sourcils et avancé les lèvres comme un pied de bulot. Les deux hommes avaient considéré d'un regard oblique le procureur qui, à l'autre bout de la pièce, donnait des instructions au commandant du Groupement de Gendarmerie.

Le soir même, le directeur avait demandé à Jouleau de repasser le voir. Il faisait déjà nuit en ce mois de novembre. Le divisionnaire avait ouvert son armoire de dotation et en avait tiré une bouteille de Porto, enfouie derrière une pile de paperasse. Le Porto, c'était une de ses originalités, dans un milieu où on est plutôt bière, whisky ou, au pire, café. Il avait sorti deux anciens verres à moutarde d'un de ses tiroirs et les avaient remplis presque à ras bord. Il avait levé son verre à hauteur de son visage et avait juste dit : « Merci, Benoît ! ». Ainsi avait débuté l'intimité entre les deux hommes.

Trois mois plus tard, le divisionnaire était appelé à Paris pour accéder au rang de contrôleur général et aux fonctions de directeur central adjoint de la sécurité publique. Le préfet avait beaucoup poussé à cette nomination éclair, car la direction de la sécurité publique de l'Ain, fort modeste, n'était pas considérée comme un tremplin vers les hautes responsabilités dans la capitale. Il récompensait la loyauté du policier qui lui avait évité des « emmerdes » et, dans le même temps, éloignait un homme qui en savait désormais trop.

Le directeur de cabinet du ministre de l'époque avait su apprécier ce jeune commissaire monté de Bourg-en-Bresse dans les valises du nouveau directeur central adjoint de la sécurité publique. Rapidement intégré dans le corps préfectoral par le tour extérieur et, par voie de conséquence, mal accepté par les cadres du ministère, le

dircab avait compris l'importance de se constituer une cour d'obligés. Nommé préfet de police deux mois plus tard, au terme d'un véritable bras de fer entre le ministre de l'Intérieur et une bonne partie des préfets qui voyaient d'un mauvais œil un *bleu* leur chiper le poste le plus élevé dans leur hiérarchie corpo, il avait peuplé la PP, comme l'on dit, de fidèles. Il avait propulsé Jouleau à la direction du renseignement de la préfecture de police, dans la grande maison de l'Ile de la Cité, comme adjoint au sous-directeur de la lutte contre le terrorisme. « Pur produit du renseignement, discret et calme », comme l'avait décrit un quotidien bien informé, Benoît Jouleau s'était imposé comme l'homme du sérail, à même d'épauler le patron d'alors de la DRPP, Jean-Michel Sacco, qui venait lui de la DGSI et était plus voyant et éruptif. Maître du contre-espionnage, Sacco était moins à l'aise dans le renseignement tous azimuts tel que pratiqué à la PP. Par sa connaissance du Service central du renseignement territorial, Jouleau était en capacité d'assurer une meilleure coordination entre les deux maisons « ex-RG » sur des sujets brûlants comme l'islamisme. A 36 ans, il remplaçait son sous-directeur. Et quand Sacco avait pantouflé comme directeur de la sécurité d'une entreprise du CAC 40, pour enfin pouvoir s'acheter la Rolex dont il rêvait, Bouleau, à 38 ans, l'avait remplacé, grillant au passage quelques anciens.

À présent, à presque 50 ans, il montait les escaliers, constatant avec déplaisir la rapidité croissante avec laquelle il s'essoufflait. Dix minutes plus tôt, un appel du cabinet du préfet l'avait convié à se joindre à une réunion urgente. Il en devinait le sujet.

Arrivé à l'étage noble des hiérarques, il ne put s'empêcher, une fois de plus, de se sentir oppressé par la lourde décoration des lieux. Les murs, recouverts d'immenses panneaux verticaux de bois foncé, formaient comme un cercueil dont les parois semblaient vouloir vous

écraser. La salle d'accueil, qui n'était qu'un bout de couloir un peu large à l'entrée de l'étage, restait toujours dans une ambiance crépusculaire. Les panneaux, sans doute comble du bon goût administratif dans les années quatre-vingt, donnait désormais aux lieux une facture vieillotte et démodée.

Comme à son habitude, il s'était organisé pour arriver le premier. Il détestait le moindre retard et s'appliquait une règle de ponctualité rigoureuse qu'il imposait à ses propres collaborateurs. Un retard : une soufflante devant les collègues. Deux retards : une mise sur la touche. Pas de troisième retard. Il fut donc éminemment contrarié en découvrant qu'il avait été précédé. Béatrice Buisson, directrice de l'ordre public et de la circulation, était déjà là, le téléphone portable greffé à l'oreille, chuchotant des instructions d'un air décidé. Elle leva à peine les yeux en le voyant, plaça la main droite devant sa bouche comme pour cacher le mouvement de ses lèvres et pivota sur la gauche offrant à Jouleau une vue imprenable sur son dos, qu'elle avait du reste fort bien dessiné. Des épaules marquées et bien droites, une taille plutôt fine. Et, dans le prolongement, des jambes, ici cachées par le pantalon réglementaire mais que l'on devinait, et que Jouleau savait, longues et musclées. Tout en se répétant, comme à chaque rencontre, *quelle sale nana !* Il ne put s'empêcher d'esquisser un sourire en coin en se remémorant une tentative de drague maladroite et vaine de celle qui, pendant quelques semaines, avait été sa jeune subordonnée au service central du renseignement territorial.

L'un des huissiers, un Guadeloupéen volubile qui détonait dans cette atmosphère confinée, le salua d'un aimable « Monsieur le directeur » empli d'un naturel respect et lui demanda de patienter dans l'entrée. Buisson acheva sa conversation. À peine avait-elle glissé son téléphone dans sa poche de veste que, toujours

vibrionnant et virevoltant, allongeant une vive foulée, sourire de fonction en bandoulière, se précipitait vers eux Louis Dericourt, conseiller juridique du préfet de police. Sans attendre, et conformément à son tempérament d'hyperactif, il lui lança dans l'instant, mais en chuchotant : « Bon, alors ! Cette manif, vous en pensez quoi ? ». Jouleau n'eut pas le temps de répondre. La porte de la salle de réunion s'ouvrait déjà, poussée par un autre huissier. Avec son sourire bienveillant coutumier et son crâne mi-chauve mi-rasé, sa légère corpulence, le directeur de cabinet du préfet de police, Luc Antunès, avait un côté grand-père sympathique. Jusqu'à ce qu'un regard soit échangé. Ses yeux qui aspiraient les vôtres vous mettaient dans un état de quasi-hypnose qui vous jetait une boule au fond du ventre. Il accueillit les participants avec cette chaleur discrète qu'il mettait dans toutes les relations. Il les salua par leurs prénoms en même temps qu'il leur fit signe d'entrer dans la salle.

Ils attendirent tous debout, comme le veut la tradition, en se disposant autour de la grande table ovale. Antunès échangeait à mi-voix quelques propos sur des affaires en cours avec Buisson. Dericourt babillait et affirmait à Jouleau que l'interdiction de la manifestation serait « inopportune ». Puis, la porte qui séparait la salle de réunion du bureau du préfet fut ouverte par un troisième huissier ultramarin, et apparut alors dans toute sa majesté administrative le préfet de police, Louis Burin. Raide comme la justice, mince comme un ascète, un regard brûlant jaillissant d'orbites profondes, trouant une face osseuse et pâle, Louis Burin n'inspirait pas tant le respect qu'une forme de crainte. En sa présence, les bavardages s'éteignaient immédiatement.

Après les poignées de main d'usage et quelques mots de bienvenue, il s'enquiert auprès d'Antunès :

— Bien, qui attendons-nous pour commencer ?

— Brunard, encore une fois, jeta Dericourt avec un sourire moqueur. Le préfet leva les yeux au ciel. Son exaspération à l'égard du DSPAP[2], autrement dit le chef de la sécurité publique de la région parisienne, autrement dit le patron des commissariats, ou encore le Grand Manitou des flics en tenue de la capitale et de la Petite Couronne, était évidente, mais il n'eut guère le temps de s'étendre car ledit Brunard pénétra dans la pièce de son pas pesant, arborant son habituel sourire goguenard de paysan qui se croit malin.

Léon Brunard était un des piliers de la préfecture de police, mais ce vosgien solide, qui commençait à prendre un sérieux embonpoint, le visage rouge, violacé par endroits, en particulier aux arêtes du nez, grêlé et sillonné de couperose, cheveux gris-sale taillés en brosse, n'attirait pas la sympathie. Cauteleux, enrobant, voire caressant, avec ses supérieurs et les puissants, brutal et injuste avec ses subordonnés et les faibles, vulgaire et vantard avec tous, il était connu pour ses manœuvres et intrigues. Cordial en apparence, de cette familiarité grossière et agressive qui met mal à l'aise, mais préserve en général son auteur de piques ou de remarques, il n'épargnait aucun de ses interlocuteurs une fois le dos tourné. Dire du mal était une seconde nature. Il s'en apercevait à peine. Mais, tout au long d'une carrière, il avait semé bien des cailloux de haine. Nombreux étaient ceux qui souhaitaient sa chute et qui s'étonnaient de son insubmersibilité.

Après avoir salué le seul préfet avec son obséquiosité coutumière, il s'était approché d'Antunès. Tentant d'abaisser le son de sa voix rauque et traînante et se penchant vers son interlocuteur, Brunard, qui ne perd jamais un moment pour faire avancer ses petites affaires, entreprit *illico* le directeur de cabinet du cas d'une de ses subordonnées. Violemment misogyne, il n'avait jamais accepté qu'on lui impose comme sous-directrice de la police

régionale des transports une commissaire divisionnaire qui avait, de surcroît, l'outrecuidance d'être féminine et féministe.

— Bon, il faut que tu m'aides, parce que Nicole, ça ne va pas du tout ! Elle ne cesse de me décrier ! Ça encore, j'ai les épaules larges… et ce disant il arborait un sourire de requin,… mais être fourbe et déloyale, non, ce n'est pas acceptable, hier encore…

Il n'acheva pas. Le silence autour de la table lui fit relever la tête. Tous le fixaient et le préfet de police le mitraillait littéralement du regard.

Détournant la tête, le préfet de police leur fit signe de s'asseoir en tendant les mains en direction de leur siège respectif, paumes tournées vers le haut, comme le grand prêtre républicain qu'il était. À sa droite, le directeur de cabinet, légèrement vouté, disposa ses deux portables de service sur la table, écrans visibles, puis avec une lenteur qui pouvait paraître calculée, étendit ses deux mains à plat sur un dossier beige assez mince. À sa gauche, Dericourt feuilletait une chemise rouge qui semblait bien plus volumineuse. En face, les trois policiers se tenaient bien droit, et un moment, Burin les imagina en parfaits écoliers. Il réprima un sourire et ouvrit la séance du ton sec qu'il affectionnait :

— Bien ! L'objet de notre réunion porte sur la manifestation prévue ce soir. Doit-on l'interdire ? Et, quelle que soit la réponse, comment évite-t-on les débordements ? Monsieur le directeur de la sécurité de proximité, votre avis ?

Brunart se rengorge, flatté d'intervenir le premier :

— En ce qui me concerne, je peux juste dire que nos équipes sont saturées. La compagnie de sécurisation et d'intervention 75 est en permanence en renfort en banlieue ; quant aux commissariats, n'en parlons pas. Je suis, à ce jour, à 2 317 trous à l'emploi ! Autant dire que mes gars n'en peuvent plus. Dans le XIXe et le XXe, c'est à

peine si je peux monter une BAC… Le préfet de police le stoppe net en levant la main comme s'il arrêtait un chauffard à un carrefour. D'un ton aigre, il réplique :

— Nous connaissons tous, et moi le premier, les problèmes d'effectifs… La question que je vous pose est : que faisons-nous pour ce soir ? Si vous n'avez pas d'avis, je passe la parole à votre voisine… Brunart se rencoquille physiquement en rentrant la tête dans les épaules. Il n'aime pas être repris, mais que peut-il contre ce préfet de police qu'il méprise souverainement ? Il répond donc aussi laconiquement que possible :

— Mon avis est que je n'ai pas de troupes à fournir si l'on veut faire respecter l'interdiction de manifester. Le reste n'est pas de mon ressort. Et il se replonge ostensiblement dans son dossier qui ne semble constitué que par quelques feuillets.

Le préfet le méprise trop pour être décontenancé par cette forme d'insolence, il interroge directement la directrice de l'ordre public et de la circulation qui sera à la manœuvre. C'est d'elle que dépendra la qualité du dispositif de maintien de l'ordre. Brune et élancée, ses traits sont sans doute un peu trop accusés pour qu'elle soit jugée belle, mais elle ne manque pas de charme avec sa démarche de quasi-mannequin et ses gestes gracieux. Le préfet de police la traite avec beaucoup de respect car il lui reconnaît une force de caractère peu commune et parce qu'il sait que cela fait bouillir Brunart :

— Madame la directrice, quelle est votre avis ? Béatrice Buisson expose ses arguments avec calme et méthode : certes, elle manque elle aussi d'effectifs, CRS et gendarmes mobiles sont mobilisés en banlieue et dans les ZSR[3]. Elle peut néanmoins compter sur la brigade d'intervention de la préfecture, cinq des six compagnies d'interventions parisiennes, la 6e ayant été récemment démantelée en raison d'une affaire de corruption. Elle décrit les unités

extérieures qu'il est possible de mettre en place en renfort des unités disponibles d'Île-de-France, soit au moins neuf escadrons de gendarmes mobiles. Si on y ajoute deux compagnies de CRS de la direction zonale de Lille, la CRS 10 du Mans et la CRS 30 de Metz, ça fait du monde. Bref, elle n'est pas inquiète en termes d'effectifs, mais de manœuvre :

— *Primo*, nous ignorons le nombre prévisible de manifestants, et je suppose que Benoît nous en dira un peu plus, *deuxio*, on ignore leurs intentions. Si nous affrontons à la fois le nombre et la violence, cela risque d'être difficile. Interdire la manifestation est un instrument utile pour nous : cela dégonflera le nombre des participants et permettra de faire un premier tri : ceux qui seront là auront fait le choix de prendre des risques, nos unités pourront agir plus facilement. Le préfet de police sourit : elle joue son rôle et donne son avis de façon circonstanciée. Décidément, il peut compter sur elle. Il se tourne vers le directeur du renseignement qui embraie :

— Je suis d'accord avec Béatrice, la question est bien celle de l'attitude de certains manifestants. Nous aurons des excités dans les cortèges, réduire le nombre de manifestants et les isoler faciliterait la tâche des fonctionnaires chargés de les neutraliser. Par ailleurs, la manifestation n'a pas fait l'objet d'une demande d'autorisation dans les délais. J'attire l'attention de tous sur la mentalité de certains de ceux qui appellent à manifester et qui voient l'évènement comme une façon de défier l'autorité de l'État impie… A ces mots, Dericourt, qui se trémoussait sur sa chaise depuis quelques secondes, n'y tient plus :

— Ce n'est plus du renseignement monsieur le directeur, c'est de la psycho-idéologie de bazar ! Comme le préfet ne l'interrompt pas, il continue :

— Interdire est la solution de facilité, on nous le reprochera et si vous plaidez pour isoler les « excités », les fondre dans une masse plus modérée est aussi un moyen de calmer le jeu. En toute chose, il faut viser l'accommodement raisonnable. Par ailleurs, la politique de la préfecture de police a toujours été d'interdire le moins possible… Le préfet stoppe le jeu, il en sait assez sur les intentions de Dericourt :

— Laissez finir Benoît, s'il vous plaît !

— Merci monsieur le préfet. Je redis donc qu'il va de l'intérêt de l'État d'interdire une manifestation qui sera dangereuse et symbolique. Les informations qui nous remontent sont claires : certains sont là pour en découdre. Des interpellations sont déjà en cours, à Garges, Sarcelles, Clichy… mais nous ne pourrons pas filtrer tout le monde. Toutes ces raisons plaident pour une interdiction complète.

Le préfet de police se tourne vers son directeur de cabinet qui doit proposer la conclusion de la réunion avant la décision finale. Il conserve à son égard la distance qui sied aux exordes préfectoraux en public :

— Bien ! Monsieur le directeur de cabinet, qu'en pense le ministère ? Toujours souriant, Antunès se lance. Il sait que son propos sera déterminant :

— J'ai eu le directeur de cabinet du ministre, ils s'en remettent à l'Elysée… qu'évidemment j'ai appelé. Et la présidence s'en remet… à notre analyse… Autour de la table tout le monde est interloqué : la présidence refuse de prendre une décision ! Mais Antunès reprend :

— Enfin…, quand je dis l'Elysée, c'est le directeur de cabinet qui a tranché ou plutôt qui a décidé de ne pas trancher. Le Naour n'était pas du même avis. Mais, bon, il n'est que le conseiller Sécurité.

Le préfet sourit de façon grimaçante :

— Bien, j'ai compris, je vais repartir à la charge vers la présidence et Beauvau ! En attendant, Béatrice, faites mettre en place les unités comme si la manifestation était autorisée. Monsieur Brunart, distrayez la CSI 75 de ses actuelles missions et faîtes la revenir à Paris. Assurez-vous par ailleurs que les commissariats puissent fournir les renforts que Béatrice vous demandera. Prélevez des effectifs des BAC des XVIe et XVIIe arrondissements, mais aussi des Hauts-de-Seine pour encadrer les flancs et la périphérie immédiate du cortège. Dericourt, préparez tout de même l'arrêté d'interdiction, on ne sait jamais. Luc, vous rappelez Tourain au ministère pour essayer de le convaincre. Benoît, venez avec moi dans mon bureau. J'ai besoin d'informations précises pour convaincre la présidence. Merci à tous.

Le préfet déplie son long corps et, après avoir salué chacun, se retire dans son bureau, accompagné du directeur du renseignement. Dericourt aimerait suivre, mais impossible sans invitation du préfet. Il se retire donc de mauvais gré, d'autant plus alléché par ce qui va se dire dans le bureau qu'il n'y sera pas.

Le préfet claque la porte et pose une main complice sur l'épaule de Joulain. Son épanchement est court mais clair :

— Un moment de tranquillité ! Dericourt va courir appeler l'Elysée et la rue Cadet[4], dire du mal de moi et… de nous tous, à vrai dire. Je vais tenter de convaincre Laurent Legout, mais c'est une anguille. Il a fait toute sa carrière en évitant soigneusement de prendre la moindre décision par lui-même. Je me suis laissé dire qu'à l'ENA, il avait déjà pour phrase préférée celle de Mitterrand : « Il faut donner du temps au temps ». En quarante ans, il a eu le temps de s'en donner du temps !

Joulain se garde bien de l'interrompre, son métier est de tout savoir, de tout sentir et les états d'âmes de son chef sont à prendre

en compte. Si bien que le préfet continue. Il lui faut un confident dans sa solitude administrative.

— À l'Elysée, ils sont déjà en train de préparer les élections. Depuis le mouvement d'inscription des musulmans sur les listes électorales, ils ont une peur bleue de les braquer. Ils ont perdu ouvriers et employés en laissant faire la mondialisation et en ne réformant pas l'Europe, ils ont perdu les catholiques avec le mariage homo, la PMA et cette connerie de GPA *éthique* que le Président a fini par faire, ils ont perdu les bobos avec la fiscalité… Il ne reste plus grand monde ! Je sais déjà ce que pense Legout : Pourquoi s'exciter ? Laissons faire la manif ! Si c'est un flop, on le constatera et on jouera les grands seigneurs compatissants ; si c'est un succès, on dira que le Président comprend les musulmans et a voulu les laisser s'exprimer ; si ça explose, on dira qu'on a voulu maintenir le dialogue, mais que le préfet de police a failli, soit parce qu'il n'a pas su retenir ses troupes assoiffées de violence, soit, au contraire, parce qu'il n'a pas assez réprimé quelques méchants extrémistes qui ne doivent sûrement pas être assimilés à de bons musulmans. Trop facile !

Il s'arrête et regarde par l'une des fenêtres de son immense bureau. Fixant une cible invisible de l'autre côté du boulevard du Palais, il ajoute à voix plus basse :

— Benoît, j'ai besoin de vous. Il me faut dans le quart d'heure une note recto-verso sur les dangers de la manifestation. Vous faîtes passer les probabilités au statut de risque fort !

Il se retourne, vrille son regard dans celui de Joulain et comprend que celui-ci sait ce qu'il attend de lui.

1. Services départementaux d'information générale, rattachés à la sous-direction de l'information générale.

2. Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne.

3. Zones de sécurité renforcée, concept inventé à l'occasion du nouveau quinquennat et faisant suite aux Quartiers de reconquête républicaine (QRR) d'Emmanuel Macron, eux-mêmes successeurs des Zones de sécurité prioritaires (ZSP) du quinquennat de François Hollande, consistant à renforcer les effectifs dans certaines zones particulièrement criminogènes.

4. Siège du Grand Orient de France.

19

Vendredi 5 août, 17 h 00, Bruxelles, immeuble Berlaymont, Commission européenne, bureau de la Commissaire à la Justice.

Petra Valkova décroche son téléphone. Son directeur adjoint de cabinet suédois est au bout du fil. Comme d'habitude, il brusque sans le savoir la Commissaire européenne à la Justice en débitant son discours à toute vitesse sans aucune formule de politesse ni la moindre courtoisie. C'est un homme direct et efficace qui ne s'embarrasse pas de mondanités. La commissaire tchèque comprend au travers de son anglais heurté qu'il est question d'un communiqué à la presse souhaité par le conseiller *droits humains* du Vice-président hollandais de la commission.

Elle a très envie de lui demander pourquoi ledit conseiller ne le fait pas lui-même. Et puis, elle se méfie de Claas Eeckeman, le vice-président, intrigant, retors et… de gauche, alors qu'elle appartient au parti populiste. Mais la conversation est suffisamment claire pour qu'elle comprenne qu'elle n'a guère de marge. D'ailleurs, une sonnerie ridicule l'informe de l'arrivée sur sa boîte mail du texte du communiqué en question. Comme elle est très lasse de son travail à

Bruxelles au milieu des chausse-trappes, dans une commission européenne en voie de soviétisation-bunkérisation, elle ne résiste guère. Elle remercie ce directeur-adjoint qu'elle n'aime pas et lui dit qu'elle va s'en occuper. Elle se cale dans son fauteuil qu'elle fait pivoter de 90 degrés et contemple sa bibliothèque. On se croirait chez Ikea, des rayonnages plaqués bouleau où se perdent quelques livres aux tranches colorées que personne n'a jamais ouverts.

Elle s'empare de sa souris et double-clique sur le message. Un fichier PDF est joint. *Purée !* pense-t-elle en tchèque, *un PDF, je peux même pas le modifier ! Il se fout de moi !* Mais sa révolte est de courte durée. Du reste, elle décide de ne même pas lire le communiqué et le transfère directement à son attachée de presse pour diffusion. Et elle hurle : « Kurva Švédi ! »[1].

Deux heures plus tard le communiqué est dans toutes les rédactions d'Europe.

Communiqué à la presse de Petra Valkova
Commissaire à la Justice de l'Union européenne.

Depuis plusieurs années, la situation faite aux minorités en France est préoccupante, spécialement en ce qui concerne la communauté musulmane. Les récents évènements intervenus dans la région parisienne sont à cet égard une source d'inquiétude pour la Commission européenne.

En qualité de Commissaire à la Justice, chargée des droits humains, et dans la perspective de la manifestation annoncée au Champs-Élysées, qui vise à attirer l'attention des pouvoirs publics sur le sort réservé à cette communauté, je me dois d'alerter les autorités françaises sur l'impérieuse nécessité qu'il y a à s'assurer de la part des forces de l'ordre d'une parfaite maîtrise afin d'éviter tout dérapage.

Je rappelle qu'après les précédents créés notamment par les gouvernements hongrois, polonais, croates et italiens, l'Union européenne ne peut plus accepter la moindre brèche dans sa politique de protection des droits. En tout état de cause, si cela s'avérait nécessaire, je n'hésiterai pas, soutenue en cela par tous les États-membres soucieux des libertés et des droits fondamentaux, à proposer au Conseil européen, conformément à l'article 7 du traité sur l'Union européenne, de constater l'existence d'une violation grave et persistante des valeurs de l'Union par la France. Il pourra en résulter la suspension de certains des droits découlant de l'application des traités à cet État membre.

1. Putains de Suédois !

20

Vendredi 5 août, 20 h 00, Paris, avenue des Champs-Élysées

Le bitume fond et forme des plaques noires et gluantes. Pas un souffle d'air. Chaque pierre des façades, chaque pavé semble se prendre pour un micro-onde.

Il y a déjà des groupes de manifestants agglutinés. Ils sont une centaine au coin de l'avenue de Friedland, le double au débouché de l'avenue Mac-Mahon. Ils sont encore plus nombreux avenue Hoche, près de l'église anglaise Saint-Joseph. Ce groupe-ci est agité comme un essaim d'abeilles à l'ouverture des ruches. On y cause dur. Plusieurs dizaines de petits agglomérats se sont formés, de-ci de-là, où chacun donne de la voix. Comme d'habitude, ce sont les excités que l'on entend. Passant de l'un à l'autre, l'ami Youssouf se sent au cœur de l'histoire, de la vie. S'étale dans ce quartier tout ce qu'il déteste : la réussite, les bourgeois, la gloire française, quelques juifs et une église, qui plus est anglophone. Il a d'ailleurs tôt fait de la baptiser « église *américaine* ». Le potentiel de l'adjectif honni est bien plus puissant ! Il est habile et engage les pères de famille naïfs, les jeunes mal dégrossis et les malades de l'islam rigoriste qui ont fait le déplacement à prévoir un plan de défense : s'ils sont agressés par la police de l'État islamophobe, ils se réfugieront dans l'église. Il

sait bien qu'ils ne se contenteront pas de se *réfugier* dans cet immonde lieu de culte niché dans un horrible bâtiment en béton. Mais depuis tout jeune il a appris la puissance du déni de réalité. Face à la lâcheté de la plupart des hommes, les mensonges les plus éhontés peuvent fournir des explications *légitimes*. Il en a fait l'expérience, il en a même fait sa vie. Rien n'a jamais été de sa faute : ses échecs scolaires, la faute aux *profs* et à ses parents, ses déboires sentimentaux, la faute aux *salopes*, le chômage, la faute à la société et aux patrons racistes… Pourquoi aurait-il raisonné autrement d'ailleurs ? Ce schéma mental est celui que les média, les enseignants et une large part de la classe politique ne cessent de déverser et d'actualiser.

Youssouf est de plus en plus fébrile, une foule est déjà là, mais c'est loin d'être le raz-de-marée attendu. Il se dit que la manif arrive trop tôt, il aurait fallu plus de temps pour mobiliser. Il n'a plus de nouvelles des « Belges » de Molenbeek qui devaient faire le déplacement. Ses acolytes et lui ont quelques armes mais pas encore l'arsenal espéré. Il hésite entre l'enthousiasme et la fureur, court à droite et à gauche ranimer les ardeurs, raviver la haine. Les gamins qu'il encadre aux Sablons ne sont même pas là. Il leur avait donné rendez-vous à 20 h 00 précises. De vrais débiles ceux-là ! Il est tellement excité qu'il ne retrouve plus les insultes en arabe qu'il adore proférer.

Il pense que tout est plié, quand il aperçoit les mines inquiètes de quelques manifestants qui fixent quelque chose du côté de l'Arc de triomphe, au bout de l'avenue. Des types courent dans tous les sens, on entend des tirs de grenades lacrymogènes, des petits panaches de fumée dansent et se dissolvent, des sirènes mugissent.

Il comprend tout de suite que ses petits amis ont commencé à casser du flic. Ils vont se faire plaisir, mais sans tactique, cela ne va

pas mener bien loin. Il hèle trois de ses plus proches acolytes : à l'un, il ordonne d'aller rameuter les troupes, aux deux autres il commande de passer de groupe en groupe et d'hurler à la violence policière. Lui se contentera d'envoyer des séries de SMS et de tweets : à ses contacts pour beugler à l'islamophobie et les engager à rappliquer, à ses imitateurs webmestres pour qu'ils emplissent de haine leurs sites, blogs et tweets, à ses amis étrangers pour saturer les sites du djihadisme international d'appel à la solidarité avec les « frères » français.

21

Vendredi 5 août, 20 h 10, Paris, avenue des Champs-Élysées, CRS 5, section de protection et d'intervention

Le brigadier André Vitali se rassure. Les zouaves en *djellabas* dont il craignait la présence ne sont pas venus. En face de son unité, positionnée en haut de l'avenue Hoche, se pressent juste des groupes épars de manifestants plutôt calmes et corrects : quelques dizaines de calots traditionnels au crochet, portés par des vieux aux visages ravinés et inexpressifs, quatre ou cinq *pakols* afghans, sorte d'épaisses galettes en laine, rendues célèbres par le commandant Massoud, arborés par des quadragénaires un peu dépassés, quelques turbans inquiétants,… mais pas de visages dissimulés par des keffiehs, pas de jeunes en sarouals informes et vestes de sport à capuche, pas de *kamis* afghans, cette *djellaba* devenue étendard des salafistes de banlieue. Peu de femmes surtout, ni *jihab*, ni *niqab*. Les rares filles, plutôt jeunes, style étudiantes rangées et *vertueuses*, portent des *hijab* discrets et parfois colorés. Les slogans ne fusent pas, quelques pancartes sont présentes mais elles ne sont pas encore brandies.

Le brigadier André Vitali éprouve une furieuse envie de griller une cigarette. L'inconvénient d'une manif calme, c'est qu'elle est… calme. Pas d'intervention, pas d'interpellation… Une routine un peu fade. On n'entre pas chez les CRS pour ça, mais on doit apprendre à attendre les ordres. Au bout du compte, la castagne est plutôt rare et très encadrée. Les officiers font très gaffe, sans parler des commissaires, obsédés par les remontées de bretelles des politiques si, par malheur, un *gentil* manifestant se prend un choc. Le brigadier

Vitali a choisi les CRS parce qu'il voulait voir du pays, qu'il ne voulait pas de train-train… En définitive, il en a vu du pays, mais dans des conditions discutables, un drôle de tourisme à taper le carton dans un Renault *Master* qui pue la sueur, à attendre que les huiles se décident à casser du voyou. Un drôle de tourisme qui permet de vivre quelques aventures dans les boîtes de nuit proches des cantonnements mais qui ne tarde pas à ruiner les familles avec un taux de divorce phénoménal. Bon, le brigadier Vitali y a trouvé son compte jusque-là, mais il commence à se lasser. Il a eu la flemme de bosser l'examen professionnel pour passer brigadier-chef, alors il attend de passer à l'ancienneté. Il est plutôt bien vu et il a toujours été fidèle au syndicat dominant chez les CRS, Unité SGP Police-Force Ouvrière. Alors, il espère être promu après huit ans de services comme brigadier, c'est-à-dire dans six mois. Sinon, il faudra qu'il attende… 54 ans et demi, et ça, ça fait très long avec un salaire brut qui tourne autour de 2000 €.

De la main gauche, il se lisse la moustache en brosse qu'il porte drue. Ça lui donne un air un peu beauf, mais, dans la police, on doit seulement éviter la moustache en guidon qui fait beaucoup trop gendarme. Et lui, la moustache, il trouve que c'est plus mâle. Pourtant son visage fait déjà viril, sans l'ombre d'un doute, avec ses poils de barbe bien visibles même après rasage, son menton carré et ses yeux très enfoncés. Il fait légèrement osciller son casque d'avant en arrière, le cuir chevelu le démange déjà malgré les cheveux coupés court.

Cette cigarette, il va se la griller. Il est chef de groupe après tout. Il hèle Patrice, un brigadier chenu qui ressemble à une armoire à glace et qui lui fait office d'adjoint :

— Patrice, je vais en fumer une ! Tu prends la brigade, mais bon, pas beaucoup d'agitation en vue.

Vitali s’éloigne d’un pas traînant d’une vingtaine de mètres, il veut savourer cette cigarette et s’adosse contre une vitrine de l’immeuble stalinien occupé par Vivendi, rue de Tilsitt. La première bouffée a toujours sur lui un effet puissant relaxant. La balle l’atteint en pleine bouche, qui devient un amas sanglant, et troue la vitre derrière lui. Il glisse sans un bruit le long du verre, comme s’il voulait se reposer, jusqu’à se retrouver assis, la tête inclinée à gauche mais le buste bien droit.

22

Vendredi 5 août, 20 h 15, Paris, avenue des Champs-Elysées, CRS 5, section de protection et d'intervention

Les CRS sont débordés en quelques instants. La manifestation clairsemée et paisible tourne à la guérilla urbaine avec tirs à balles réelles.

C'est d'ailleurs cette surprise qui assure aux agresseurs leurs premiers succès. Les tireurs de précision des sections de protection et d'intervention font bien quelques cartons, mais les terroristes sont trop nombreux. Et les rafales d'armes automatiques fauchent plusieurs agents. En l'espace de dix minutes, ils sont déjà douze au sol.

Les tirs sont si nourris, les blessés si nombreux que, dans un premier temps, les chefs de groupes, pourtant aguerris, peinent à maintenir leurs troupes en position. Plusieurs équipes se débandent, ce qui crée avenue Hoche une brèche par laquelle les terroristes s'engouffrent. Une quinzaine de voyous, lourdement armés, courent rue de Tilsitt et prennent à revers les compagnies qui bloquaient l'avenue de Friedland. Une douzaine d'acolytes les suit puis file vers la rue du Faubourg Saint Honoré.

Désormais, ce sont plus de trente policiers qui sont touchés. La panique s'empare d'une partie des unités. D'autant qu'une conversation radio a appris aux agents que, rue Beaujon, deux Mégane de la compagnie de sécurisation et d'intervention 75 ont été prises sous les feux des attaquants et transformées en passoires. Les armes de guerre utilisées n'ont pas fait le détail : huit fonctionnaires tués.

Mais le pire n’est pas encore connu. Dans huit minutes, pour la première fois, un lance-roquette type RPG-7 sera utilisé à Paris. L’enquête démontrera qu’il s’agissait d’un modèle 7VS. Sa roquette de diamètre 93 mm pulvérisera une camionnette *trafic* de la CRS 5 avec à son bord douze fonctionnaires de police. Il est vrai que la capacité de pénétration de l’engin est d’un mètre de béton.

En attendant cela tire de partout. La foule s’est dispersée. De petits groupes de trois à cinq tireurs harcèlent les policiers. Leur tactique est simple : tirer dans le tas à la kalachnikov ou au RPG et tuer. Elle est efficace. En deux heures de temps on relèvera soixante et un policiers dont trente-deux morts et dix-neuf blessés graves.

23

Vendredi 5 août, 20 h 17, Paris, Salle d'information et de commandement de la préfecture de police

Dans la salle d'information et de commandement de la direction de l'ordre public et de la circulation de la préfecture de police, l'humeur est d'abord à la sidération. Les opérateurs ont l'impression de visionner un mauvais film de guerre.

Mais la réalité les rattrape bientôt avec les appels radios qui fusent et les téléphones qui sonnent en permanence. Le nombre des morts et des blessés grimpe en flèche.

Le préfet de police, accompagné des huiles de la préfecture, s'est précipité dans la salle et il découvre sur le grand mur d'écrans des scènes qui le retournent. Surtout, il constate que les échauffourées ne concernent pas que les Champs-Élysées, loin de là !

Près de la mosquée qui fait l'angle des rues Morand et Jean-Pierre Timbaud, dans le XIe arrondissement, tenue de longue date par les salafistes, c'est un véritable camp retranché qui a été formé. Les bistrots alentour, l'école Saint-Paul, qui est à deux pas, ont été pillés. Chaises, bureaux, tables, armoires, sont entassés pour bloquer la rue Morand au nord, les rues perpendiculaires des Trois

couronnes et Jean-Pierre Timbaud à leurs débouchés dans la rue Saint-Maur, plus à l'est.

Par une action qui n'a pu être que très organisée, les arbres qui ornaient l'esplanade Roger-Linet ont été tronçonnés et ont permis de monter des barrages sur les rues Moret et Vaucouleurs. Avec l'impasse de la Baleine, qui n'est accessible que par la rue Jean-Pierre Timbaud, c'est un quadrilatère de près de huit hectares qui est ainsi retranché de l'état de droit. Le préfet de police est accablé car cette mosquée pose de graves problèmes depuis plus de dix ans. Son imam, notoirement antisémite et prêchant le djihad, a bien été expulsé en 2012, mais rien n'y a fait, les réseaux autour de la mosquée étaient trop denses, trop solides. On a découvert ensuite qu'elle était au cœur d'une filière d'envoi de djihadistes en Afghanistan, soupçonné qu'elle était une école coranique clandestine. Les perquisitions et les surveillances se sont multipliées, mais jamais la préfecture n'a réussi ou osé la fermer.

À Barbès, des bagarres opposent les musulmans entre eux. Les caméras du PVPP[1] ont tout enregistré. Des salafistes ont bousculé les revendeurs de cigarettes à la sauvette. L'un d'entre eux, un gamin de dix-sept ans, furieux de perdre une journée de vente, s'est énervé et à proféré quelques insultes. Un autre gamin, à peine plus âgé, mais membre du groupe terroriste l'a tancé en lui assénant qu'il était un mauvais croyant, que l'islam était la « religion de l'épée » … Tout ce fatras djihadiste classique. Ibrahim Tataa a alors lancé : « Même si le prophète Mahomet descend du ciel, je ne deviendrai pas croyant. »[2].

Les gens se sont rassemblés autour de lui, formant un cercle compact, les uns prenant sa défense, les autres hurlant de fureur. Un membre des groupes venus pour en découdre harangue la foule. Pantalon de treillis, blouson noir, cagoule. Eructant, il prévient :

« Frères, l'athéisme des *kouffar* français a fait trop de mal à notre peuple : ne pas croire en Dieu c'est du polythéisme et maudire le prophète c'est du polythéisme. Quiconque blasphème, ne serait-ce qu'une fois, sera puni de cette façon ». Puis, sortant brusquement un Beretta 9 mm de sous son blouson, il tire une balle dans la bouche de l'adolescent. Passé un instant de stupéfaction, un autre revendeur hurle et s'approche de l'assassin, l'air menaçant. Mais il n'a pas le temps de parler, il est exécuté de trois balles dans la tête. Un quinquagénaire barbu, jusqu'alors discret, coiffé du *kufi* blanc traditionnel, se saisit alors d'un tube d'étal forain et en assène un violent coup sur le crâne de l'exécuteur qui s'effondre. C'est le signal d'une bagarre générale qui tourne mal pour les terroristes. Trop proches de la foule, ils ne peuvent aisément faire usage de leurs armes. Certains se les font d'ailleurs arracher des mains. D'autres sont lynchés. Sur la dizaine de membres du commando, six sont neutralisés d'une façon ou d'une autre. Les autres se replient en courant vers la rue Guy Patin.

L'enquête montrera plus tard qu'ils ont couru directement jusqu'au 9 de la rue, ont escaladé les grilles et ont pénétré dans la petite synagogue située dans l'immeuble. Fort heureusement, personne ne s'y trouve à cette heure-là. Fort malheureusement, les islamistes n'en restent pas là. Désappointés, à la fois effrayés et ivres de rage, perdus sans commandant, les assaillants se précipitent vers l'entrée toute proche de l'hôpital Lariboisière et appliquent une tactique simple, tout arroser jusqu'à épuisement des munitions. Ils causeront de nombreuses victimes et une véritable panique dans l'hôpital mais seront facilement éliminés faute d'avoir su se barricader et faire l'économie de leurs munitions.

Les cameras du PVPP montrent au moins six quartiers de Paris à feu et à sang. Le préfet Burin regarde et ne parvient pas à détacher

ses yeux des écrans. Son directeur de cabinet, Luc Antunès, toujours fonctionnellement pressé, ronge son frein. Il aimerait recevoir et donner des ordres, mais il sent que quelque chose ne va pas. Il se gratte la gorge en espérant attirer l'attention de Burin. Mais celui-ci, toujours aussi droit et sec dans son uniforme qui semble trop grand pour lui, ne cille pas. Ses yeux profondément enfoncés dans leurs orbites sont fixes. Antunès retente sa chance en faisant davantage de bruit. Ah ! Cette fois, le plus haut gradé du corps préfectoral de la République esquisse une réaction, entrouvre ses lèvres fines et blanches, tourne la tête vers son directeur de cabinet. Mais quand Antunès attend des paroles, il n'entend qu'un gargouillis et contemple, effaré, le visage décomposé du préfet dont les paupières s'agitent comme un papillon attiré par une source de lumière. C'est Jouleau, le directeur du renseignement, qui réagit : « Une chaise, vite ! ». Il prend sous l'épaule le préfet qui joue déjà à la poupée molle, mais ne chute pas ; il glisse comme un pantin désarticulé et s'affale sur la chaise salvatrice.

Pendant ce temps, sur les écrans, des silhouettes sombres déferlent, telle une volée d'étourneaux pillards. L'avenue Montaigne est envahie par une horde hurlante qui fracasse les vitrines, soulève les grilles, bouscule les vigiles et violente les rares clients. De l'autre côté de la Seine, c'est le centre commercial Beaugrenelle qui est la cible des vandales. Au bout d'une heure, le « Feel good place au cœur de Paris », comme dit la publicité, est dévasté. Même les réseaux électriques sont arrachés.

1. Plan de vidéoprotection pour Paris.
2. Tiré d'une histoire vraie en Syrie.

24

Vendredi 5 août, 20 h 30, Paris, Palais de l'Élysée, salon doré

Dans le bureau du Président, on entend distinctement les coups de feu. Ils sont étouffés par la distance et les fenêtres, comme absorbés par le décor raffiné du salon doré, avalé par le Soulages qui trône face à la cheminée, mais leur durée, leur répétition, couplées aux sirènes hurlantes, ne laissent aucun doute.

Mais c'est bien le seul bruit dans la pièce.

Le Président est à son bureau, les coudes fichés sur le plateau de cuir rouge. Le menton planté sur les poings, le regard perdu.

En face, coincés dans les horribles fauteuils Kami de Patrick Jouin, cuir noir, lignes arrondies, piètement acier inoxydable à section ronde, Yves Le Naour, son conseiller « sécurité », et Laurent Legout, son directeur de cabinet. Ils forment, au physique, une sorte de couple à la Laurel et Hardy, parce qu'au moral c'est plutôt de la haine pure. Le Naour est grand, bien bâti, propre sur lui et toujours souriant. Legout ne dépasse pas un mètre soixante, légèrement bedonnant, les rares cheveux qui lui restent descendent le long de l'occiput, voire de la nuque, et semblent toujours gras. Surtout, son constant froncement de sourcil, qui a creusé une profonde ride verticale, la fameuse ride du Lion, lui donne un air redoutable qui

décourage nombre de solliciteurs, terrorise les collaborateurs et ravit son porteur. Certains se font des injections de *botox* pour gommer les marques de l'âge, Legout chercherait plutôt à les marquer davantage.

Le chef de l'État reste silencieux. Il est comme cela désormais. D'une futilité rare, papillonnant sans apprendre, sans comprendre et sans décider, il aime se donner des airs de sage. Son conseiller en communication préféré lui a suggéré de « casser » son image d'instable, sympathique mais léger. Régulièrement, face à des interlocuteurs impressionnés par tant de profondeur, il s'arrête en pleine péroraison, fixe le lointain ou un point précis de son bureau et laisse le silence tomber sur tout et tous. Ce n'est que de longues minutes plus tard qu'il semble sortir de sa méditation. Il lâche alors quelques banalités, comme il a appris à le faire pendant le stage pince-fesses de l'ENA en préfecture. Rares sont ceux qui, indifférents aux ors du Palais, à ce silence si étrange dans la société moderne ou à la dimension de la fonction, perçoivent la vacuité de son titulaire.

Et puis, être un ancien haut fonctionnaire donne souvent un avantage décisif à l'égard des simples citoyens. Un spécialiste de communication avait noté quelques années auparavant : « Jargonner comme le font les énarques, c'est une façon de se reconnaître entre eux, et de se mettre à l'écart du commun des mortels en employant des mots, des expressions, des constructions grammaticales qui ne sont pas celles de l'homme de la rue. »[1]. Un homme de la rue qui réagit encore comme les *gueux* d'antan, avec un mélange de jalousie et de déférence.

La déférence du peuple à l'égard du Président a été d'autant profonde que la presse lui a sculpté une impressionnante statue de petit génie de la politique, infatigable, brillant, comprenant tout à la seconde et, pour faire bonne mesure, aimable, si aimable. Une sorte

de mélange entre Bonaparte au Pont d'Arcole pour la fougue, Staline pour la capacité de travail et Giscard dans ses meilleures années pour la claire intelligence. Le tout mâtiné de ce côté *gendre parfait* type Matt Damon qui rend folles les femmes de plus de quarante ans. C'en était presque à rire. Au cours des deux années précédant son élection, les grands titres parisiens, *Libération*, *L'Obs*, *Le Monde*, *L'Express* et la presse féminine, conquise, n'avaient cessé de le mettre en scène, positivement bien sûr, totalisant plus de huit mille articles évoquant sa personne. *Le Temps de Paris* avait bataillé pendant des mois pour le défendre. La méga-campagne publicitaire avait fonctionné sur les électeurs. Mais aussi sur le principal intéressé qui avait fini par se prendre d'amour pour lui-même.

Ceux qui l'ont connu avant ne le reconnaissent plus. Le changement s'est fait peu à peu et il serait difficile de savoir quand le pli a été marqué. « Le pouvoir rend fou, et le pouvoir absolu rend absolument fou » écrivait Lord Acton qui connaissait le sujet. Sans doute, l'extrême concentration des pouvoirs de la Vème République a-t-elle joué un rôle pour expliquer la dérive d'un homme qui semblait pourtant bien armé pour l'éviter. Mais il faut avoir de sacrés nerfs et une haute vertu pour rester les pieds sur terre lorsque des centaines de courtisans vous répètent à satiété que vous avez raison, que vous êtes un génie et que les autres se trompent, voire mentent. Paradoxalement sans doute, les premiers succès de sa politique, lors de son premier mandat, avec un début de baisse du chômage, ont-ils accentué une propension à avoir une haute idée de lui-même. Des déboires personnels aussi ont joué leur rôle et tous s'accordent à dire que la séparation du couple présidentiel n'a pas arrangé les choses.

Le Président devrait néanmoins savoir qu'il est inutile de jouer au grand sage avec ses proches conseillers, qui le connaissent trop bien

désormais. Mais tout politique est un acteur et il a appris à jouer un rôle depuis bien longtemps. Au cours de ces années de mandat, il l'a jouée si souvent cette comédie !

Il finit par esquisser un sourire : veut-il faire croire qu'il maîtrise la situation ?

D'une voix primesautière qui ne colle pas avec les évènements, il lâche un « Bien ! Où en sommes-nous ? ». Le Président préside mais ne gouverne pas. À force d'être *jupitérien*, trônant très haut sur son Olympe, il a construit une totale dépendance à l'égard de ses conseillers. Jamais il ne prendrait au téléphone un préfet, un directeur de cabinet, voire un secrétaire d'État. Ce sont ses conseillers qui prennent les communications, s'informent et… décident pour lui.

Certains observateurs, des professeurs de droit, ont ainsi pensé pourvoir conceptualiser un mode de gouvernement où le Président ne serait ni *l'arbitre* ni *le capitaine*, mais *le souverain pontife*, rehaussant sa dignité par une absence quasi divine. En réalité, le Président est intelligent et connaît ses limites, à défaut de les admettre. Arrivé au sommet de l'État, convaincu de son omnicompétence, il a arrêté de travailler. Mais il déteste par-dessus tout avoir l'air de ne pas maîtriser ses dossiers, ce qui est fréquent, pour ne pas dire constant. Il crée donc le vide autour de lui, pour la plus grande joie de ceux de ses conseillers qui savent résister. Pour autant qu'ils soient capables de supporter les vertiges de la puissance d'État, ils se voient investis de plus de pouvoir qu'aucun n'en a jamais rêvé.

Aujourd'hui, cependant, ceux-ci ne sont pas à l'aise. Comme d'habitude, c'est Le Naour qui attaque.

— Monsieur le Président, je viens d'avoir Antunès, le directeur de cabinet du préfet de police. Il sortait de la salle de crise de la PP.

C’est le chaos dans plusieurs quartiers. Les forces de l’ordre sont débordées et les victimes sont très, très nombreuses…

Il suspend son annonce, pensant que le Président s’enquerrait du nombre de victimes, mais non, rien. Alors il continue. Il sait que s’il veut avoir l’esquisse du début d’un fragment de décision, il doit pousser le Président dans ses retranchements.

— On estime les terroristes à au moins treize groupes d’une dizaine…, six à Paris intramuros, quatre en banlieue, deux à Lyon et un à Marseille. Le gang de Marseille a été neutralisé, mais les douze autres tuent encore… Il vous est proposé d’user des pouvoirs exceptionnels de l’article 16 pour…

Le Naour n’a pas le temps de finir, le Président lève la main comme s’il voulait le stopper, ce qui est bien le cas. Le Président a peu à peu modulé sa voix pour la rendre moins *populaire* et plus *intellectuelle*. Si bien qu’il siffle aujourd’hui ses mots plus qu’il ne parle. Il s’exprime aussi tout bas car il a grande confiance en l’un de ses *coachs* qui, refourguant une théorie managériale mal digérée, lui a expliqué que cela oblige ses interlocuteurs à l’écouter.

— Yves, je ne suis pas élu pour jouer au dictateur, mais pour la paix civile. Vous voulez donc ajouter de la violence à la violence ? Prenons au sérieux ce qui se passe ! Une centaine de jeunes ne vont pas comme cela à la mort sans de bonnes raisons…

— Ce sont des meurtriers, Monsieur le Président !

— Peut-être, mais ils agissent ainsi parce qu’ils ne peuvent pas faire autrement. Notre défi est de faire naître cet autrement ! Que veulent-ils ?

Et là, le Président s’arrête, relevant le menton par secousses pour exiger une réponse. Le Naour fait effort pour se contenir mais crie presque.

— Ils veulent tuer ! Pour le reste, nous ne savons rien de plus ! Et nous n'avons, à ce stade, rien à savoir de plus.

Le chef de l'État ne se démonte pas et reste sur sa ligne.

— Mais, que je sache, ils ont manifesté pour la dignité, pour le respect de leur religion, non ? C'est donc cela qui les intéresse. Appelez le recteur de la Grande Mosquée, demandez-lui un appel au calme et négocions, je ne veux pas d'une guerre civile !

Le Naour le savait. Il savait qu'il devrait un jour en passer par là. Il connaît trop bien le Président, les foutaises qui encombrent son esprit et son indécision fondamentale. Il savait qu'il regretterait un jour de l'avoir suivi contre vents et marées, par amitié et surtout pour servir. Mais il ne lâchera pas, pas plus ce soir que les autres jours, alors il réplique avec froideur, appuyant sur chaque mot.

— Mais vous l'avez déjà la guerre civile ! Nous sommes à plus de trois cents morts… trois cents ! Ce sont des actes de guerre qui sont commis, ce ne sont pas des revendications…

— Yves, vous savez comme moi que l'on ne pardonnerait pas à l'État de ne pas avoir su prévenir ce carnage, et il insiste sur le mot « prévenir » … alors il doit avoir un sens, et ce sens c'est celui que je donne : il ouvre une nouvelle ère, toute violence doit cesser, la violence physique, mais aussi la violence symbolique, économique, sociale qui meurtrit les musulmans… Nous n'avions pas réglé le problème de l'islamophobie et il nous explose à la figure… je serai le Président de la réconciliation, pas de la guerre…

— Monsieur le Président, les tueurs ne cherchent ni négociations, ni réconciliation…

— Yves, vous avez oublié novembre 2015 ? Les attentats ? Pas moi ! L'état d'urgence a été décrété, les frontières fermées… Tout cela pour quoi ? Pour que cela recommence ! Tentons autre chose : nous trouverons des interlocuteurs, appelez le recteur de la Mosquée

de Paris, je vous l'ai déjà dit, les présidents d'associations, quelques imams bien vus et raisonnables… ».

C'est le moment que choisit Legout pour intervenir. Il va enfin pouvoir se payer Le Naour qu'il ne supporte pas.

— Monsieur le Président, j'ai réservé un créneau pour l'enregistrement d'un message qui sera diffusé sur les chaînes TV, vous y appellerez au calme et annoncerez une table ronde de lutte contre les discriminations et l'islamophobie. Tout le monde vous attend sur l'état de siège ou je ne sais quoi, vous allez prendre la classe politique à contrepied, et renvoyer les uns et les autres dos à dos… comme lors de votre élection ».

Le Naour se lance dans un dernier baroud d'honneur, il y met de l'ironie en espérant faire sortir le Président de ses gonds :

— Il faudrait peut-être prévenir le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, non ? Parce que lors de la réunion à Beauvau, cela ne s'était pas terminé sur cette note humaniste. D'ailleurs, le ministre doit tenir une conférence de presse dans les minutes à venir. Je rappelle que la thématique générale de lutte tous azimuts, et jusqu'au terme même de « guerre générale » avait été validée ici, en présence du secrétaire général et du directeur de cabinet.

Mais le chef de l'État semble indifférent au raisonnement de son collaborateur.

— Le Premier ministre est au courant, je l'ai appelé. Et le ministre de l'Intérieur se passera de conférence de presse et l'apprendra par la télévision, comme tout le monde. C'est moi qui décide, non ? Yves, envoyez-lui un SMS tout de suite pour annuler. Legout, quoi d'autre à part la télé ?

— Je suggère une contre-offensive en trois temps : premier temps, l'appel télévisé, deuxième temps, les délégations reçues à l'Elysée, imams, recteurs et représentants des manifestants.

Dernière séquence, une enquête indépendante et, en attendant, il est demandé aux forces de l'ordre de calmer le jeu.

Tout en composant le SMS d'annulation pour le ministre, Le Naour a failli s'étrangler au mot *contre-offensive*. C'est en fait d'une retraite en rase campagne qu'il s'agit. Pas une des idées de Legout ne lui paraît susceptible de ramener l'ordre, bien au contraire. Quant au précédent de 2015, Le Naour aurait aimé rappeler que l'état d'urgence n'était qu'une boîte à outils et que les outils, à l'époque, on ne s'en était pas vraiment servi. En particulier, les perquisitions sans cadre judiciaire et de nuit, qui auraient permis de ratisser des quartiers entiers à la recherche d'armes, n'ont jamais été réalisées sérieusement. Une fois que les loups ont senti l'odeur du sang et la faiblesse de l'État, cela devient ingérable.

1. David Brunat, auteur de « *Ena Circus* », *Causeur*, 3 septembre 2018.

25

Vendredi 5 août, 21 h 00, Paris, avenue de Friedland

Le smartphone dernière génération de Youssouf sonne. C'est Majd, le frère de Moktar, qui appelle de la mosquée *Unique foi,* à Sarcelles. La conversation est courte. Quand il raccroche, Youssouf hésite entre la stupéfaction et un contentement presque blasé. Ces *kouffar* sont vraiment déments, pense-t-il, et, en même temps, il s'en félicite. La mèche qu'il a allumée poursuit son bonhomme de chemin et, après une première explosion, va en provoquer d'autres.

Il se tourne vers Mabrouk, un de ses hommes de main, chargé des basses besognes, qui coordonne deux groupes d'assaillants via une succession de portables. Il n'est jamais en contact direct avec les tueurs, mais donne ses instructions à l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme. Ledit mabrouk a senti que le coup de fil réjouissait son maître qui laisse tomber :

— Ce soir, je suis à l'Élysée ! Qui combat la vérité sera vaincu !

— Qui combat la vérité sera vaincu ! annone Mabrouk, toujours impressionné par ce slogan que Youssouf a trouvé pour son groupe un soir d'ennui en surfant sur un site de proverbes islamiques.

26

Vendredi 5 août, 22 h 20, Paris, Palais de l'Elysée, cour d'honneur puis Salon Pompadour

La presse se tasse dans la cour de l'Élysée : télévisions, radios, agences de presse, grands journaux, ils sont des dizaines à avoir fait le déplacement. Ils attendent depuis maintenant une bonne demi-heure. Lorsqu'ils ont reçu l'information du cabinet présidentiel beaucoup ont cru à un canular : le Président, recevoir les terroristes !? Il a suffi de modifier un mot pour qu'ils comprennent ce qui se passait : la présidence ne recevait pas les *terroristes* mais les *représentants de l'islam de France*.

En attendant, les services de sécurité s'arrachent les cheveux : comment éviter que parmi les « gentils » moutons « représentants de l'islam de France » ne figurent pas de méchants loups « terroristes » ? La situation est d'une complexité rare. Comme à chaque coup dur, des dizaines d'intermédiaires, de médiateurs, d'escrocs aussi, se font connaître et proposent leurs services pour « faciliter le dialogue ».

De leur côté, les services activent leurs réseaux mi-alliés mi-adversaires (il faut bien vivre et survivre !) pour trouver des

interlocuteurs dont la fiabilité est plausible sans être sûre. Entre le moment où le Président a donné l'ordre et celui où les services ont dû remonter des noms, il s'est royalement écoulé quarante-cinq minutes utiles pour agir. Heureusement, en banlieue parisienne, les dossiers sont assez bien tenus par la DRPP. La difficulté a été de *valider* les profils demandés par la hiérarchie : « représentatifs », mais comment le mesurer ? « Pas de condamnation pour crimes de sang », simple ça, en apparence, un coup d'œil sur le casier judiciaire devrait suffire, mais les ex-djihadistes en Irak et en Syrie n'ont pas tous été condamnés ; « n'ont pas fait usage d'armes lors de la manifestation du 5 août. » – plus compliqué, car avec la panique, les policiers de la DGSI et de la DRPP n'ont pas tout vu, loin de là. Reste qu'avec ces trois critères, Youssouf était reçu haut la main.

Dans la pratique, la DRPP a quand même tiqué. Elle connaissait bien l'individu, ses liens avec la délinquance, les affaires de violence qui lui étaient imputées, ses relations avec des pays étrangers. C'est la DGSI qui a insisté pour le prendre sur *son* contingent de « représentants ». Un peu larguée dans le repérage des bons indics, elle a pensé qu'il pourrait être un interlocuteur d'avenir. De toute façon, elle ne pouvait ramener personne d'autre dans ses filets de cette zone du Val-d'Oise. Et puis, depuis sa création, elle se pique de jouer à la stratégie mondiale, et Youssouf lui en donne l'occasion avec ses contacts saoudiens et qataris.

Entre les vrais manifestants, les « représentants » autoproclamés des musulmans, la Grande mosquée de Paris, le CFCM, les conseils régionaux, les imams qui se poussent du coude, les *intellectuels* qui essaient de trouver une tribune gratuite, jusqu'à Tariq Achour, le photogénique bateleur suisse habitué des plateaux TV, on se bouscule au portillon à l'Elysée.

Pour l'occasion, à l'initiative de Le Naour, des portiques de sécurité spéciaux ont été mis en place dans la cour du palais et une fouille au corps un peu *resserrée* prévue. Mais, à peine déposé par sa voiture de luxe avec chauffeur, le prédicateur genevois proteste et hurle à la discrimination-stigmatisation. Le directeur de cabinet du Président intervient et ordonne aux gardes républicains de calmer leurs ardeurs : on se contentera des portiques.

Contrairement au protocole, les invités du Président sont parqués, au fur à mesure de leur arrivée, dans la cour d'honneur du palais. Il s'agissait, pour le brillant concepteur de cette manœuvre, d'éviter les arrivées au compte-gouttes et de permettre quelques rassurantes images d'un Président rassembleur descendant les marches du perron de l'Élysée pour accueillir, bonhomme, le recteur de la grande mosquée et autres. Mais cela a aussi pour conséquence de donner à ces invités choisis la possibilité de s'exprimer longuement devant les caméras et les micros qui sont positionnés dans la cour. Le couplet victimaire repart de plus belle : « Attention à l'amalgame… Pourquoi des innocents ont-ils été abattus par la police… ? Cela n'a rien à voir avec l'islam… ». Surtout, les interviews parallèles qui s'improvisent dans la cour, dans un air moite et pesant, sont autant d'occasion de surenchérir. Si bien qu'après la belle photo du perron, dans le Salon Pompadour, nul ne sera disposé à saisir la perche du dialogue, si ce n'est pour tirer à son avantage chaque reculade du pouvoir.

D'autant que le Président fait tout pour jouer seul sa partition, ne s'encombrant des avis de personne. D'ailleurs, il a demandé à ses conseillers, et en particulier à Le Naour, de ne pas être présents. Il est convaincu de tenir le rôle de sa vie. Lui qui s'ennuyait à l'Élysée est à nouveau en train d'entrer dans l'histoire : il sera l'homme de

l’union et de la concorde. D’emblée, il introduit la réunion en abattant ses cartes :

— Je ne souhaite qu’une chose, l’apaisement. J’ai donné l’ordre aux forces de l’ordre de stopper leurs opérations dans les zones de heurts. Il en sera ainsi jusqu’à ce que les résultats de l’enquête que j’ai demandée me soient remis…

Il n’a pas le temps d’achever que Youssouf se lance. Lui aussi tient le rôle de sa vie, d’autant qu’il a demandé à un participant de le filmer avec son smartphone. Il peut donc asséner, l’âme en paix, sûr de son effet sur les réseaux sociaux, ce qu’il a en tête depuis longtemps : humilier la France au travers de son *chef* et devenir une notoriété *nationale* :

— …Vous parlez d’enquête, mais par qui sera-t-elle faite ? On se souvient des enquêtes de la police sur la police qui innocentent toujours la police. On se souvient de Zyed et Bouna…

À ses deux noms, un murmure d’approbation passe dans la salle… Il renchérit :

— Alors nous, on veut une enquête juste et équitable…

Le Président, encore sidéré d’avoir été interrompu, ne songe pas à le remettre à sa place et le laisse dévider son argumentaire :

— … On veut une enquête où les représentants de la communauté seront représentés. Par ailleurs, stopper les opérations de la police ne suffit pas, à la moindre friction, ils en profiteront pour casser du *beur* ou du *renoi*. La police doit reculer et il faut mettre en place des cordons de protection pour éviter un nouveau bain de sang.

Préparé à la fois par son tempérament et par les analyses défaitistes de son directeur de cabinet, le Président ne bronche pas. Il croit habile de ne pas donner son accord explicite et se contente de renvoyer pour les détails à des discussions qui devront avoir lieu

avec le ministre de l'Intérieur. Il ne lance un tour de table qu'une fois la négociation close, alors qu'il lui aurait permis, en début de réunion, de jauger ses interlocuteurs, mais aussi de faire émerger leurs divergences. Peine perdue, comme des moutons, tous se sont rangés derrière le plus déterminé, Youssouf.

27

Vendredi 5 août, 23 h 00, Paris, Palais de l'Élysée, bureau du conseiller pour les affaires intérieures

Le Naour lit et relit le communiqué balancé aux journalistes par le service de presse de l'Elysée. Il le tient d'une main ferme comme s'il craignait qu'il ne s'envole et ne peut s'empêcher de grimacer : « À la suite des heurts consécutifs à la manifestation contre l'islamophobie de ce jour, le président de la République a convié à l'Élysée les représentants de la communauté musulmane.

Au cours de cette audience, il a réaffirmé sa volonté de garantir le respect des valeurs de la République et, en particulier, le refus de toute stigmatisation. Il a appelé chaque partie à la retenue et a demandé aux forces de l'ordre de suspendre leurs opérations et de se retirer à une distance raisonnable, de façon à éviter les violences inutiles. Il a demandé au Premier ministre et au ministre de l'Intérieur la réalisation d'une enquête indépendante associant les différentes parties en présence sur les causes et les responsabilités des évènements survenus.

Il importe à présent que chacun prenne la mesure des enjeux et contribue au retour rapide de la paix civile. ».

Chaque mot, chaque expression lui fait l'effet d'un clou planté dans le cercueil de la République : les « heurts », pour parler d'un vrai massacre qui fait vaciller l'Etat ? La « communauté musulmane » pour évoquer des terroristes ? Les « valeurs de la République » pour se retrancher derrière la peur et la faiblesse ? La « stigmatisation », pour inverser l'ordre des responsabilités ? Les « violences inutiles », pour désavouer les forces de l'ordre ? Et puis, ni le Président, ni le directeur de cabinet n'ont pris la peine de le consulter. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Il repose le papier sur son bureau et fixe le mur qui lui fait face ou, plutôt, le portrait accroché à ce mur. C'est une photo en noir et blanc. Un bel homme, sanglé dans un uniforme de hussard de 14-18, se tient bien droit, le regard digne et franc. Il tient un sabre de la main gauche et une paire de gant blanc de la droite. Nulle hésitation, nulle peur ne transparaît. Cet homme est d'un bloc et Le Naour sait qu'il est mort comme cela, ferme et pur. Parce qu'il a retrouvé les lettres de cet arrière-grand-père, engagé volontaire lors de la Grande guerre.

Alors, il se saisit d'une feuille blanche demi-format et écrit.

Les mots lui viennent facilement comme s'ils n'attendaient qu'une occasion pour sortir. Le résultat de ces années de mandat présidentiel à ronger son frein ? A essayer d'éviter le pire et cette dérive constante de l'Etat ? A voir des pans entiers du pays s'effondrer les uns après les autres ?

Il n'est pas issu de la même famille politique que le Président, et s'il a été quelques mois séduit par sa personnalité vive et imaginative, il a vite fait la part des choses.

Mais il a espéré. Comme de nombreux hauts fonctionnaires, il espère toujours que *ce candidat sera le bon*. Pour construire une politique de sécurité forte, pour lutter contre les corporatismes, si

puissants partout, mais en particulier au sein du ministère de l'Intérieur. Il savait aussi qu'il fallait encadrer le ministre et ses collaborateurs qui ne disposaient ni des compétences, ni des convictions, ni surtout de l'éthique pour mener une politique de redressement de l'État. Il avait été frappé, lors de ses études à Sciences-Po, par la franchise inusitée d'un entretien de Michel Rocard à la *Revue de droit public*. L'ancien Premier ministre expliquait pourquoi il avait accepté cette charge alors que chacun savait que François Mitterrand l'avait nommé pour l'user et avoir sa peau. Le Naour se souvenait de chaque mot : « Ma religion était assez faite sur les attitudes politiques et financières, non seulement du Président lui-même mais aussi de l'essentiel de son entourage proche. Par conséquent, en acceptant d'être nommé Premier ministre, je savais que ce ne serait pas facile – cela ne l'a pas été – mais que j'aurais une fonction de protection de mon pays devant certaines orientations ou dérives possibles. ». Une « fonction de protection », c'est exactement de cela dont Le Naour s'était senti investi.

Et puis, le chef de l'Etat lui avait vendu avec brio le miroir aux alouettes : « Vous participerez, aux premières loges, à un grand quinquennat régalien. ».

Durant ces années à l'Elysée, il avait consacré toute son énergie à batailler sur tous les dossiers sécuritaires, alors que l'esprit de la classe politique au pouvoir suintait de démagogie et de faiblesse. La plupart des petits marquis des cabinets, qui n'avaient jamais mis les mains dans le cambouis, n'avaient aucune conception claire de ce qu'était l'Etat. Alors que lui savait, et les classes populaires le pressentaient, que l'État restait, dans un monde dangereux, la meilleure protection pour un peuple fragile, trop souvent divisé et

prompt à la discorde. Aussi hésitait-il encore à démissionner brutalement, à abandonner le navire en perdition.

Pourtant, il lui fallait partir, quitter l'Elysée où il se sentait désormais inutile et presque piégé. Restait une solution : abandonner Paris sans trahir l'Etat et aller en province dans un poste préfectoral. Là, peut-être, il pourrait agir.

Le Naour pose son stylo, se gratte la joue nerveusement, se passe la main dans les cheveux, fixe à nouveau son hussard d'aïeul, reprend son stylo et ajoute deux phrases qui sollicitent un poste sur le terrain.

Il plie la feuille et la glisse dans une enveloppe qu'il ferme avec soin : rabat autocollant et papier adhésif. Il appelle un huissier, qui arrive dans les trois minutes, et lui confie le document en lui demandant de le remettre en mains propres au chef de l'État. L'huissier reparti, Le Naour souffle, puis décroche son téléphone.

28

Samedi 6 août, 8 h 00, Paris, rue Oberkampf, Café Quartiers d'hiver

Le café est désormais un camp retranché. La police y a installé l'état-major qui doit faire face aux terroristes de la rue Jean-Pierre-Timbaud. L'endroit ressemble à une ruche : les téléphones sonnent en permanence, les informations et les ordres fusent. De grands tableaux effaçables ont été installés et sont couverts de schémas et cartes.

Les hommes ont peu dormi. Certains ont essuyé des coups de feu, d'autres ont perdu des collègues et amis. Plusieurs policiers en faction dans le quartier ont été exécutés dès le début des assauts. Mais la police a aussi son miraculé, Antoine, jeune brigadier de la Brigade de recherche et d'intervention, autrement dit la BRI-PP ou *l'antigang*, déjà blessé en 2015 lors de l'assaut de Saint-Denis qui avait permis d'éliminer Abdelhamid Abaaoud. Il a été sauvé la veille par son gilet pare-balles de type III. Il en est quitte pour un bel hématome à l'épaule droite. Il a refusé d'aller à l'hôpital pour rester près de ses camarades et les encourager.

Benoît Jouleau, le DRPP, fait sa tournée des points de combats. Il vient de l'hôpital Lariboisière. Les assaillants ont été abattus, mais ils ont fait un carnage parmi les personnels et les malades. Tous n'ont pas encore été identifiés, mais on estime les morts à près de cent cinquante et les blessés à quatre cents. Jouleau tente de remonter le moral des troupes. Mais tous sont abattus par le communiqué présidentiel qui les met sur le même plan que les meurtriers. L'ordre de reculer a été très mal vécu. Un inspecteur général des services actifs de la police, un vieux de la vieille, présent sur place, a même pété un câble. Quand il a pris connaissance de la prose élyséenne, il a enlevé son gilet pare-balles et son casque d'intervention. Les a posés avec délicatesse sur la table la plus proche. Et quitté la salle, en proférant juste un « Fais chier ! » inattendu. Personne n'a tenté de le retenir et, s'ils n'avaient été épuisés, plus d'un l'aurait suivi.

29

Samedi 6 août, 8 h 15, Marseille, boulevard Paul Peytral, bureau du préfet de police

Le préfet de police de Marseille s'amuse à faire pivoter son fauteuil de cuir noir. C'est sa technique à lui pour penser, calculer, anticiper. La tête renversée en arrière, la nuque bien calée contre le haut du dossier, il tourne en contemplant le plafond de son bureau. Quelques années auparavant, ledit plafond s'était effondré sur le bureau de l'un de ses prédécesseurs, envoyé de Paris pour remettre de l'ordre dans cette ville incontrôlable, au moment même où se tenait à Matignon un comité interministériel sur la sécurité dans la ville phocéenne. Les superstitieux et les mauvaises langues en avaient déduit que la mission du hiérarque avait peu de chances de prospérer. Ils risquaient peu de se tromper. Comme chaque année, la situation ne s'était guère améliorée et le préfet avait rapidement plié bagage. En cinq ans, six préfets s'étaient succédé avec les mêmes résultats : nuls.

En revanche, le plafond avait été réparé et décoré d'une étrange toile tendue en PVC imprimé. Le dessin évoquait pour lui une église à ciel ouvert ruinée, dont les voûtes et les arcs-boutants ne

supportaient plus rien. Sur les côtés, une végétation luxuriante, palmiers et dattiers, commençait à envahir le bâtiment, tandis que des animaux exotiques, éléphants et volatiles colorés, semblaient vouloir souiller les lieux sacrés. Au fond, se dit-il, c'était une allégorie assez juste de Marseille et, peut-être, de la France : une ruine envahie. *Il faut faire avec ! Après tout, on a le pays que l'on mérite.* Il lui faudrait beaucoup plus que des combats sur les Champs-Élysées pour entamer sa bonne humeur.

Stéphane Prunetier est un joueur d'échecs et il joue enfin. Après des mois où sa vie se résumait à enregistrer les règlements de comptes des gangs locaux et à essayer de faire travailler ensemble des services de sécurité qui préfèrent se damer le pion que de se liguer contre les voyous, il peut enfin essayer d'esquisser une stratégie. Bon, ce n'est pas du long terme, plutôt un jeu à la journée, mais c'est mieux que rien. Et puis, il peut espérer desserrer l'étreinte des prochaines vingt-quatre heures et peu à peu prévoir plusieurs coups d'avance.

En l'espèce, il estime avoir deux coups d'avance. Sentant monter la pression, grâce à son chauffeur dont la mère habite La Castellane, il a commencé à rencontrer en off des représentants de la *communauté* musulmane avant les *incidents* de Paris et il leur a donné rendez-vous pour dans trois jours. Il estime avoir été très ferme : les quartiers Nord ne doivent pas bouger pendant trois mois et les Maghrébins doivent calmer les Comoriens qui s'agitent. En échange de quoi, la police ferme les yeux sur les trafics et l'État, c'est-à-dire lui, ouvre les vannes des subventions, la main dans la main avec la préfète déléguée pour l'égalité des chances, qui est spécialement payée pour ça. Si ça tient, il proposera au ministre de l'Intérieur une visite officielle sur place d'ici quelques jours, histoire de démontrer que, comme en 2005, pendant les émeutes qui ont

embrasé la France, Marseille est restée soudée derrière Marianne grâce à la politique de solidarité et de fermeté des autorités locales.

D'ailleurs, du terrain lui est remonté que la tentative d'attaque d'une école dans le quartier de La Savine avait échoué grâce à la présence d'un escadron de gendarmes mobiles. Encore une occasion de broder sur la « spécificité » phocéenne.

30

Samedi 6 août, 9 h 00 heures du matin, Paris, journal *Le Temps de Paris*

Stockpol est surexcité. De son bureau minimaliste au dernier étage du siège du quotidien, il essaie de fixer la ligne de métro aérien qui balafre le quartier. C'est un exercice de concentration qu'il pratique régulièrement : ne voir que les piles biseautées et bosselées qui supportent la voie, comme une mauvaise imitation du style florentin, s'abîmer dans leur contemplation jusqu'à ce que les lignes se brouillent, pour se ressaisir. Mais aujourd'hui, c'est impossible. Il sent la tension qui cabre le moindre de ses muscles, son dos ne cesse de le gratter, et ça, c'est un signe.

Les dernières décisions du Président l'ont pris à contrepied. Il s'attendait à un chef de guerre, comme en novembre 2015, et il a assisté aux palinodies d'un animateur de colonie de vacances. Il sait par ses nombreuses sources au cœur du pouvoir que l'incompréhension est à son comble. Le Premier ministre se traîne dans les palais dorés en faisant part de sa désapprobation. Le ministre de l'Intérieur s'interroge à voix haute sur sa démission éventuelle. Plusieurs députés de la majorité parlent de « capitulation », l'un d'entre eux a même parlé de « trahison » et de « haute cour ».

Stockpol sait aussi que jamais la situation n'a été aussi grave. Aux abcès de fixation parisiens s'ajoutent des attaques qui à présent se succèdent méticuleusement. Toutes les heures, un nouveau groupe sort de l'ombre et frappe.

À Évry, a été pris pour cible le commissariat central, qui accueille de surcroît la direction départementale de la sécurité publique et des unités de la police judiciaire. Les assaillants étaient semble-t-il au nombre de cinq et lourdement armés. Un policier en faction a d'emblée été abattu. Le carnage s'est arrêté là, car le commissaire avait ordonné de fermer les portes et de mettre en place une deuxième équipe en faction, cette fois à l'intérieur des locaux. Cette deuxième équipe a bloqué les terroristes qui tentaient de faire sauter les portes.

À Marseille, après l'attaque ratée de La Savine, dans les quartiers Nord, les islamistes se sont déchaînés, probablement pour faire oublier leur déconfiture. Ils ont jeté une camionnette *Trafic* bourrée d'explosifs contre l'hôtel de police, le mythique Évêché. Le véhicule s'est encastré à l'angle des rues de l'Évêché et Antoine Becker. Trois policiers sont morts sur le coup, mais aussi deux habitants des immeubles voisins. À cette heure-là, l'école maternelle qui fait face au commissariat était vide, ce qui a évité la catastrophe absolue. À part ça, Marseille la pétaudière est calme, ce qui relève du miracle.

Stockpol vient d'apprendre qu'une attaque était en cours à Toulouse. Cette fois, c'est la préfecture qui est visée. Les terroristes ont forcé le portail qui donne sur la place Saint-Etienne et se sont lancés dans une opération marketing en suspendant leurs drapeaux noirs aux fenêtres des bâtiments attenants et sur les balustrades qui encadrent le sommet du portail principal. L'un d'entre eux a même jeté le drapeau tricolore à bas pour le remplacer par le sinistre étendard.

Au fond, tout cela, Stockpol s'en soucie peu. Il a depuis longtemps décidé d'affecter une forme d'indifférence à l'actualité que son journal décrit et doit décrypter. Aux jeunes journalistes, il assène ainsi régulièrement le devoir de « neutralité axiologique ». C'est l'un des rares concepts qu'il a retenu de ses cours de sociologie à l'université de Saint-Denis. À l'époque, jeune étudiant gauchiste, la neutralité lui faisait horreur et l'engagement était un passage obligé : engagement pour les migrants, pour les chômeurs, pour les victimes de la police, pour les LGBT… Toutes ces causes arpentées, mobilisées, instrumentalisées, il avait fini par se lancer dans l'engagement pour… *les luttes*. Derrière ce vocabulaire, se cachait une nouvelle version de l'*agit-prop* mâtinée d'anarchisme.

Ce qui importe à Stockpol, alors qu'il vogue à grande vitesse vers les soixante ans, ce sont deux choses. La première est essentielle à son estime de soi : garder la posture morale du détenteur de la vérité. La seconde est de toujours l'emporter face aux pouvoirs constitués. De son anarcho-syndicalisme des années 2000, il a conservé la haine des institutions sociales et, surtout, politiques. Sans qu'il en soit toujours bien conscient, il est constamment motivé par les mauvais coups qu'il peut leur porter. Il veut faire mal et, généralement, il y parvient.

Va-t-il attaquer le Président ? C'était son intention première mais le positionnement surprenant du chef de l'État l'en empêche, en tout cas pour l'instant. Quand on est de gauche, difficile de critiquer le pacifisme négociateur. Il retourne toutes les hypothèses dans sa tête et ne trouve pas le *bon angle*. Alors il doit contourner l'obstacle et ficher sa pique venimeuse sur quelqu'un d'autre que le Président. Il va se défouler sur plus faible : le Premier ministre.

31

Samedi 6 août, 9 h 00 heures du matin, Paris, Hôtel Matignon

Dans le bureau du Premier ministre les voix s'échauffent, le ton monte et les noms d'oiseaux commencent à voler. Vincent Personi a convié toutes les huiles de la sécurité nationale : le préfet de police, le directeur général de la police nationale, celui de la gendarmerie, le chef d'état-major des Armées, le DGSE[1]. Les deux derniers se sont fait porter pâle pour cause de nécessité de contact permanent avec l'Élysée et Beauvau où ils prennent directement leurs ordres. Le préfet de police et le DGGN, eux, sont sur le terrain auprès de leurs troupes éprouvées par les combats de la nuit. Reste Xavier Lacoste, le DGPN, qui n'a pas pu se défiler, et les sous-fifres délégués par les autres. Personi est furieux. Premier ministre, tout lui échappe. Lui a qui avait fait du « volontarisme politique » sa marque de fabrique. Il sent plus que jamais à quel point il est un fusible sans réel pouvoir dès lors que l'essentiel est en jeu. Il sent aussi que les choix du Président, cet homme inconstant qu'il méprise, sont lourds de conséquences et que la situation risque de leur à échapper à tous. Cerise sur le gâteau, il a appris que Stockpol va lui rentrer dedans.

Après avoir hurlé contre le monde entier, il se retourne, les yeux plus noirs encore qu'à l'accoutumée, vers son conseiller en

communication. La plupart de ses confrères s'inquiéteraient devant ce regard de folie, les traits convulsés de l'homme d'État. Mais Christophe Grevard, son conseiller comm', connaît bien son homme et le sait aussi bouillant qu'inoffensif. Personi est un faux dur. Grevard le sait. Il n'est donc pas inquiet de ses sautes d'humeur. Non, ce qui lui fait peur, c'est que si son patron saute, il saute avec. Or, il n'a pas de solution de repli évidente. Il n'est pas fonctionnaire et son carnet d'adresses ne regorge pas encore de patrons du CAC 40 qui pourraient le récupérer.

Les lèvres de Personi vibrent avant même qu'il ne parle. Il a rentré sa colère et baissé d'un ton, mais sa voix a pris une note rauque de fureur contenue qui lui donne une plus grande force encore :

— J'en ai marre ! J'en ai marre d'être pris pour une serpillère ! Tu vas rédiger tout de suite un communiqué de presse indiquant que je donne ma démission. Tu ajoutes une phrase sur l'incapacité des plus hautes autorités à assurer la paix publique. Et tu indiques que je souhaite la constitution immédiate d'un front républicain. Tu transmets à l'Élysée, tu attends quinze minutes et s'il n'y a pas de réaction, tu balances à nos correspondants !

Grevard sait qu'il ne faut jamais rentrer dans le chou de son patron. Il faut acquiescer même à ses pires foucades. Ravaler son humiliation, temporiser et, quelque part, garder bien au chaud l'argumentaire qu'il n'a pas pu déployer pour revenir à la charge au bon moment et toujours en tête à tête. En attendant, sans desserrer les lèvres, il hoche la tête avec suffisamment d'évidence pour que le boss pense que la consigne est bien passée.

1. Directeur général de la sécurité extérieure.

32

Samedi 6 août, 11 h 30, site internet *Le Temps de Paris*

Idées
EDITORIAL
Le Président et le vide
Le Temps de Paris
La logique de la Vème République est aussi que le Premier ministre se doit de protéger le Président des autres et de lui-même. Sans chef de Gouvernement solide, la voie est ouverte à l'inefficacité comme à l'absorption de tous les pouvoirs par l'Élysée pour aboutir, *in fine*, à l'échec.

Dans l'urgence de la situation, il ne viendrait à personne l'idée de « tirer sur l'ambulance ». La situation exige de tous le sang-froid et la volonté de parvenir au rétablissement rapide de la paix civile. Mais encore faut-il qu'il y ait une ambulance. Sauf à se complaire dans une répartition des pouvoirs où le Président serait tout et les autres institutions rien, c'est au Premier ministre qu'il revient de se saisir des situations difficiles, ne serait-ce que pour protéger la fonction présidentielle et son titulaire qui doivent rester au-dessus de la mêlée.

Comme le notait le général de Gaulle dans sa fameuse conférence de presse du 31 janvier 1964, le Premier ministre est responsable de toute la « conjoncture politique, parlementaire, économique et administrative ». Il ajoutait : « C'est là le lot, aussi complexe et méritoire qu'essentiel, du Premier ministre français ».

On sait que de nombreux chefs du Gouvernement ont oublié ce que signifiait le mot de chef. On sait que nombre d'entre eux avaient oublié ce que signifiait gouverner, mais quand la paix civile est en danger, il n'est plus temps d'ergoter, de se réfugier derrière des pratiques passées ou des craintes à venir : il n'y a qu'une seule solution, prendre les problèmes à bras-le corps, ici et maintenant, quoi qu'il en coûte.

Or, plusieurs heures après des incidents gravissimes, parmi les plus sanglants connus par la France, le moins que l'on puisse dire est que le Premier ministre est curieusement absent. Le temps n'est plus à la conception de plans de carrière aussi aléatoires que déplacés, le temps n'est plus aux hésitations, le temps n'est plus à la prudence coupable et intéressée. Le temps est à la discussion, à la négociation pour éviter plus de morts, plus de larmes, plus de divisions entre les Français.

Le Premier ministre a des atouts, homme de consensus et de finesse, de manœuvres et d'habileté, il a jusqu'à présent su passer entre les écueils d'un quinquennat heurté. Ces qualités lui ont permis d'être là où il est, doivent-elles aujourd'hui convaincre le Chef de l'État qu'il n'est plus l'homme de la situation ?

33

Samedi 6 août, 22 h 00, Djeddah, siège de l’Organisation de la coopération islamique

Mohammad ben Tamim Al Thani éteint *Al Jazeera* avec sa télécommande et se tourne vers son chef de cabinet et le directeur des affaires politiques de l’Organisation de la coopération islamique. Il questionne dans un arabe qui se veut décontracté :

— Alors, on laisse faire ?

Le directeur des affaires politiques, honorable Palestinien en poste depuis quatorze ans au sein de l’organisation, a acquis une certaine sagesse et déteste la violence. Il plaide de longue date pour une meilleure intégration des musulmans en Occident. Il sourit à son supérieur et répond de sa voix douce :

— Les musulmans n’ont que des coups à prendre avec cette affaire. Les Français n’apprécieraient pas que nous nous en mêlions, ils ont toujours été… *fairplay* avec nous. Et les autres pays occidentaux vont encore se raidir…

Le secrétaire général de l’organisation balaie de la main l’air devant son ventre, comme s’il écartait ces misérables insectes-arguments. Il tend son énorme cou vers le chef de cabinet :

— Et toi ? Ahmed bin Abdulaziz al Kuwari est qatari comme lui. Il a d'ailleurs été nommé par lui. Très jeune pour ces fonctions, à 24 ans, il sortait d'une bonne université américaine où son père avait réussi à l'inscrire malgré un parcours scolaire médiocre, mais grâce à une énorme donation financée par certains détournements de fonds publics. C'est monnaie courante dans tous les États de la péninsule, mais le savoir est aussi une garantie pour Al Thani de l'avoir toujours à sa botte. Le jeune homme s'est révélé de longue date paresseux et immoral, mais il sait faire preuve d'astuce et il se coule toujours dans l'opinion prévisible de son patron :

— Si nous restons silencieux, tout le monde musulman va nous le reprocher… surtout les Saoudiens qui n'ont pas digéré votre élection. Et, comme d'habitude, ils vont jouer aux défenseurs des lieux saints, de l'islam etc. Et la Ligue arabe va s'y mettre. Depuis trois ans, ils cherchent tous les prétextes pour nous damer le pion.

La face à la fois joviale et cruelle du secrétaire général se plisse de contentement :

— Alors, que suggères-tu ?

La force du jeune al Kuwari est de toujours disposer, dans son bric-à-brac intellectuel, de solutions prêtes à appliquer. Il rassure ses patrons et ses collègues, généralement corsetés et peu imaginatifs, par cette extraordinaire capacité à transformer tout problème en opportunité, en apparence.

De sa voix sifflante, il propose un plan en trois parties : d'abord, un communiqué de presse dénonçant les odieux agissements de la police française à l'égard des musulmans, ensuite la proposition de réunir le comité des représentants permanents de l'Organisation pour un débat sur la question et, enfin, une menace : réunir le conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation pour une action commune.

Le secrétaire général sourit à nouveau à s'en bloquer les mâchoires. La séquence lui plaît : être au centre du jeu, quel qu'il soit, petit ou grand, futile ou primordial, tel est l'essentiel. Mais il lui faut ajouter sa touche, sa griffe de parfait cynique :

— Balagh hadd alkamal ! Perfection atteinte ! Et tu vas fuiter vers les Saoudiens en leur disant que j'ai voulu les avertir en priorité.

34

Samedi 6 août, 22 h 45, Ryad, Palais d'Al-Yamamah, résidence officielle du roi d'Arabie saoudite

Sans son oreille exercée, le chambrier du roi n'aurait pas entendu le tintement de son smartphone dernier cri. Or cette sonorité est particulière : elle indique l'arrivée d'un message en provenance de l'*Al-Mukhabarat al-Aamah*, la présidence des renseignements généraux, les services secrets saoudiens. Il sort l'appareil de la poche intérieure gauche de sa veste Gieves & Hawkes, en compose le code et lit le SMS. Sans sourciller, il éteint son téléphone, le remet en place et, resserrant le nœud de sa cravate, sort du petit appartement dans lequel il réside lors de ses permanences auprès du roi.

D'un pas calme mais rapide, il se dirige vers la chambre du roi. Un observateur avisé aurait remarqué une légère crispation à la commissure droite de ses lèvres. De temps à autre, il croise un de ces immenses gardes du corps nigérians que les princes saoudiens apprécient tant… Enfin, un peu moins depuis que l'un d'entre eux, deux ans plus tôt s'était révélé être un sectateur de *Boko haram*. Arrêté avant de commettre l'attentat qu'il avait planifié, il a été

décapité après un rapide procès. Depuis, la garde nigériane est doublée d'occidentaux. Le roi se méfie des musulmans. Et, secret bien gardé, la plupart de ces Européens viennent de Suisse, des mêmes cantons que les gardes du Pape… Ces très catholiques Suisses ont obtenu du *Majlis Foin at Kibar al-'Ulama,* le Conseil des oulémas du Royaume, le droit insigne de conserver leur religion. Il est vrai que le conseil est à la botte de la monarchie.

C'est l'un de ces « gardes suisses » qui se trouve devant l'immense porte de l'antichambre du roi lorsqu'il s'y présente. Droit comme un i, les mains superposées à hauteur du bassin, dans la position d'attente du gorille bien formé, le garde le fixe dès son entrée dans le vaste corridor. Avec cette mine sévère qui n'appartient qu'à ses semblables, le garde le stoppe d'un geste de la main gauche et ajoute que le roi est « très occupé ». « *Très* » était *le* mot important et signifie que le monarque était en galante compagnie.

Le chambrier insiste en précisant l'origine de sa venue. Peine perdue, les ordres sont stricts. Probablement fallait-il conjuguer la galante compagnie au pluriel ? Un chambrier britannique est néanmoins suffisamment au fait des intérêts de son maître pour ne pas s'en laisser compter lorsque cela est nécessaire. Il reprend son effort de conviction en soulignant que c'est une question de sécurité et que si le roi est indisponible il pourrait lui désigner un autre interlocuteur, par exemple le ministre de l'Intérieur. À l'évocation du dignitaire, le garde ne peut s'empêcher de sourire. D'un signe de tête vers la porte, il fait comprendre que ledit ministre est avec le roi.

S'est-il trompé ? Le ministre de l'Intérieur n'avait pas la réputation d'être un joyeux luron à la vie dissolue. Il en rajoute plutôt pour montrer à quel point il était un digne héritier du

fanatique Abdelwahhab[1]. Cela étant, avec les Saoudiens, les apparences sont souvent trompeuses et, les étrangers qui y travaillent constatent fréquemment à quel point le royaume d'Arabie saoudite est aussi celui de l'hypocrisie. Le chambrier se reprend. Tout cela ne le regarde pas, seule compte la remise de son message. Il se carre bien droit face au garde, lui faisant comprendre qu'il ne s'en ira pas sans avoir obtenu satisfaction, et demande à ce que le message parvienne au ministre. Après trois refus, le garde finit par céder et appuie sur une touche de son smartphone spécial. Trente secondes plus tard, la porte massive s'entrouvre et laisse place à un autre malabar encore plus impressionnant, au moins deux mètres, des épaules de catcheur, une barbe roussâtre teinte au henné et des yeux étroits ourlés de noir qui lui donnent un regard de fou. D'un signe de menton, il s'enquiert du problème auprès du garde. Puis, une fois informé, il se contente de tendre la main. Le chambrier tourne la tête à droite et à gauche pour signifier son refus de donner son appareil. Il en va de sa crédibilité professionnelle ! Comment ce lourdaud pouvait-il croire qu'il le laisserait consulter les messages qui lui arrivent à destination du roi ? Les deux agents échangent quelques mots dans une langue qui ressemble à de l'Allemand, puis celui qui vient de l'antichambre lui fit signe d'entrer. Les portes se referment sur lui.

Une demi-heure plus tard, un communiqué frappé du palmier et des deux cimeterres entrecroisés de la cour royale indiqua au monde entier que l'Arabie saoudite entamait un embargo sur les livraisons de pétrole et suspendait ses contrats avec la France.

Une heure après, l'Algérie lui emboîtait le pas.

1. Mohammed ben Abdelwahhab (1703-1792), prédicateur fanatique du Nejd, au centre de l'Arabie, a placé au cœur de sa doctrine le retour à l'islam des

salaf, les musulmans des trois premiers siècles après l'Hégire. Son alliance avec le guerrier Mohammed ben Saoud est à l'origine de la création du royaume d'Arabie Saoudite.

35

Samedi 6 août, minuit, Vannes, Cour d'honneur du Quartier Foch-Delestraint

De loin, avec la nuit, on ne voit que deux ombres qui marchent lentement. On ne distingue ni leurs uniformes, ni leur visage.

De plus près, disons à dix mètres, on pressent des silhouettes solides, droites. Leur pas est lent et sûr. De temps à autre, elles s'arrêtent et le faible chuintement que l'on perçoit tout juste démontre qu'elles sont en train de converser.

L'une d'entre elles fourre sa main dans sa poche de poitrine gauche, en retire une petite masse noire qu'elle tend avec vivacité vers l'autre ombre qui hoche négativement la tête. Elle semble secouer la masse noire, en retire quelque chose qu'elle glisse entre ses lèvres. Sa main droite replonge dans sa vareuse, en ressort, et, presque aussitôt, éclaire son visage. Puis, la nuit retombe sur les deux ombres autour d'un petit point rouge qui fait penser à un phare sur le noir océan. Animé d'une régularité apaisante, il pâlit et scintille successivement, selon un rythme hypnotique.

Maintenant qu'ils se sont rapprochés du mât du drapeau qui orne la place d'armes, on perçoit une voix jeune qui combine impatience et supplication :

— Mon colonel, il s'agit de sauver des vies…

C’est une voix éraillée de gros fumeur qui répond :

— Ce n’est pas à moi d’en juger. Il y a des institutions, des autorités légitimes. C’est à elles que nous devons réserver notre obéissance.

La réplique ne vient pas tout de suite. L’interlocuteur du colonel a-t-il été surpris ou désappointé par le propos si conformiste du commandant du 3e régiment d’infanterie de marine, le fameux 3e RIMA ?

— Bien sûr, mais si je suis ici ce n’est pas du seul fait des autorités militaires. C’est le préfet de zone de défense[1] qui a pris l’initiative de rencontres bilatérales. Des émissaires ont été envoyés aux principales unités sur la zone et certaines ont déjà fait valoir leur ralliement…

— Quelles unités ? Il n’y en a pas tant que cela sur la zone.

— Il y a le 2e RIMA[2], le 12e cuirassiers[3], le 11e RAMA[4]…

La voix éraillée se fait brusque et goguenarde :

— Certes, commandant, je sais tout cela… Ledit commandant perçoit la raillerie dans le ton du colonel et se sent très mal à l’aise… Mais vous n’allez pas régler la question avec des chars et de l’artillerie, si ?

Sans répondre, l’émissaire continue :

— Et il y a aussi les gendarmes… la Mobile totalise vingt escadrons de marche sur la zone… et puis chars et artillerie peuvent être utiles pour tenir en respect.

Le colonel interrompt sans ménagement son interlocuteur d’une voix désormais cassante :

— …pour nous valoir des accusations d’usage disproportionné de la force aussi ! Non ? Quant aux moblots[5], certains escadrons sont sans doute sur Paris par les temps qui courent, vous ne croyez pas ? Le ton se fait de plus en plus grinçant. Et le général commandant la

9e brigade d'infanterie de marine, qui attend avec impatience sa troisième étoile, vous croyez qu'il va laisser faire comme ça ? Il me fera pendre à un crochet de boucher si je bouge le petit doigt.

— Lui aussi a été approché…

Le colonel s'est radouci et c'est désormais de la curiosité qui perce dans sa voix.

— Alors ?

— Il n'a pas dit non…

— Mais il n'a pas dit oui…

Les deux ombres se taisent comme si elles craignaient d'arriver au bout de ce genre de discussion, ambigu et dangereux pour des militaires. C'est finalement le colonel qui reprend :

— Et si je faisais comme le général ? Ne dire ni oui ni non, … pour l'instant ?

Le jeune commandant s'attendait à cette question et réplique :

— Vous le savez comme moi, mon colonel…

Pourtant, il attend un instant pour aller plus loin. C'est que la suite peut ne pas plaire au colonel :

— … Le seul résultat sera de prendre le risque que davantage de victimes ne tombent pour rien. De toutes les façons, l'action aura lieu, mais vous laisserez d'autres protéger nos concitoyens…

L'argument aurait pu tourner court pour un opportuniste ou un cynique, mais le commandant du 3e RIMA n'en est pas un :

— Je bougerai, mais pas seul… Dites au préfet que je bougerai quand les deux autres RIMA[6] seront prêts à le faire… Au moins le 2e qui est dans la même zone… Ah, au fait commandant, qui est au courant à l'état-major de la brigade ?

Le commandant hésite un instant, les conjurations sont toujours plus crédibles lorsqu'elles rassemblent plus de gradés et d'unités, avouer la complicité du chef d'état-major adjoint serait sans doute

un plus, mais cela suffirait-il à faire pencher la balance alors que donner des noms est toujours risqué ? Il bafouille :

— Je ne suis pas autorisé à vous le dire pour l'instant, mon colonel, je regrette.

C'était la seule bonne réponse.

1. La zone de défense et de sécurité est une circonscription administrative, qui peut recouvrir plusieurs régions, spécialisée dans l'organisation de la sécurité nationale et de la défense civile et économique, en particulier en cas de crise. Elle est placée sous l'autorité d'un préfet de zone. La zone de défense Ouest rassemble les régions Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, et Pays de la Loire et relève du préfet de région de Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine.

2. Régiment d'infanterie de marine basé au Mans.

3. Régiment de chars basé à Olivet.

4. Régiment d'artillerie de marine basé à Saint-Aubin-du-Cormier.

5. Surnom des gendarmes mobiles.

6. Le 2e donc, et le 1er, stationné à Angoulême.

36

Samedi 6 août, minuit, Bagneux, quartier des Cuverons

Il fait de plus en plus chaud. Comme si la météo voulait, à l'instar des islamistes, transformer la France en une nouvelle Syrie, étouffante et blessée. Adam ne porte plus qu'un pansement sur le haut du cuir chevelu. Un miraculé : les examens ont montré qu'il n'avait aucune séquelle mais seulement des contusions. Pour le reste, il se rétablit vite et son visage a retrouvé sa forme, ou presque.

Mais il est atterré. Tout est parti en vrille. Plus personne n'écoute plus personne, les rumeurs les plus folles fusent dans la cité. Des groupes concurrents se structurent et, comme d'habitude, le critère de réussite n'est pas la douceur.

Au début, tous les jeunes de la *téci* sont restés cois et paralysés. Le déploiement de *keufs* les a effrayés après l'assassinat du prêtre. Quelques perquisitions, trois défèrements ont calmé les plus racailles. Les autres ont filé doux. Car ces durs sont des faibles : ils ne s'attaquent qu'aux plus fragiles. Dès qu'une demi-compagnie de CRS balaises se pointe, ils les huent, leur balancent des canettes, mais déguerpissent au premier mouvement d'orteil des flics.

Mais les images qui tournent en bouclent sur les chaines d'info, les vidéos sur internet surtout, montées à la va-vite par des copains qui s'enthousiasment pour la brutalité et l'acharnement des combats et en rajoutent une couche dans le victimisme, conjuguées au reflux des policiers, appelés ailleurs, tout cela a provoqué un basculement des *jeunes*. Ils se sont d'abord sentis seuls et cons de n'intéresser plus personne. Puis, très vite, des SMS ont annoncé des arrestations de *potes*, des coups, des blessures. Les esprits se sont échauffés et l'immense désir de violence mal contenu chez de jeunes hommes bien nourris mais pétris de ressentiments a gonflé au point de faire exploser les minces barrages qui les éloignaient du passage à l'acte. En quelques heures, trois sujets ont accaparé l'exclusivité de l'attention : où trouver une arme ? Avec qui s'associer ? Que faire ?

Aucun de ces *rebeus*, comme ils s'appellent eux-mêmes, n'a lu ni Lénine ni Tchernychevski. Ils n'ont aucun sens de la stratégie révolutionnaire, mais ils ont dans le sang la fougue des hormones juvéniles, ce sentiment d'injustice qui ronge la plupart des adolescents, le besoin d'exister dans une société consumériste alors qu'ils n'ont pas de fric… ou si mal gagné. Alors, ils élèvent la voix, jouent les caïds et se prennent à rêver de ce qu'ils ne savent pas nommer héroïsme, mais qui, confusément mêlé au besoin de se soumettre à ce Dieu indifférent et cruel qui reste la seule référence de leurs familles déracinées, y ressemble, au moins par les souffrances acceptées et une certaine absurdité de comportement.

Adam se redresse sur son siège, se frotte les arcades sourcilières de l'index et du pouce et met en veille l'ordinateur où il consultait les dernières nouvelles. Il s'étire en écartant ses deux immenses bras et se lève. Il se méfie des media et veut se rendre compte par lui-même de la situation. Il se dirige sans faire de bruit vers l'entrée du petit appartement, enfile de bonnes baskets, son blouson de cuir, se

penche vers la desserte sous la patère où pendent les vestes de la famille, en ouvre le tiroir du haut et enfourne dans sa poche droite la bombe lacrymogène que sa mère emporte avec elle quand elle est obligée de passer dans les mauvais quartiers, c'est-à-dire tous les jours. Il saisit son trousseau de clés. Celles-ci teintent dans sa main. Il engage la clé dans la serrure.

« Tu vas où ? ». La voix ensommeillée de sa mère, qui lui parvient de derrière la porte de la chambre de ses parents, le glace. Il le sait bien, son sommeil est léger et elle entend tout. Il envisage de sortir en feignant de ne pas avoir entendu mais, un bruit de chaussons traînant sur le lino lui apprend que sa mère s'est levée. Elle apparaît dans l'embrasure de la porte. Son visage fripé qui porte la marque des draps lui serre le cœur. Une profonde tendresse l'envahit pour cette femme qui n'a cessé de veiller sur lui.

— Tu ne vas pas rejoindre ces fous ? Il sait très bien de qui elle parle et il prépare une réplique apaisante, mais rien ne lui vient qui ait une once de crédibilité. Il se contente d'un miteux « Il faut que j'y aille. ».

— Rien ne t'y oblige, tu as déjà assez donné, tu dois t'occuper de toi.

— Mais, c'est à moi aussi d'aller les voir !

— Tu ne peux plus rien faire, tout est allé trop loin, tu finiras comme tous ceux qui s'interposent entre les violents…

— Mais, si c'est cela la justice ? Je sais bien que l'on risque de prendre des coups, je suis payé pour le savoir… mais si personne ne fait jamais rien…

— Tu es seul, tout seul… Ils vont finir par te tuer. Ils sont fous… Ah ! Si les imams faisaient leur boulot et les raisonnaient !

Adam regarde sa mère les yeux ronds. Les idées se bousculent dans son cerveau : comment se mentir à ce point quand on est

intelligente et juste ? Comment continuer à croire à des imams qui sont les premiers semeurs de violence, qui ne connaissent rien à la France et se moquent bien de l'avenir des jeunes Arabes en France ? Il sait qu'il va la peiner, mais il se doit de lui dire le fond de sa pensée.

— Mais les imams font leur boulot ! C'est bien le problème ! Et, élevant la voix, il s'approche de sa mère. Il la fixe, ses yeux semblent brûlants et brillent d'une fièvre mauvaise :

— Tu connais pourtant le Coran ! Tu connais le verset 217 de la deuxième sourate ! Tu sais ce qu'on y lit ! Tu te souviens !? Se rapprochant un peu plus, il lui saisit les épaules de ses grandes mains et les secoue mais avec douceur :

— On lit par exemple : « *Ceux d'entre vous qui apostasient et meurent en état d'infidélité, ceux-là perdront le fruit de leurs œuvres en ce monde et dans le monde futur ; ils seront voués au feu et y demeureront éternellement* ». Ils seront voués au feu, maman ! Et le verset 89 de la quatrième sourate, à propos des « hypocrites » à l'égard de l'islam, tu le connais aussi, non !? « *Ils aimeraient que vous soyez mécréants comme eux, pour être tous pareils. Ne vous liez pas avec eux, tant qu'ils n'ont pas émigré pour la cause de Dieu. Mais, s'ils apostasient, appréhendez-les et tuez-les où que vous les trouviez…* ». Ton fils est voué au feu et au meurtre, maman ! Et c'est le boulot des imams de le dire, de le répéter, d'en informer scrupuleusement mes amis.

Il la secoue avec plus de force maintenant. Le regard de sa mère est empli de frayeur. Elle va parler lorsqu'il voit son père sortir de la chambre. Il recule, de crainte d'un esclandre. Il craint et respecte son père, dont le visage est sombre et fermé, comme tordu par une profonde douleur. Il sait s'emporter mais reste très calme lorsqu'il dit à son fils :

— Laisse ta mère et fais ce qui est juste, mais ne nous demande pas plus que nous ne pouvons. Nous t’avons donné le prénom Adam parce qu’il veut dire le juste en arabe et aussi parce qu’il doit t’offrir la chance de t’intégrer ici. Tu es jeune, tu peux faire ta vie, adopter une autre culture. Nous, nous ne pouvons plus. Va !

Les yeux des deux hommes se croisent. Cela fait bien longtemps qu’ils ne se sont pas étreints. Ils ne céderont pas davantage aujourd’hui. La tendresse, trop longtemps enfouie sous des tonnes de clichés liés à la virilité, à l’autonomie du jeune, à la nécessité de se défaire de ses parents, n’aura pas le temps de déborder de leurs cœurs. Mais elle est dans leurs esprits et les rend tout à la fois joyeux et tristes.

Adam se retourne, ouvre puis referme la porte en silence et part. Sur le palier, il inspire profondément tandis qu’immobile, derrière la porte fermée, des larmes coulent sur le visage de son père.

37

Samedi 6 août, minuit, Sarcelles, quartier des Sablons

Ils sont tous là, Youssouf, Drissa, Moktar… Une dizaine, affalés dans les canapés élimés. Une odeur écœurante de cannabis sature l'atmosphère. Tous ont eu très peur la veille, plusieurs ont tiré. Abdelmajid aurait même abattu un *keuf* à bout portant avec son 22 long rifle, un *Colt 1911 Rail Gun*, généralement apprécié des caïds en raison de son canon fileté à la bouche, qui permet de le compléter d'un silencieux. En l'occurrence, il n'a pas vraiment choisi son arme qu'il a trouvée lors d'un cambriolage dans les « *beaux* » quartiers de Sarcelles, du côté du boulevard Albert-Camus.

Youssouf est *vanné*. Il se rend compte que les émotions le perturbent et sent qu'il manque de résistance nerveuse. Son cerveau ressemble à un pot de marmelade embarqué sur un avion de voltige. Tout va si vite. C'est une vraie vedette maintenant. Même les modérés le craignent et le saluent. Il parle d'égal à égal avec les ministres, les ambassadeurs.

Il ne le sait pas, mais plusieurs *grands flics* ont suggéré de l'interpeller. Le directeur des opérations de la DGSE a proposé une élimination rapide, mais les plus hautes autorités ont poussé les hauts cris : « Pas de surenchère ! On calme le jeu ! ». Le nouveau

préfet de police, un vieux de la vieille, qui a remplacé le pauvre Burin liquéfié, habitué à courber l'échine, l'a même fait raccompagner à Sarcelles par une voiture officielle.

Tout ça, c'est bien se dit Youssouf, dont les neurones semblent flotter à la surface d'une mer déchaînée, *mais les keufs me connaissent maintenant. J'vais pas pouvoir faire un pas sans être surveillé…* Et puis, il se demande qui sont les autres, ceux qui sont passés à l'acte sur les Champs. Il a compris que d'autres groupes étaient présents, qu'il n'était qu'un rouage. D'une certaine façon, cela le rassure, les flics n'auront pas à s'occuper que de lui. Mais, tout de même, il se sent embringué dans un truc qui le dépasse.

— Drissa, t'as toujours le portable avec la carte prépayée *?* lance-t-il. Son interlocuteur, un gros ado recouvert de dreadlocks crasseuses, est dans les vapes et roule des yeux hallucinés. Il ouvre la bouche mais n'en sort qu'un gargouillement chuinteux inaudible. « Drissa, putain, réponds ! ». Peine perdue. Alors, Youssouf se lève et, d'un pas plus assuré qu'il ne le craignait, se dirige vers la cuisine, il en revient porteur d'une grande casserole remplie d'eau dont il déverse le contenu sur la tête de Drissa qui écarquille les yeux et ouvre son immense bouche pour happer le maximum d'oxygène. Puis, d'un mouvement de poignet sec, Youssouf projette violemment la casserole sur la tempe gauche de Drissa. *Chtok !* Le malien s'affaisse sur le côté, sonné. Youssouf lui laboure les côtes de coups de pied.

— Debout ! Debout ! Chien de ta mère ! Les autres assistent à la scène en silence. Mais Drissa ne se relève pas.

Youssouf se passe la main dans les cheveux. Il est envahi d'une vague de mépris pour la bande de clampins qui lui sert de complices. *Putain ! Si les keufs se décidaient à faire une descente, ils pourraient tous nous buter et personne ne serait choqué !* Il croise les yeux de

Mohammed qui paraît un peu moins *déchiré* que les autres. D'un mouvement de tête brusque, il sollicite son attention et, – miracle – ledit Mohammed montre un semblant de répondant.

— Mohammed, tu tiens sur tes deux jambes ? Signe de tête positif. Faudrait que tu décales rapidos pour trouver un appart plus discret. Tu peux aller chez Kéké ou alors chez Hamza : l'est pas là, mais ses parents sont cools quand il faut laisser du produit. Il me faut une queplan pour ce soir, abso !

Mohammed, un petit tout sec, avec un visage en lame de couteau, se redresse et avance ses fesses sur le rebord du canapé. Étrangement, il ne semble pas plus grand droit qu'affalé comme un veau. Il pose ses mains sur ses genoux et exerce une pression qui semble indispensable pour qu'il puisse se relever. Une fois debout et légèrement vacillant, il fixe Youssouf d'un air stupide :

— Et si j'trouve pas ?

— Si tu trouves pas quoi ?

— …Une bonne queplan ?

— Tu te démerdes, tu fais la tournée des potes, des familles, des mules…

— OK, OK*.* Mohammed fourre ses mains dans les poches de son taille basse et de son air blasé habituel prend le chemin de la porte.

Youssouf l'interrompt :

— Mohammed !

— Waqu ?

— Tu te fais pas suivre !

Mohammed ne se retourne même pas, hausse les épaules et sort.

38

Dimanche 7 août, 8 h 15, Paris, Palais de l'Élysée, Salon doré

Comme d'habitude, le Président simule la réflexion. Penché sur son bureau, le front calé entre l'index et le pouce de la main droite, il feint d'être absorbé par la note qu'il a sous les yeux. À sa droite, un huissier attend, prêt à saisir de ses gants blancs le feuillet éventuellement recouvert des augustes annotations du maître de la République. Le Président fait durer le plaisir car il hésite. Il se demande si le *connard* assis en face de lui va accepter d'être Premier ministre. C'est que ses choix de chef de l'État sont assez limités maintenant que Personi l'a avisé de son départ. L'opposition a annoncé *urbi et orbi* qu'il n'était pas question de gouvernement d'union nationale, dommage. Et les ténors du parti ne se pressent pas au portillon : trop de coups à prendre. Certes, il trouvera toujours une palanquée de politicards pour être candidats mais, parmi eux, combien tiendraient la route ? En particulier, combien pourraient lui apporter des soutiens en nombre suffisant ? Combien aussi prendraient le risque de devenir chef du gouvernement dans ces circonstances ?

Jean-Philippe Craie-Armel, bien assis dans l'un des fauteuils Louis XVI qui ornent le bureau présidentiel, n'a pas ce genre de

prévention. Ministre de l'éducation nationale, il a toujours affirmé qu'il était prêt à travailler avec *tout* le monde, dans *toutes* les circonstances. Il en a même fait une idéologie, le *concilisme,* et a constitué un club politique *select* pour la porter, le *Club 2030*. Ni socialiste, ni libéral, ni *troisième voie*, il trace son chemin personnel et compense sa vacuité philosophique et morale par une parfaite et universelle compatibilité avec les grands requins de la politique. En fait, il a fait de cette vacuité son atout maître. Rue de Bellechasse, dans un milieu suridéologisé, surgauchisé, surlaïcisé, surthéoriedugenrisé, il s'est fait énormément d'amis en ne décidant de rien. Ou plutôt en ne décidant que ce que l'administration du ministère, et donc ses syndicats, avait décidé pour lui. Imposer la journée de la jupe à tous les garçons pour lutter contre l'inégalité homme-femme, c'est lui ! Autoriser le voile pour les institutrices, pour lutter contre l'islamophobie, c'est lui ! Généraliser un cours sur les bienfaits de l'avortement sur la base d'une heureuse initiative du recteur de Rennes, c'est lui !

Jean-Philippe – c'est ainsi qu'il exige d'être appelé par *tous* ses interlocuteurs – attend la question du chef de l'État. Il la connaît déjà. Avec ses collaborateurs il a fait un décompte précis des parlementaires sondés ou contactés par l'Élysée et de leurs réponses supposées. Et le bilan est clair : pour l'instant, ils sont bien rares à vouloir y aller. Il y a bien Jasmine Benboussou, inamovible député du Val-de-Marne qui prétend représenter les femmes et les minorités, mais qui peut faire confiance à cette excitée gauchiste ? Plus dangereuse, Gaëlle Heitz-Duregard a pour elle son sexe, ce qui peut être déterminant par les temps qui courent, et son parcours réussi à la commission des lois de l'Assemblée, mais elle manque de charisme et trouve peu de soutiens même dans les rangs du parti présidentiel. Le plus menaçant pourrait être Ronan Courcelaud. Il a

accepté de ne pas être ministre cette fois-ci, après avoir pris successivement l'Intérieur et les Finances lors du premier mandat, officiellement pour tenir le groupe parlementaire. Un profil qui pourrait lui faire de l'ombre. Mais Craie-Armel est plus jeune, plus ductile, bien vu par les médias qu'il ne cesse de cajoler et qui le lui rendent bien. Et il représente un autre parti que celui du Président, ce qui serait politiquement un bon coup. C'est sa chance ! Et comme le dit toujours son mentor, un notable des Hautes-Pyrénées, « En politique, quand un ascenseur passe il faut le prendre ! ».

Il sourit intérieurement du suspense que ménage le Président, comme si sa convocation au *Château* pouvait concerner autre chose que sa nomination. En attendant, comme il a appris à le faire pour se donner une contenance en toutes circonstances, il feuillette l'épais dossier cartonné rouge qui le suit partout. Il y trouve quelques notes générales farcies d'éléments de langage à recaser selon les besoins, des fiches de chiffres, car il déteste les mémoriser mais veut pouvoir en ressortir facilement de sa manche pour impressionner les gogos, et surtout des infos personnelles sur ses interlocuteurs de la journée. Commandement n° 1 du politique qui veut réussir : connaître ou feindre de connaître ses semblables. Il raconte souvent l'anecdote selon laquelle Philippe Douste-Blazy, un ancien ministre de la Santé du siècle passé, avait cultivé son réseau grâce à une base de données sur les hommes politiques qui se rendaient à l'hôpital. Dès qu'une entrée était signalée par un aimable informateur, il appelait le patient et s'inquiétait de sa santé. Surtout, il lui donnait quelques conseils basiques, toujours les mêmes, des conseils de *bon docteur* qui vous attirent estime et reconnaissance. Il aime aussi à rappeler que Michel Rocard, aussi brillant fut-il, avait vu sa carrière fragilisée par sa difficulté à reconnaître *physiquement* parlementaires et notables de gauche.

Il pousse néanmoins un soupir de soulagement intérieur lorsqu'enfin ce cabotin de Président lève ses yeux mornes vers lui. Le chef de l'État tend la note à l'huissier après lui avoir apposé un *grigri*. Et engage ce qu'il croit être une joute verbale incertaine par un long exorde : intérêt général, unité nationale, sens du sacrifice, volonté de renouvellement etc. etc. L'essentiel est de donner l'impression que c'est lui qui décide et condescend à poser ses yeux de monarque républicain sur un vassal chanceux. Il ignore que Jean-Philippe a déjà accepté en son for intérieur, comme il aurait accepté toute proposition alléchante d'où qu'elle vienne.

— J'ai besoin d'une réponse rapide, vous le comprenez, n'est-ce pas ? Je sais que la situation est difficile, mais vous êtes homme de tempérament. L'idéal serait que nous puissions faire une annonce pour les flashs radio de 11 heures avec un message télévisé pour le 13 heures*.* Le Président s'arrête et, pour la première fois, le regarde dans les yeux. Et ce qu'il voit le trouble : un océan bleu laiteux de désinvolture. Le nouveau Premier ministre ne marque aucun enthousiasme, ni même une once de joie ou de satisfaction. Il est vrai que son communiquant lui a appris à feindre le détachement face à toute bonne nouvelle, toute réussite : *vous aurez l'air désintéressé*. Il est vrai aussi que Jean-Philippe fait partie de ces hommes faibles que des succès médiocres poussent à se croire géniaux.

Au fond, il estime qu'il est désormais le seul à le mériter ce *poste*, qu'il en fera quelque chose, *lui*. Or, il a senti dans l'intonation de *son* président une impatience et un autoritarisme qui l'inquiètent et lui déplaisent. C'est qu'il s'estime déjà *virtuellement* chef du Gouvernement, et il se croit en devoir de résister à toute forme de pression. Désormais arrivé, pense-t-il, après bien des sacrifices, au sommet de l'Etat, il s'autorise désormais à parler pour lui et à

donner l'impression d'être ce qu'il n'est pas, un homme de *tempérament*. D'ailleurs, ce mot utilisé par le Président l'a blessé. Il sait qu'il n'en est pas un et il prend la formule présidentielle pour une mesquinerie alors qu'elle n'était qu'une banale flagornerie.

— Je, et il laisse traîner le pronom quelques dixièmes de secondes, ne crois pas qu'il faille tout axer sur la communication. Il faut des actes, désormais.

Le démon de la contradiction qui est souvent celui des hommes faibles l'a saisi et agite sa langue de telle façon qu'en une seule phrase, il provoque triplement le chef de l'Etat : le « je » trop personnel qui le positionne comme un rival, le rejet de la communication, pont aux ânes des communicants et délice présidentiel, l'appel à l'action – comme s'il n'y en avait pas eu – alors que l'hôte de l'Élysée estime avoir évité la guerre civile.

Le Président est estomaqué par cette résistance maladroite et dérisoire. Il ne peut que laisser filer et agite la main droite de petites vaguelettes comme pour chasser une mouche importune.

— Oui, oui, bien sûr, vous avez raison. Et je crois que le premier acte à poser par votre gouvernement serait de réunir le Parlement en session extraordinaire. L'action de l'État a besoin de légitimité.

Une lumière rouge s'allume dans le cerveau du Premier ministre. Réunir le Parlement, c'est prendre le risque de constater qu'il n'a pas de majorité, c'est ouvrir des débats sans fin, négocier. Or, il s'en sent incapable compte tenu de l'état des forces politiques qui le soutiennent. Il sait pertinemment que le parti majoritaire n'obéira qu'au Président et qu'il risque de se faire broyer.

Pourtant, il ne peut échouer si près du but. Si le Président veut une session, comment réagir ? L'en dissuader ? Le ton du chef de l'État peut laisser penser que ce serait un *casus belli*. Il lui faut trouver une idée pour meubler ladite session. Son cerveau passe en

revue les hypothèses à la vitesse supersonique : une déclaration de politique générale, mais que dire ? Une déclaration de guerre au terrorisme, mais comment l'articuler avec la volonté pacificatrice du Président ? Une exhortation à la pacification – la « paix des braves » offerte en vain par de Gaulle aux *fellaghas*, lui revient en mémoire et, en un bref instant il se voit la prononcer du haut du perchoir de l'Assemblée – mais alors comment se démarquer du Président ? Et d'un seul coup, il sent qu'il va trouver et éprouve ce délice des inquiets lorsqu'une solution se fait jour.

Une commission d'enquête internationale doublée d'une conférence de dialogue national, voilà ce qu'il va proposer.

39

Dimanche 7 août, 9 h 30, Paris, rue de Bellechasse, Ministère de l'Education nationale, hôtel du ministre

Craie-Armel enjambe deux à deux les marches du perron de son hôtel ministériel, un large sourire aux lèvres. Il vole vers son bureau. Le soleil est déjà fort à cette heure matinale, mais l'air reste teinté de la douceur de la nuit. Cela fait bien longtemps qu'il n'a pas senti une telle exaltation. Comme chaque matin, il serre la main de l'huissier qui veille au bas de l'escalier d'honneur et lui adresse un petit mot banal. C'est une des choses qui font apprécier Craie-Armel de ceux qui le croisent, une courtoisie bonhomme qui ne semble pas surjouée. Il est vrai qu'il trouve plaisir à faire plaisir. Trop, beaucoup trop même, car il déteste le conflit et le fuit autant que possible. En réalité, ce trait de personnalité explique l'essentiel de sa psychologie et de sa politique.

En haut, dans les bureaux, un silence inhabituel le saisit. Son cabinet est d'ordinaire une ruche bourdonnante, mais, à présent, seuls des murmures se laissent entendre. Quand il déboule dans le grand bureau des secrétaires, inondé d'une lumière jaune qui

rebondit sur les murs crème et semble s'enfouir dans la moquette taupe, tous les visages se tournent vers lui, interrogateurs. Toute son équipe rapprochée est là. Près de la fenêtre, pliant son énorme carcasse pour dicter quelque chose à une secrétaire, un géant chauve, Gérard Dutour, son directeur de cabinet, parfait technocrate du ministère qui a enchaîné tous les postes, chef de bureau, sous-directeur, inspecteur d'académie, directeur de l'administration centrale, recteur, secrétaire général. Il connaît tous les rouages de la maison et s'est fait depuis longtemps une raison. Elle est « ingérable » et le tout est d'accompagner le mouvement… À force d'être blasé, son visage n'exprime plus aucune émotion et, à ce moment précis, il replonge le nez dans ses notes.

En face, assis à côté de la secrétaire en chef, Philippe Zygstein, son directeur adjoint de cabinet, le vrai politique, celui qui tire les ficelles, monté en grade grâce à la politique et pour la politique, ancien professeur d'histoire-géographie et ancien syndicaliste au SNES[1]. Il s'est reconverti en passant par Sciences-Po où il s'est aguerri à la maîtrise des réunions, au caviardage de comptes-rendus et à la négociation avec une direction couarde et populiste en devenant le *leader* de l'UNEF locale. C'est ce syndicat lilliputien mais néanmoins dominant dans les établissements du supérieur qui a fait de lui ce qu'il est. La section de la rue Saint-Guillaume était un étrange pot-pourri de jeunes bobos droits-de-lhommistes-anti-flics, de beurs issus de la procédure de recrutement préférentiel ouverte aux ZEP[2] et qui ont déduit de ce privilège qu'il fallait se révolter contre l'Etat français et les bourgeois qui le financent, de quelques gauchistes violents dont l'objectif est de détruire *cette* société pourrie, avant sans doute, de virer leur cuti une fois trentenaires, comme leurs aînés, style Michel Field ou Serge July, et de se faire un max de fric dans les médias. Il a rapidement acquis les bons réflexes

des parfaits politiciens et le premier : cumuler ! En même temps qu'il enflammait l'UNEF de la rue Saint-Guillaume, pour surtout négocier en coulisses de petits avantages avec la direction, il était salarié comme permanent des jeunes socialistes et du mouvement *Sémislam*, une nébuleuse qui se prétendait à la fois anti-islamophobe et anti-antisémite.

Craie-Armel, peut se permettre d'être « gentil » au quotidien. Son directeur adjoint se charge d'être le *bad cop*, menaçant les parlementaires rétifs face aux innombrables réformes qu'il impulse pour *démocratiser le mammouth*, fliquant les rares chefs de bureaux trop soucieux de neutralité politique, harcelant les journalistes, les critiques, pour les accuser de faire le jeu des réactionnaires, les neutres pour leur reprocher leur manque de courage, les favorables pour les contraindre à davantage publier de *bons* papiers.

Tout près de la porte, se précipitant vers lui pour lui claquer la bise, son chef… pardon… sa cheffe de cabinet. Une très jolie fille dont se dégage un *sexytude* foudroyante. Les traits fins, mix d'Audrey Hepburn et de Grace Kelly, la « taille bien prise », comme on disait il y a bien longtemps, elle s'habille dans une sorte de *glamporn* ravageur qui fait de nombreux émules dans les cabinets ministériels : les coupes sont classiques, les étoffes traditionnelles, les couleurs sages, mais tout cela est court, très court et près, très près, du corps qu'elle a manifestement magnifique. Sa jupe patineuse laisse voir le haut de ses cuisses bronzées et satinées et un chemisier cintré, à la forme tout ce qu'il a de plus BCBG, juste déboutonné ce qu'il faut pour que l'on pressente la naissance de ses seins qui se détachent nettement de son torse, formant un V de deux lignes obliques, légèrement brillantes, tandis que sa transparence laisse deviner, selon les angles et la lumière, des formes appétissantes. Son attitude est souvent troublante car elle

adjoint un sourire d'ange à un regard dur qui perce la rétine, se loge dans le nerf optique puis s'accroche au cerveau de ses interlocuteurs.

C'est une pure *politique*. Craie-Armel l'a croisée à l'Assemblée, alors qu'elle exerçait les fonctions de secrétaire générale du groupe écologiste, job qui consistait principalement à dissimuler autant que possible les divergences de ses membres et à simuler l'existence d'une dynamique de groupe. Elle portait, comme une ombre épaisse derrière elle, un CV d'activiste long comme le bras de King-Kong. En dehors du puissant érotisme qui se dégageait d'elle, ce sont ses *références* gauchistes qui l'ont convaincu de se l'attacher. Avec une telle collaboratrice, difficile de l'accuser de tiédeur. Quand on a occupé la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, sectionné les grillages de centres de rétention d'immigrés illégaux, simulé un avortement à Notre-Dame de Paris en extrayant une tranche de foie de veau de son vagin… difficile de ne pas être respectée à gauche. Et puis, avec une telle pasionaria, il dispose d'un redoutable chien de garde.

À ses côtés, une fille si menue qu'on la croirait sortie d'un collège. Elle parle d'une voix aigüe et frêle aux intonations vagues. Ses cheveux bouclés, son débardeur gris en toile légère, son sourire de Madone timide et contrariée et son œil droit légèrement divergent lui donnent un air fragile et tendre qu'elle exploite sans vergogne pour mieux *tuer* ses adversaires, ou plutôt ceux de *son* ministre. Sa fonction vague est de suivre la « Réforme de l'État », ce qui lui permet de mettre le nez dans tous les dossiers, d'aller à toutes les réunions, d'être en contact avec tous les points névralgiques de l'État. Elle a saisi l'occasion de participer à ce cabinet ministériel pour donner un coup de *booster* à sa carrière de fonctionnaire. Elle en avait bien besoin, son classement à la sortie de

l'ENA était calamiteux et ne lui ouvrait que les portes sinistres du ministère des affaires sociales, ou, pire, des tribunaux administratifs.

Le ministre s'est composé un visage triste et accroche leurs regards qui, en un instant, sont passés de l'espérance gourmande à la déception aigre. Il lance alors sur un ton morne :

— C'est bon. Le timbre de sa voix est en telle contradiction avec l'information délivrée que ses collaborateurs ne comprennent pas. Alors, il se lâche, forme son plus large sourire et annonce d'une voix suraiguë censée évoquer une hystérique :

— Vous appartenez au cabinet du Premier ministre !

Dans le bureau du ministre, l'heure est aux congratulations. Au milieu de la pièce trône le bureau réalisé en 1937 par Jean Pascaud pour Jean Zay, alors ministre. Un roboratif plateau beigeasse sculpté en arc de cercle dans du travertin de Tivoli est porté par deux potelets de la même pierre qui font penser à des mollets de vieille femme obèse. Le tout évoque un aménagement de hall d'immeuble prétentieux des années 70. Craie-Armel est négligemment assis sur le coin droit, ses collaborateurs l'entourent debout. Chacun y va de son « Je savais que cela marcherait ». Tous félicitent le ministre, son « extraordinaire courage politique », son « positionnement incontournable », sa « ténacité » … Et tous pensent aux avantages que cette promotion leur garantit. Le directeur de cabinet se rêve déjà au Conseil d'État, ce corps qu'il prétend mépriser pour son arrogance et sa suffisance, mais qui apporte encore prestige et… vie facile. De là, il pourrait rayonner vers tous les postes en vue de la République sans rester confiné dans ce ministère de l'Éducation nationale où l'on ne dirige rien, coincé que l'on est entre les syndicats d'enseignants, l'administration de la rue de Grenelle et les francs-maçons.

Le directeur-adjoint se voit déjà propulsé vers une circonscription suffisamment difficile pour faire l'objet de commentaires laudatifs s'il l'emporte et qui offre néanmoins suffisamment de chances de victoire pour être un défi jouable.

La cheffe de cabinet s'imagine régnant sur un aréopage d'autres chefs de cabinet pour mettre en séquences scénarisées l'action du Premier ministre, lancer un vaste *story-telling* de *l'homme de la réconciliation nationale* et envisager, tout de même, un « tour extérieur » dans la fonction publique. Ou alors, mieux, une exfiltration vers un grand groupe privé comme directrice des relations institutionnelles.

La conseillère « Réforme de l'État » se félicite d'avoir choisi la vie de cabinet et de doubler en quelques mois la plupart de ses camarades dans le *cursus honorum*. Elle pense déjà au prochain coup pour assurer une progression de carrière : la préfectorale ? Sauf que c'est un siège éjectable en cas d'alternance. La Cour des comptes ? Mais quel ennui de déblatérer pendant des mois pour produire des rapports dépassés à peine publiés et dont personne ne tient compte. Le Conseil d'État ? Mais elle est trop jeune et n'aime pas son atmosphère compassée. En plus, elle déteste le droit administratif. Il est vrai que ce n'est pas forcément rédhibitoire. Une inspection générale alors ? L'IGF[3] est hors d'atteinte et elle déteste les chiffres, l'IGA[4] est trop régalienne à son goût, l'IGAS[5] pourrait faire l'affaire. Bon, ses méthodes de fonctionnement ont été mises en cause une fois révélés des cas de connivence avec des industriels de la santé, l'ambiance y est notoirement mauvaise avec ses procédures de relecture lourdes qui permettent à quelques anciens de faire la pluie et le beau temps, mais elle est truffée de camarades de gauche et constitue un beau poste d'observation sur tout le secteur des affaires sociales. Pour ne rien gâcher, les locaux qui

donnent sur la Seine sont très *hype* et, surtout, le rythme de travail laisse du temps pour développer son réseau ou passer de bons week-ends rallongés. Un bémol : les trois inspections ont perdu de leur lustre après la dernière réforme qui ne permet plus d'y faire carrière.

Craie-Armel les sort de leurs rêves avec son bon sens inaltérable.

— Bon, les amis, ce n'est pas le tout ! Il faut préparer la suite. Le Président veut une session extraordinaire du Parlement. On va lui offrir. Reste à la nourrir ! Il ne veut ni état d'urgence, ni, *a fortiori*, d'article 16… *The show must go on* ! Je compte proposer deux choses : une commission d'enquête internationale et une conférence de dialogue national. La première, c'est le pilier transparence, la seconde, le pilier réconciliation. Comme cela on couvre bien le spectre des actions à mener…

Le directeur de cabinet fronce les sourcils et tente :

— Mais Jean-Philippe, il manque quand même un bout du spectre, qu'est-ce qu'on fait du terrain tenu par les mecs ? Et des risques d'attentats à venir ?

— Écoute, ça c'est le *régalien* présidentiel. Tu te souviens de tes cours de Science-Po ? Et de Chaban qui, en 1959, avait théorisé le « domaine présidentiel » ? Nous, on *réconcilie*, lui, à l'Élysée, il *pacifie !* J'ai été très clair. Je ne me mêle pas d'ordre public. Chacun son job ! S'il arrive à régler le truc, c'est bon pour *nous*, s'il se plante c'est mauvais pour *lui*… et il faudra lui trouver une alternative… Dans cette hypothèse, *nous*, il insiste sur le pluriel, *nous* ne serons pas mal placés, nan !?

— Ou alors on coule avec… reprend le directeur, dubitatif. Il ne peut finir, interrompu par celui qui, en titre et seulement en titre, est son adjoint :

— De toutes façons, on n'a pas le choix ! Le Président veut de la douceur… On sait tous que cela va foirer… mais la majorité ne soutiendrait pas des mesures fortes. Souvenez-vous, quand les brutes de l'État islamique ont égorgé ce vieux prêtre à Rouen en 2016, le Président et Premier ministre d'alors ont annoncé dans la foulée qu'ils ne comptaient, je cite : « prendre aucune nouvelle mesure » … Bonjour la réactivité ! Le nôtre de président, il est dans le même trip.

La cheffe de cabinet, qui s'est toujours piquée d'avoir des talents de stratège, se lance dans la discussion avec ce ton rogue qui dissimule le plus souvent son incertitude face aux difficultés.

— Pourquoi ne pas examiner le sujet sous un autre angle ? Pourquoi ne pas proposer une *nouvelle frontière* du type : brisons les discriminations, renouons avec l'égalité des citoyens. Aujourd'hui, tout le monde joue sur les peurs, le repliement, alors proposons l'inverse et recréons de l'espoir, du vivre-ensemble.

Craie-Armel la regarde en souriant. Décidément, cette nana n'en rate pas une. Complètement à l'ouest, mais, en même temps, une force de conviction inentamée. Si elle travaillait dans un hypermarché, elle serait la meilleure vendeuse de gadgets inutiles. Il veut l'encourager à jouer à la tête chercheuse gauchiste, il pourra toujours en sortir quelque chose.

— Hum, ouaiiis, Alizée, c'est pas mal… ça arrive un peu vite dans la séquence, mais garde l'idée, je la placerai dans une intervention.

Seule la jeune conseillère est restée silencieuse. Les visages se tournent vers elle, en attente. Mais elle a choisi de se taire. Depuis longtemps, elle a compris que, dans un monde de beaux parleurs, le silence pouvait être une force. Cela suffit souvent à pousser les interlocuteurs à vous demander votre avis, vous conférant un avantage dans la discussion. Mais là, personne ne prend la peine de

l'interroger. Tous sont trop impatients d'aller à Matignon. Les regards se détournent rapidement.

Le nouveau Premier ministre se redresse et contourne le bureau de Jean Zay, s'assoit à son fauteuil, pose le coude droit sur son plateau, se masse le front de la main droite. Il fait sentir l'extrême concentration dont il est capable. Au bout de quelques interminables minutes de silence, d'un geste bref, il tend le menton vers son directeur-adjoint de cabinet.

— Philippe, tu rameutes les membres des groupes majoritaires à l'assemblée. Je passe les voir à 11 h 30, successivement, pour…, il sourit… pour les honorer. J'explique la manœuvre, je flatte, je désamorce. Au Sénat, je peux y être à 13 h 30. Il se tourne vers sa cheffe de cabinet, il faudra me prévoir un sandwich, tu vas pas chez *Cojean*, je veux de la baguette, de la vraie, jambon-emmental, avec des cornichons, de chez *Mulot*, ou alors un italien de chez *Cosi*. Et tu prévoies le photographe pour que je sois pris avec mon casse-croûte ! Il reprend à l'attention de Philippe :

— Au Sénat, cela va être plus compliqué qu'à l'Assemblée nationale, faute de majorité. Propose une réunion intergroupe. Tu emballes sur le thème de l'unité nationale face à l'image de division véhiculée par l'Assemblée. Entre l'Assemblée et le Sénat, tu me montes avec Claudie une conférence de presse… Surtout, tu m'évites Stockpol qui est déchaîné en ce moment contre nous, mais tu n'oublies pas Christian Lacoiffe, d'*Infos express,* qui nous rend toujours de bons services…

Le directeur de cabinet, de sa voix flûtée et si respectueuse, pose la question dont tous attendent la réponse :

— Quand veux-tu que nous allions à Matignon ? Et qui veux-tu emmener ?

Le chef du gouvernement rayonne de contentement. Dans son esprit passe les images qui l'obsèdent depuis des années. Ah ! Matignon, enfin ! Mais il déglutit soudain. Il vient de réaliser que les images en question portent sur l'Élysée et le conseil des ministres, le vrai centre du pouvoir. Et un puissant sentiment de déception l'envahit qui lui dégouline dans les pattes, il en flageole. Il n'est pas encore au sommet. Nom d'un chien ! Que faudra-t-il encore consentir pour y parvenir ? Il a déjà tout sacrifié, épouse, enfants, métier, amis, ses idées, son âme même. Sous l'empire de ces émotions, il prend le ton doloriste qu'il aime à utiliser pour bien montrer l'ampleur de son dévouement à la chose publique :

— Matignon, Matignon, tu crois que je n'ai que cela à penser ? Il prend son air d'ours mal léché et donne l'impression de se raviser *:*

— Tu prends toute l'équipe et tu y vas maintenant. Tu expliques au dircab de Personi que compte tenu des circonstances, blabla, on n'a pas le temps pour une passation de pouvoir classique. Demain, on ajoutera quelques noms sur la liste. Philippe et Alizée, vous venez avec moi à l'AN et au Sénat.

Le Premier ministre se lève et veut à ce moment précis montrer une certaine solennité. *Habiter la fonction*, c'est cela qu'il doit réaliser très vite. Habiter la fonction, cette petite phrase le turlupine car il n'a jamais réussi à ressentir ni dans sa chair ni en esprit, ce que cela signifiait. Mais son directeur de cabinet brise la magie de l'instant.

— Jean-Philippe, si tu viens pas, il a omis sciemment la négation pour faire plus pressé, plus pro, plus opérationnel, Personi me dira rien sur les dossiers en cours et tu connais son dircab, c'est un con, il voudra rien me lâcher, rien que pour nous… Il ne va pas plus loin, oublier une négation et être cruel à l'égard des collègues peut être

utile à son image, mais les grossièretés inoffensives sont une ligne rouge à ne pas franchir pour son aura de haut fonctionnaire.

Craie-Armel, fixant le directeur de cabinet, esquisse un sourire étrange qui lui tord la bouche. C'est désormais d'une pyramide de commisération que tombe la sentence, prononcée lentement, avec une nuance de cruauté :

— Mais, Gérard, je n'en ai rien à foutre des « dossiers en cours ». Ce sont les affaires de Personi et des bras cassés de son équipe. Moi, ce qui m'intéresse, c'est l'avenir, les dossiers à ouvrir et… accrochant successivement les yeux de chacun de ses collaborateurs, il ajoute :

— C'est à dénicher et à ouvrir ces dossiers que je vous paie, les amis. Aussitôt, il se rend compte de la vulgarité de ce rappel, mais en même temps, il découvre qu'il ne le regrette pas, au contraire. Il enchaîne :

— Bon, maintenant, laissez-moi tranquille, j'ai besoin de cinq minutes de réflexion.

Ses collaborateurs sortis, le nouveau Premier ministre se lève et examine avec soin son bureau, la tête penchée sur la droite. Il ne le regrettera pas celui-là, trop lourd et moderne à son goût. Mais, tout de même, le plus vaste aussi qu'il ait jamais occupé. Un instant, un court instant, il se dit que c'est « con » de penser avant tout à la taille de son bureau. Mais, une fraction de seconde plus tard, il balaie sa prévention et s'autojustifie : *On se fait quand même assez chier pour être bien logé, merde !*

Il décroche son téléphone et demande à sa plus fidèle secrétaire :

— Gisèle, vous m'appelez Samir Dilah, au CLM[6]…

1. Syndicat national des enseignements de second degré, originellement d'inspiration communiste.

2. Zones d'éducation prioritaire.

3. L'inspection générale des Finances exerce une mission de contrôle, d'audit, d'étude, de conseil et d'évaluation en matière administrative, économique et financière, principalement pour le compte des ministres chargés de l'économie et du budget.

4. L'inspection générale de l'Administration exerce les fonctions d'inspection et de contrôle supérieur au sein du ministère de l'Intérieur.

5. L'inspection générale des Affaires sociales exerce des fonctions d'inspection et de contrôle notamment dans les champs de l'emploi, du travail, de la formation professionnelle, de la santé publique.

6. Collectif liberté musulmane.

40

Dimanche 7 août, 14 h 15, Paris, Palais Bourbon, salle des pas perdus et hôtel de Lassay

Au Palais Bourbon, l'atmosphère est électrique. Les députés, éloignés de Paris pour ces vacances parlementaires, ont d'abord été sidérés par les « évènements ». Leur rappel en session extraordinaire les excite maintenant en même temps qu'il les irrite. Ce sentiment d'être indispensables au point de ne pouvoir jouir des vacances de Monsieur Tout-le-monde les gonfle d'une importance nouvelle et agacée. *Ah ! On va voir ce qu'on va voir* ! Nombreux sont ceux qui cachent leur impuissance individuelle en multipliant les coups de fils, les apartés, les communiqués à leur journal local. Les plus désorientés sont les provinciaux qui ne connaissent pas les difficultés de leurs collègues avec l'islam. Ils sont de moins en moins nombreux car la politique de saupoudrage des heureux bénéficiaires des grandes migrations de 2015-2022 a diffusé dans de nombreuses régions jusqu'alors indemnes le virus du communautarisme et du racisme. Il reste tout de même des Bretons, des Auvergnats, des Berrichons… à s'estomaquer de l'ampleur du désastre. À l'inverse, les Provençaux, Lyonnais, Parisiens et autres Nordistes, haussent

régulièrement les épaules d'un air blasé, comme s'ils voulaient dire : *on vous avait bien prévenus.*

Dans la salle des pas perdus, les parlementaires se croisent et se bousculent à la recherche de micros, les journalistes cherchent à récolter quelques bons mots des *pointures*, si possible des phrases définitives qui feront le *buzz* et déchaîneront les passions. Les assistants de députés leur courent après pour énumérer les appels reçus, les courriers transmis et essayer d'accrocher la lumière sur un plan vidéo qui sera – peut-être – diffusé aux vingt heures ce soir.

Dans un coin de la salle, un attroupement s'est formé autour de Jacques Terrac, l'un des leaders de l'opposition. Lui a toujours été catégorique : pas de compromission avec ce Président *techno* « sans colonne vertébrale » et ses gouvernements de bricolage. Mais cette ligne claire n'a pas toujours été celle de ses collègues, loin de là. Incapable de stratégie, mais infiniment doué en tactique, le président de la République a su élever les uns, par des nominations habiles, faire espérer les autres, en leur promettant la place des premiers, et inquiéter les derniers, en les menaçant de couper les subventions ou de mettre le paquet sur un candidat adverse. Il faut dire qu'élu face à la candidate de l'extrême droite, il a pu rameuter au second tour de la présidentielle des soutiens tous azimuts. Se souvenant du second mandat de Jacques Chirac, en 2002, il a pris soin de s'appuyer sur une majorité recomposée, qui va du centre gauche au centre droit. Certes, cela ne donne pas une dynamique à son Gouvernement qui se contente de gérer les affaires courantes, mais présente un avantage indéniable : peu à peu, l'opposition s'est transformée en Balkans de la politique. Quelques-uns de ses ténors ont même abandonné toute activité partisane, avec l'aide de l'État : le précédent président du principal groupe parlementaire d'opposition, celui des *Républicains-démocrates,* a été nommé à la

tête de la SNCF, au départ de son indéboulonnable PDG et le secrétaire général du parti a eu droit à un coup de pouce pour accéder à la présidence convoitée de l'Agence française pour le développement.

Terrac, lui, n'a rien eu. Ce n'est pas tant sa vertu que sa personnalité « clivante » qui lui a aliéné la Cour du monarque. Être *clivant*, c'est-à-dire avoir des idées personnelles, est l'un des pires défauts dans une société moutonnière, régie par les médias du politiquement correct. Mais, à quelque chose malheur est bon, cette funeste capacité à cliver l'a préservé de la connivence générale de ceux qui veulent à tout prix arriver. Ni conceptuellement brillant, ni spécialement habile, parfois même assez maladroit, il a néanmoins tracé sa route, enfouissant péniblement le soc de sa lourde et constante rhétorique dans le terrain sec et pierreux d'une opinion peu réceptive. Mais, à présent que cette opinion n'est plus qu'une terre légère, volatile d'inquiétude, son sillon se fait plus profond et plus droit. Il ne convainc pas encore mais il entraîne déjà. Et puis, il a pris de la distance, de la hauteur dans ses analyses et a suivi le conseil de De Gaulle : « Prenez de l'altitude, il y a moins de monde. ».

Et, dans le cas présent, dans le coin de cette salle qui a vu passer tant de notabilités, il assène quelques vérités simples : pas de place pour les assassins en France, pas d'État sans souveraineté recouvrée sur tout le territoire national, guerre totale contre les terroristes. Ce qui était discours « extrême » dans une France qui n'était pas encore traumatisée et tétanisée de douleur après les attentats djihadistes de 2015 et 2016 est devenu évidence pour une large part des citoyens, si bien que les médias en reprennent parfois certains thèmes autrefois volontiers censurés. Evidence pour une large part de citoyens, mais pas encore pour les gouvernants.

Au milieu de la foule de micros, qui ressemblent à autant d'armes braquées vers son visage, une jeune et belle journaliste de *Radio Wallonie*, brune, cheveux coupés au carré, le visage bronzé et à peine maquillée, tend le sien avec fébrilité vers le député, tout en offrant son plus beau profil au reporter d'images qui l'accompagne et vendra bientôt la scène à la télévision française.

— Qu'allez-vous faire face à la nomination de Jean-Philippe Craie-Armel ?

Comme la plupart de ses collègues de la piétaille journalistique, elle enchaîne les questions comme si elle crachait des balles de mitrailleuses, dans l'espoir que l'une d'entre elles percera la cuirasse auditive de l'interviewé, quitte à obtenir l'effet inverse : ces essaims de questions piquantes et virevoltantes désorientent souvent les personnalités harcelées. Mais l'avantage est énorme : d'abord vis-à-vis des patrons de médias, car l'employé remarqué se voit sans tarder décerner un prix de « *niaque* ». Et un patron de presse valorise toujours un collaborateur qui va chercher l'info avec les dents, fût-elle sans intérêt. Quant aux auditeurs ou téléspectateurs, au milieu de centaines de réponses convenues et sans intérêt, leur attention est parfois excitée par une pépite qui surgit. Non que cette réponse inattendue ait le charme de la spontanéité ou de la vérité, mais parce qu'elle comporte une erreur, la levée d'un tabou, un mot de trop, une critique acerbe… La pépite fait alors le tour des réseaux sociaux, *retweetée* à des millions d'exemplaires, *facebookée*, *youtubée*. Les citations déformées, les commentaires biaisés et les cris d'orfraies intéressés achèvent d'en faire un monstre de la pensée politique. Un monstre auquel se sentiront obligés de répondre les politiciens les plus branchés et les plus soucieux de leur image.

Bien malgré lui, Terrac a souvent commis de telles pépites par le passé. Il a toujours eu le souci d'argumenter : ses phrases sont trop

longues et se prêtent merveilleusement au charcutage. Il est devenu plus prudent, mais reste le jouet de son énergie vitale. En l'espèce, il n'a pas besoin de se forcer pour dénoncer la manœuvre présidentielle et répond :

— C'est une réponse dérisoire à une situation tragique. Si les rumeurs se confirment, le Gouvernement a l'intention de convier une commission d'enquête internationale pour, je cite, « faire la vérité sur les évènements ». Ce serait une triple imposture : nous n'avons pas besoin d'observateurs extérieurs pour nous expliquer ce qui s'est passé, nous n'avons pas besoin d'un Gouvernement qui sous-entend que nos propres institutions sont incapables de « faire la vérité », nous n'avons pas besoin de politiciens qui nous parlent *d'évènements* lorsqu'il s'agit d'une guerre sur notre territoire. Quant à la « conférence de dialogue national » dont on entend parler, le principe même en est ridicule et outrageant pour ceux qui sont morts. Avec qui va-t-on dialoguer ? Avec leurs assassins ? Avec ceux qui détruisent notre pays de l'intérieur ? Ou avec leurs soutiens extérieurs, comme l'Organisation de la coopération islamique ? Pour ce qui nous concerne, et j'espère que nous serons suivis par toute l'opposition et une large part de ce qui fait aujourd'hui office de majorité, nous déposerons une motion de censure pour renverser ce gouvernement et le remplacer par un gouvernement d'union nationale. Vous savez que je n'ai jamais soutenu cette formule lorsqu'elle cachait seulement des manœuvres politiciennes, mais à présent, la situation l'exige. À défaut, nous envisagerons toutes les hypothèses pour préserver notre pays. Je vous remercie.

« Toutes les hypothèses ». Les oreilles se sont dressées à la conclusion énigmatique. Les voix des éboueurs de l'information fusent et tentent d'accrocher l'attention du politicien, mais leur mêlée les rend inaudibles.

— De quelles… ?

— Que voulez-vous dire… ?

— Hypothèses… ?

— Préserver… ?

— Que signifie… ?

— Jusqu'où… ?

— Pourquoi parlez-vous de « notre » pays ?

C'est la jeune journaliste belge qui décroche le pompon grâce à sa voix aigüe qui perce les tympans de ses collègues et les fait taire un dixième de seconde, ce dixième qui lui donne l'avantage et conduit Terrac à tourner ses yeux naïfs vers elle :

— C'est une guerre civile ? Annoncez-vous une guerre civile ?

Terrac ne répond pas instantanément et cherche la caméra qui aura le meilleur angle pour bétonner la force de son annonce. Après le coup de fil de Nevers qui lui a décrit la situation dans son département, il se veut solennel.

— Nous ne laisserons pas notre pays, celui de nos ancêtres, de notre culture, de notre civilisation, de nos enfants sombrer sous les coups de fanatiques par la faute d'incapables. Si le Gouvernement n'existe plus, il faudra s'y substituer. Nous ferons une nouvelle annonce demain à 9 h 00, à l'issue de notre bureau politique et de la conférence de coordination de l'opposition. Merci.

Cette fois c'est une explosion d'interjections, d'appels et de voix hystériques. La masse de journalistes, qui a grossi, s'agite. Les bras se tendent un peu plus et les micros qu'ils portent en tremblent d'impatience. « Monsieur Terrac ! Monsieur le député !, S'il vous plaît !, Une question !… ». Mais rien n'y fait, Terrac compose un sourire qui se veut mystérieux et ironique – une ironie qui lui sera longtemps reprochée par la suite – et quitte la salle de son pas toujours un peu trop rapide.

Dans l'antichambre du bureau du président de l'Assemblée nationale, le sénateur Nevers attend debout. Il déteste poireauter assis, comme un vulgaire patient dans un cabinet médical ou un client sollicitant un prêt bancaire. Et puis, il est trop impatient. Il est passé par la petite entrée du 33 quai d'Orsay, à droite de la statue de Colbert assis conçue par Jacques-Edme Dumont, celle des « visiteurs du soir », qui leur évite de rencontrer le gros des députés. Il escomptait être reçu sur-le-champ, mais l'attente se prolonge. Il a déjà vu sortir de la pièce les présidents des commissions des lois et de la défense, les mines sombres, puis entrer une équipe de journalistes TV qui est ressortie vingt minutes plus tard. La porte du bureau du président s'ouvre à nouveau et laisse le passage à son occupant qui se dirige vers lui de son pas assuré. Il a les traits tirés, la bouche maussade, le regard moins mobile qu'à l'accoutumée. Certains le comparent à Robert de Niro. Même visage strié de longues rides qui ressemblent à des dunes plissées par le vent, même tignasse poivre et sel, même variabilité des expressions.

Il omet la petite plaisanterie qu'il ne manque en principe jamais de faire en rencontrant un de ses collègues parlementaires, mais sourit néanmoins et salue cordialement Nevers qu'il invite à le précéder. Avant d'entrer dans la pièce, le président de l'Assemblée passe une tête dans le vaste secrétariat contigu et demande deux cafés pour son hôte et lui.

Une fois entrés dans ce qui aurait pu être l'un des plus beaux bureaux de la République, mais ressemble davantage au cabinet de consultation d'un dentiste enrichi, tableaux contemporains aux couleurs criardes, divan blanc cassé…, son occupant désigne à Nevers un fauteuil Louis XV hideux, blanc et or, qui semble directement sorti d'une vente pour un émir du Golfe, et s'assied dans

son jumeau. Nevers se pose sur l'extrême bord du siège. On ne sait trop s'il est prêt à bondir ou s'il veut marquer qu'il n'est pas chez lui. Un silence entoure les deux hommes. Il est cisaillé par le président.

— Alors, tu voulais me voir en urgence ? Le ton est légèrement réprobateur, et l'on entend bien la question implicite : tu crois que je n'ai que cela à faire aujourd'hui vu ce qui se passe ?

— Oui, merci de me recevoir si rapidement Georges. Je me doute que ton agenda est très chargé…

— C'est surtout que la séance va commencer dans une demi-heure. Avec la déclaration de Craie-Armel… mais vas-y.

— Tu t'en doutes, j'ai souhaité te voir à propos des évènements en cours. Tu as rejoint le Président, mais nous nous connaissons bien, je sais que tu n'approuves pas ses dernières palinodies. Tu as été ministre de l'Intérieur et quand on a exercé ces fonctions, on est conscient des fragilités du pays. Tu t'es souvent inquiété des risques de conflit, maintenant, nous y sommes. Nous frisons la guerre civile. En 2016-2017, on a joué à se faire peur et on n'a pas réagi. La droite avait perdu les présidentielles, l'extrême droite était battue une nouvelle fois, et cerise sur le gâteau, le Président s'est positionné bien au centre en tendant la main à gauche et à droite, pour tirer les leçons du second mandat de Chirac en 2002. Résultat des courses, une majorité flasque sans axe véritable, des gouvernements instables faits de bric et de broc, la garde nationale renvoyée aux calendes grecques, la réforme de la Justice ajournée, celle des services de renseignements faite *a minima,* l'immigration qui explose. Bref, en cinq ans, rien de sérieux n'a été fait. En 2022, rebelote, il se fait réélire et ne fait rien de plus. Mais, quand les derniers djihadistes de Hayat Tahrir Al-Cham, les gentils héritiers de la branche syrienne d'Al-Qaida, jusqu'alors confinés dans la province d'Idlib, ont balayé les troupes de Bachar Al-Assad, une partie des

anciens petits terroristes, désormais désœuvrés, est revenue chez nous. Ils avaient gagné alors certains se sont calmés, mais d'autres sont devenus littéralement fous et cela a donné le massacre de Lyon à Noël dernier, le mitraillage du ministère de l'Intérieur, qui a quand même causé la mort du directeur central de la sécurité publique et de la portugaise qui tient l'épicerie au coin de la rue des Saussaies, sans oublier l'attaque de la colonie de vacances de Toulon, où les assaillants ont décapité des jeunes beurs de Grigny ! Nous nous sommes tous bien gardé d'enflammer les passions. Nous étions tous conscients qu'avec la masse de musulmans dans le pays, la rancœur accumulée, des prophéties alarmistes risquaient d'être autoréalisatrices. Plus on critiquait l'islam, plus on poussait à la radicalisation. C'était le *leitmotiv*… et j'y ai cru. Mais, en réalité, c'est une machine infernale ! Car, moins on critique l'islam, plus les fanatiques se sentent libres de faire ce qui leur plaît et de mettre la pression pour nous imposer d'autres mœurs, un autre mode de vie, y compris à leurs coreligionnaires.

Nevers s'interrompt comme pour donner à son interlocuteur le temps de digérer son long exorde. Mais il reprend rapidement d'un ton de plus en plus vif.

— Le sommet a été atteint avec le maire de Saint-Denis. Saint-Denis, symboliquement, c'est tout de même la ville de la basilique des rois de France. Il a imposé les horaires séparés pour les femmes et les hommes, a supprimé la mixité dans les écoles primaires et a instauré un *dress-code* pour les personnels municipaux, avec jupe longue, manches obligatoires, décolletés interdits… et, bien sûr, voile encouragé. Comme son collègue de Stains, il avait auparavant donné le nom d'une femme de Mahomet à une rue de la ville sans que personne ne réagisse vraiment. Et, tu t'en souviens, il y a un an, il a débaptisé plusieurs rues pour les affubler des noms des compagnons

de Mahomet. A chaque fois, la presse en parle un jour ou deux, quelques intellectuels s'étonnent, d'autres soutiennent au nom de la lutte contre l'islamophobie, mais l'État ne fait rien. Comme un sujet d'actualité chasse l'autre, la question est oubliée : les journalistes partent mais les électeurs restent… De proche en proche, ce sont déjà des centaines de communes qui sont touchées. Mais il faut se taire, toujours se taire…

Alors que Nevers fait une nouvelle pause, le président de l'Assemblée nationale l'interrompt d'un ton où perce l'impatience.

— OK, ton résumé de la situation emporte la conviction, ça, je peux te le dire à titre personnel. Mais où ça nous mène ? Qu'est-ce que tu proposes ?

— J'y viens. Je vais être provocateur, mais puisque rien ne change, que l'on s'attaque ou non à l'islam, c'est que le problème ne vient peut-être pas seulement des djihadistes… mais de nous-mêmes !

— Hum ! Tu veux que l'on se convertisse ? Le ton était cette fois grinçant.

— Non, bien sûr ! Nous devons changer de politique et arrêter de mettre tous les musulmans dans le même panier. Proposons un pacte à ceux qui veulent s'assimiler : ils nettoient leurs rangs, nous aident à cibler les extrémistes, s'engagent à respecter nos valeurs et, en échange, on leur donne les clés des structures musulmanes en France et on les finance partiellement. On complète par une nouvelle politique de peuplement des quartiers dits « sensibles », en renforçant les programmes de rénovation, en réduisant la pression des étrangers et en répartissant mieux ceux qui veulent rester en France. Et, en guise de sécurité, on élargit, par une révision constitutionnelle, les cas de déchéance de la nationalité, et des droits civiques et sociaux…

Le président de l'Assemblée lève la main et le stoppe net. Il esquisse un petit sourire las et lance :

— Et tout cela, tu le fais avec quelle majorité ?

— Avec celle que l'on va construire ! Avec la majorité de l'Assemblée et du Sénat ! Tu sais que tout ce que je viens de dire est partagé par l'immense majorité des collègues, et des deux bords, en tout cas en privé. Mais il faut les aider à se déclarer, à assumer…

— Supposons que cette majorité existe, comment la faire apparaître ? Tu sais comme moi que celui qui avancera le premier sera carbonisé. La presse se jettera sur lui, avec Stockpol comme chef de curée, et il n'en restera rien.

Nevers vrille son regard dans celui du président de l'Assemblée nationale et prend d'un seul coup un ton très grave. Mais il ne parvient pas à maîtriser son petit tic de bouche qui lui fait avancer régulièrement les deux lèvres vers l'avant, comme pour un baiser avorté.

— C'est là que tu interviens. Tu as l'autorité, le rang de numéro quatre de l'Etat, tu es respecté, tu as le contact avec les présidents de groupe, même le Président t'écoute…

Flatté, l'homme se lève et d'un air concentré, les deux mains croisées derrière le dos, se cale devant la fenêtre qui donne sur les jardins. Après un bref haussement d'épaules, sans même se retourner, il assène :

— Tout cela est bien beau. Mais que ne l'avons-nous fait plus tôt ?

— Ce n'est pas un argument, il n'est pas trop tard et nous n'avons pas le choix. Nous contemplons depuis des années une politique qui ne marche pas.

— L'idée de pacte est intéressante. Mais la majorité, ou ce qui en tient lieu à l'Assemblée nationale, le Président et le Gouvernement

vont balayer cela d'un revers de main… Ici, c'est le bordel, on ne sait plus qui est qui.

— Il nous reste une carte à jouer pour les pousser à réagir. Nevers n'alla pas plus loin, parler à un dos l'exaspérait. Le silence contraignit le président à se retourner.

— De quelle carte parles-tu ?

— L'article 68 de la Constitution ! Le président de la République peut être destitué en cas de « manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat ». La destitution est prononcée par le Parlement constitué en Haute-Cour. Et il suffit du vote d'une assemblée pour proposer la réunion de la Haute Cour. Laisser se constituer des zones tenues par des terroristes va directement à l'encontre de l'article 5 de la Constitution selon lequel le Président est le garant de l'intégrité du territoire. Nous pouvons faire voter au Sénat la proposition de réunion de la Haute Cour. Transmise ici, tu peux être sûr que cela va diviser les groupes. Nous n'y aurons peut-être pas de majorité, mais cela va réveiller les tensions parmi les soutiens du Président qui sont aujourd'hui désemparés. Certains pourraient même y voir une porte de sortie qui leur profiterait. L'opinion va s'agiter, mettre l'exécutif sous pression. De toute façon, même si la proposition est repoussée, nous aurons symboliquement et moralement gagné pourvu que l'écart soit faible.

Le président esquisse désormais un sourire. Faut-il y voir de la moquerie ? Pour Nevers, cela n'augure rien de bon. Le numéro quatre de l'Etat se rapproche de lui. Il pose une main sur son épaule gauche et se penche à son oreille.

— Tu te rends compte de ce que tu proposes ? Supposons que nous ayons une majorité au Sénat, et tu sais qu'il faut les deux tiers des voix, nous n'en aurons pas à l'Assemblée. Nous ne destituerons

pas *l'autre*, nous aurons toute la presse contre nous, toutes les associations, les réseaux sociaux. Nous fragiliserons un peu plus les institutions et nous nous déconsidérerons pour l'avenir…

— Mais quel avenir ? Si nous laissons faire, Paris sera bientôt Beyrouth en 1976 et l'avenir de la France sera celui du Liban pendant la guerre civile… Tels qu'on est partis, cela ne s'arrêtera plus si on ne bouge pas… et tu le sais, comme nous le savons tous.

Le président de l'Assemblée agite la main droite comme pour chasser un insecte insistant :

— Dramatiser n'a jamais été une bonne solution. Nous sommes une démocratie, ce qui nous enserre de contraintes. Nous ne pouvons pas faire ce que nous voulons. Et puis ton pacte avec les musulmans, qu'est-ce qui te dit qu'il fonctionnerait ? Tu te ferais, nous nous ferions, broyer entre les islamistes et les islamophobes. Non, non, crois-moi, l'essence de la démocratie c'est le compromis et la négociation, alors négocions et on fera le ménage ensuite.

Nevers se lève brusquement et tend un doigt vibrant vers le président de l'Assemblée nationale qui recule d'un pas.

— On ne négocie qu'avec des gens qui veulent négocier ! Là, il n'en est pas question. Les terroristes ne cherchent pas à discuter mais à nous écraser. Et je vais te dire ce qui va se passer. Note le bien et j'espère que cela te hantera plus tard quand tu y repenseras. Vous allez lâcher du lest, comme toujours. Pendant quelques semaines cela va se calmer. Vous allez tous souffler en vous essuyant le front. Et puis cela va recommencer. Mais, certains se rebelleront et contesteront cette politique, joueront leur survie, leur présence dans ce pays. L'Etat se divisera…

— Bon, ça va, ça va ! Tu n'es pas à une tribune de meeting ici. Tu veux que je te dise les choses autrement ? Alors, reviens me voir avec au moins trois des présidents de groupes politiques qui peuvent

former une majorité et on reparlera de tout cela. On n'est pas dans la politique virtuelle.

Le président de l'Assemblée repose sa main droite sur l'épaule gauche de Nevers mais, c'est pour mieux le pousser vers la porte. Il prend la peine de le raccompagner jusqu'au grand escalier, mais la poignée de main qu'il lui offre est de celles qui congédient.

41

Dimanche 7 août, 17 h 30, Paris, Palais Bourbon, bureau de Jacques Terrac, puis boulevard Saint-Germain, Café Relais Odéon

Jacques Terrac a une raison de se féliciter et une autre d'être mécontent. Et c'est la même : la motion de censure destinée à renverser le gouvernement Craie-Armel va échouer de peu, mais elle va échouer sans l'ombre d'un doute. Les pointages montrent que sur 577 députés, 192 vont voter pour le gouvernement, 100 s'abstenir, 270 voter contre tandis que 15 sont encore incertains. L'exécutif est donc minoritaire mais, une fois de plus, les mécanismes de la Vème République bloquent toute évolution dans la mesure où les abstentionnistes sont comptés parmi les soutiens du Gouvernement.

Dans son grand bureau de président de groupe, Terrac tourne en rond comme un lion en cage. De temps à autre, il écarte le voilage d'une fenêtre et regarde d'un œil distrait à l'extérieur. Mais c'est un tic. Il sent qu'il a une carte à jouer mais laquelle ? La destruction méthodique de la droite à laquelle le chef de l'État s'est attelé dès son élection a produit des effets qui se font encore sentir. La discipline du groupe reste faible. Les ralliements ponctuels à la

majorité présidentielle continuent d'intervenir. Ils sont rares désormais, mais les médias font leurs gros titres dessus.

Les médias ! Ils n'ont cessé d'encenser le Président comme s'ils étaient hypnotisés. Et, aujourd'hui encore, ils le soutiendront, mais cette fois sur le thème de la nécessaire union nationale.

Les militants du parti ont fui. Le nombre de ses députés a fondu, et avec eux, les subventions publiques associées. Les chefs d'entreprises, traditionnels financeurs, préfèrent désormais verser leur écot au parti présidentiel qui est au pouvoir et comble leurs vœux en étant favorable à la mondialisation, au libéralisme le plus échevelé et en stérilisant la gauche traditionnelle, celle qui était favorable aux travailleurs.

L'exécutif est entre les mains des soutiens du Président, mais il est fragilisé par l'absence de majorité solide à l'Assemblée et au Sénat. Il tient parce que les oppositions se neutralisent et parce que la droite modérée ajoute régulièrement ses voix à celle du parti présidentiel. Il tient aussi parce qu'il a l'essentiel de la presse avec lui.

Terrac en est là de ses réflexions quand le téléphone sonne. De la pièce d'à côté sa secrétaire lui lance :

— C'est l'Élysée, Monsieur !

— Qui ça à l'Élysée ? hurle-t-il, bien décidé à ne pas décrocher pour n'importe qui.

— C'est monsieur Le Naour. Il lâche un grognement mais tend la main vers le combiné.

— Allô ? Oui ? Pas aussi bien que je le souhaiterais, la motion ne passera pas, mais cela doit vous réjouir, non ? Comment ? Vous plaisantez… Vous pensez vraiment que c'est une bonne idée ? … Bon, bon, mais pas de coup fourré, pas d'annonce, pas de journaliste, pas de photos… OK ? Il regarde sa montre :

— 18 h, trouvez un coin discret. Il raccroche et s'assied sur son fauteuil Louis-Philippe, tout en grommelant. Il regarde à nouveau sa montre et lance à sa secrétaire :

— Émilie, vous me commandez un taxi, pour dans cinq minutes.

Le Relais de l'Odéon est un café qui offre de multiples avantages : bien placé, au cœur de Saint-Germain des Prés, il dispose d'une vaste terrasse sur le boulevard. Une autre, plus calme, donne sur la charmante Cour du commerce Saint-André. Il possède surtout plusieurs portes d'entrée pour la discrétion et quelques salles à l'écart, propices aux rencontres discrètes. Terrac y entre par la rue de l'ancienne comédie. Il connaît bien l'endroit pour y avoir organisé plusieurs réunions politiques. Le décor est *chic moderne* : lumières tamisées, teintes marron délicat et taupe, fauteuils recouverts de velours épais. Il salue la patronne à l'indémodable amabilité aveyronnaise qui le reconnaît et lui indique que son interlocuteur est arrivé et se trouve à l'étage. Terrac commande une bière pression et monte. Toutes lumières éteintes, la pièce est sombre, mais il reconnaît immédiatement son interlocuteur, assis sur une banquette.

Le Naour se lève et se dirige vers lui en deux enjambées. Il arbore son sourire habituel et fixe Terrac au moment de lui serrer la main, au point de le mettre mal à l'aise :

— Monsieur le président, merci de venir jusqu'ici… Ce n'est pas vraiment votre quartier. Il s'interrompt pour laisser Terrac s'exprimer, manière de faire baisser la pression, au cas où.

Terrac esquisse une moue censée en dire long sur sa contrariété d'avoir à se déplacer, mais il n'embraie pas. Le Naour lui désigne la table où il se trouvait et qui accueille déjà un *expresso*. Une fois assis, un temps de silence les sépare. Le Naour veille à ne pas le briser trop vite. Son interlocuteur doit être curieux de savoir ce qu'il a à lui dire, autant aiguiser son appétit, pour le rendre plus

disponible. Et puis, le premier qui parlera sera en position de demandeur, donc de faiblesse. C'est Terrac qui craque le premier. Le Naour marque un point.

— Bien, alors que vouliez-vous me dire de si important ?

Le désormais futur ex-conseiller à la présidence se penche vers Terrac d'un air de comploteur et lui souffle à voix basse :

— Monsieur le président, vous savez comme moi que la situation ne peut plus durer. Le Chef de l'État reste sur une position irénique qui va lui coûter cher ainsi qu'au pays. Nous avons le devoir de réagir… Il s'interrompt un instant comme pour rassembler ses idées puis reprend avec plus de détermination encore : dans l'administration, surtout dans les forces de sécurité, nombreux sont ceux qui savent que nous allons à la catastrophe et sont prêts à bouger. Il s'arrête à nouveau, plus longuement, encore une fois pour laisser Terrac s'avancer, ce qu'il fait.

— Que voulez-vous dire par bouger ? Mais, prudence naturelle ou contrepartie de son esprit un peu lourd, ses questions sont courtes, trop courtes pour qu'il ait l'impression d'être engagé par la discussion. Il faut le faire entrer plus avant, le contraindre à prendre parti, bref le mouiller peu à peu. Le Naour reprend.

— Monsieur le président, vous m'avez parfaitement compris, mais si vous ne voulez pas que nous en discutions, libre à vous… Il ne termine pas et se redresse sur sa banquette, mettant un peu de distance avec son interlocuteur. Son silence tombe au moment où la patronne arrive avec la bière demandée. Elle pose sur la table un sous-bock rouge marqué d'une étoile et y place le verre. Les deux hommes se taisent et l'ambiance est si pesante qu'elle n'ose leur demander s'ils veulent autre chose. Elle quitte la pièce sur la pointe des pieds. Terrac pressent l'importance de l'entretien mais se méfie

encore de l'homme de l'Élysée. De l'index droit il lui fait signe de se rapprocher. Les deux hommes se penchent au-dessus de la table.

— Si vous me proposez quelque chose, faites-le clairement.

— Je ne suis pas *le politique,* ici, monsieur le président. Si nous voulons agir, il nous faut une légitimité démocratique et seuls les élus en disposent…

— Alors ?

Décidément, ce Terrac n'est pas facile à surprendre. Le Naour joue le tout pour le tout :

— Monsieur le président, j'ai démissionné de l'Élysée, je reste en fonction tant que je n'ai pas de remplaçant mais cela ne va pas durer. J'ai demandé un poste sur le terrain et j'attends que le Président décide. Mais vous comprenez que dans ces circonstances, d'un point de vue… Comment dire ?… De carrière, je n'ai aucun intérêt à vous rencontrer. Si je le fais, c'est que j'ai acquis la conviction que le Président n'est pas en état de prendre la mesure de la situation et d'y faire face…

Terrac l'arrête d'un signe de la main droite et accroche son regard dans celui de Le Naour qui remarque ses pupilles vertes bordées d'éclats de jaune :

— Attendez, attendez, résumons : vous m'expliquez que vous quittez le Président mais que, de votre position, vous pouvez encore m'aider à lui faire la nique, d'une façon ou d'une autre ?

Pas si lourd que ça le Terrac, pense Le Naour qui n'a pas le temps de répondre car le député a repris en se rapprochant encore un peu :

— La question est de savoir de quelle façon ? N'est-ce pas ?

42

Dimanche 7 août, 9 h 00, Paris, boulevard Saint-Germain, Bureau politique des Républicains démocrates

Comme à son habitude, Terrac est arrivé très en avance. Affalé dans son fauteuil, il contemple les murs blancs de la salle qui ne portent même pas les habituelles affiches de dirigeants du parti. Tout est aussi impersonnel que possible. Sinistre. Un téléphone crasseux trône sur une table recouverte d'une dérisoire nappe de feutre vert. Dans un angle de la pièce, un gobelet de café encore à moitié plein attend sur la moquette.

Il ne s'est jamais intéressé au parti, préférant se consacrer à la présidence du groupe parlementaire à l'Assemblée. Il a laissé un collègue du Lot, gentil mais limité, présider le mouvement qui n'est plus que l'ombre de lui-même : les adhérents ont fondu. On en annonce 30 000 à la presse, mais on compte tous ceux qui ont versé au moins une cotisation sur les trois dernières années. Les électeurs ont filé ailleurs et le nombre des parlementaires est désormais très réduits : 32 députés et 53 sénateurs. Le problème, à présent, c'était que les notables locaux, les maires, commencent aussi à quitter le

navire. Sans enracinement local, ce qui constituait sa force principale, que deviendrait-il ?

Il commence à trépigner d'impatience, la jambe droite agitée d'un mouvement permanent lorsque les premiers membres du bureau politique arrivent.

Trois heures plus tard, la bande pléthorique se sépare. Aucun texte commun n'a pu être adopté. Nombreux sont ceux qui ont plaidé pour le soutien au Président dans une situation aussi grave, certains cachant mal leurs espérances personnelles. Les crises sont des occasions de prendre la place des copains. Certains ont usé de l'argument rebattu consistant à « refuser d'ajouter de la crise à la crise » : il fallait apaiser, pacifier, calmer le jeu. D'autres ont conceptualisé leur impuissance et souhaité laisser le gouvernement face à ses responsabilités : Dieu (celui des islamistes ?) reconnaîtrait les siens.

Ses proches n'étaient pas assez nombreux pour faire pencher la balance et eux-mêmes semblaient parfois flageolants. Il payait sa distance au parti trop longtemps négligé, son manque de chaleur à l'égard des collègues. Reconnu comme le plus pugnace, il n'est pas aimé. Cela a suffi à le neutraliser au milieu de cette assemblée inquiète et craintive. L'avantage de ce fiasco : plus besoin d'organiser une conférence de coordination de l'opposition, les républicains démocrates ne parvenant pas à se coordonner entre eux.

Second avantage : Terrac se sent libre à l'égard du parti et prêt à agir. Sa rencontre avec Le Naour lui a ouvert des horizons sur la possibilité de rallier une partie des cadres de l'Etat et sur l'initiative de Nevers auprès du président de l'Assemblée nationale. C'est un homme droit, alors il va commencer par mettre la pression sur le

chef de l'Etat en lui annonçant qu'il va lancer la procédure de destitution. Si rien ne se passe, alors il franchira le Rubicon.

Il sort son portable et compose le numéro de Legout.

43

Dimanche 7 août, 18 h 00, Bagneux, quartier des Cuverons

Adam a traîné pendant 4 heures aux Cuverons et dans les cités avoisinantes. Il en a rencontré des jeunes, des frères, des potes. Beaucoup de *beurs*, quelques petits blancs perdus. Drôle d'ambiance ! Tout le monde est surexcité.

Cela commence très tôt la délinquance dans ce type de quartier. Dès 9-10 ans, ils veulent se donner une importance et jouent les coursiers, les éclaireurs, épient les autres quartiers, annoncent les intrus. Le *deal* de cannabis leur a donné de « bonnes » habitudes. D'ailleurs, le trafic marche *très très* bien. D'habitude, les poulets et les « experts » affirment que le *deal* ne fonctionne que dans les cités calmes. Ils devraient se pointer pour constater la validité limitée de leur théorie, alors que de nombreuses cités s'agitent. D'accord, les quelques barrages routiers mis en place ont bien gêné quelques voyous, mais les connaisseurs des quartiers savent se faufiler dans les impasses, les recoins et sous les arcades. Et puis, les flics sont *monotâche* comme les « jeunes » le disent en se marrant. Soit ils chassent le *dealer*, soit ils pistent le braqueur, soit ils traquent le terroriste, mais jamais tout cela à la fois. Il faut dire que les services policiers sont hypercloisonnés. Les caïds le savent d'expérience.

Tantôt ce sont les gars de la BAC qui jouent les cow-boys, en cas d'agressions, ou de cambriolages en flagrant délit. De grands types solides, adeptes de *Jiu-jitsu* ou de *Krav-maga*, le plus souvent rasés, habillés comme des voyous des années 70, jeans et blousons de cuir bien coupés. Plutôt sympas les gars, mais on morfle si on leur manque de respect ou si on joue au plus malin. Tantôt, ce sont les enquêteurs de la sûreté départementale qui se pointent pour des affaires plus corsées, genre un viol en réunion, ou un « petit » trafic organisé qui vérole un bout de cité. Ceux-là portent la même panoplie, mais se la joue un peu plus. Se prennent volontiers pour des inspecteurs Colombo avec des muscles et considèrent les *bacqueux* comme des gros bras sans cervelle. Les plus désagréables sont les mecs de la PJ. Eux, on ne les voit qu'une fois tous les dix ans. Il leur faut un braquage de banque, ou un meurtre, pour se bouger. Avant ça, inconnus au bataillon. Le problème c'est qu'ils se pointent en escouade avec police technique et scientifique, prélèvement d'ADN et tout le folklo. C'est tout de suite le bordel et on dirait qu'ils doivent justifier les dépenses qu'ils génèrent en mettant tout le quartier sens dessus dessous, en informant la presse et en se faisant mousser auprès du Parquet. Ils ont souvent un substitut dans leurs valises, ou même un procureur, qui se donne des airs de fin limier et de maître du monde. À sa tête mi-éberluée mi-concentrée, on devine qu'il est tout chose d'avoir tant de flics gradés à portée de main et qu'il croit qu'il dirige l'enquête ! C'est surtout une bonne technique de comm' pour la PJ : « Un proc heureux fait un flic promu ! », dit-on dans les unités de la PJ. Le flic de commissariat, lui, il n'a affaire à un de ces bavards de la Justice que par téléphone, et encore ce sera la jeunette de permanence qui se sentira obligée de lui gueuler après pour évacuer son stress et pour bien lui enfoncer dans le cul son statut de magistrat, alors que

lui, il n'est *que* flic. Et puis, il y a les agents de la DGSI. On les voit peu, mais quand ils viennent, ils embarquent volontiers jusqu'à Levallois. Au contraire des locaux, leurs descentes sont ciblées, des « frappes chirurgicales », claironne le patron des Hauts-de-Seine. Mais parfois, ils se gourent complètement. La cible est bien touchée, mais ce n'est pas la bonne. D'ailleurs, une fois ou deux, pas trop souvent, parce que le jeu est dangereux compte tenu des lois antiterroristes, des « jeunes » du quartier se sont amusés à balancer des fausses dénonciations de mecs qu'ils ne sentaient pas. Voir un de ces *keums* la porte éclatée au bélier de police ou à la charge explosive, plaqué au sol, menotté, et partir, *groggy*, une veste de survêt sur la tête, vers le siège des services secrets, est jouissif.

Adam voit défiler dans sa tête tous ces flics qu'il a croisés un jour ou l'autre, mais de jouissance il n'en éprouve aucune. Tout son corps lui fait mal. Il contemple une masse noire semi-circulaire, gravée comme une frise aztèque ; il a du mal à accommoder, mais il finit par y déchiffrer le mot « Michelin ». Ces trois syllabes lui arrachent un sourire douloureux tant elles évoquent les vacances et les voyages heureux. Il se dit que c'est quand même bizarre de se retrouver immobile, coincé devant un dessin de *Bibendum*, ce clown qui symbolise la mobilité.

Il se rappelle alors qu'il est tombé sur un groupe d'une dizaine de barbus qu'il ne connaissait pas mais qui étaient accompagnés de la teigne Smaïn. Ils parlaient d'attaquer la mairie ou le commissariat. Adam a voulu les raisonner. Quand ils ont tenté de le foutre par terre il en aligné trois cette fois… Il allait prendre ses jambes à son coup quand il a reçu un coup de lame dans la cuisse droite. Il a chuté, a pris des coups, s'est évanoui et vient de se réveiller.

Alors, il essaie de bouger le bras droit. Il voudrait toucher son front qui lui fait mal. Mais le membre ne répond pas. Il referme les

yeux et essaye les jambes. Mais il ne les sent même pas. D'un seul coup, une douleur fulgurante partie des côtes lui démontre qu'un peu d'influx nerveux navigue encore et se fraie un chemin jusqu'à son cerveau embrumé. Mieux, il entend distinctement la phrase qui suit le coup :

— Tu fais plus le malin ! Sans tes copains flics, sale *kafir* !

Au moment où il sombre dans l'inconscient, cette petite phrase le réjouit. Il se dit qu'il n'est pas encore mort.

44

Lundi 8 août, 10 h 00, Paris, rue Saint-Guillaume, Sciences-Po, salle Eugène d'Eichtal

Paul Retin tourne en rond dans la salle encore vide mais gonflée d'un air poisseux de chaleur. Il regarde sa montre toutes les deux minutes, soufflant d'un air méprisant, *ils exagèrent*.

Des pas résonnent dans le grand couloir vide recouvert de lino et inondé de la lumière d'août. *Ah, enfin !* se dit Retin. Il passe la tête par la porte, trahissant son impatience. C'est Richard Prince qui martèle le sol, traînant ses kilos en trop et son assurance de chercheur intronisé par les médias. Retin ne peut s'empêcher d'arborer une grimace d'agacement. Prince est un raseur tellement suffisant ! Il ne sait parler que de *ses* émissions et de *ses* bouquins. A deux dans la même pièce, l'horreur ! Surtout, que lui, Retin, cheville ouvrière du centre d'étude de la vie politique française de Sciences-Po, le mythique CEVIPOF, se sent toujours incapable de faire la conversation à ce genre de sommités. Ce n'est pas qu'il soit mauvais ou qu'il n'ait rien à dire. Sa thèse sur l'influence des lobbys dans la prise de décision européenne, son livre sur la compromission de l'ancienne Commission européenne avec certaines banques

comme Goldman-Sachs, sa tribune régulière sur les pouvoirs européens dans un hebdomadaire respecté font de lui un chercheur connu et estimé. Mais il n'accroche pas la lumière comme Prince, ou encore Ludovic Parrinna, l'ancien directeur du CEVIPOF et actuel président de la puissante association des anciens élèves, qui doit les rejoindre. Il a l'écrit leste et convainquant mais la parole pesante et confuse. Il perd ses moyens face à un auditoire et encore davantage face à une caméra. Et puis, avec son air d'étudiant à rallonge, famélique et mal tenu, sa pomme d'Adam saillante qui monte et descend comme un ascenseur extérieur, sa peau blafarde de travailleur des archives, il n'est pas télégénique. Après deux ou trois interviews pénibles sur la sortie de la Grèce puis des Pays-Bas de l'Union européenne, les journalistes ont cessé de faire appel à lui.

Sans le regarder, Prince lui tend une main gauche écœurante de mollesse, la main droite occupée à taper un SMS. Retin bouillonne face à tant de muflerie, mais il ravale sa fureur. Il réfléchit aussi vite qu'il peut et tente de trouver une répartie si ce n'est cinglante, du moins un peu méchante. Mais il ne trouve pas. Il ne trouve jamais. D'ailleurs, il est trop tard, des éclats de voix annoncent un groupe de trois professeurs au bout du couloir.

A la gauche de Parinna, toujours magnifique à un âge avancé avec son nimbe de cheveux blancs qui lui donne un air de vieux lion, Didier Furton, enseignant brillant, au physique comme pour l'intellect, mais qui gâche ses qualités par souci d'être admiré de tous. Après une carrière politique avortée, il s'est replié sur Sciences-Po et la présidence de la Fondation d'études démocrates qui ronronne et justifie son existence en publiant une ou deux fois l'an un rapport bourré de lieux communs. A sa droite, Jules Dartègue, le spécialiste universitaire des organisations terroristes. Un type tout sec, coupe en brosse, le regard noir, qui parle peu mais que tout le

monde écoute quand il l'ouvre. *Mais pourquoi Furton ?* s'étonne Retin. Il n'a pas été invité. Cette diva à l'égo surdimensionné se glisse partout et sème son nom sur un maximum d'articles d'un intérêt variable. Beau parleur, il est devenu très mondain.

Les trois pontes pénètrent dans la pièce et interrompent leur conversation. Eux, au moins sont courtois et corrects, se félicite Retin qui, avec la mesquinerie de certains timides, se promet de réserver un mauvais coup à Prince. Ils s'assoient dans la salle si typique des établissements d'enseignement supérieur dans sa froideur impersonnelle. Au moins est-elle propre, rangée et bien équipée. Le rétroprojecteur, préparé par Retin, bourdonne déjà dans l'attente d'un indispensable *Powerpoint*.

Furton, qui ne peut s'empêcher de se faire remarquer, négligeant qu'il n'a pas été officiellement convié à la réunion, car il fait partie de ces gens oublieux de leurs turpitudes, lance avec un grand sourire :

— Alors on attend qui pour commencer ? Le ton est désinvolte mais sans une once de méchanceté.

Comme pour lui répondre, la porte tourne sur ses gonds. Tous pivotent vers elle et tendent le cou. Une chevelure à la Beethoven, abondante, fantasque et d'une blancheur farineuse annonce Padovani, un des mandarins de l'établissement, maître tout aussi incontesté qu'illisible de la science politique contemporaine. Sa connaissance des milieux catholiques, dont il est un produit honteux et critique, a conduit à l'associer à la réflexion sur les dérives islamistes. Comme si on pouvait comparer toutes les religions par le seul fait qu'elles se trouvent dans un grand tiroir étiqueté « religions » ! Rémi Brague, le philosophe, avait lancé en 2016, en plein mois de juillet, période creuse qui lui avait probablement évité les foudres des notables de « l'islam de France » retournés au *bled* : « *la religion musulmane est (…) une expression trompeuse. Il est*

clair que si l'on veut classer l'islam dans une des grandes catégories de l'activité humaine, il vaut mieux le ranger dans la rubrique « religion » que dans la rubrique « jardinage ». Mais cette rubrique est bien large. »[1]. Entraîné par une sincérité déroutante, Brague était l'un des rares intellectuels à exprimer sans peur le fond de ses raisonnements. Les autres, les universitaires institutionnels, professionnels de la pusillanimité et médiocres connaisseurs de l'islam, ont souvent eu tendance à projeter sur ce dernier le peu qu'il savait d'un christianisme du XIXe siècle observé avec les lunettes du XXIe. D'ailleurs, bons laïcards, obsédés par l'idée d'éviter la flétrissure infligée par les émules d'Edward Saïd, irréparable à l'échelle d'une carrière universitaire, d'une accusation d'essentialisme occidental pétri d'orientalisme frelaté, ces intellectuels enjolivaient l'islam et son histoire et réservaient au catholicisme leur morgue si caractéristique.

Padovani, parce que cela justifiait ses ménages pécuniaires, ses interviews pontifiantes et ses préjugés progressistes, avait adopté cette vision trompeuse des choses. Neuf mois plus tôt, il avait frappé un grand coup en réalisant une avancée conceptuelle que nombre de ses confrères lui avaient enviée. Relisant, à sa manière, le processus de laïcisation du catholicisme français et plaquant son organisation sur l'islam, il avait proposé la nomination d'un Grand Mufti de la République, qui serait l'équivalent du président de la Conférence épiscopale catholique, et auquel seraient subordonnés des muftis régionaux ou départementaux. La construction intellectuelle, pour n'être pas subtile, était simple et prétendait combler un vide. Les associations musulmanes resteraient fédérées par l'actuel conseil français du culte musulmans (CFCM) et ses antennes régionales tandis que la composante religieuse, jusqu'à présent mal prise en compte, relèverait des muftis locaux. Padovani accompagnait cette « révolution » d'une idée plus insidieuse : lesdits muftis seraient

rémunérés par la puissance publique, non en tant que muftis, la loi de 1905, vache sacrée de la République, s'y opposant, mais comme formateurs du ministère de l'Intérieur… contre la radicalisation.

Comme la plupart des fausses bonnes idées, celle-ci avait plu à Paris. Elle avait enflammé la presse pendant quelques semaines. Les grands quotidiens, menés par *Le Temps de Paris,* avaient cru y voir la solution pour pacifier un islam qu'ils craignaient sans oser le dénoncer. La plupart des magazines d'opinion avaient embrayé, pour être dans le vent-de-l'histoire-émancipatrice-des-minorités. Seul le magazine *Valeurs actuelles*, coutumier du cavalier seul, s'était élevé contre cet unanimisme couard. Le magazine y avait gagné plusieurs dizaines de milliers d'abonnés, rivalisant désormais avec *Le Point* revenu à un centrisme de « Dame Caté ». Le président de la République avait dans la foulée chargé Padovani d'un rapport sur la faisabilité de son projet. Le rapport paru, et *l'establishment* évidemment laudatif, il restait à mettre en œuvre les propositions de l'universitaire. C'était l'un des objets de la réunion que d'en apprécier les conditions.

Le second objet de la réunion était de marquer le retour des intellectuels dans le débat d'idées sur l'islam. L'initiative en revenait au directeur de Sciences-Po, encouragé par le cabinet de l'Elysée. Parfait produit du Conseil d'Etat, il avait des idées sur tout, mais peu de réflexion de fond. Il avait voulu « positionner l'enseignement supérieur français ». En disant cela il pensait à Sciences-Po, à ce « carrefour entre sciences humaines et sociales et action démocratique ».

Il avait convoqué Retin pour lui demander d'organiser une série de conférences d'actualité. L'Europe, l'avenir de l'Etat, les services publics, l'écologie, l'entreprise citoyenne avaient été les sujets rebattus qu'il avait sélectionnés comme s'il s'agissait d'un nouveau

continent à découvrir. A l'origine, l'islam n'en faisait pas partie : trop *casse-gueule*, chacun le comprenait. Et puis, mais il ne pouvait pas l'exprimer, l'islam mettait dans l'embarras un *homoprogressiste* comme lui. Ses affections lui faisaient détester une religion et une culture hostiles à l'homosexualité, mais apprécier secrètement ses tabous sexuels qui poussaient nombre d'hommes du cru à la pratiquer, certes de manière honteuse et cachée, mais vigoureuse.

En même temps, le musulman avait le statut de minoritaire, comme le *gay*, et l'aura de persécution dont les uns et les autres se paraient pouvait les rapprocher. Enfin, homme délicat et cultivé, le maître de la rue Saint-Guillaume se plaisait à mettre au crédit de l'islam l'Alhambra de Grenade ou la mosquée des Omeyyades de Damas, ou ce qu'il en restait, et faisait encore semblant de croire à la thèse de la transmission du savoir grec à l'Occident via les musulmans. Mais il savait que le débit du compte « islam » était lourd : destruction de milliers d'édifices religieux chrétiens, blocage de la pensée créatrice, absence de renouvellement esthétique depuis plusieurs siècles… jusqu'à ces hideuses et informes abayas ou djellabas, véritables insultes à la beauté qui emballaient les femmes… et les hommes. Au Caire, repérant un jour un jeune homme (il pouvait avoir vingt ou vingt-cinq ans) au visage magnifique, les yeux sombres et dessinés, cils infinis, pommettes marquées, nez fin, cheveu noir, la bouche large et sensuelle, mais dont le corps disparaissait dans l'infâme boubou islamique, il se l'était imaginé en Hugo Boss ajusté. Son érection avait été immédiate.

En voyage en pays majoritairement musulmans, son goût raffiné était parfois davantage agressé par les couleurs nées de la création humaine que ravi par celles de la nature. Le soleil vibrant sur une colline ocre le plongeait dans un état proche de la pâmoison, alors

que le révulsaient les teintes verdâtres ou maronnasses qu'adoraient les islamistes, et qu'ils étalaient sur leurs opuscules pullulant dans les échoppes des « libraires » des souks comme dans leurs sordides intérieurs.

Toujours est-il que lorsque Retin avait suggéré de mettre l'islam au programme, le directeur avait, comme à l'accoutumée, pris soin de faire valoir son intérêt de principe pour l'idée, pour mieux l'écarter sans se justifier. Le lendemain du cinquième assassinat d'un prêtre, cependant, son secrétariat avait joint le directeur du CEVIPOF pour lui recommander, sans plus d'explication, l'adjonction d'une séance sur l'islam. La secrétaire s'était contentée de préciser : « L'objectif est de mieux comprendre. ».

La réunion du jour visait donc à examiner les modalités d'intervention de l'Institut dans le débat d'idées. Cela tombait à pic. Mais, en la matière, les divergences étaient nombreuses. Certains préconisaient tout juste l'organisation d'un séminaire ponctuel centré sur le « fait djihadiste ». D'autres recommandaient d'élargir le sujet au champ du croisement entre islam et politique. D'autres encore estimaient nécessaire une prise de position plus engagée, ce qui multipliait les options possibles : condamnation de l'islamo-fascisme, condamnation des attentats mais aussi de l'islamophobie, dénonciation de l'Etat, à la fois grand contrôleur et incapable de protéger les *habitants* – évoquer les *habitants* permettaient de contourner la question de la citoyenneté et donc de la nationalité – analyse critique du fait religieux en général dont l'islam ne serait qu'une manifestation, ce qui offrirait l'occasion d'une attaque en règle de l'Eglise catholique et de ressasser les clichés habituels sur l'Inquisition ou Galilée. Il y aurait sans doute, lors d'un colloque sur un tel thème, un participant qui expliquerait avec un air d'évidence qu'il fallait laisser à l'islam, « religion jeune née en 622 », le temps

de faire sa mue pour être au niveau de la spiritualité occidentale. Mais qui pouvait attendre 622 ans ?

Comme d'habitude, Retin, corseté par sa timidité, a du mal à commencer la réunion. En plus, il manque Gérard Kattell, l'un des monstres sacrés des études islamiques contemporaines, l'un des rares à véritablement maîtriser l'arabe. Il est à la retraite, tempérament ombrageux et sûr de sa valeur, il se mure dans un silence méprisant. Retin n'ose interrompre les micros-conversations en aparté. Pour marquer le début des choses sérieuses, il use d'un stratagème. Il se lève et se dirige vers la porte. En cours d'année, quand il ferme la porte avec un petit claquement, ses étudiants comprennent et le silence se fait. Et, lui, il a besoin du silence pour parler. Il saisit donc la poignée, tire légèrement la porte à lui pour lui donner de l'élan et entame la poussée mais il sent une résistance inexplicable, puis une pesée qui repousse le battant. Une voix rauque qui vibre d'une nuance cruelle résonne :

— Merci de ne pas me fermer la porte au nez !

Retin est sidéré. Ses intestins fragiles se mettent à danser la samba. *Raymond Briscard !* Le président, honni mais craint, de la Fondation nationale des sciences politiques. *Il ne manquait plus que lui !* Briscard est un colosse, une brute physique, politique et morale. Placé à son poste par le clan social-libéral et le directeur de Sciences-Po qui voulait protéger ses arrières, il a la hargne des idéologues portée par un esprit volontaire, une haute idée de lui-même et la conscience enfouie de sa veulerie. Briscard n'est pas stupide, loin de là. Il est injuste. Il n'est pas médiocre, il est impitoyable. Son passage par un cabinet d'avocats d'affaires grassement payé n'a pas terni son image à gauche, entretenue qu'elle est par sa méchanceté que ses amis politiques préfèrent voir appliquée à l'autre camp. Briscard est de ces individus désagréables

et agressifs qui obtiennent tout ou presque. Les froisser risque de coûter très cher.

La vaste carrure de Briscard s'encadre dans l'embrasure. Tout en lui respire la force. Une sorte de bloc de granit, mais mobile et doué d'intelligence ! Comme si de rien n'était, il s'avance, saisit une chaise, la balance du bout de deux doigts puis la pose avec une douceur étudiée à côté de la place qu'il a deviné être celle de Retin.

Celui-ci bouillonne. Il en a sa claque de ces « indispensables » qui s'invitent sans lui en parler aux réunions qu'il organise. Alors, les yeux plissés, les joues cramoisies, quelques gouttes de sueur creusant des sillons sur ses tempes, ne parvenant pas, sous l'effet de sa sensibilité à fleur de peau, à régler le ton de sa voix, il lance un criard « Que nous vaut *votre* présence ? ». Briscard, il n'a jamais réussi à le tutoyer.

Mais le pire finit toujours par arriver aux esprits timorés. Et pour Retin, le pire est que personne ne lui répond. Personne même ne l'entend. En tout cas, c'est ce qu'il se dit et cela n'est pas fait pour doper son estime de lui-même. Il tente néanmoins de commencer la réunion, se détestant davantage encore qu'il ne déteste les autres. Comme souvent, il est à présent triste et renfrogné. Il se connaît et s'efforce de faire passer cela pour de l'austérité.

— Peut-être pourrions-nous d'abord évoquer la question du grand Mufti ? Jean-Cyrille, peux-tu nous faire un point ?

Padovani arbore son éternel sourire de contentement. Sa crinière blanche lui donne un air de respectabilité dont il est très fier. Elle plaît aux femmes aussi. Mais il ne s'affiche pas comme séducteur, car il estime que cela nuirait à son image scientifique. Retin sait déjà qu'il va entamer son propos en citant de hautes autorités, dont il aime à faire rejaillir la puissance sur lui.

— Le Président…, *bingo ! il est allé au sommet*, se dit Retin en grimaçant… m'a fait part de sa volonté de mettre en œuvre *le* rapport sur les instances musulmanes…

Padovani a gardé de son éducation bourgeoise la courtoisie consistant à ne jamais s'approprier les choses, tout en montrant avec efficacité qu'elles relèvent de lui. Il excelle à tirer la couverture à lui avec élégance. Mais, dans les circonstances présentes, la ficelle est un peu grosse. C'est Briscard qui va faire du rentre-dedans.

— Tu crois vraiment qu'il est question d'instances musulmanes après ce qui s'est passé ? Et, dans la foulée, comme à son habitude, Briscard donne la réponse, *sa* réponse.

— Nous devons absolument découpler le terrorisme de la question musulmane si nous voulons éviter l'explosion.

Ludovic Parrinna, adversaire de longue date de Briscard, ne peut s'empêcher de ricaner et de susurrer à Retin, assis à sa droite, à mi-voix mais suffisamment fort pour que Briscard entende : « Il est gentil, mais l'explosion a déjà eu lieu ». S'il se laissait aller, Briscard répliquerait aussitôt et lancerait une pique dévastatrice d'une voix rauque et sourde avant de creuser son argumentaire dans un raisonnement quasi-circulaire qui ne laisserait aucune chance à son adversaire dont il ne se détacherait qu'après avoir acquis la certitude de l'avoir réduit au silence. Il se contente de le fixer d'un air de totale incompréhension tout en continuant.

— Nous avons des chances de recoller des musulmans attachés à nos valeurs. Nous pouvons constituer une sorte de front commun des Républicains, mais encore faut-il bâtir des ponts entre ses composantes aujourd'hui dispersées.

Dartègue dodeline de la tête et lance un banal :

— Il ne faut pas confondre islam et islamisme… et ajoute :

— … ni islamisme et terrorisme… Le spécialiste universitaire des organisations terroristes n'a même pas levé les yeux pour laisser tomber cet oracle, continuant à feuilleter, depuis le début de la réunion, un document A4 dont le volume considérable évoque une thèse. Ces quelques mots soulèvent une tempête.

Parrinna ouvre le bal et souligne la continuité des trois concepts et la difficulté connexe de les isoler. Il le fait de ce ton mi-docte mi-doucereux qui le fait détester de bien de ses pairs, mais l'exposé est si clair qu'il en devient difficile à contester. Bizarrement, Briscard renchérit. Le républicain sommeillant en lui s'est réveillé après les Champs-Elysées. Il sent que la situation, après avoir longtemps été contenue depuis les années 2015, risque d'échapper à tout le monde. Il n'est pas à une incohérence près et surtout jouit des piques qu'il envoie aux collègues. Il incendie Dartègue :

— Il va falloir faire très attention à ce que l'on dit. Nous ne sommes pas seulement des enseignants, nous avons un rôle civique, voire politique, et cela exige d'être plus pointus… C'est-à-dire de fuir ce genre de banalités…

Retin se prépare à intervenir à son tour, quand Prince vole au secours de Dartègue et assène son désormais célèbre « Ce n'est pas l'islam qui se radicalise, mais la radicalité qui s'islamise ». Furton qui observait l'échange avec son sourire professionnel se jette dans la bagarre et rappelle que sa fondation a publié des opuscules vantant les mérites modérateurs d'un islam moderne. Briscard tapote avec une vitesse croissante la table du majeur et de l'index de la main droite. Les autres se sont tus. Se sentant ou se croyant au centre de l'attention, Furton rayonne et accentue son sourire. Prince hésite à parler car Furton, qui a été son étudiant, lui est *physiquement* sympathique. Il éprouve pour lui la forme de tendresse un peu rude et moqueuse d'un aîné à l'égard de son petit frère. Il a aussi la pitié

du mandarin pour celui qui a plus ou moins foiré sa carrière. C'est l'attente des autres qui le décide. Il n'a jamais pu repousser le rôle d'oracle que tant d'interlocuteurs ont voulu lui faire endosser.

— Didier, tu ne vois pas le problème ? Si nous disons que l'islam peut être modérateur, nous disons aussi, au moins implicitement, qu'il peut ne pas l'être. Nous admettons un lien entre islam et action politique, ici le terrorisme. Or, c'est ce que Briscard veut éviter. Tes brochures ne sont que de la propagande face à une autre propagande. Il faut aller beaucoup plus loin et montrer que l'islam n'est qu'un vecteur contingent utilisé comme un hôte mal consentant par un virus opportuniste qui est un totalitarisme parmi tant d'autres. En d'autres termes, l'islam n'est ni modérateur ni extrémiste, il est pris en otage par le terrorisme. Donc, nous séparons les deux. Il nous reste d'un côté l'islam, et, de l'autre, le terrorisme. Et c'est le second qu'il faut combattre.

Les joues lisses de Furton se sont empourprées. S'il ne travaille pas assez, s'il court les salons, il est néanmoins tout à fait capable de comprendre ses erreurs. Le seul problème demeure qu'il ne fait pas l'effort de les surpasser et n'en retient pas grand-chose.

Comme souvent dans les enceintes universitaires, tous, mis à part Furton, sont assez heureux de cette petite joute et se réjouissent intérieurement que l'un d'entre eux ait été jeté à terre tandis qu'eux en réchappaient, ce qui augmente *relativement* leur assise académique. Il est temps cependant de revenir à un peu plus de consensus, car dans un débat universitaire, finir sur un constat de crise n'est jamais bon pour personne. Chacun s'expose à des représailles, qu'il s'agisse de commentaires désobligeants ou moqueurs de l'adversaire blessé lors d'un cours magistral suivi par des centaines d'étudiants, d'insinuations plus sournoises dans un séminaire ou une conférence, ou d'un compte-rendu d'ouvrage

méprisant dans l'une des revues qui comptent. C'est le boulot de Retin, que son caractère timoré prédispose à jouer les arbitres, de calmer le jeu.

— Prince a bien dessiné les contours de notre réunion. Qui comporte au moins deux sujets. Primo, comment séparer islam et terrorisme ? Deuxio, comment combattre intellectuellement le terrorisme ?

— Pardonne-moi, Paul, réplique Parrinna, mais avant de dire « comment » séparer islam et politique, il me semble qu'il faudrait s'interroger sur le « peut-on » séparer ? Si la réponse est positive nous pourrons passer à la suite, mais s'il est ne l'est pas ou ne l'est que partiellement, les choses seront un peu plus compliquées. Je dois ajouter que la question est rendue peut-être plus complexe par le fait que nous parlons de l'islam contemporain. Il ne s'agit pas pour nous de nous demander si, théologiquement, ou historiquement, *depuis sa naissance*, l'islam est séparable du terrorisme, même si ces éléments peuvent nous donner des indices ou des éléments de contextualisation. Nous allons devoir nous coltiner à un islam *d'aujourd'hui* qui est, *de facto*, traversé par les courants terroristes. Prouver la séparabilité va être, dans ces conditions, une sacrée paire de manches !

Son speech terminé Parrinna plonge, avec un grand sourire, ses yeux d'un extraordinaire bleu clair, style ciel de printemps en Toscane, dans ceux, moins bleus et moins clairs, de Retin. Comme pour lui expliquer. Il a décidé de se lâcher. Il en a sa claque de ces collègues sournois et jaloux qui ne l'ont pas soutenu lorsqu'il a été attaqué par la Cour des comptes à propos de certaines dépenses du laboratoire qu'il dirigeait alors, ou quand de jeunes « chercheurs » ont cherché à avoir sa peau et à le chasser de la direction du CEVIPOF, habillant leurs ambitions impatientes et leur haine politique

de prétextes tels que le « nécessaire renouvellement » ou « l'indispensable revitalisation du centre d'études ». Il en a sa claque de l'Institut, ou plutôt de sa direction, si soucieuse du *qu'en-dira-t-on* et de la comm'. Pire, il en a parfois sa claque de ses étudiants dont l'arrogance croît à proportion de l'écroulement du pays et dont l'appétit de découverte se résume trop souvent à des copiés-collés de Wikipédia. L'encyclopédie électronique des curieux et des… glandus a pris une telle importance dans le cursus des étudiants paresseux qu'on en retrouve des bribes dans le moindre exposé. Et encore, ce n'est pas toujours la pire des sources… L'esprit critique de certains élèves, qui confondent depuis le collège leurs études et les vacances, est si peu développé qu'ils recopient mot à mot des âneries pourtant évidentes.

En une nanoseconde, un influx nerveux mémoriel projette dans son cerveau le cas de cet étudiant pathétique qui avait bâti son propos sur les institutions chinoises à partir de la propagande diffusée par le site de l'Ambassade à Paris de la dictature communiste. Il en sourit encore. Mais, sur le coup, il avait été pris d'un accès de rage qui avait médusé les étudiants. Alors que le coupable ânonnait son texte d'un air faraud, comme s'il avait découvert l'œuf de Colomb, Parrinna s'était approché en silence de sa table, les yeux noirs, la bouche crispée, le souffle suspendu, en apnée. Deux ou trois jeunes avaient remarqué son manège et le fixaient, se demandant ce qu'il allait se passer. Arrivé à une soixantaine de centimètres de la table, il s'était arrêté, braquant son regard sur le crâne de l'étudiant. Attendait-il que celui-ci relève la tête pour mieux le tancer ? Mais le gamin continuait, les yeux scotchés à sa feuille barbouillée de surlignage jaune et de lignes vertes, bleues et rouges, se payant même le luxe d'un ton théâtral dans lequel Parrinna perçut un grain d'ironie. À présent, tous les

autres étudiants, intrigués par le déplacement inhabituel de la masse physique de l'enseignant et son silence, observaient avec cette inquiétude mêlée de curiosité lâche qui fait courir un délicieux frisson dans le dos. Le coup, asséné du plat de la main sur le plateau, souleva la table d'un bon centimètre. Le claquement sec avait dû résonner dans tout le couloir. Le stylo Monblanc du petit con s'envola et manqua son atterrissage, pliant sa plume en deux. Parrinna ne put réprimer un sourire et redressa la tête avec un air de contentement qui choqua nombre des présents. Le petit con était livide. Ses mains et sa tête étaient agitées d'un tremblement inquiétant. D'un seul coup, il s'écroula, le corps secoué de convulsions. Les yeux révulsés, ne montrant que le blanc, sa tête heurtait les pieds de la table de son voisin selon un rythme qui évoquait un sabbat démoniaque. Ses jambes se tendaient et se relâchaient comme sous l'effet de violentes décharges électriques. Ses dents grinçaient horriblement. Parrinna se souvient de ce bruit qu'il avait jugé aussi horripilant que le couinement de la chaise tirée par son épouse le matin dans la cuisine lorsqu'elle prenait son petit-déjeuner et qu'il essayait de dormir encore un peu. Avec le recul, il se rendait compte que la situation aurait pu être dramatique pour sa carrière. Car, partagé entre la surprise et le plaisir inavouable d'avoir saqué ce petit merdeux incapable, il était paralysé, ne sachant que faire ni dire.

Heureusement, une étudiante dégourdie et titulaire de la formation secouriste, passés les premiers instants de stupéfaction, s'était jetée aux côtés de son camarade et avait repoussé tables et chaises qui avaient valdingué. Elle lui avait protégé le crâne en posant plusieurs pulls au sol et avait coincé un de ces stylos à quatre couleurs entre ses dents, lui évitant de se couper la langue ou de se labourer les joues. Toujours immobile, Parrinna regardait l'agitation

dans la salle comme s'il assistait sur écran à une scène de téléréalité. Sur cet écran, se matérialisa un jeune homme basané, les cheveux noirs et longs peignés en arrière et couverts de gomina. Les traits déformés par l'angoisse ou la colère, son interlocuteur lui postillonnait au visage en hurlant et en lui demandant de faire prévenir les appariteurs de l'Institut… Tout cela aurait pu très mal finir, et d'ailleurs, dès le lendemain, plusieurs étudiants avaient protesté contre la brutalité de Parrinna. En conseil de direction de Sciences-Po, l'UNEF, toujours disponible pour crucifier un enseignant, avait réclamé des sanctions. Mais Parrinna avait rapidement lancé sa contre-attaque et fait valoir que l'étudiant avait commis un grossier plagiat puni comme tel par le règlement de l'école.

C'est Briscard qui, sans se laisser démonter, lui répond. Il est plus doux qu'à l'accoutumée, comme s'il sentait la pertinence du propos du collègue, certes haï mais intelligent. D'ailleurs, il ne s'adresse qu'à lui.

— Écoute, Ludovic, tu n'as pas tort, mais nous pensons collectivement que l'Institut a quelque chose à dire en la matière, que nous pouvons essayer de désamorcer la bombe idéologique qui va faire exploser le pays. Donc, toutes les objections seront prises en compte et ce sera bien un travail scientifique qui n'occultera rien que nous mènerons mais nous le ferons… Nous ne pouvons pas rester silencieux. Il s'arrête un instant et regarde tour à tour chaque participant… Cela étant dit, je vous propose…

— Soyons clairs, le coupa Parrinna, je suis d'accord pour un travail scientifique mais les mots ont un sens et je crains que votre angle de vue qui vise, au fond, à dédouaner l'islam ne soit premièrement porté au débit de l'Institut qui est trop souvent vu comme le temple du politiquement correct et, deuxièmement, non laisse-moi finir Raymond, deuxièmement donc, risque d'être une

grave erreur d’analyse. La bombe a déjà explosé et elle n’était ni portée, ni construite par nos institutions, notre société ou je ne sais quoi encore. Nous ne sommes pas coupables… Non, Raymond, pour cette fois tu me laisses finir, nous ne sommes pas coupables, la France n’est pas coupable, les Français ne sont pas coupables, les seuls coupables sont l’idéologie islamiste, qui est un totalitarisme comme le nazisme autrefois, et ceux qui, d’une manière ou d’une autre, aident à sa diffusion par complicité ou par lâcheté. Voilà, j’ai terminé. Vous savez ce que je dirai sur le sujet si on m’interroge.

1. Entretien au *Figaro,* 19 juillet 2016.

45

Mardi 9 août, 4 h 00, Marseille, impasse des Beaux-Arts

La chaleur est moite et vous enveloppe comme un film plastique destiné à emballer la bidoche. Il est tôt, très tôt, mais des bruits claquent régulièrement au loin. Des aboiements, des pétarades de mobylette, des cris humains aussi, qui donnent l'impression qu'une foule zombiesque traîne dans la nuit, autour de vous, invisible mais bien présente. Et que certains fantômes s'apprêtent à vous saisir le poignet.

Dans la cour de la villa, cernée de hauts murs surmontés de barbelés, deux ombres sont immobiles, assises sur des fauteuils de jardin. Une petite lumière rouge qui s'intensifie puis décroît prouve que l'une de ses ombres au moins tire sur une cigarette. Un observateur attentif remarquerait que cette même ombre est agitée d'une tension fébrile. Son genou droit ne cesse de sautiller. La seconde ombre ne produit aucun bruit ni aucun mouvement. Elle écoute.

Elle écoute et elle entend, encore assez loin en contrebas de la villa, la voix rauque d'une camionnette. Le bruit du moteur fatigué semble cependant s'éloigner, à moins qu'elle ne se soit arrêtée dans la traverse Montcault, un peu plus bas. Un grincement de boîte de

vitesse qui résonne dans la nuit laisse néanmoins planer le doute qui peu à peu s'efface à mesure que le bruit de moulin à café du fourgon se rapproche.

Cinq minutes plus tard, sans un bruit, l'ombre silencieuse se lève et se dirige vers le portail d'acier de la propriété, l'ombre n° 2, d'abord surprise et distancée, la suit pour ensuite la dépasser. Elle pose une question et l'ombre n° 1 se contente d'abaisser la tête pour donner son assentiment. L'ombre n° 2 actionne le loquet du portail et le fait coulisser le long de son rail. Elle a beau s'y prendre avec soin, les grandes plaques d'acier résonnent et les roues grincent sur le rail.

Le bruit de moulin à café est maintenant tout proche. Une camionnette s'engage dans l'impasse et entame la manœuvre qui lui permettra de pénétrer dans la cour. Le chauffeur doit s'y prendre à trois fois pour ne pas érafler les côtés du véhicule tant l'impasse est étroite. Le projecteur du portail s'est allumé automatiquement et laisse admirer un antique Fiat 238. Presque un véhicule de collection s'il était mieux entretenu. Celui-là n'a aucun bout de tôle de la même couleur : le capot est noir, la portière gauche bleu ciel et la portière droite rouge orangé. L'ombre n° 1 grimace face à si peu de discrétion.

Exténué, le Fiat s'arrête dans la cour et l'ombre n° 2 referme le portail. Le chauffeur descend. Il est maigre comme un clou, habillé comme un as de pique, avec un Sarouel aux jambes et un Marcel qui ne cache pas ses poils d'aisselles. Il porte les indépassables lunettes de soleil aviateur qui sentent le *kéké* à plein nez. Les côtés du crâne rasés, style fana-mili et la touffe sommitale bien fournie et dégoulinante de cire auto-décoiffante. En admirant le cliché, l'ombre n° 1 grimace à nouveau, mais il n'a pas le temps d'empêcher l'animal

de se jeter sur lui pour l'accabler d'une accolade qui se veut fraternelle.

Ce pseudo rituel énerve au plus haut point l'ombre n° 1. Raide dans l'étreinte du « frère » au Marcel, il recule d'un pas les effusions terminées et lâche d'une voix métallique où effleure le mépris mais à la syntaxe parfaite et à l'accent distingué :

— Vous auriez pu trouver plus voyant !

Le chauffeur, rejoint par l'acolyte qui occupait la place du mort, soulève ses lunettes de mafieux, comme il l'a vu faire dans trop de films, et réplique avec un abominable accent de racaille des cités :

— Quoi !? Y'a une embrouille ?

L'ombre n° 1 ne prend pas la peine de répondre et ordonne au zozo d'ouvrir le fourgon. Est-ce le ton employé ou la réputation de l'homme ? Toujours est-il que le kéké ne moufte pas et ouvre les portières arrière dont l'ombre n° 1 constate qu'elles n'ont même pas été verrouillées pour le transport. Des caisses d'environ un mètre cinquante ont été jetées en vrac dans le fourgon sans aucun effort de dissimulation. L'ombre n° 1 en ouvre une et en sort un exemplaire du fusil d'assaut Mehmetçik-1, copie turque du HK416 d'Heckler & Koch. Un beau morceau, prisé des forces spéciales, et qui vient en direct des stocks de MKE[1] à Ankara ou, peut-être, des armureries des commandos de marine turcs du *Su Alti Taarruz,* le fameux SAT[2]. L'ombre n° 1 manœuvre l'arme avec gourmandise et sourit en pensant que lui et ses hommes auront la même arme que les unités françaises les mieux équipées. Puis, elle fixe l'intérieur du fourgon, cherche quelque chose des yeux et, ne trouvant pas, se tourne vers le duo de kékés.

— Et les munitions ? Où sont les munitions ?

Les deux lascars se tournent l'un vers l'autre s'interrogeant mutuellement du regard. Le chauffeur doit avouer qu'ils n'en savent

rien.

— On a pris ce qu'on nous a donné !

— Il faisait noir, vous avez peut-être laissé quelque chose sur la plage.

— Non, non, on n'est pas des *boloss*, y'avait plus rien sur la plage !

— Et vous n'avez rien dit au livreur ?

— On n'avait rien à lui dire, on le voit, il nous donne des caisses, on se barre, c'est tout ! Mais…

L'ombre n° 1 l'arrête d'un geste de la main.

— Écoute, mec ! Maintenant, il y a qu'une solution, tu y retournes *fissa* ! Et tu récupères ce qui manque. Tu as intérêt à trouver, parce que ces engins, sans balles, ça sert à quoi ? Vous n'êtes pas des livreurs de pizzas qui auraient oublié l'huile pimentée, hein !? C'est plus gênant ici.

Le ton railleur avec lequel les mots sont prononcés a le don de désarçonner les deux zouaves.

Le chauffeur, sans un mot, referme les portes arrière et se dirige vers son volant.

— Non ! Vous déchargez tout de suite…

Le gars se retourne et on entend un discret « putain de ta mère. »

Une fois le véhicule déchargé, le chauffeur s'apprête à repartir mais au moment où il ouvre sa portière, l'ombre n° 1 lui dit :

— Non, toi tu restes là, et désignant l'ombre n° 2, c'est lui qui conduit avec ton pote.

Le Fiat reparti vers le lieu du débarquement à une cinquantaine de kilomètres, anse de Bonnieu à Martigues, l'ombre n° 1 se tourne vers l'ex-chauffeur.

— Allez viens ! Il se dirige vers la piscine éclairée par les côtés et dont le bleu semble magique, suivi un pas en retrait par l'autre.

— Tu sais qu'ils en ont pour deux heures, aller-retour ? Tu imagines les risques inutiles ?

Le branquignol ne répond pas, il baisse un peu la tête. L'ombre n° 1 lui montre la piscine. Ils sont au bord maintenant.

— C'est tentant, non ? Un jour, tout sera à nous, ici… mais pas si on déconne, tu comprends ?

Le chauffeur hoche la tête en signe d'assentiment, alors l'ombre n° 1 passe son bras gauche sur son épaule et lui susurre : je sais que ce n'est pas évident, mais il faut jouer le jeu et être les vrais lions du Califat ! Nous, on ne perdra pas cette guerre !

Au moment où il prononce ce dernier mot, il saisit de sa main gauche la tignasse du « frère » et, de la droite, lui tranche la gorge avec son couteau de combat verdâtre. Il le fait avec une lenteur calculée, en s'assurant de ne pas être tâché. Il commence avec le bout de lame effilé et la passe sur son cou en appuyant sans brutalité mais avec force, comme le boucher qui découpe une tranche de rumsteck, la langue sortie dans son application. Le sang gicle dans la piscine et teinte l'eau d'un rouge qui rosit à mesure qu'il se dilue. L'ombre n° 1 plonge son regard dans celui du sacrifié dont les yeux sont écarquillés et explosent d'étonnement. Il termine en passant la partie crantée de la lame au fond de la gorge. Le corps du chauffeur joue à la poupée molle et l'ombre n° 1 le pousse dans la piscine en même temps qu'il le maudit.

— Les brêles comme toi, c'est trop dangereux !

1. *Makina ve Kimya Endüstrisi Kurumu*, entreprise d'armement détenue par l'État turc.

2. Unité d'assaut sous-marin.

46

Mardi 9 août, 5 h 00, Sarcelles, quartier des Sablons

Dans sa nouvelle planque, Youssouf tourne en rond depuis des heures maintenant. Il n'a pourtant rien pris hier, ni amphet, ni captagon. Mais impossible de fermer l'œil. Ses complices ronflent dans le salon. Et la livraison prévue lors du coup de fil du 5 août doit se pointer dans la matinée. Pour l'instant, les livreurs ont cette adresse, mais si les *keufs* surveillent, ça va être la merde. Il se dit que *pour stocker à la mosquée Unique Foi c'est mort pour l'instant*. Celle des salafistes, rue d'Estienne d'Orves ? Fermée à de multiples reprises par la municipalité ou la préfecture, elle a fini par rouvrir quand le maire a pris peur pour les élections. Mais elle doit être dans le collimateur des services.

Passant en revue tous les points de chute possibles de la livraison, Youssouf s'énerve et se désespère, jusqu'à ce qu'il s'arrête sur deux endroits sûrs. Le local de l'association *Jeunes indigènes dans la cité* est dans le quartier, pas loin de la CAF, en rez-de-chaussée. Jamais la municipalité n'a osé mettre le nez dedans, de crainte d'être accusée de racisme ou d'islamophobie. D'après le dossier de subvention déposé à la préfecture, dans le cadre de la politique de la ville, *Jeunes indigènes dans la cité* vise à « redonner

un sens civique aux jeunes des cités défavorisés, en reconstruisant leur dignité, leur estime de soi et leur capacité à se projeter, par l'étude des impacts du colonialisme et de l'impérialisme et la prise en compte des théories émancipatrices du développement. ». Dans les faits, le local est très chouette pour fumer du *shit*, trafiquer un peu, faire croire que l'on travaille pour la prévention et le *vivre-ensemble*, mais en réalité pour aiguiller vers les groupes musulmans de prédication, selon les cas, *Tabligh*, adeptes de *La voie droite,* ou *Frères musulmans.*

L'autre endroit… C'est la halte-garderie du quartier Saint-Saëns dont la directrice est une amie très… investie dans la lutte contre l'islamophobie. Les avantages du lieu sont innombrables : dans un autre quartier, au-dessus de tout soupçon, et il dispose de trois entrées… A bien y réfléchir, Youssouf se dit que c'est la meilleure solution. Il sort son smartphone, hésite un peu, redresse la tête et fixe le plafond, range son téléphone au fond de sa poche droite, sort de la chambre et entre dans le salon, se rapproche de Drissa qu'il saisit avec dégoût par ses dreadlocks miteuses. Il le gifle jusqu'à ce que le malien ouvre les yeux.

— Le portable avec la carte prépayée, tu me le passes ?

Cette fois Drissa semble avoir compris. Il se lève péniblement et se rend aux toilettes. Youssouf entend des bruits de frottement, un claquement sec et Drissa revient avec un sac de congélation à zip qui goutte. À l'intérieur, l'appareil. Youssouf tapote affectueusement la nuque de Drissa qui se pose aussitôt au sol pour roupiller derechef. Youssouf allume le téléphone insère le code dont il est très fier, 7622, autrement dit juillet 622, le mois de l'Hégire, et tapote avec ses deux pouces un message à destination des livreurs.

47

Mardi 9 août, 23 h 00, Sarcelles, quartier des Sablons

Stains, le Fiat 238 repeint en noir remonte péniblement la rue Jean Jaurès. Dans l'ombre glauque des rares lampadaires en état de marche, les pavillons miteux succèdent aux magasins halal. Il passe devant une pizzeria minable, fenêtres aux verres maronnasses opaques, enseigne néon rouge criard qui proclame fièrement son admiration pour la mafia et clignote d'un sinistre et peu discret Gomorra qui tire un mince sourire méprisant d'Ombre n° 1.

Au volant, Ombre n° 2 scrute les plaques de rues, les sourcils froncés :

— Tu veux vraiment pas qu'on mette le GPS ? questionne-t-il d'un ton presque implorant.

Ombre n° 1 fait claquer un non sec et s'arrête là. L'autre reprend :

— Mais on s'y retrouve pas dans ces rues toutes pareilles, je connais pas ce bled, moi.

Ombre n° 1 laisse tomber :

— Pas d'électronique, le moins de trace possible pour les flics. Il se penche sur une mauvaise photocopie de la carte Michelin zoom 101, Banlieue de Paris, et ajoute :

— Tu continues tout droit, on va longer une ligne de chemin de fer, on traverse le premier pont et on oblique à gauche pour relonger la voie de chemin de fer, dans l'autre sens… On y est presque.

Le pont traversé, l'ambiance change, des pavillons de travailleurs pauvres on passe au grand ensemble des immigrés misérables. Des barres de 10 à 15 étages bloquent la vue et semblent toutes posées à angle droit les unes des autres. Parfois, un petit immeuble plus récent, mais déjà dégradé, les balcons encombrés de foutoir, des intérieurs sinistres noyés de lumières blafardes, encadré de monstres de béton, signale que la ville a bénéficié des crédits de *rénovation urbaine*.

— Tu tournes à la troisième à droite.

Cinq minutes plus tard, ils arrivent devant un bâtiment bas tout en longueur. Recouvert de lattes de bois, il a sans doute voulu faire écologique, mais les lattes déjà noircies lui donnent cet air pourrissant de ces maisons en bois bas de gamme. Un panneau de verre décoré de pseudo dessins d'enfants annonce la crèche municipale multi accueil Simone Veil.

Ombre n° 2 débraye et serre le frein à main, descend de la cabine, marche d'un pas tranquille vers le portail d'alu et de verre et sonne à l'interphone. Presque aussitôt le portail commence à coulisser vers la droite.

Remonté dans la camionnette, Ombre n° 2 la gare dans la petite cour intérieure en quelques manœuvres assurées. Le moteur éteint, les deux hommes sortent du véhicule. Une porte du bâtiment s'ouvre. Youssouf se dirige vers eux, tout sourire, les bras grands ouverts. Derrière lui, une beurette bien mise, cheveux ondulés, un fichu fleuri sur les cheveux.

De son ton glacial habituel, Ombre n° 1 douche Youssouf d'un :

— Calme-toi, frère, on a du boulot pour décharger.

Youssouf sait à qui il a affaire ne moufte pas.

Vingt minutes plus tard, le déchargement est terminé. Les caisses sont empilées avec soin dans la pièce de stockage qui jouxte le bureau de la directrice. Elle tend la clé à Youssouf.

— Comme ça, je pourrai toujours dire que je savais pas.

D'un regard, Youssouf congédie la jeune femme et invite Ombre n° 1 à s'assoir. Ombre n° 2 reste debout et semble très occupé à se curer les ongles.

— Bon, merci, frères. Avec ça, il y a de quoi faire…

Ombre n° 1 l'interrompt :

— Pourquoi tu es seul ? Et cette fille, on peut s'y fier ?

— T'inquiète, les *tepos* sont pas loin…

— C'est mon boulot de m'inquiéter.

— Ouais, j'comprends, mais j'ai la situation en main. Ces *boloss* de *kouffar* m'ont à la bonne parce qu'ils imaginent que je peux être un *médiateur*. Z'adorent le mot *médiateur*. Ils m'ont même invité à l'Elysée et je dois faire une émission de télé *main-de*.

— Je sais, c'est ça qui m'inquiète. Tout le monde a les yeux braqués sur toi. Tu crois vraiment que les flics ne te surveillent pas ?

— Evidemment qu'ils me surveillent, mais j'ai les moyens de les semer. Je *caledé* sans arrêt et les *tepos* signalent toutes les entrées suspectes dans le *tiekson*[1].

Ombre n° 1 fixe Youssouf, ses yeux de serpent provoquent une décharge électrique le long de son échine.

— Tu peux arrêter de parler comme une racaille ?

Youssouf se redresse et veut faire semblant de s'offusquer mais il se rappelle très vite qu'il ne peut pas faire grand-chose avec ces deux-là. Ombre n° 1 lui fait une faveur, il explique :

— Trop des nôtres sont des petits connards sans rien dans le crâne. Ils effraient les gens rien que par leurs gueules. Et ils sont, à

eux-seuls, de bons prétextes pour nous faire la peau. A partir de maintenant, on mène une guerre et si tout le monde nous déteste ce sera plus difficile de la gagner. Il y a pas trente-six stratégies, quand on est pas les plus forts : semer la terreur pour escompter que l'ennemi balancera ses armes et fuira rien qu'en nous voyant arriver. C'est ce qu'a fait *Daesh*, avec le succès que tu sais. L'autre méthode, c'est de fragiliser l'ennemi en détachant des populations et en les retournant en notre faveur. Et là, on a quatre armes : les médias, la victimisation, les soutiens internationaux et le social. Les médias, on les nourrit de vidéos, de victimes, de propagande larmoyante, partout on crie à l'agression à l'islamophobie, du coup, les soutiens entrent en jeu. Tu te rends compte : la Commission européenne et l'Organisation de la Conférence islamique nous ont défendus ! Tu crois que ça s'est fait comme ça ? L'OCI c'était naturel, mais l'organisation étaient endormie, alors on a joué des rivalités entre pays musulmans pour la réveiller. Quant à la Commission, on est tout le temps en contact avec eux. Nos associations les travaillent en permanence sur le thème de la lutte contre le racisme et la discrimination et, eux, ils nous subventionnent. Mais, maintenant, le plus important sera le social. Dans tous les pays où ils ont pu s'implanter nos frères se sont d'abord rendus indispensables en aidant les familles, les étudiants… Le Hamas, les Frères, c'est leur première force !

Youssouf hésite entre l'admiration pour le laïus du type, qui dépasse de loin ses compétences politiques, et l'irritation de celui à qui on fait la leçon. Il s'apprête à jouer les gros durs en plaidant pour la violence à outrance. Il se souvient d'un professeur de lycée, un ancien de la LCR[2], qui justifiait l'appel à la terreur de Trotski. Mais il se retient aux branches *in extremis*. Une intuition, une peur presque animale agite ses synapses qui se paralysent. Il se tait.

L'Ombre prend ça pour un assentiment et se lève, presque guilleret.

— A partir de maintenant, il vaut mieux combiner les actions. Nous avons presque réussi à saturer les *kouffar*, mais la prochaine vague doit les déstabiliser complétement.

La prochaine vague ? Quelle vague ? pense Youssouf. *De quoi il parle ?* Mais il se tait encore. Plus que tout, il ne veut pas donner l'impression de ne pas savoir.

— Jusqu'à présent, on a aidé des groupes différents qui ne se connaissaient pas et agissaient presque spontanément. C'est mieux s'ils sont repérés par les flics. Il suffisait de les encourager à passer à l'action. On va garder ce cloisonnement, mais on va tout coordonner. L'Etat, les préfets, les flics, les juges, ils seront dépassés.

Il s'arrête et vrille son regard dans celui de Youssouf. L'Ombre n° 2 se redresse légèrement. Youssouf comprend tout de suite qu'il se prépare à l'attaque. Ombre n° 1 reprend, flegmatique :

— C'est là que tu interviens : tu veux jouer collectif ou solo ? Son regard est toujours aussi intense, il ne cille pas. Youssouf baisse les yeux. Il sait, il est certain, qu'il sera éliminé aussitôt s'il résiste. Alors, il flanche :

— Evidemment, que je suis avec vous, sinon les autres nous écraseront. Mais comme il lui reste un peu de fierté, il ne veut pas se rendre sans savoir à qui. D'une voix qu'il s'efforce de viriliser, il ose :

— Je peux vous demander pour qui on va bosser ?

L'Ombre n'hésite pas un instant :

— Non, tu ne peux pas.

1. Le quartier en argot urbain.
2. Ligue communiste révolutionnaire, groupuscule gauchiste, 1973-2009.

48

Mardi 9 août, 8 h 00, Rennes, Caserne Margueritte, Groupement de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine

Une Renault Talisman se faufile avec grâce entre les plots de béton disposés boulevard Georges Clemenceau, devant l'entrée de la caserne Margueritte, à Rennes. Ses vastes bâtiments abritent le siège de la région de gendarmerie de Bretagne, du groupement de gendarmerie départementale d'Ille-et-Vilaine et de l'un des dix-huit groupements de gendarmerie mobile, *grosso modo* 6 000 gendarmes en dépendent, répartis dans toute la région.

La voiture s'arrête devant la grille bleue et le gendarme qui bloque l'entrée de la caserne. Deux militaires s'approchent, le second crispé sur son fusil d'assaut HK G36 qui vise le véhicule. Le salut du premier est impeccable. Il se penche vers la vitre conducteur qui se baisse de façon synchrone et fixe le passager à l'arrière.

— Mes respects Monsieur le préfet ! Le gendarme s'interrompt un instant, l'air gêné. Je suis contraint de respecter la consigne…

Jérôme Bailli, le préfet de région, sourit. *En voilà un qui fait bien son boulot*. Il lui lance, affable et un brin supérieur :

— Faîtes… Il se reproche aussitôt ce ton aristocratique et cette formule toute faite qui fleure l'Ancien régime. Le gendarme note le numéro de plaque sur son smartphone et, pendant qu'il attend la réponse des fichiers, demande à un troisième homme, sorti du poste de garde de passer le miroir anti explosifs sous le véhicule.

Le gendarme salue à nouveau et ordonne d'ouvrir la grille, de baisser la herse dressée juste derrière et de lever la barrière blanche et rouge qui sert de clôture à la caserne en temps de paix.

Le véhicule tourne sur la droite, redresse puis entame un virage serré pour se garer sur la place d'armes centrale, recouverte de gravier rouge, du schiste pourpré caractéristique du plateau rennais. La place est encombrée de voitures milieu de gamme qui attestent de la présence d'autorités militaires. Le chauffeur empressé ouvre la portière du préfet qui aperçoit le général de corps d'armée Brice Talmont, commandant la région de gendarmerie de Bretagne. Après avoir descendu le petit perron de l'un des deux bâtiments qui encadrent l'entrée, le général se dirige vers lui à grandes enjambées. Avec ses immenses jambes qui supportent un torse non moins élancé, le militaire étoilé a tôt fait d'être auprès du préfet qu'il salue avec le naturel un brin désinvolte des grands chefs.

— Très heureux de vous recevoir, Monsieur le préfet. Nous vous attendions avec impatience. La formule se veut amicale mais crispe le représentant de l'État qui déteste être en retard… Surtout en de telles circonstances.

Sans lui laisser le temps de réagir, le général prend son hôte par l'avant-bras et l'entraîne vers le bâtiment du commandement qui trône d'un air déterminé au fond de la place d'armes. Comme tout bon militaire, il ne fait pas attention au déploiement de forces qui les entoure et s'enquiert des dernières nouvelles gouvernementales. Mais le préfet, lui, n'est pas encore blasé. Il remarque aux quatre

coins de ce vaste terre-plein des groupes de gendarmes surarmés et, sur les toits des deux barres qui encadrent la place, des snipers vêtus de noir. Il constate la présence d'un VBCI posté au sud de la place, un peu en retrait de l'entrée. Il mobilise sa mémoire pour développer le sigle VBCI et ses caractéristiques : Véhicule blindé de combat d'infanterie. Une belle bête de 28 tonnes, armé d'un canon mitrailleur de 25 mm à 400 coups minute et d'une mitrailleuse 7,62 mm.

Les deux hommes franchissent une chicane constituée de sacs de sable et surveillée par trois marsouins du 3e RIMA. Avec une parfaite coordination, la porte du bâtiment s'ouvre alors qu'ils s'apprêtent à y pénétrer. Le comité d'accueil est formé de deux colonels. Le premier commande le groupement de gendarmerie départementale et le second celui de gendarmerie mobile de Rennes. Presque sans un mot, après le salut règlementaire et les poignées de main traditionnelles, ceux-ci invitent les deux autorités à les suivre et s'engagent dans un couloir lambrissé. Des fanions à tonalité rouge, verte et bleue, décorent les parois. Arrivés devant une double porte, les deux colonels poussent les battants et s'effacent devant le préfet et le général.

Le préfet est d'emblée saisi par la température sahélienne de la salle et par la lumière aveuglante qui le contraint à plisser les yeux. Un brouhaha de chaises signale que l'assistance est nombreuse et se lève. Il distingue plusieurs types d'uniformes et pas mal de barrettes sur les épaules. Une estrade composée de deux tables recouvertes d'une nappe de feutre vert a été installée. L'impression est spartiate et un brin scolaire, comme toujours chez les gendarmes, se dit le préfet. Toujours courtois, élevé dans une bonne famille, le général tire l'une des quatre chaises en plastique gris qui attendent derrière

les tables et propose au préfet de s'assoir. Ils prennent place l'un après l'autre avant d'être encadrés par les deux colonels.

Le général se penche à l'oreille du préfet et lui parle à voix si basse qu'il n'entend rien, mais lui répond en hochant la tête, histoire de ne pas le braquer et parce qu'avec les gendarmes tout est toujours bien calibré.

Le général sourit et entame son petit discours manifestement mûri au préalable.

— Chers amis, je n'ai pas besoin de vous présenter Monsieur le préfet de région et… préfet de zone… de défense, il accentue son sourire en se tournant vers le préfet. Comme vous le savez, les évènements les plus graves se succèdent dans notre pays depuis quelques jours. Nous sommes nombreux à être décontenancés, pour ne pas dire plus, par l'immobilisme de certaines autorités politiques. C'est la raison pour laquelle lorsque le préfet a pris la peine de me contacter pour faire le point, j'en ai été très heureux. D'autant que son initiative allait un peu plus loin puisqu'il s'agissait de prendre toutes les mesures conservatoires nécessaires pour préserver les institutions de la République et la sécurité de nos concitoyens.

Il se tourne vers le préfet qui reste impassible, dans sa position préférée, les mains jointes, calées entre le sillon naso-labial et la base de la cloison nasale.

— Nous sommes très rapidement tombés d'accord sur la nécessité de ne pas laisser les choses dériver et de ne pas attendre des consignes de Paris. Nous avons pris votre attache et celles d'autres amis, qui ne sont pas parmi nous aujourd'hui mais nous suivent. L'autre priorité a été de sécuriser un certain nombre de quartiers de façon à éviter tout débordement. Nous y sommes parvenus. Sans attendre la déclaration de l'état d'urgence, il a été procédé à des perquisitions et à des interpellations préventives… et

un peu plus… Il fixe à nouveau vers le préfet avec un léger sourire qui soulève sa commissure droite. Le haut-fonctionnaire ne bronche pas et demeure figé dans sa position. Le général poursuit, sans montrer l'irritation que lui cause cette absence de complicité. « Nous avons dû aussi neutraliser, comme l'on dit, quelques individus dangereux. Mais c'était cela ou le sacrifice de certains de nos concitoyens innocents. ».

À ce moment-là fusent quelques bravos. Un officier, au fond de la salle à droite, lance :

— Et nous le referons si nécessaire !

Un second embraie :

— Nous n'avons pas fini, il y en a d'autres à *neutraliser* ! Un rire collectif, ponctué d'exclamations variées mais toutes positives, « oui », « c'est ça »…, se propage dans l'assistance qui semble prendre vie et s'agiter comme une vague qui rencontre un haut fond.

Le général lève les deux mains, blanches et longues, en signe d'apaisement. C'est de cette voix forte et impérieuse que partagent de nombreux officiers qu'il reprend, apaisant aussitôt le flot :

— Mes amis, mes amis, restons calmes. C'est bien parce que nous n'en avons pas fini que nous sommes ici. Le représentant de l'État va nous exposer la façon dont il voit la suite des évènements. » Pour la troisième fois, il se retourne vers le préfet qui ne le regarde pas davantage. C'est qu'intérieurement, le civil sait que tout le panache des militaires ne le sauvera pas si leur coup échoue. Il calcule l'intensité des termes qu'il doit utiliser : être assez charismatique pour les entraîner et s'assurer leur loyauté, assez prudent pour ne pas insulter l'avenir et laisser penser qu'il a toujours agi selon les principes si ce n'est de la *légalité*, du moins de la *légitimité* républicaine.

Cependant, le silence s’est installé. Le préfet rassemble ses idées. C’est un effort, car elles sont encore assez confuses et, par-dessus tout, il craint de commettre des erreurs. Question de tempérament. Cette crainte qui lui tord souvent les boyaux est d’autant plus ravageuse qu’un autre trait de personnalité le pousse à prendre position et à ne jamais rester dans l’expectative. Certes, il n’a pas les excès de l’ancien préfet de Paris, l’inénarrable Jean-François Carenco, ludion complexe qui mêlait la naïveté à l’arrogance la plus insupportable, et que tout le corps préfectoral considérait comme à moitié fou. Sa réserve physique et verbale à lui le sauve. Mais, ses notes à Paris, ses instructions à ses collaborateurs, ses choix administratifs et politiques, ses relations avec les « grands » élus, tout dénote un caractère brûlant et, parfois, maladroit. Pour se calmer, il se dit à présent que, si cela tourne à l’aigre, le contexte permettra d’expliquer bien des choses et c’est sur cette pensée, qui l’apaise, qu’il entame son exposé.

49

Mardi 9 août, 10 h 00, Nanterre, Tribunal judiciaire, bureau du procureur

Depuis sa conférence de presse, le procureur Clartat n'en mène pas large. Certes, le ridicule ne tue pas, mais il a montré son impuissance et son inconsistance à tous les journalistes présents. Comme beaucoup d'hommes sournois, il rumine sa déconvenue et tente de trouver des responsables. Namur, qui n'a pas pris la peine de l'informer à temps, est bien placé sur sa liste, le préfet aussi. Il se les paiera.

En attendant, il doit se coltiner la paperasse. La France est entrée en guerre civile, mais la justice continue de produire des actes et des papiers en quantité, sans trop se soucier de leur utilité. En l'occurrence, il s'agit de classements sans suite.

Il retire ses lunettes et les pose sur le bureau, saisit son stylo ST Dupont et, sans lire les documents, les signe un à un en allant le plus vite possible. Il aurait pu confier cette tâche subalterne à ses substituts ou, au moins à un vice-procureur, mais il a doctement expliqué aux uns et aux autres, et au cours d'une conférence de presse, qu'il veillait à examiner en personne toutes les décisions de classement. Rien n'est de trop pour s'offrir à bon compte une réputation de travailleur rigoureux. Et puis, un jour peut-être, l'info

remontera-t-elle jusqu'au cabinet du ministre, ouvrant la voie de tous les possibles.

Il a signé une dizaine de liasses de dix quand le téléphone sonne. Il décroche d'un coup sec et se compose une voix impatiente :

— Oui ?

À l'autre bout du fil, c'est la voix de Rémy Jeanbarre, un substitut qui a commis le crime de lèse-majesté de porter le même prénom à une voyelle près. Clartat ne supporte pas ce jeune homme qui n'a que deux ans d'expérience, reste timide et emprunté et est toujours habillé comme un as de pique : genre cravate à gros pois roses sur chemise jaune canari.

— Monsieur le procureur ?

— Oui, évidemment !

— Je viens de recevoir un coup de fil de la B.S.I.A[1] de Sceaux et…

— La BSIA ? Et alors ? Vous croyez que j'ai du temps à perdre avec les micro-affaires de cette brigade de bras-cassés ? Le procureur espère avoir mis suffisamment de mépris et de dureté dans sa phrase pour perturber son substitut qu'il juge faible. Ça a l'air de marcher car le jeune homme reprend d'une voix mal assurée :

— … C'est que… un individu, un certain Adam El-Hamri, un aide éducateur bien connu dans le quartier des Blagis, a été retrouvé baignant dans son sang. Les policiers de la brigade ont interrogé un témoin qui assure que ce sont des islamistes qui lui ont fait la peau…

— … Attendez, il est vivant ?

— Non, il est mort à son arrivée à l'hôpital Béclère.

— Alors, vous voulez que je vous dise ? Vous laissez tomber ! Vous m'entendez ? Les flics ont mieux à faire que de s'emmerder avec des broutilles ! On est en guerre civile, vous comprenez ? Alors

à moins qu'il y ait un flagrant délit, le temps n'est plus à en perdre. Okay ? Il est persuadé que le substitut éprouve un tel bloc d'indignation à l'égard de ses propos qu'il pourrait y sculpter une statue. Il s'en réjouit et imagine avec plaisir la tête chafouine de ce petit merdeux. C'est si bon d'être le maître !

Le jeune magistrat raccroche et n'entend pas l'ultime justification que son patron, le procureur franc-maçon donc progressiste, réservait à son téléphone : « Et puis, si ces bouniouls veulent s'entretuer… ! ».

Surtout, puisque tout le monde au sommet semble vouloir calmer le jeu, il se voit mal jouer les isolés. Il connaît trop bien la Chancellerie et ses collègues magistrats. Dans ce monde clos, l'originalité n'est pas bien portée.

1. Brigade sectorisée d'Investigations et d'Appui, brigade déconcentrée de la sûreté territoriale.

50

Mardi 9 août, 10 h 15, Levallois-Perret, siège de la DGSI, bureau du directeur général

Les messages ne cessent de tomber sur son ordinateur. Un peu partout en France les antennes de la DGSI ont été chargées de faire le point et de proposer des cibles. Ce n'est pas que la présidence en ait demandées, mais le DG veut se tenir prêt si jamais quelqu'un se réveillait à l'Élysée.

Robert Bewes fait défiler les notes et inscrit quelques noms sur un *post-it* rose vif. Il sait qu'au même moment, son état-major prépare une note de synthèse. Il lui a demandé 300 cibles prioritaires, mais lui veut en repérer une dizaine, pour montrer qu'il fait toujours le boulot de base du flic, *renifler et mordre*.

La vibration de son portable posé sur son bureau détourne son attention. Un message sur fond bleu s'est affiché. Une urgence. Le directeur général répond simplement d'un V majuscule qui signifie que Michel Lecoeur, son adjoint directeur du renseignement et des opérations, doit venir dans son bureau.

Il se demande une fois de plus si Lecoeur ne campe pas sur son paillasson, car à peine a-t-il appuyé sur la touche envoi que l'on frappe à sa porte. Depuis sa table de travail, Bewes actionne la serrure électrique qui bourdonne.

Lecoeur entre comme s'il était poursuivi par un essaim de frelons. Sans y être invité il s'assoit sur le fauteuil qui fait face à son patron.

— Bob, on a du sérieux…

Bob le taiseux le regarde d'un air mécontent comme pour dire qu'il en a déjà pas mal du sérieux à se mettre sous la dent. Mais, insensible à toute critique, fut-elle implicite donc dangereuse, Lecoeur pose la main droite sur le bureau et enchaîne. La voix est lente, mais Bewes sent combien il retient le flot de paroles qu'il a au bord des lèvres. Lecoeur est un bavard contrarié.

— C'est pas ce que tu crois… commence-t-il, énigmatique et vague.

— Et que puis-je bien croire ? répond Bewes en croisant les jambes. Il sait qu'il ne faut pas presser son adjoint, sauf à prendre le risque qu'il embrouille tout. Mais il commence déjà à bouillir intérieurement.

— Bref, ce ne sont pas les islamistes !… Il s'arrête. Lecoeur est un faux dur, un émotif qui a parfois du mal à gérer les situations complexes.

— Quoi ? finit par s'impatienter le DG, dis ce que tu as à me dire !

Lecoeur avance le buste et cale ses mains sur ses cuisses comme s'il allait sauter sur le DG. En fait, seul ses postillons giclent :

— Ce ne sont pas les islamistes le danger… Ça nous vient de Rennes… Encore un temps d'attente. Bewes déteste les circonvolutions et circonlocutions de son adjoint qui n'a jamais su

être direct. Mais c'est l'Élysée qui l'a imposé, alors il doit faire avec. Néanmoins, il n'ira pas jusqu'à le relancer, faible tactique pour montrer son irritation. Lecœur le sait et reprend de lui-même :

— Ce matin, tôt, il y a eu une réunion des gendarmes de Rennes. Il temporise à nouveau et ménage son effet tandis que son patron se dit que, décidément, il aura vraiment appris à être patient avec ce loustic :

— Le ton n'était pas aimable pour le gouvernement…

Bewes se fend d'un grand sourire : « C'est tout ? Parce que dis-toi bien que je me doute qu'il y a un paquet de flics et de pandores en France qui, en ce moment, ont pas mal de mots peu aimables pour le gouvernement… Mais si tu as voulu m'en parler dare-dare, c'est parce que tu as autre chose…

— Effectivement, lesdits gendarmes n'étaient pas seuls.

— Tu fais chier, Michel. Accouche bon sang !

— Bailli, le préfet de région était là. D'après notre source, il ne jouait pas au spectateur, mais au meneur.

Là, c'est plus croustillant : un préfet qui joue les subversifs en plein chaos, c'est de l'or, à annoncer à l'Élysée avec perspectives de reconnaissance éternelle.

— Degré de certitude ?

C'est au tour de Lecoeur de sourire. S'il y a quelque chose qu'il aime faire, c'est recouper.

— On est dans du 100 % : le commissaire central de Rennes, qui est au Grand Orient, a fait remonter l'info à son Grand Secrétaire aux Affaires Intérieures[1], qui a fait vérifier par un gendarme de l'obédience.

Bewes fronce les sourcils et tord la bouche vers la droite : — Il était à la réunion le gendarme ?

— Non, mais un de ses camarades qui y était lui en a parlé.

Bewes pose ses lunettes et se frotte lentement les deux yeux avec les paumes des mains.

— Et nous, on a vu quelque chose ? demande-t-il, toujours en automassage.

Il entend l'embarras de Lecoeur à son silence et au bruit de frottement du cuir : son adjoint se tortille sur son fauteuil. Il finit par lâcher :

— Non, pas en direct…

— Donc…, Bewes fait une pause, donc, tu me donnes une information dont le seul canal nous vient du GO ? C'est bien ça ?

Lecoeur ne se laisse pas faire :

— Enfin, c'est le commissaire central de Rennes et le… Grand Secrétaire…, mais Bewes tape du plat de la main sur le bureau.

— Arrête avec ces titres ridicules. Ce grand secrétaire de mes deux est un sale con et tu le sais ! Il a été mouillé dans les affaires de l'ANAS[2], la bien-nommée[3]. Il a couvert des types qui ont farfouillé dans les fichiers de police pour leurs petits commerces. À mesure qu'il parle, Bewes s'empourpre et s'emballe : Que veux-tu que j'en fasse de cette info ? Même les francs-macs de la DGPN devront faire semblant de ne pas la voir et les militaires de la Gendarmerie ou de la Défense vont hurler. Alors trouve mieux. Je ne veux pas savoir comment mais trouve mieux !

Lecoeur fixe son chef avec une lueur inquiétante dans les yeux qui semble dire « Euréka ! ». Il étend les bras comme pour s'étirer et annonce en se levant :

— Je demande au commissaire central une note qu'il fait tamponner par son chef du RT[4]…

Bewes ne répond rien mais fait comme s'il n'avait rien entendu.

Lecoeur repart aussi vite qu'il est venu et prend soin de ne pas claquer la porte du patron.

Comme à chaque fois qu'il s'interroge sur la voie à suivre, le directeur général de la sécurité intérieure se lève et tourne autour de la table de réunion de son bureau. Au bout de deux tours, il se rassied, décroche son téléphone fixe et compose le numéro direct de Le Naour à la présidence.

1. Le Grand Secrétaire aux Affaires Intérieures est en principe chargé des questions de recrutement et de discipline au sein de l'obédience maçonnique.

2. Association Nationale d'Action Sociale des personnels de la Police nationale et du ministère de l'Intérieur.

3. Jeu de mots avec le surnom donné à l'association : la nasse.

4. Renseignement territorial.

51

Mardi 9 août, 12 h 30, Rennes, Préfecture de région, bureau du préfet puis salon ; Hôtel de Courcy, bureau du président du Conseil régional

Écrasée de chaleur et peu accoutumée à pareil climat dans une Bretagne si tempérée, désertée par les vacanciers, l'agglomération rennaise est baignée de silence. De la fenêtre de son bureau, le préfet perçoit juste le bruit étouffé d'une circulation très réduite.

Il se lève et se dirige à grandes enjambées vers le grand salon de la préfecture, prend place dans l'un des fauteuils Louis XV qui encombrent la pièce. Un agent du personnel de maison s'approche avec une dignité toute monarchique, qui est cependant troublée par ses semelles en caoutchouc trop neuves qui grincent sur le parquet lisse comme un miroir. Très calme, il se penche vers le préfet et, sans qu'il ait besoin de poser de question, son maître lui demande d'une voix très douce, presque sensuelle, un whisky. Le bruit de semelle s'éloigne, cesse puis revient et se rapproche. L'agent tend au préfet un verre rempli d'un doigt de liquide ambré. Un *Glen Garioch* 1991. Le seul que le représentant de l'Etat daigne boire en cette période.

Avant d’avaler la première gorgée, le préfet s’amuse à identifier les arômes du nectar. Il a découvert ce *truc* pour se concentrer avant des entretiens difficiles : il perçoit bien le miel et peut-être la pâte d’amande, mais beaucoup moins la framboise ou la prune que ce whisky est censé exhaler. Il reprend la manœuvre et inspire à nouveau. Il le fera tant qu’il n’aura pas repéré tous les arômes.

Dans le verre, il fait tourner le liquide par petits coups secs du poignet. Le whisky semble tenter de gravir les parois translucides pour fuir avant une nouvelle inspiration, quand sa directrice de cabinet arrive. Une femme de taille moyenne, métisse, les traits presque occidentaux mais une peau tirant sur le brun, les cheveux crépus mais travaillés par son coiffeur pour perdre de leur africanité, de leur négritude, aurait dit Aimé Césaire. Elle porte le parfait ensemble pour femme haut fonctionnaire à ambition : tailleur gris, chemisier blanc, bien boutonné. Dans l’administration, il n’y a guère de place pour les promotions canapés. En revanche, le moindre harcèlement peut vous coûter cher. À l’examiner d’un regard, le moindre candidat aux frivolités sait à quoi s’en tenir. Elle s’arrête au seuil du salon. On est encore bien élevé dans la préfectorale. Le préfet susurre dans un soupir fatigué :

— Entrez, entrez, Géraldine… J’allais vous appeler. Venez, asseyez-vous.

Géraldine entre et se pose avec délicatesse sur un fauteuil, le plus modeste de la pièce. Elle ne tient que par quelques centimètres carrés de fesse, comme si elle voulait partir au plus vite. Le préfet s’attend à ce qu’elle parle mais il ne se passe rien. Un lourd silence tombe sur la pièce. L’agent de maison a le temps de proposer un verre à la directrice de cabinet qu’elle décline, avant que le préfet ne se décide à parler. Il a médité son propos car depuis qu’elle a été nommée à ses côtés il ne sait trop comment prendre cette fille.

Obéissante, loyale, au moins en apparence, empressée dès qu'il s'agit de respecter les consignes de Paris, elle reste très distante à l'égard de son supérieur comme de ses collègues. Lors des réunions hebdomadaires du corps préfectoral, elle intervient avec parcimonie, le plus souvent d'un ton un peu sec et péremptoire, toujours à cheval sur les règlements. Ce n'est pas avec elle qu'il faut espérer trouver des *marges de manœuvre*. Plus d'une fois, elle a repris sèchement le secrétaire général de la préfecture, qui ne lui est pas subordonné, ou un sous-préfet d'arrondissement, qui ne l'est pas davantage. Sur le fond, elle n'avait pas forcément tort, mais, sur la forme, elle a réussi à s'aliéner les intéressés. Elle se sait protégée, jusqu'à un certain point, car elle est *femme* et *ultramarine*. Et Beauvau cherche désespérément de tels profils à mettre en valeur, voire à nommer préfet. De son côté, le préfet laisse faire. Il la supporte encore assez pour ne pas désirer l'affronter. Il la laisse se faire détester, ce qui lui facilitera le coup de grâce s'il se révèle nécessaire. Et puis, il est toujours difficile, dans la fonction publique, de s'en prendre à quelqu'un qui respecte le règlement.

Le préfet, lui, n'aime guère les règlements, dans la mesure où ils entravent son pouvoir. Depuis le début de sa carrière, il a toujours jugé que le pouvoir se mesurait à l'autonomie d'action et, de ce point de vue, il se sent souvent à l'étroit dans le carcan des normes et des directives bruxelloises ou parisiennes. Ce n'est pas qu'elles l'empêchent de jouer les tyrans de province, c'est qu'il en voit les défauts et la rigidité. Il se débat avec les règles de toute nature qui bloquent toute initiative de ses administrés. Ce sont tantôt les normes de construction, tantôt celles relatives à l'accessibilité des handicapés, d'autres fois encore les règlements qui encadrent l'action des collectivités locales. Chaque jour, ses services lui font remonter les projets économiques avortés, étouffés par le filet au

maillage très fin des lois et règlements français et européens en matière d'environnement.

Mais il y a plus, sa nature est fondamentalement réactionnaire. En ce sens qu'il éprouve une profonde répulsion pour toutes les « nouveautés » venues de Paris. Il les juge le plus souvent absurdes voire néfastes, ce en quoi il a souvent raison. Ce en quoi, aussi, il ressemble à la plupart de ses collègues. La différence est qu'il le dit et qu'il en tire les conséquences. Jouant de l'inertie des services et de la cascade hiérarchique au sein de laquelle chaque directeur, chef de service, sous-directeur, chef de bureau, adjoint de chef de bureau, chef de section veut mettre son grain de sel et montrer son pouvoir, surfant sur l'allergie générale déclenchée par le flot de circulaires tombant de la capitale, profitant de la révérence que lui vaut son statut préfectoral, qui lui évite toute remise en question sérieuse par ses collaborateurs, bénéficiant enfin du carrousel incessant des nominations de ministres et secrétaires d'État dont il suffit d'attendre qu'ils tombent comme des fruits mûrs pour oublier leurs consignes, il se plaît à contourner les ordres *inutiles* et à différer l'application des instructions *surabondantes* de Paris. Et, le plus souvent, élus et acteurs locaux lui en sont reconnaissants.

Une autre différence est que, contrairement à la plupart de ses pairs, sa philosophie est *par principe* hostile à la floraison continue de textes, *bons ou mauvais*. Il se définit lui-même comme un « *antibougiste* ». Il voit l'appel constant à la réforme, aux réformes, ou au changement comme une faiblesse et une illusion. Une faiblesse qui conduit tous les gouvernements à l'échec, car la réforme, pour autant qu'elle réussisse, ne se révèle jamais à la hauteur des espérances nées de campagnes électorales de plus en plus démagogiques. Une illusion qui offre de fausses valeurs d'innovation, de mouvement, de modernité, d'ouverture qui sont en

fait les cache-sexes d'une pure vacuité intellectuelle. A l'inverse, sans le conceptualiser, sans même le verbaliser, la majorité de ses collègues se coule dans le *bougisme* qu'il abhorre, car il leur donne l'impression d'exister et de compter. Il estime bon, lui, qu'un préfet n'ait parfois rien à faire d'autre que de constater, d'*admirer* et de faire admirer la vitalité du territoire qu'il a en charge. Ils jugent indispensable, eux, d'être chaque instant les *moteurs* de ce territoire et les *acteurs* de ses *progrès*.

Longtemps prudent, méfiant même face à la pensée théorique, il a au fil des années mûri une *philosophie*. Pour son cinquantième anniversaire, alors qu'il était en poste à Paris, ses enfants lui avaient offert, ainsi qu'à son épouse, des billets pour un spectacle de Fabrice Luchini. Fasciné par la voix grinçante et moqueuse de l'artiste, il avait été hypnotisé par sa dextérité verbale et par sa méchanceté intérieure qui, domptée, sublimée par les grands textes, ne s'attaquait qu'à lui, le corrodait comme pour en extraire une rouille mirifique, comme un pus réparateur.

À la fin de la représentation, il avait absolument tenu à rencontrer l'acteur. Sa femme, qui n'aimait que la discrétion et souffrait depuis toujours de sa mondanité professionnelle, le suivait à contrecœur. Il tenta d'aller vers les loges, mais le chemin lui fut barré par deux vigiles noirs de belle taille. Il ne chercha pas à parlementer et rejoignit la foule qui se déversait dans la rue. Des groupes s'étaient formés qui commentaient le spectacle, se donnaient rendez-vous pour une prochaine fois. Avec surprise, il ressentit l'exaltation de ces individus, et il la partageait. Il attendit en silence, sa femme tentant en vain de lui arracher quelques mots, puis lui proposant de *se retrouver à la maison.* Il accepta et l'embrassa avec douceur. Il la regarda partir de son pas un peu lourd qui le touchait toujours. Autour de lui, alors que plus de quinze

minutes s'étaient écoulées, plusieurs dizaines de *fans* faisaient encore, eux aussi, le pied de grue. Certains semblaient se connaître, passaient de groupe en groupe, parlaient avec passion, d'autres riaient, une cigarette coincée entre l'index et le majeur, lui donnant régulièrement une pichenette expulsant la cendre sur le trottoir. Au bout de trois quarts d'heure, l'artiste se livra à ses admirateurs. Il faisait chaud, mais le préfet fut étonné de le voir descendre le perron du théâtre seulement vêtu d'un tee-shirt noir à rayures rouges, très près du corps. Il paraissait nu et fragile. Son visage hâve, ses yeux ronds très ouverts qui lui donnaient un air mi-étonné, mi-craintif, ses cheveux et sa barbe plus sel que poivre, sa bouche triste lui composaient un air de *mascotte* fragile à adopter. Il fit l'effort d'adresser un mot à chacun, lançant même quelques rires par-ci par-là. Lorsque le préfet se présenta, l'homme le regarda avec un sourire presque cynique et se contenta de lui poser une question.

— Êtes-vous heureux ?

Désarçonné et formaté par des années de politesse où le malheur et surtout le bonheur personnel doivent être étouffés, le préfet répondit d'un « oui » neutre et solitaire qu'il n'eut pas le temps d'assortir d'une explication car l'acteur répliqua aussitôt.

— Creusez davantage ! Par les temps qui courent, un responsable de l'État heureux est nécessairement quelqu'un qui ne travaille pas assez.

Estomaqué, il n'eut pas le temps de répondre que l'homme reprenait avec ce qu'il ressentit comme une légère acrimonie.

— Vous êtes assis sur une branche que tout le monde scie et vous êtes heureux ? Le capitalisme détruit l'État, la Nation, le Peuple et vous êtes heureux ?

L'artiste l'avait laissé en plan, seul.

La saillie lui avait fait l'effet d'une décharge électrique, mais plutôt genre *taser* que chatouillis d'une clôture à la campagne. De retour chez lui, le soir même, il était descendu à la cave, avait ouvert une imposante cantine en acier peinte en bleu ciel et avait fébrilement farfouillé à la lumière de son smartphone. Au bout de quelques minutes, il avait souri et sorti quelques-uns de ces anciens livres de Sciences-Po : *Les Conceptions politiques du XXe siècle* de Pisier et Châtelet, *L'histoire des idées politiques* de Nemo… Et il avait bossé. Progressivement, il avait retrouvé le plaisir de la pensée politique et, d'abord guidé par les grands auteurs, il s'était reforgé des convictions propres.

Il a commencé par reconnaître dans l'idéologie dominante du *mouvement* l'un des avatars du capitalisme triomphant. Viscéralement de droite, il a conceptualisé son mépris spontané des partis qu'ils auraient dû soutenir. Il déplore que sa famille politique d'origine ait été dans l'incapacité fatale de penser le pouvoir de dilution, de *broyage* des institutions, des valeurs et des êtres par le capitalisme, sous couvert de liberté et de performance. Au contraire, elle n'a cessé de courir après le veau d'or de l'économie, de la bonne gestion et du taux de croissance.

Son autre dada est l'anti-islamisme. Il a même publié une tribune, sous anonymat bien sûr, sur l'islamisme. L'argumentaire était fruste mais simple : l'islamisme était l'un des meilleurs alliés de ce libéralisme début de siècle. Il se voulait une réponse, très différée, à un papier de Pascal Bruckner, publié en août 2017, selon lequel l'islam était engagé sur une pente suicidaire. Prolongeant le propos du philosophe, le haut fonctionnaire affirmait que l'islam était sur sa pente naturelle, mais, et c'était là qu'il s'en éloignait, que cette pente n'était pas tant suicidaire que l'exacte contrepartie du libertarisme occidental contemporain. Une sorte de miroir infernal

qui permettait de mobiliser à bon compte les valeurs occidentales, sans les nommer, ni les approfondir, voire en les subvertissant et en n'en conservant que ce qui servait l'idéal productiviste : l'individualisme, le consumérisme, l'hédonisme, la fascination pour la *réussite* et l'argent, l'illusion d'un *ascenseur social,* en panne depuis des décennies mais que de trop nombreux observateurs feignaient de croire encore en état de marche. Il s'agissait au fond de « resserrer les rangs », de « faire croire » que tous pouvaient tout, tout en « dissimulant » la question sociale et le creusement des écarts de fortunes entre des oligarques désormais infiniment plus riches que leurs prédécesseurs du XIX[e] siècle et des citoyens moyens atomisés pourtant infiniment mieux éduqués et formés que leurs devanciers. Au cœur de son analyse le fait que la classe moyenne n'existait plus en tant que classe, faute de valeurs communes et d'ambition politique. Le texte avait été mal accueilli par quelques-uns des penseurs les plus en vue des media. « Simplificateur », « complotiste », « grossier », « crypto-fasciste », et surtout l'incontournable « islamophobe », furent quelques-uns des qualificatifs utilisés à cette occasion. La revue *Causeur* tenta bien d'organiser un débat autour du sujet, mais l'article avait fait l'unanimité contre lui : les conservateurs sentaient un relent de bolchevisme dans son hostilité au capitalisme, la gauche bobo se bouchait le nez à cause du ton autoritaire du papier et des effluves de *pétainisme* qu'elle affirmait percevoir. La droite dure, éparpillée depuis l'explosion du FN, n'y comprenait pas grand-chose, faute de réflexion. Seul un groupuscule catholique autrefois lié à l'association traditionnaliste *Civitas* s'y était intéressé. Mais quand il avait voulu prendre contact avec l'auteur, celui-ci s'était dérobé en faisant le mort.

Son tempérament, ses convictions et sa carrière ne lui ont pas pour autant fait perdre tout sens de la mesure. Sa lecture régulière des auteurs grecs, depuis son enfance en banlieue rouge, le préserve de l'*hubris*. Il se distingue ainsi de quelques divas de la préfectorale qui se prennent pour des politiques, des ministres, voire des présidents de la République, dans leur modeste ressort départemental. Surtout, il reste prudent et vigilant. Il sait que son tempérament et celui de sa directrice de cabinet sont fondamentalement opposés. C'est donc avec circonspection qu'il avance ses pions. D'autant qu'il ne l'a jusqu'à présent pas associée à ses manœuvres. Il choisit le ton de la confidence, agrémentant son discours d'un zeste de gouaille qu'il pense opportun pour créer un lien complice.

— Bon, Géraldine, la situation est complexe. L'État se délite. Mais nous ne pouvons rester sans rien faire, il ralentit son élocution pour détacher chaque mot, même… si… Paris… est… paralysé. Le préfet s'arrête pour faire place à une interruption escomptée, mais qui ne vient pas. Soit Géraldine est soumise, soit elle est vraiment dangereuse car sournoise et dissimulée. Il penche pour cette solution car il n'a jamais eu confiance en elle : trop rigide, arcboutée sur ses certitudes de petite-haut-fonctionnaire-qui-deviendra-grande. Il aimerait qu'elle se dévoile et son silence l'embarrasse. Alors de deux choses l'une, soit il fait le premier pas, soit il l'interroge clairement. Il choisit la seconde hypothèse qu'il pense moins délicate.

— N'y allons pas par quatre chemins ! Que pensez-vous de la situation ?

Géraldine se trémousse sur son fauteuil comme si elle était dans une position inconfortable, mais le préfet veut y voir une gêne plus psychologique. Que peut bien donner un profil de fonctionnaire

habitué à obéir et à avaler les couleuvres quand l'État, le rassurant Léviathan, se délite ? Comme elle ne se lance pas, il l'encourage :

— Allez-y, la parole est libre. Dans les circonstances présentes, toutes les bonnes idées sont bienvenues. Il n'en pense pas un mot et a déjà prévu l'arrestation de sa collaboratrice en cas de « mauvaise » réponse.

Géraldine ne semble guère rassurée par l'insistance préfectorale, mais elle est au pied du mur alors elle doit bien se résoudre à se jeter à l'eau. Elle redresse le buste et déplace ses mains de ses genoux aux accoudoirs.

— Monsieur le préfet, comme vous le dîtes, la situation est difficile. À Paris, mais aussi, ici, dans la région. Les informations qui me remontent sont inquiétantes en ce qu'elles dévoilent des actions de certaines autorités qui me semblent outrepasser et les instructions gouvernementales et les règles de l'état de droit.

Le préfet fait passer son index sur son aile de nez droite, sa bouche forme sans qu'il s'en aperçoive une grimace dubitative, les lèvres en avant comme s'il allait embrasser quelqu'un. Mais ce serait le baiser de la mort. Pour lui, les choses sont claires : il lui faut trouver une autre directrice de cabinet. Celle-ci ne le suivra jamais. Il devrait clore la discussion, mais il a envie de jouer au chat et à la souris avec Géraldine. Ces cruches de bureaucrates qui ne savent jamais discerner l'important de l'accessoire, l'histoire de l'anecdote, la stratégie de la tactique ! Tout son mépris accumulé depuis tant d'années face à des collègues ou subordonnés figés dans le culte du précédent, se cristallise soudainement sur celle qui sera bientôt son « ancienne » collaboratrice.

— Quelles instructions gouvernementales ? Nous n'en avons pas. Et quel état de droit ? Il est mis en pièce par les terroristes… Miracle,

Géraldine se réveille et ose le couper, ce qu'elle ne s'était jamais autorisée à faire en deux années de travail commun.

— Sauf votre respect, monsieur le préfet, les instructions sont de maintenir la tranquillité publique dans le respect des textes qui, justement, constituent l'état de droit.

C'est qu'elle monte sur ses grands chevaux ! Le préfet se félicite de l'avoir fait sortir du bois. Le genre de fille qui, sinon, vous dirait « oui » et appellerait Paris dans la foulée pour vous dézinguer. Il se décide à la casser pour la ramollir. Il se compose physiquement ce personnage dur et inflexible qui l'a fait craindre un peu partout, fronce les sourcils et serre le poing droit de manière bien visible.

— Oh là ! Épargnez-moi un cours de droit ! Et souvenez-vous : « Necessitas non habet legem[1] ». Nous sommes dans la vraie vie maintenant, pas dans un bouquin, fini les cours à l'ENA ! Fini le stage pince-fesses en ambassade ! Vous savez très bien que nous ne pouvons pas nous battre sur tous les fronts et que, dans le département comme dans la région, j'ai plusieurs quartiers à surveiller comme le lait sur le feu. Vous savez aussi très bien que si cela dégénère davantage à Paris ou à Marseille, les copains des copains vont avoir des idées ici et que cela nous coûtera des vies innocentes !

Piquée au vif, celle-ci réplique avec dureté :

— Mais dans les fameux quartiers comme ailleurs, il y a aussi des innocents et jusqu'où ira-t-on si la loi n'est plus respectée ?

— Nous ne sommes plus dans une conjoncture où il faut respecter la loi, mais dans une situation où il faut rétablir l'ordre pour permettre à la loi de s'appliquer. Si je donne l'ordre de protéger les quartiers sous prétexte d'explosion de l'islamophobie, vous pensez que la population comprendra ? Non seulement ce ne sera pas le cas mais les forces de l'ordre ne suivront peut-être pas. Or, si

de nouvelles attaques terroristes interviennent j'aurai besoin des uns et des autres. Ce n'est pas vous qui allez risquer votre peau en allant séparer les belligérants, ajoute-t-il avec un air sarcastique qui en dit long sur ce qu'il pense de la capacité d'action de la jeune femme.

Le préfet juge maintenant à propos d'arrêter la discussion. A quoi bon faire durer ce petit jeu : il sait ce qu'il voulait savoir, inutile d'irriter davantage la jeune femme, elle pourrait mordre avant qu'il n'ait le temps de la sortir du jeu. Alors, il se décide à être plus avenant et à prendre un ton apaisant :

— Je vous comprends, Géraldine, j'éprouve des doutes moi aussi. Mais vous savez comme moi que les militaires exercent une forte pression pour que l'on prenne des mesures, comment dire ?… Préventives… Nous allons réunir tous les chefs de service de la préfecture pour en parler. Soyez aimable de demander au secrétaire général de convoquer tout le monde à 15 h 30.

Croit-elle, après ces derniers mots qui pourraient sembler de conciliation, avoir infléchi la position de son supérieur ? Géraldine se redresse, plus souriante et tend la main au préfet. Son *au revoir* est presque chantant :

— A tout à heure, monsieur le préfet.

La jeune femme quitte la pièce d'un pas rapide, ce pas sautillant et saccadé qui manque d'élégance et fait penser à une caissière de supermarché peu accoutumée aux talons aiguilles.

Le préfet se lève lui aussi et vide son verre d'un trait. Il descend les nobles escaliers de la préfecture et sort dans les jardins. Sans se presser, il traverse le parking saturé de chaleur et vide à cette heure. Il passe les grilles qui le séparent des bâtiments du conseil régional réservés aux séances, longe la verrière qui éclaire l'immense salle où se tiennent les réunions plénières puis, d'escaliers en escaliers, arrive à l'arrière de l'Hôtel de Courcy. Ce bâtiment XIXe d'architecture

néo-palladienne est assez disgracieux mais la région en fait grand cas.

Deux gendarmes l'attendent et le saluent à la porte. Après le soleil des cours et jardins, le vestibule paraît plongé dans une profonde obscurité. Il lui faut quelques minutes pour accommoder. Suivi par les deux militaires, le préfet monte les marches de l'escalier en faux marbre et mosaïque. Au 1er étage, un des gendarmes lui désigne une pièce dont la double porte blanc crème est fermée. Le préfet s'avance et frappe. Sans attendre de réponse, il entre dans une pièce de taille moyenne pratiquement vide mais au centre de laquelle trône un bureau plat Louis XV avec sa classique marqueterie de palissandre et ses bronzes ciselés. Derrière le bureau, avachi sur un fauteuil moderne blanc qui ressemble à un *Tulip* de Knoll, mais qui jure horriblement, un homme assez jeune, la quarantaine satisfaite, arbore un grand sourire un peu niais. Il ne prend pas la peine de se lever et indique au préfet d'un geste de la main droite le seul autre siège de la pièce. Sans aucun préliminaire il lui lance un désinvolte : « Je vous écoute » qui mord l'amour-propre préfectoral.

— Monsieur le président, je vous remercie d'avoir accepté cette rencontre. Je serai direct et rapide. La situation nationale est catastrophique. Paris ne maîtrise plus rien. En revanche, en Bretagne, nous avons réussi, pour l'instant, grâce à des actions préventives, à préserver la paix et l'ordre. Mais il nous faut consolider la situation. Nous sommes toujours aux limites de la légalité…

Le préfet est interrompu par le président du conseil régional qui s'est redressé. La main gauche sur le bureau, la tête baissée en signe d'accablement, il a levé la main droite comme pour faire la circulation.

— Non, non, arrêtons tout de suite ce cirque, si vous voulez bien. Je sais ce que vous voulez, je sais ce que vous souhaitez que j'endosse à titre personnel ou que le conseil régional endosse collectivement et c'est non !… Parce que je sais aussi ce que vous avez déjà fait, sans en référer à quiconque, avec vos amis gendarmes et militaires. Je sais que vous avez tenu ce matin-même une réunion qui ressemble à une trahison…

Cette fois, c'est le préfet qui se redresse d'un coup, cale ses deux mains sur le bureau en se penchant vers son adversaire, vrillant son regard dans ses yeux, approchant son visage à si peu de distance de celui du président du conseil régional que l'autre en est incommodé, mais ne recule pas, de crainte de perdre le bras de fer. Sa voix vibre de colère.

— Espèce de connard, vous allez m'écouter sans monter sur vos grands chevaux. Je me fous de ce que vous pensez, je me fous de vos grands mots. Je vous demande juste de convoquer le conseil régional et de lui faire adopter la motion que je vous donnerai et qui sauvera, au moins pour la région, l'ordre républicain. Je ne vous laisse pas le choix parce que n'avons plus ce luxe de choisir.

Mais le politicien se rebiffe et se lève. Gênant : il mesure près de deux mètres, si bien que le préfet se sent en position d'infériorité. Son sourire est maintenant caustique et c'est d'une voix douce et flutée qu'il répond.

— Ça ne marche pas avec moi, l'intimidation. Il cherche ses mots et reprend, l'air satisfait de sa trouvaille : un coup de fil à Paris et vous sautez, alors faîtes votre boulot de fonctionnaire et laissez-moi faire le mien.

Il contourne le bureau, pose la main sur la poignée de la porte de la pièce, se retourne et lance de son air goguenard : Monsieur le

préfet, je ne vous salue pas. Il ouvre la porte et se trouve nez-à-nez avec les gendarmes. Il se retourne et fixe le préfet :

— Vous n'allez tout de même pas… ? Pour toute réponse, un signe de tête enjoint aux gendarmes de se saisir de l'homme qui n'oppose aucune résistance, la bravoure a ses limites. Le préfet s'assied à sa place, farfouille dans les tiroirs qui sont pratiquement vides. Il repousse le tiroir central, tourne la tête à droite, à gauche, aperçoit une petite imprimante laser, en ouvre le bac à papier et en tire une feuille A 4. Il sort de sa poche intérieure gauche le stylo plume acheté à Venise qui ne le quitte jamais, un *Montegrappa Nero Uno,* et commence à écrire. Dix minutes plus tard. Il repose son stylo et lit à voix haute comme pour savourer sa prose :

Mesdames et Messieurs les membres du conseil régional de Bretagne,

Les circonstances exceptionnelles que connaît notre pays, et qui expliquent l'empêchement de votre Président, contraignent les pouvoirs publics à prendre des initiatives et à envisager des actions destinées à préserver la paix républicaine.

C'est la raison pour laquelle je vous prie de bien vouloir participer à la réunion des membres du conseil régional et de nombreux élus de la région organisée jeudi à 18 h 00. Elle se tiendra dans un lieu sécurisé dont je vous communiquerai les coordonnées très rapidement.

Ce sera pour moi l'occasion de faire le point avec vous sur les dernières évolutions et de recueillir votre sentiment et vos suggestions. Il est inutile de souligner à quel point cette rencontre est importante.

Dans cette situation difficile, je reste à vos côtés pour assurer la continuité de l'Etat républicain.

Le préfet de région

Il plie la feuille en quatre, la fourre dans sa poche intérieure droite, et sort son téléphone. A l'autre bout de fil, on décroche au bout de deux sonneries. C'est avec un calme qui l'étonne lui-même qu'il franchit son Rubicon :

— Mon général, il faudrait que vous vous occupiez de ma directrice de cabinet… Oui, tout de suite. Elle n'est pas fiable. *Une bonne chose de faite.*

1. « *La nécessité n'a pas de loi* », sentence de Publilius Syrus (1[er] siècle avant Jésus-Christ).

52

Mardi 9 août, 12 h 05, Paris, Palais de l'Élysée, bureau du conseiller pour les affaires intérieures

Le Naour forme une cinquième pile de dossiers. Les glisse dans un carton d'archives. Se lève, ouvre le placard placé derrière son bureau et compose la combinaison du coffre. Il en retire un dossier vert d'eau, l'ouvre, feuillette son contenu, le pose à ses pieds. Idem pour un deuxième dossier de couleur bleu roi. Il s'arrête plus longuement sur un troisième dossier, rouge celui-là.

Il comporte trois sous-dossiers. Sur le premier figure une étiquette autocollante blanche sur laquelle est inscrit : « notices bio ». Il tourne les pages : Bewes, Lacoste, Jouleau, Brunard… Une vingtaine de notes de deux à quatre pages dévoilent tous les petits secrets des hiérarques de la police et des renseignements. Une mine constituée des résultats des enquêtes administratives diligentées en prévision de la nomination des heureux élus, agrémentés de quelques sources complémentaires moins officielles.

L'étiquette du deuxième sous-dossier porte la mention « FM ». Le Naour vérifie son contenu : les noms des principaux francs-maçons

du ministère de l'Intérieur y sont bien. Le troisième sous-dossier, le plus épais, s'intitule « pour mémoire », mais la mémoire en question est explosive. Le Naour y a consigné pêle-mêle des notes des services sur les dérives de tel policier trop proche de la pègre, les tentations de tel politique pour la chair, l'amour immodéré de tel autre pour l'argent, qui l'a poussé à se tenir trop proches des émissaires de certains États de la péninsule arabique, des copies de procès-verbaux de police sur les interpellations de célébrités portées sur la cocaïne ou les prostituées, quelques notes manuscrites qui transcrivent des conversations privées, quelques comptes-rendus d'écoutes téléphoniques…

Dernier sous-dossier marqué « BA » : les trois premières pages agrafées consistent en une longue liste de noms à consonance arabe. En face de chaque nom un acronyme qui ressemble à un intitulé de service ou d'unité, des numéros de téléphone. La quatrième page est un organigramme de la « BA ». On y trouve un « commandant », trois adjoints, chacun à la tête d'une section etc. Le dernier document est une note recto-verso intitulée « Note relative aux objectifs du projet de « brigade arabe ».

Le Naour referme le tout, attrape sa serviette en cuir et y fourre le dossier rouge. Il se penche pour ramasser les dossiers vert d'eau et bleu roi. Puis passe de l'autre côté de son bureau, appuie sur l'interrupteur de la broyeuse et commence à y passer l'ensemble des pièces. Il a presque fini quand son téléphone fixe sonne : la ligne directe. Il pose les feuillets, éteint la broyeuse et décroche. La voix rocailleuse à l'autre bout du fil le surprend. Un instant, Le Naour se sent pris en faute comme si le DGSI avait regardé par-dessus son épaule ce qu'il emmenait avec lui en dehors de ce bureau.

— Yves ?

— Robert, comment allez-vous ? Encore une mauvaise nouvelle ? Ou alors vous voulez me dire au revoir ? Le Naour perçoit les quelques dixièmes de secondes de silence qui prouvent l'étonnement de son interlocuteur. Bewes se garde bien néanmoins d'avouer qu'il ignore pourquoi il devrait dire au revoir au conseiller du Président. Par principe, le DGSI sait tout et le reste ne compte pas. Alors, il ne répond qu'à la première question.

— Comme toujours, une mauvaise nouvelle… Vous nous connaissez. Mais Legout et ses communicants trouveront une présentation pour en faire un triomphe…

Le DGSI se permet ce genre de pique car il connaît l'inimitié réciproque entre l'ex-conseiller et le directeur de cabinet du Chef de l'État. Tout en gardant le combiné collé à son oreille, Le Naour refait le tour de son bureau et s'assied sur son fauteuil pivotant, au cas où la conversation devrait durer.

Et elle dure, en effet. Bewes donne les infos dont il dispose sur le préfet de Rennes et les gendarmes, sans trop en dire. On ne trahit pas ses sources, n'est-ce-pas ? Cet adage des services permet tellement d'approximations et d'intox. Comme Bewes avec son propre adjoint, Le Naour l'interroge sur la fiabilité de l'information. Il s'inquiète surtout de l'interprétation à lui donner.

Bewes élude ce sujet. Et conclut en demandant si Le Naour a des instructions.

— Pour l'instant, faites-moi juste passer une note. Je vais en parler au Président. Le Naour entend au bout du fil un grommèlement qui signale l'embarras de son interlocuteur.

— Quoi ? Qu'est-ce qui vous gêne ? Et avant même que Bewes lui donne la réponse, il a déjà trouvé, tout seul, comme un grand : le coordonnateur ! Mais il laisse Bewes s'exprimer.

— Vous savez qu'en principe toutes les notes doivent passer par le coordonnateur anti-terrorisme…

— Robert, pour l'instant, on en est juste au stade de l'info politique à vérifier, non ? Et puis, le coordonnateur, il est un peu débordé en ce moment.

Bewes se dit que ledit coordonnateur est surtout un incapable qui n'a jamais su s'imposer aux services. Il faut dire que le président de la République, toujours aussi piètre DRH, a choisi un diplomate mondain pour succéder à un préfet à l'ancienne, qui avait travaillé à la DGSI et à la DGSE. Depuis, la CNRLT[1] produit toujours autant de notes et de bulletins mais n'essaie même plus de piloter ce que les spécialistes appellent la « communauté du renseignement »[2].

— Bon, je vous la passe, mais *primo*, rien ne filtre et *deuxio,* si cela se sait, vous nous couvrez, OK ?

— Vous avez ma parole.

Comme à son habitude, Bewes raccroche sans salamalecs ni questions du type « Et les enfants, ça va ? ». Il en a fait une marque de fabrique : mutisme et distance. Avec lui, on bosse, point.

Le futur ex-conseiller se cale dans son fauteuil et exerce une pression qui le fait doucement basculer vers l'arrière. Il s'arrête lorsque le dossier atteint une inclinaison de 55 degrés. Idéal pour méditer. *Ils sont allés vite ! Mais ils ne savent pas encore que j'ai appelé le préfet et lui ai suggéré la manip. Ça confirme qu'ils ne doivent pas l'avoir mis sur écoute depuis longtemps celui-là, un parfait serviteur de l'État ! Quoique… Bewes me teste peut-être… Si je ne bouge pas rapidement, il a peut-être de quoi me faire sauter. Mais si je bouge trop rapidement, je flingue ma propre idée… Sauf si…*

Le Naour se redresse, décroche le téléphone et appelle sa secrétaire. Celle-ci est toujours aussi calme. L'État s'écroule, la

guerre civile a commencé, mais madame Calaros garde sa voix ferme et disponible. Elle ne sait pas encore qu'il est partant.

— Oui monsieur.

— Nathalie, pourriez-vous m'appeler le directeur de cabinet ?

— Monsieur Legout ?

Le Naour écarquille les yeux et s'étonne.

— Il y en a d'autres ?

Nathalie est diserte aujourd'hui, car elle ne lâche pas l'affaire ni ne relève le ton railleur de son patron.

— Des directeurs de cabinet, ce n'est pas ce qui manque… A l'Élysée il y en a deux. La première Dame en a un, vous vous souvenez ? *Tiens, c'est elle qui le titille, à présent.* Il n'a pas le temps de répliquer car sa secrétaire enchaîne :

— Je vous appelle Monsieur Legout.

Il raccroche et profite de l'attente pour peaufiner le laïus qu'il va servir à ce cynique de Legout. Il se dit qu'il risque d'attendre car le directeur de cabinet adore se faire désirer. Mais le téléphone sonne presque immédiatement. Avec, au bout du fil, le dircab.

— Vous vouliez me parler ? La voix n'est pas aimable, mais presque neutre, c'est un miracle pour l'individu en question qui adore terroriser les gens. Le Naour a une étincelle : Legout est au courant pour sa démission et il doit craindre qu'il ne veuille la reprendre.

— Oui, vous savez que j'ai remis ma démission au Président.

Le Naour n'attend pas de réponse et continue.

— Mais je ne veux pas que cela soit pris comme un désaveu ou même que l'on se pose des questions…

Toujours soucieux d'empêcher quiconque d'avoir barre sur lui, Legout tente de minimiser le risque.

— Oh, vous savez, je ne crois pas… Mais Le Naour le coupe et bluffe.

— L’adjoint de Stockpol m’a appelé et voulait savoir si j’étais à l’aise avec les décisions présidentielles…

Il s’arrête un instant pour ferrer son interlocuteur.

— Nous avons rendez-vous demain. Il attend trois secondes et ajoute : mais ce rendez-vous n’est pas une bonne idée.

À l’autre bout du fil, la voix de Legout se fait presque douce :

— Et donc ?

— Si je suis nommé en province, comme je l’ai demandé au Président, je pars *illico* et vous aurez une explication toute trouvée pour mon départ.

Il se demande si Legout va mordre ou se cabrer. L’individu est imprévisible. Mais, en l’occurrence, il a vite compris son intérêt : éloigner Le Naour et faire nommer un affidé à sa place serait une double victoire.

— J’imagine que vous avez une idée de point de chute ? réplique-t-il, semblant désormais impatient d’en finir. Le Naour souffle et sait qu’il ne doit plus hésiter. Une petite fenêtre vient de s’ouvrir, il faut s’y jeter.

— Nantes, l’actuel titulaire y est depuis trois ans… Mais il n’a pas à convaincre davantage le directeur de cabinet qui le stoppe dans son élan justificateur.

— Préparez-vous, ce sera au conseil des ministres de demain. Je vous laisse voir avec l’heureux évincé…

Maintenant rassuré, Legout ne prend plus la peine d’être courtois et raccroche directement, non sans avoir laissé un gloussement moqueur salir son interlocuteur.

1. Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, basée à l'Élysée.

2. Le « premier cercle » de cette communauté est constitué de : DGSI, DGSE, DRSD, DRM (direction du renseignement militaire), DNRED (Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières), TRACFIN (Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins). « Le deuxième cercle » comprend : SCRT, DRPP, sous-direction de l'anticipation opérationnelle de la Gendarmerie nationale (SDAO) et le Service national du renseignement pénitentiaire (SNRP).

53

Mardi 9 août, 14 h 30, Levallois-Perret, siège de la DGSI, bureau du directeur général

Le directeur général de la sécurité intérieure ne sait plus où donner de la tête. Toutes les unités sont sur la brèche. La sous-direction du contre-terrorisme est en surchauffe. D'autant que la DG a perdu des hommes dans les différents attentats qui se sont succédé. À Bobigny, la direction départementale et, à Lyon, la direction zonale ont été attaquées. À Toulouse, un « repenti » censé informer les policiers sur les djihadistes en herbe s'est fait sauter dans les locaux de la direction zonale lors d'un « débriefing ». Ça fait désordre et, en plus, ça met douze fonctionnaires sur le carreau. Encore heureux que le siège de la direction générale n'ait pas subi d'assaut. Grâce à un signalement opportun et… fortuit, les agents du groupe d'assistance opérationnelle, le GAO, ont réussi à contrer un attentat au camion piégé qui aurait pu être dramatique.

De partout arrivent des signalements à vérifier, des demandes d'information à renvoyer. Des préfets surexcités appellent et exigent davantage de renseignements, des cibles, des effectifs… Le ministre,

lui, demande des arrestations, mais sans violence, en raison des directives présidentielles… Facile ! Les terroristes ont compris qu'il suffisait de quelques actions pour saturer un dispositif très rigide, éclaté et bureaucratique.

Face au chaos, outre son rendez-vous désormais quotidien avec le Président et le ministre, le DG est obligé de tenir deux réunions de coordination et d'action par jour, les « RCA ». La première est fixée à 8 h 30, la seconde va commencer dans quelques instants. En fin de journée, vers 20 h 30, intervient la « RCR », la réunion de compte-rendu.

Autour de la table de réunion du directeur général siègent les pontes de la direction. Le patron se met en bout de table, ce qui lui permet de voir l'extérieur par la baie vitrée qui lui fait face. À sa droite immédiate, le chef d'état-major, puis le directeur renseignement et opérations, les différents sous-directeurs occupent les côtés du rectangle. Le conseiller juridique, le directeur technique et l'inspecteur général de la sécurité intérieure, chargé notamment des enquêtes de sécurité sur les agents du service, terminent le parcours et se trouvent à la gauche du directeur général.

Comme à l'accoutumée, c'est le chef d'état-major qui annonce les évènements importants, lance les noms ciblés et attend les réactions des participants. L'exercice, assez simple en principe, n'est pas toujours une partie de plaisir dans une maison très cloisonnée où on ne se parle pas toujours de sous-direction à sous-direction. Mais, en l'occurrence, nécessité fait loi, les langues doivent se délier, sauf à prendre le risque de voir les têtes être tranchées.

Le chef d'état-major a déjà évoqué nombre de zones en difficulté, d'attaques, de menaces. Il passe à une des régions les plus délicates : Marseille.

— En PACA, Vincentini, le chef de la direction départementale de Marseille nous signale la rencontre entre le préfet de police et certains représentants de la communauté musulmane.

Bewes interroge :

— Il y était, Vincentini ?

— Non, le préfet lui a indiqué que cela serait mal pris par les invités, mais il a eu droit à un débriefing par son directeur de cabinet…

Le directeur général explose :

— « Mal pris par les invités » ? Mais où sommes-nous ? Et comment on gère si même les préfets nous mettent de côté ? Il se tourne vers le directeur du renseignement et des opérations :

— Tu as appelé le préfet ?

— Pour quoi faire ?

Le visage de Bewes se décompose, toutes les nuances d'un désespoir évident s'y lisent. Il baisse la tête et cale son menton dans sa main droite, si bien que son index se trouve devant les lèvres et il reprend d'une élocution lente, sourde, presque inaudible.

— Pour le convaincre, Michel, pour le faire renoncer ! Quand allez-vous tous arrêter de considérer les préfets comme des surhommes auxquels on ne peut rien dire ? Les infos, c'est vous qui les avez et ce sont eux qui les cherchent… Ils ne sont rien sans nous… Bon, c'étaient qui les « invités » ?

La responsable de la sous-direction anti-terroriste, cheveux gris et coupe garçonne, bouche pincée et lèvre inférieure charnue, yeux verts perçants et dénués de toute nuance de chaleur, sourcils méphistophéliques, répond de sa voix aigrelette que de nombreux mâles de l'Intérieur ont appris à détester et à craindre.

— Un beau mélange : des inoffensifs du CRCM[1], mais aussi des autoproclamés que nous suivions depuis un certain temps.

Le directeur du renseignement, qui ne l’aime pas, tente de lui en faire dire plus. Dans un service de renseignement c’est souvent casse-gueule.

— Et *tes* suivis, ils ont du sang sur les mains ?

La sous-directrice ne se démonte pas.

— Ils sont tellement sûrs d’eux qu’ils manquent de prudence. On en a au moins un qu’une écoute nous permet de considérer comme responsable d’une livraison d’armes automatiques.

Le directeur général reprend :

— Et c’est avec ces types que le préfet discute ? Michel, tu me fais une fiche et j’en parle à l’Élysée. Qu’est-ce qu’on va faire de ces mecs ? On est pas loin de la trahison ?

Le conseiller juridique de la maison lève le doigt. C’est le seul à procéder ainsi. Cela fait rire sous cape, mais c’est bien commode en réunion. Et puis, ça va bien à son style « écolier parfait », genre l’Agnan de Goscinny. Il n’est pas du Conseil d’État, mais seulement des tribunaux administratifs, car l’éminent corps du Palais-Royal a jugé que ce serait déchoir que de placer l’un des siens comme conseiller de simples flics plus ou moins barbouzes. Mais il porte beau avec l’uniforme du parfait juriste, costard bleu bien cintré de chez *Torcello*, pochette blanche, et barbe soignée de trois jours.

— On a déjà eu le débat. Il n’y a pas de trahison au sens du code pénal s’il n’y a pas relation avec une puissance ou une organisation *étrangère*. Ici, ce sont des… Français.

Ça grogne autour de la table. L’inspecteur général, un vieux de la vieille, lâche un « Français de papier ». Le conseiller juridique poursuit, stoïque :

— Je sais, je sais. En revanche, là, on a au moins complicité d’attentat ou de complot ou de mouvement insurrectionnel des articles 412-1, 412-2 et 412-3 du code pénal. Quant à l’invité du

préfet qui livre des armes, dans le contexte actuel, il tombe sous le coup de l'article 412-5 qui punit de vingt ans de détention criminelle le fait de procurer des armes, des munitions ou des substances explosives ou dangereuses à des insurgés.

Bewes arbore une mine qui hésite entre l'agacement et l'amusement.

— Mouais, alors on fait quoi ? Michel ?

— De toutes les façons, pour le préfet, on n'a aucune instruction, et il est plutôt bien vu à l'Élysée. Il connaît le Président et, en plus il est copain comme cochon avec le secrétaire général de la présidence… Toujours la jurisprudence Borello… On ne s'intéresse pas aux proches de la présidence, même s'ils traînent une grosse casserole.

Bewes se renfrogne et étend les deux mains en les agitant.

— OK, OK, on ne bouge pas… Et le livreur ?

Lecoeur reprend avec un sourire contrarié.

— Ben, avec la demande du Président de ne pas bouger…

— D'accord, on passe. Il s'arrête et se gratte le lobe de l'oreille. Mais dîtes-moi, on va pouvoir les supprimer ces réunions puisqu'on ne peut rien faire, non ?

Il admire l'effet de sa petite plaisanterie sur *ses* flics. Ils rient jaune car ils en ont tous marre de devoir se tenir à carreau. Du haut en bas de l'échelle, les gars ne demandent qu'à se farcir les islamistes. Pour éviter que la mauvaise humeur ne s'exprime davantage que par les mines déconfites, il repasse *illico* la parole au chef d'état-major.

— Quoi d'autre ?

— La direction zonale de Rennes a procédé à des vérifications liées à l'info de ce matin sur la réunion à laquelle le préfet de région a participé. Ses fadettes de téléphones ont été regardées. Or, ce qui

intrigue, c'est que le préfet de région a été appelé le soir des combats, à 23 h 14 par… le conseiller sécurité intérieure du Président. Et, dans la foulée, le préfet contacte le colonel de gendarmerie, et plusieurs autres responsables des forces armées.

Bewes soulève un sourcil.

— Dans la foulée, ça veut dire quoi ?

— Et bien, Le Naour appelle le préfet à 23 h 14. Il raccroche à 23 h 31. Et le préfet passe cinq appels de 23 h 32 à minuit douze.

Silence autour de la table. Bewes, très concentré, fixe un point, loin au-delà de la baie vitrée. Comme à chaque fois qu'il plonge dans ses pensées, il se passe toutes les trois secondes l'index à l'angle de la narine droite et de la lèvre supérieure. Dans ces cas-là, nul ne se hasarde à parler. Lorsqu'il sort de sa torpeur, il paraît aussi détendu qu'auparavant et lance au chef d'état-major la question rituelle de fin de réunion.

— C'est fini ?

Le chef d'état-major s'apprête à souffler un oui satisfait quand le directeur du renseignement lui coupe l'herbe sous les pieds.

— Pas tout à fait. Comme Le Naour est apparu dans les radars, on a juste un peu cherché sur ses fadettes à lui. On n'a pas fini, mais on sait déjà qu'il a appelé deux autres personnes avant le préfet. Il soigne son effet, et s'arrête, le temps de regarder tour à tour les participants, pour finir par le DG.

— Il s'agissait de Nevers, le sénateur, et, surtout, de Terrac.

Bewes ne bronche pas, il sait que ses services s'assoient parfois sur la jurisprudence Borello si cela leur permet de faire de la pêche au gros, et conclut la réunion d'un simple :

— OK, beau travail ! Alors que ses collaborateurs quittent la pièce, il prend à part le chef d'état-major. Un jeune commissaire en qui il a confiance : un des rares seconds qu'il a pu choisir.

À voix très basse, il lui ordonne :

— Tu me mets au moins deux hommes, des *pros,* en protection de Terrac. Ils le suivent partout !

— Et le SDLP[2] ?

— Tu les préviens, mais nos gars restent avec Terrac jusque dans les chiottes, OK ?

Une fois seul, Bewes, saisit son portable officiel et envoie un SMS à Legout qui rappelle dans la demi-seconde.

— Qu'y-a-t-il de si important ?

— On est en cours de vérification, mais il apparaît que le préfet de Rennes semble mijoter quelque chose avec les gendarmes et les militaires… D'autres personnes, dans l'entourage du Président, seraient dans le coup…

Legout l'interrompt.

— Comment ça « dans le coup » et quelles autres « personnes de l'entourage du Président » ?

— On n'en sait pas beaucoup plus, si ce n'est que des coups de fils suspects ont été passés de Paris juste avant que le préfet ne bouge.

Legout prend un ton mielleux et sarcastique.

— Cher directeur général, ne seriez-vous pas payé pour en savoir un peu plus ?

Bewes ne cache pas son irritation, prend le même ton et rétorque sans hésiter.

— C'est exact, Monsieur le directeur de cabinet, mais nous sommes aussi payés pour obéir aux instructions du Président, et notamment celle par laquelle il proscrit toute surveillance *a priori* de ses proches et de ses collaborateurs directs, à la suite de l'affaire Borello. Vous vous souvenez de l'affaire Borello ?

Legout, ravalant sa fureur, ne répond pas à l'affront et donne ses ordres.

— Vous m'envoyez quelqu'un de bien informé pour le conseil de défense restreint de 17 heures. Il raccroche. C'est une mauvaise manière que de ne pas convier le directeur général lui-même. Mais le directeur général s'en voudrait de montrer son irritation. Il se prépare déjà à expliquer en interne qu'il ne souhaitait pas y aller. Du reste, il a fait l'essentiel, il est couvert vis-à-vis de l'Élysée. On ne pourra pas lui reprocher de ne pas avoir prévenu. Il n'avait vraiment aucune envie de se pointer et de participer à des décisions qui risquent d'être très, très sensibles. Et puis, l'avoir bouclé sur Le Naour, Clément Nevers et Terrac constitue sa petite vengeance secrète qu'il s'empresse de compléter.

Il ouvre le tiroir du haut du caisson droit de son bureau. Cinq portables et une boîte translucide contenant trois cartes SIM non utilisées. Il saisit un appareil, y insère une carte, la débloque et passe le seul coup de fil qui transitera par ce téléphone.

— Allo, Le Naour ?

1. Conseil régional du culte musulman.

2. Le service de la protection (SDLP) est chargé des missions de protection rapprochée et d'accompagnement de sécurité.

54

Mardi 9 août, 17 h 00, Paris, Palais de l'Élysée, PC Jupiter

Sous l'aile Est du Palais de l'Élysée se niche un sous-sol réservé à quelques *happy few* de la République. Ou plutôt *unhappy*. Car le poste de commandement Jupiter ne se fréquente qu'en cas de crise grave, sauf quand le Président veut faire de la comm'. Aménagé à la demande de Valéry Giscard d'Estaing en 1978, c'est un endroit mythique de l'État, car c'est ici que le Président peut déclencher le feu nucléaire dont il est responsable. Par la grâce de la Constitution ? Non ! D'une loi ? Non ! D'un simple décret !

L'endroit n'est pas folichon, si bas de plafond que Giscard devait se courber pour ne pas s'assommer aux linteaux des portes, un peu grisâtre, tristement fonctionnel, très années 70, malgré les réaménagements, avec ses murs et ses tables de réunion en plastique couleur crème.

Les initiés prétendent que l'on peut y parvenir grâce à un ascenseur secret qui plonge à 70 mètres sous terre. L'endroit n'est pas immense et le Chef de l'État a coutume de s'étonner que le bunker ne soit guère plus vaste que ses appartements personnels. Le cœur du dispositif est constitué par le poste de commandement militaire. Un mur accueille un immense écran tactile grâce auquel le

Président peut communiquer avec ses homologues ou les chefs militaires. Mais le bunker comprend aussi des salles de réunion et des chambres. Le Président a droit à une sorte de suite, pas plus gaie que le reste. Il a tenu depuis son investiture à y dormir une nuit par mois. Lorsqu'un journaliste habitué à lui servir la soupe lui a demandé pourquoi lors d'une émission télévisée, il a asséné, avec son sourire mi-cruel mi-charmant : « Il est de ma responsabilité de chef des Armées de me préparer au pire ».

Comme chacun sait, Jupiter était un chaud lapin complétant ses amours légitimes avec la difficile Junon par des passades parfois lourdes de conséquences avec Métis, Mnémosyne, Thémis, Latone, Eurynomé, ou encore Cérès. Il se dit que le bunker a accueilli les amours interdits et transgressifs d'au moins deux de ses prédécesseurs et que l'un des conseillers d'un président socialiste, la tête tournée par le pouvoir, en avait fait un argument de séduction et un véritable lieu de débauche.

Tout à la sculpture de son personnage « jupitérien », le chef de l'État a voulu effacer ces tâches du passé. Il a redonné une vie officielle au bunker en en faisant le lieu habituel des réunions hebdomadaires du conseil de défense et de sécurité. Il est vrai que l'endroit est pratique avec ses moyens de communication directement reliés aux forces armées et aux grands commandements. Et puis, le Président, plutôt impressionnable dès lors qu'il s'agit de la chose militaire, est fasciné par les qualités électromagnétiques de l'endroit qui en font une véritable cage de Faraday où tout peut être dit sans risque d'interception.

Trois hommes sortent du minuscule ascenseur qui vient des étages nobles. Le Chef de l'État, oubliant son exquise courtoisie, vantée à longueur de colonnes par la presse, ne s'efface pas et passe devant son directeur de cabinet et son chef d'état-major

particulier. Ils s'engagent tous trois sans un mot dans le grand couloir qui dessert l'ensemble du bunker et pénètrent dans la salle de commandement.

Les principaux participants sont déjà là : les ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Finances et de la Justice, les chefs d'état-major des armées, les directeurs généraux de la police et de la gendarmerie, le directeur général de la sécurité extérieure, le coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, le secrétaire général de la présidence…

Le Président est tendu. Contrairement à l'habitude, il s'abstient de serrer la main des présents, conserve sa veste et s'assied sans convier les autres à en faire de même. Il s'installe en milieu de table, flanqué, à sa gauche, de son chef d'état-major particulier et, à sa droite, du secrétaire général de l'Élysée. Les hiérarques se regardent en baissant les yeux et sont à la torture. S'assoir, c'est prendre le risque de se faire remarquer, ne pas le faire c'est se ridiculiser. Le secrétaire général les sauve, car, après avoir fait semblant de farfouiller dans son dossier de séance, il prend place à la droite du Président. Il est suivi par le directeur de cabinet d'abord, puis par les autres participants.

En général, un conseil de défense et de sécurité nationale débute par une très courte introduction du chef de l'État, suivi d'un point de situation fait par l'autorité la plus compétente. Un tour de table permet d'envisager les différentes options, le tout étant conclu par le Président qui donne ses instructions. Mais, là, rien ne se passe tout à fait comme d'habitude.

Le Président est nerveux. Cela se sent à son ton de voix plus cassant qu'à l'accoutumée et à son regard fixe et dur qui, tombant successivement sur chaque participant, tend à les broyer mentalement. Il se lance dans une longue tirade d'autojustification.

Tout y passe : l'incompétence des services, leur manque de loyauté, leur incapacité à anticiper, la nécessité de tout faire… Ceux qui ont de la bouteille se demandent si Sarkozy n'est pas revenu. D'un seul coup, le Président s'arrête et, braquant des yeux furieux sur Lecoeur, s'étonne de l'absence de son supérieur. Legout esquisse un petit sourire. Il n'a pas informé le Président de sa conversation avec le directeur général. Le chef de l'État détourne cependant son attention et reprend son monologue.

Il finit par se calmer. Il enlève sa veste, ce qui laisse penser aux huiles que le temps de la décontraction est revenu. Mais, contrairement à tous les usages, c'est au directeur de cabinet, un *politique*, qu'il donne la parole, ce qui tend à nouveau l'atmosphère. Legout est plus sec que jamais, rappelant les orientations présidentielles en les durcissant : interdiction stricte de toute opération d'initiative en attendant la fin des négociations, retrait des forces de sécurité de façon à laisser un espace de « médiation » d'au moins 300 mètres entre eux et les islamistes, mise en place d'une commission d'enquête internationale menée par des ONG et conférence de dialogue nationale coprésidée par un activiste musulman.

Le Président reste silencieux, les yeux dans le vague. De temps à autre, il hoche la tête, ce que Legout prend pour un encouragement. Il a tort, car le chef de l'État n'écoute pas. Dans son crâne, qui lui semble désormais trop petit pour contenir une telle pression, des milliers d'idées entrechoquent d'autres milliers de questions. Comment a-t-il pu en arriver là ? Toutes les bonnes fées, en particulier les médias qui faisaient l'opinion, s'étaient penchées sur son berceau. Tout s'était bien passé pendant deux ans. On pouvait même parler d'état de grâce après un premier mandat calamiteux. Les contradictions politiques, un coup j'annonce le report des baisses

d'impôts, deux jours plus tard je dis le contraire, les heurts avec l'Armée et ses chefs, les discordances au sein du Gouvernement, l'échec aux élections sénatoriales, tout cela avait été oublié, soigneusement gommé par les journalistes qui aimaient cet homme « jeune et moderne » auquel ils pouvaient s'identifier ou presque. Ok, il avait gagné trop de fric chez un banquier d'affaires, mais bon, il avait rallié le service public. Surtout, il portait leur « valeurs » : refus des frontières, ouverture sur le monde, fut-il injuste et dangereux, valorisation de la mobilité à toute les sauces, modernité incontournable, mépris des vieux partis et des corps intermédiaires, libertarisme agrémenté d'un soupçon d'anticléricalisme, juste ce qu'il faut pour briller lors des dîners en ville, attrait pour les évolutions sociétales les plus débridées, ce qui leur permettait de déculpabiliser, eux qui avaient généralement un, deux, ou trois adultères à leur actif, parfois suivis de divorces pour les plus malhabiles ou les plus sincères, et des avortements dont il n'était pas encore tout à fait de bon ton de se vanter… Et puis, face à ses concurrents, un palmipède aurait semblé avoir de la prestance et de l'astuce. Alors, lui, jeune, svelte, brillant… Et puis, son coup de maître avait été de faire trébucher Frédéric Zeitoun, le polémiste, qui était le seul en mesure de le menacer pour sa réélection selon certains politologues. Il avait eu très chaud. Avant même une déclaration de candidature, le journaliste était devenu la coqueluche d'une large part d'un électorat de droite laissé en déshérence depuis l'échec de François Fillon en 2017. Alors que certains proches du chef de l'État comptaient sur sa radicalité pour le couler, le journaliste avait su toucher des cercles de plus en plus larges. Les femmes, en particulier, avaient largement basculé d'une hostilité forte à une approbation mesurée. Son discours de Gennevilliers où il tendait la main à la jeunesse d'origine étrangère en lui proposant de rejoindre son combat pour bâtir la

France de demain avait eu un écho surprenant : comme un déclic pour de nombreux jeunes qui se voyaient jusqu'alors comme immigrés et qui, à présent, pouvaient se sentir Français. Il avait alors fallu prendre les choses en main. Une pression monstre sur les maires en avait découragé plus d'un de lui apporter son parrainage pour la présidentielle : tantôt c'était une classe d'école qui risquait la fermeture, tantôt une subvention qu'il allait être difficile de débloquer… Députés et sénateurs avaient compris que leur réélection risquait de se compliquer s'ils laissaient les élus de leurs circonscriptions accorder le précieux sésame. Surtout, une alliance objective entre le Président et les notables de la droite et du centre avait conduit ceux-ci à lui emboîter le pas. Cela n'avait pas suffi. L'état-major du Président avait alors trouvé l'arme ultime : faire monter la candidate officielle de la droite populiste pour fragiliser l'électorat du nouveau venu. La situation internationale avait été la divine surprise permettant à cette stratégie de prendre. Le président russe ayant lancé son armée sur un Etat voisin, Zeitoun, qui avait toujours étalé son admiration pour le dirigeant moscovite, avait été emporté dans le même opprobre.

Tout à ses pensées, le Président cherche en vain ce qui a pu foirer tandis que Legout continue de faire la pluie et le beau temps au conseil de défense. La croissance mondiale ? Non, elle l'avait accompagné. L'Europe ? Pas davantage, tous ses *leaders* étaient à ses pieds pour avoir sauvé l'immense bureaucratie de Bruxelles et ils ne lui refusaient rien. Ils avaient même accepté de renégocier Schengen ! Un peu comme si Moïse mettait les Tables de la Loi au vote. La renégociation annoncée à grands renforts de médias n'avait servi à rien parce que les moyens concrets de contrôles des frontières n'avaient pas suivi, mais c'est une autre histoire. De toutes les façons, lancée quelques semaines avant les élections

européennes, l'opération avait atteint sa cible : contenir autant que faire se peut l'Alliance républicaine, qui, après avoir balayé le parti Les Républicains, succédait au Front national dans une version plus *soft* ressemblant au RPR des années 90.

Alors quoi ? Dans son narcissisme exacerbé, il ne pouvait imaginer avoir la moindre part de responsabilité dans ses propres échecs et les contrariétés subséquentes, si ce n'est, éventuellement, de la naïveté face à ses adversaires. À force de ruminer, des noms lui apparaissaient, des situations lui revenaient qu'il chargeait de toute l'amertume qu'il éprouvait : Trump, qui avait refusé de réintégrer l'accord de Tokyo malgré ses efforts et ses espoirs, les gendarmes qui avaient manifesté après une réduction drastique de leur crédits, Finkielkraut qui avait osé publier un « J'accuse » retentissant après un nouvel attentat islamiste… Peu à peu, sous l'effet du pouvoir, sa ductilité s'était transformée en rigidité confuse. Il avait tout bonnement cessé de prendre le président des États-Unis au téléphone et l'avait clamé sur les toits.

Sans même tenir compte de l'arrivée au pouvoir d'un démocrate, après le mandat Trump, il avait convoqué son équipe diplomatique en demandant à ses fonctionnaires accablés d'organiser une nouvelle conférence de Bandung[1], mais à Paris. Ce serait le nouveau sommet non pas tant des non-alignés que des non-américains. Lorsque son sherpa lui avait rappelé les mots qu'il avait prononcés en présence de Donald Trump à l'endroit des États-Unis lors d'un 14 juillet, « Rien ne nous séparera jamais », le sang s'était retiré de son visage. Il s'était levé, mâchoires serrées, pointant un index frémissant vers le diplomate et l'avait giflé d'un « dehors ! » qui n'admettait aucune répartie. Dans un silence glacial, droit comme un i, le fonctionnaire avait rangé ses notes avec soin, pris son dossier, l'avait tapoté verticalement contre la table de réunion de façon à ce

qu'aucune feuille ne dépasse. Il avait repoussé sa chaise dorée, l'avait soigneusement remise en place et avait quitté la salle sans un mot. À ceux qui restaient, le Président avait juste asséné, avec un calme surprenant et arborant le sourire qu'il lui avait valu tant de succès auprès des belles-mères : « Je suis votre chef, et non l'inverse ». Mais après ces exercices assez jouissifs d'autoritarisme, il avait perdu goût au jeu : ses collaborateurs pliaient trop rapidement et jamais ne protestaient. En revanche, peu à peu, la loyauté enthousiaste des uns et des autres s'était muée en une douloureuse incompréhension doublée d'un sentiment d'injustice. Et quand l'Administration se sent injustement traitée, elle ralentit, bloque, fragilise. L'appareil d'État s'était replié sur lui-même, désormais soucieux de survie plus que de performance.

Un instant, le Président fixe le Premier ministre qui lui fait face, mais qui tapote sur son smartphone. Legout débite toujours son laïus. Le chef du gouvernement redevient flou, le Président replonge dans ses pensées. La journée est mauvaise aussi parce qu'il souffre des pieds depuis l'avant-veille. Quelle idée de mettre des sandales pour « faire nature » lors de leur dernier séjour à la mer ? Il n'y a plus que les prêtres ou les *beaufs* de camping pour porter des sandales ! Et *lui*, il a toujours été sujet au dessèchement des talons. Sur les autres, il paraît que l'*Akiléïne* est efficace. Mais, *lui*, il a beau être Président et s'en tartiner les pieds, cette saloperie de crème qui pue ne lui fait rien ! Il va être obligé d'en reparler au médecin de l'Élysée. *Encore un militaire !* Déjà qu'il déteste les médecins, comme tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, illustre la faiblesse humaine ! Alors, en plus, les médecins militaires ! Ces types sont rigides et vous regardent toujours comme si vous étiez un tire-au-flanc. *Mais, moi, je suis le Président, merde ! Je bosse tout le temps ! Alors, faut pas m'emmerder. Si ça se trouve, ce connard*

donne peut-être des infos à cette coterie d'officiers qui diffuse depuis des années des vacheries sur mon compte. Cela a commencé quelques mois après son esclandre avec le chef d'état-major des Armées. D'abord, une brève sur son épouse qui fatiguait lors des réceptions officielles, puis, un entrefilet sur des nominations stratégiques par-ci, une info confidentielle sur un arbitrage budgétaire défavorable aux armées par-là… *Ça les ferait bien rire, ces peigne-culs frustrés qui se font trouer la peau pour des soldes de misère, un papier sur les pieds du Président ! Putain !* Mais alors qu'il examine mentalement la gueule de quelques militaires de son entourage, une image s'interpose, celle d'une petite grosse décatie, genre Muriel Robin en brune cheveux longs, et il repense à cette s… de Delaume. Une soi disant écrivain. Avec d'autres « intellectuels », elle avait sorti une tribune dans un grand journal du soir à la fin de son premier mandat. La lecture en avait été jouissive au début : elle avait commencé par parler de sa présidence « glamour ». Il s'était dit : *elle a compris !* Mais à mesure qu'il lisait, le ton ironique l'avait d'abord gêné, puis irrité, puis carrément fait chier. Et sa péroraison résonnait encore dans sa tête : « Bienvenue dans la France en marche vers le burn-out et les emplois obligatoires à trois heures de votre habitat. Profitez du covoiturage pour enrichir votre réseau relationnel et créez-vous une page LinkedIn. En attendant, nous vous proposons une minute de silence pour célébrer la glorieuse mémoire de Margaret Thatcher. ».

Après cette lecture et une nuit où il n'avait que très peu dormi, il avait donné des instructions claires au directeur de cabinet. « Vous me décorerez tous les amis de cette conne et vous les inviterez systématiquement à la Garden-party, mais, elle, je ne veux jamais en entendre parler, ni la voir ici. ».

Son oreille droite est accrochée par un mot, un seul mot. « Neutralisation ». Il se tourne vers Legout qui le regarde avec un petit sourire penaud en coin. Il scrute les visages des autres participants. Tous fermés. Les professionnels n'ont pas apprécié la dernière proposition du directeur de cabinet. Comme le Président ne l'a pas entendue, il fait semblant de lancer un mini-débat.

— Monsieur le directeur de cabinet, pourriez-vous reformuler votre dernière proposition avec le plus de précision possible, de telle façon que je puisse prendre ma décision en toute connaissance de cause ?

Il est étonné de constater que les militaires et policiers présents ont des yeux ronds comme des soucoupes. Il intercepte même en bout de table un regard furtif mais éloquent du directeur de cabinet du directeur du renseignement militaire vers le directeur général de la sécurité extérieure. La règle est que le chef de l'État ne donne en principe jamais d'accord express pour une « neutralisation » proposée par les services, mais se contente de ne rien objecter ou de mettre son veto. Le Président ne décide jamais explicitement d'éliminer un individu.

Legout qui a beau aimer être « disruptif » connaît les usages et hésite. Mais un coup de menton du Président le convainc d'aller plus avant.

— Il était proposé de neutraliser certains personnages dangereux pour la stabilité de l'État et vos efforts de pacification. Chaque participant savoure la forme passive qui évite de nommer l'origine de la proposition. Legout s'interrompt et regarde à nouveau son maître qui, d'un geste de la main, l'engage à continuer.

— Compte tenu de nos informations, il importe d'interpeller Yves Le Naour et de veiller à la mise hors d'état de nuire de Terrac et Nevers.

1. En 1955, la conférence de Bandung (Indonésie) réunit pour la première fois les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques ne souhaitant pas intégrer les blocs soviétique et américain, au profit du « non-alignement ».

55

Mercredi 10 août, 10 h 00, Paris, 2 rue Morand, Mosquée Omar Ibn Al Khattab

L'imam Karim Marwahini, que l'on dit proche des Algériens, mais qui est surtout tenu par les activistes de l'association qui gère la mosquée, monte sur son trône qui ressemble à un petit escalier recouvert d'une moquette beigeasse à losanges, élimée par endroits. Il s'assied précautionneusement comme si le tout menaçait de s'écrouler. Posé sur la 3e marche, une sorte de bâton de berger à la main, le contraste entre sa mine sérieuse, son corps malingre et ses socquettes de tennis blanches lui donne un air un peu ridicule.

Debout à sa droite, lui aussi petit et maigre, mais raide et le menton agressif, le président de l'association *Foi et pratique*, qui tient la mosquée, Mohamed el-Fassi. Tout le monde sait qu'il est membre du *Tabligh*, aile radicale. Celle qui, quelques années auparavant, avait donné des Khaled Kelkal. Pourtant, tout le monde, et les services de sécurité les premiers, ferme les yeux depuis des années. Pour certains, par une méconnaissance crasse de l'islam radical qui les pousse à ne pas comprendre la porosité entre les mouvements quiétistes, censés être pacifiques, et les djihadistes.

Les autres prétendent avoir « une tactique », la tactique éternelle des flics qui préfèrent laisser les voyous faire leurs petites affaires, mais sous leurs yeux… en attendant de passer, un jour peut-être, à l'action.

A la gauche de l'imam à socquettes, une armoire à glace, Marwan al-Nabati, le président du collectif *Liberté musulmane*. Pas besoin d'avoir une fiche S consacrée au bonhomme, il porte sur lui tous les attributs de l'islamiste qui prend les serviteurs de l'Etat pour des *bouffons* : la moustache et la barbe hirsutes, le sourire méprisant, un très léger *Tabaâ* sur le front qui signale sa piété.

El-Fassi tend à l'imam un papier qu'il commence à lire avec difficulté. Veut-il laisser penser qu'il n'est pas de lui ? Car, une fois n'est pas coutume pour un imam, Marwahini parle correctement le français. Mais, là, il ânonne :

— Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux ; confrontée au racisme et à l'islamophobie quotidienne, illustrée par les brimades incessantes, les arrestations indues, voire les assassinats de coreligionnaires innocents, la communauté musulmane de France a décidé de se protéger et de protéger les lieux où elle habite. Il s'arrête un instant, comme essoufflé, puis reprend.

— Elle a décidé de constituer sur ses lieux de vie des zones d'autodéfense qui ont pour seul objectif de préserver la vie de femmes et d'enfants qui n'ont rien fait et qui ne demandent qu'à vivre en paix et en harmonie avec leur religion. L'imam semble hésiter mais finit par se lancer :

— Est ainsi constituée la wilaya Oberkampf-Parmentier du Conseil de la Protection islamique de France, qui sera gouvernée par un conseil de gouvernance représentatif et inclusif, composée de personnalités sages et respectées de la communauté… Suivent les noms de trois hommes, une femme et même, un « non-

musulman ». Enfin, ça, c'est pour les médias, que les islamistes ont appris à manipuler depuis des années, accumulant des tonnes de compassion pour leur frères « martyrisés » par les Chinois, les Birmans, les Arméniens, alors qu'à chaque fois, à y regarder de plus près, lesdits frères n'étaient pas sans responsabilité dans le sort qui leur était fait. Ici le « non-musulman » est bien connu des services de sécurité comme un prédicateur, mais il est blanc et blond. Ce type de profil peut servir. Et les activistes savent que ce détail sur la prétendue association des *kouffar* est de nature à faire oublier aux journalistes le sujet principal, à savoir une véritable tentative de sécession.

Marwahini continue :

— Le conseil de gouvernance a établi un tribunal islamique destiné à maintenir l'ordre, la paix et la confiance dans la wilaya. Réuni ce jour à l'aube, le tribunal a jugé deux policiers coupables de mauvais traitements sur des fidèles ainsi que deux trafiquants de drogue que l'Etat français n'a jamais voulu éliminer… Les deux premiers ont été condamnés à 50 coups de fouets, commués en 20 coups de bâton chacun, à la demande du préfet de police. Ils seront remis à l'Etat français dans la journée. Les deux trafiquants ont été condamnés à mort et exécutés. Ainsi en sera-t-il à l'avenir de tout pourvoyeur de mort sur le territoire du Conseil de Protection islamique.

Nous appelons solennellement l'État français à s'abstenir désormais de toute violence supplémentaire et à respecter les populations civiles. À cet effet, nous avons fait appel à la Commission européenne et au Conseil de l'Europe pour constater toute agression sur le territoire de la wilaya.

Le conseil de gouvernance est disposé à toute discussion ou négociation qui pourrait faire avancer la cause de la concorde.

L’imam s’arrête, regarde la caméra et éructe :

— Allah Akbar !

Sur un signe de la main d’El-Fassi, le vidéaste interrompt la prise d’image. Il tend un pouce vers le haut signifiant que la déclaration est bien passée sur *Facebook live* avec un nombre considérable de connectés. Marwan al-Nabati arbore un sourire radieux et résume à sa façon :

— Très bonne séquence ! Avec ça, on les b…

Il est très satisfait parce que c’est son texte, mais qu’il a évité de le lire lui-même. Il préfère toujours être un chouïa en retrait, histoire de laisser les autres prendre les plus gros coups. Il est content aussi de ses trouvailles : la condamnation des trafiquants, deux arabes apostats, qu’il a fait liquider en donnant le beau rôle aux islamistes, la clémence relative à l’égard des deux flics qui va contribuer à faire oublier les autres victimes tombées sous les balles des djihadistes, l’insistance sur la paix qui va exciter le sentiment de culpabilité des Français et amadouer les instances européennes, l’appel à la discussion qui va diviser le camp d’en face entre les mous et les durs, et il est sûr que les mous finiront par l’emporter.

56

Mercredi 10 août, 15 h 30, Marseille, boulevard Paul Peytral, bureau du préfet de police

Une dizaine de personnes sont assises autour de la table ovale du préfet de police. Si la photo censée immortaliser la scène était diffusée, elle rappellerait ces clichés de la guerre d'Algérie où des notables musulmans rencontrent les autorités françaises pour trouver les pistes d'une pacification. Mais le préfet Prunetier est trop malin pour communiquer une telle photo de manière intempestive. Elle ne sortira des cartons, ou plutôt des fichiers électroniques de la préfecture, que si sa stratégie a été payante. En d'autres termes si c'est la politique de négociation qui a été choisie par le pouvoir central et si elle a abouti au calme. Alors, il sera un précurseur, un préfet *performant* et pourra viser une grosse préfecture, voire une préfecture de région.

Prunetier se félicite en tout cas d'avoir réussi à mettre cet aréopage autour de la table. Il craignait que les « troubles » ne conduisent nombre des représentants musulmans à se désengager. Leur seule présence est un atout sur lequel il pourra *surfer*. Si les choses s'améliorent, ce sera aussi grâce à la qualité du dialogue qu'il

aura su établir. Si elles se dégradent, il pourra crier à la trahison et livrer les noms des présents aux plus radicaux, histoire de diviser un peu plus la « communauté ».

Les participants ne sont pas des enfants de chœur pourtant. On y trouve quatre des imams les plus extrémistes de la ville, mais aussi Yacine Aissaoui, le président régional du Collectif *Liberté musulmane* et grand ami de Marwan al-Nabati. Il y a quelques mois seulement, il a publié le très controversé *Manuel de résistance à l'islamophobie*, dont la « piste numéro douze » préconisait de harceler les élus locaux pour obtenir des horaires séparés hommes-femmes à la piscine, mais aussi dans les médiathèques… Est-ce par lassitude, par complicité ou lâcheté, le principe même de la recommandation n'a pas suscité de réaction de la presse. Qui ne s'est réveillée que lorsque Laurent Magnard, élu centriste et maire d'une ville importante dans le Nord, a été pris la main dans le sac en train de céder à la pression. Le jeune élu, considéré par certains comme un espoir pour la prochaine présidentielle, suggérait, lors d'une réunion de service, à ses fonctionnaires locaux, et notamment à son directeur des sports et à son directeur des affaires culturelles, de trouver des moyens de donner satisfaction au collectif. La polémique a enflé, après le ferme démenti de l'élu, lorsque l'un des fonctionnaires présents a lâché une vidéo prise avec son téléphone portable, montrant que le maire avait des idées très précises sur la façon de faire. L'occasion était trop belle de se payer un élu !

Ce que la presse ne sait pas c'est que ledit Aissaoui a monté un camp d'entraînement dans la Drôme. Bien sûr, lorsque les gendarmes, informés par un habitant, ont fait un tour sur place, il n'y avait pas d'armes visibles, enfin… d'armes de guerre. Mais tout l'arsenal du petit survivaliste était bien là. Surtout, la vingtaine de types qui fréquentaient le lieu avaient tout pour faire peur :

baraqués, l’air méchant et surtout avec de belles « fiches S », quand ce n’était pas un casier judiciaire fourni. La presse ne sait pas non plus qu’Assoaui a été condamné à quatre ans de prison, dont il n’a fait qu’un an, pour avoir tenté de planter son propre frère, très hostile à l’islamisme, et dont il avait su, par une indiscrétion d’un fonctionnaire de préfecture, qu’il l’avait signalé pour radicalisation.

Un autre joyeux convive est Slimane Gaoussou, ancien entraîneur dans un club de football de la région parisienne, dont la spécialité était de recruter des 20-35 ans prometteurs qu’il faisait passer par l’école coranique clandestine montée avec un pro du combat anti-kouffar. Déjà condamné dans sa jeunesse pour trafic de stupéfiants, puis pour violences sur sa conjointe, il est sous le coup d’une mise en examen depuis juin dernier, dans le cadre d’une enquête sur une filière de recrutement pour le djihad en Ukraine et placé sous contrôle judiciaire.

Le préfet de police sait tout cela, mais n’en a que faire. Ce qui compte pour lui, c’est d’*avoir des interlocuteurs*.

57

Jeudi 11 août, 8 h 30, Paris, avenue Mozart

Avenue Mozart, les immeubles qui se situent près du commissariat central d'arrondissement bénéficient bien sûr d'une surcote. C'est le cas de l'un d'entre eux, dont l'élégante porte d'entrée, fermée par une lourde grille, est encadrée par deux boutiques chics, un marchand de vin et un studio photo. La tranquillité des lieux a incité Terrac à s'y installer il y a plus de dix ans, grâce à un généreux prêt de l'Assemblée nationale.

Avec les « évènements », il a recommandé à sa femme de quitter la ville et de se rendre dans leur maison de famille, dans le Pays basque. Il espérait se retrouver seul pour mieux travailler. Mais, la veille au soir, trois policiers se sont présentés. Deux grands costauds et un petit râblé, tous barbus et moustachus, tous vêtus comme des artistes bobos, jean et tee-shirts noirs. Lorsqu'ils avaient sonné à la porte d'entrée, il avait vissé son œil au judas et avait hésité à ouvrir à ces trois loustics. Mais un quatrième larron, en uniforme celui-là, s'était avancé et il avait reconnu le commissaire de quartier. Une fois entrés, le commissaire avait expliqué que les trois autres étaient membres du groupe d'assistance opérationnelle, le GAO, en clair, les « gros bras » de la DGSI, et qu'ils allaient rester en

faction dans l'immeuble. Il lui avait même demandé de les loger chez lui. Examinant les trois policiers, Terrac s'est demandé s'il ne s'agissait pas d'un coup fourré.

Pour le tranquilliser, le petit râblé, « Commandant Marquet, Monsieur le député », lui avait précisé que les ordres venaient du directeur général et qu'il pouvait l'appeler. Il lui avait aussi indiqué que les deux hommes qu'il positionnait seraient en liaison avec le commissariat tout proche, ce que le commissaire avait confirmé d'un hochement de tête.

La nuit a été calme et il a pu récupérer un peu du manque de sommeil accumulé depuis plusieurs jours. Il finit de nouer sa cravate en se regardant dans le grand miroir de l'entrée lorsque la sonnette de l'appartement retentit. Il s'immobilise tandis que l'un des deux gorilles, le plus grand, Florent, s'est approché dans le plus complet silence. D'un signe de la main, le policier lui intime le silence en posant l'index sur ses lèvres. L'autre, Cyril, qui doit déjà mesurer au moins un mètre quatre-vingts, sort son pistolet Sig-Sauer SP 2022 et avance en silence vers la porte en glissant plaqué contre le mur droit de l'entrée.

La sonnette retentit à nouveau, la porte martelée de coups secs.

Le policier se carre dans un angle de l'entrée d'où il ne peut être atteint par un projectile qui traverserait la porte.

Son collègue prend Terrac par le bras et l'entraîne vers le salon, puis vers la salle de bains qui se trouve être la pièce la plus éloignée, puis retourne vers l'entrée. Ils ont beau faire, le parquet à chevrons couine légèrement sous leurs pas. Assis sur le rebord de la baignoire, Terrac entend cette fois que l'on tambourine à la porte. Puis, il perçoit la voix du grand flic qui lance un « Qui est là ? » et de manière indistincte, une réponse. Ses anges gardiens doivent être rassurés, il les entend ouvrir la porte. Des voix nouvelles se mêlent

aux leurs. Les bruits de pas qui font à nouveau grincer le vieux plancher lui apprennent que le groupe se dirige vers lui. On toque à la porte de la pièce et, sans attendre de réponse, Florent entre, un grand sourire aux lèvres :

— Des collègues, Monsieur le député…

L'un des nouveaux venus, – Terrac note qu'ils sont trois, aussi bien bâtis que les hommes de la DGSI –, entre dans la pièce en tendant une main que le député serre sans chaleur excessive. Il est irrité par cet attroupement de flics, par l'absence d'informations sur leur venue… et lance :

— Puis-je savoir pourquoi vous venez chez moi ?

Le policier hoche la tête et plisse les lèvres en signe d'acquiescement.

— Maintenant, vous pouvez effectivement le savoir. Nous sommes de la division nationale de recherche et d'appui de la direction nationale du renseignement territorial. Brigadier-chef Pardet, Monsieur le député.

À peine a-t-il prononcé ces mots que deux coups de feu étouffés claquent dans le salon. Comme dans un mauvais rêve, Terrac voit, derrière ledit Pardet, Florent et Cyril s'écrouler, une balle dans la tête chacun. Sur le tapis du couloir, le sang dessine une tâche noirâtre qui s'étend lentement.

D'un ton calme et avec une courtoisie qui sidère l'homme politique, Pardet lui demande :

— Auriez-vous l'amabilité de me dire si d'autres personnes sont dans cet appartement ou si vous attendez quelqu'un dans les prochaines minutes ?

Terrac, les yeux fixes, contemplant toujours les deux cadavres, balbutie quelques mots inaudibles, si bien que Pardet fait signe à l'un de ses complices.

— Bon, on y va…

Sous le choc, sans réaction, Terrac voit l'acolyte, dont il remarque le visage maigre et mal rasé, un air de déterré, s'avancer vers lui. Il le voit sortir un couteau de chasse. C'est alors qu'il se met à crier, à hurler comme il ne l'a jamais fait.

— Putain, grouille ! lâche ledit Pardet.

Le déterré se jette sur Terrac dont il empoigne les cheveux et lui tranche nette la carotide. Terrac tente à nouveau de crier mais c'est un gargouillis inaudible qui sort, davantage de sa gorge que de sa bouche. Le policier le tient quelques secondes par les cheveux et le lâche quand il sent le corps mollir. Le député tombe sur le carrelage, d'abord à genoux, puis s'affale. Son crâne heurte le côté de la baignoire et produit un bruit sourd saugrenu.

L'homme au couteau saisit une serviette près du lavabo et essuie son arme. Tout en grommelant, la bouche tordue et les yeux noirs, il frotte les éclaboussures de sang qui maculent son tee-shirt.

Pardet a sorti de sa veste en cuir une pochette plastique dont il extrait avec une main gantée une feuille de papier sur laquelle on distingue quelques phrases écrites en rouge. Il se tourne vers l'égorgeur et l'interpelle d'un ton agressif :

— Quoi ? Qu'est-ce qu'il y a ?

L'homme au couteau soutient son regard et lance :

— Toi et tes scenarios ! On a perdu du temps, on prend des risques avec ce genre de connerie, tu causes avec lui, pour quoi faire ? Mais tu lui donnes le temps de crier et moi, j'en manque pour me protéger et faire les choses proprement.

— Tu vas pas chialer pour si peu ! Finis le travail sur les collègues. Ensuite, tu enfiles une nouvelle paire de gants et tu vas te trouver une chemise propre dans les affaires du politicard. Tu

brûleras les fringues dès qu'on sera sorti de Paris. Gégé, pas de bruit dans l'escalier ?

À l'autre bout de l'appartement, fuse un « R.A.S ».

Pardet se penche et dépose la feuille de papier de revendication sur le torse de Terrac.

58

Jeudi 11 août, 9 h 00, Paris, place Raoul Dautry et Gare Montparnasse,

Nevers n’a réservé son train qu’à la dernière minute. La veille, il a pris soin de donner à son assistante de fausses informations sur le déroulement de sa journée : il se rendrait à une réunion à l’Assemble nationale dès le matin. Il n’avait pas précisé la salle. Si les sbires de l’exécutif voulaient le retrouver, ils y passeraient du temps. A moins qu’ils ne le surveillent déjà…

Il n’avait obtenu qu’une place non attribuée, conformément aux méthodes modernes de la SNCF qui reprenait avec gourmandise les pratiques de *surbooking* des compagnies aériennes. Un numéro de voiture était tout de même indiqué. Il espérait donc dégotter une place assise. « Il y a toujours des désistements » avait insisté le préposé de l’agence SNCF de la gare Saint Lazare, qu’il a préféré par discrétion au bureau des transports de l’Assemblée nationale.

Arrivé sur la place Raoul Dautry, il déchante vite. Des barrages filtrants tenus par des militaires ont été mis en place. Ils sont débordés par l’afflux de population. La place est noire de monde. La fébrilité de la foule, les files d’attente font penser à l’exode de 1940. Il en choisit une où il poireaute pendant vingt bonnes minutes. En se penchant, il a noté que les militaires fouillent certains bagages, les

passent tous au détecteur de métaux, demandent papiers et titres de transports. S'il est recherché, son voyage va vite s'arrêter. Mais a-t-il un autre choix ? Juste avant de partir, il a consulté le site *sytadin*, qui donne les informations en temps réel sur le trafic routier. Il a constaté que la N118 et l'autoroute A11 étaient coupées à la suite de l'installation d'obstacles sur les voies. Au niveau de Meudon-la-Forêt, les islamistes ont fait tomber deux camionnettes d'un pont. Les chauffeurs sont morts mais la circulation est bloquée. D'autant qu'un petit commando de snipers s'est positionné de façon à arroser les environs pour empêcher le déblaiement des épaves. Il faudra du temps pour les déloger.

Sur l'autoroute, c'est un semi-remorque qu'ils ont réussi à coucher au beau milieu des voitures en route vers l'Ouest. Les véhicules qui suivaient se sont encastrés à 130 km/heure dans le camion, complétant le barrage en formant une épaisse muraille d'acier qui emprisonne des dizaines de blessés. Ici encore un commando empêche les secours d'intervenir.

Dans la file d'attente, devant lui, deux petits vieux bien tenus, les cheveux très blancs, tiennent par les mains une petite fille qui doit avoir dans les six ou sept ans. La petite porte une robe à carreaux rose qui semble assortie à la chemisette à carreaux rouges de celui qui doit être son grand-père.

Il les entend parlementer avec les militaires qui ne veulent pas les laisser entrer dans la gare sans billets. Le vieil homme insiste avec une politesse surannée où pointe une nuance d'inquiétude : ils veulent juste accompagner leur petite fille jusqu'à son train. Ils ont peur qu'elle se perde. Le chef d'escouade, un caporal-chef, très jeune et très pale, ne veut rien entendre. Pas de billet, pas de gare, ce sont les ordres. Le vieux ne lâche pas, lui demande à voir un supérieur, ce qui, comme on pouvait s'y attendre, braque le

factionnaire. Il voit que la file ne cesse de s'allonger. Se doute-t-il qu'il s'agit d'une cible rêvée pour les terroristes ? Il a bien dû le lire quelque part dans un des manuels sur la guerre urbaine édités par l'Armée depuis quelques années.

Il écarte les deux vieux l'un après l'autre, en les poussant sur la droite par l'épaule, avec fermeté mais sans brutalité. Ils se laissent faire, mais sont désemparés de ne pas savoir ce qui va se passer. Le militaire, lui, à l'habitude des attentes sans but connu. Il est simplement passé à autre chose. Il demande ses papiers à Nevers qui présente sa carte de sénateur. Il a eu le temps de peser le pour et le contre de ce choix. Une carte d'identité ordinaire avait plus de chance de passer inaperçue, mais sa carte professionnelle, plus identifiable, peut aussi pousser le militaire à une certaine souplesse. Le jeune homme pâle met un soin particulier à vérifier la concordance entre la photo et le vrai visage de Nevers. Il pose un regard las sur lui et demande d'un ton mi-étonné mi-déçu :

— Vous quittez Paris, monsieur le sénateur ?

À tort ou à raison, Nevers croit entendre dans cette question toute la réprobation fataliste de ceux qui restent au front à l'égard des lâches qui vont se terrer à l'arrière. Il ne répond pas, mais se tourne vers les deux vieux qui sont restés sur le côté. Est-ce spontané ou le besoin de se dédouaner, d'effacer une culpabilité avec laquelle il n'a jamais su jouer ?

— Voulez-vous que j'accompagne la petite ? Le grand-père, qui pianotait sur son smartphone, lève les yeux et semble détailler chaque trait de son visage comme pour y lire le degré de confiance qu'il peut accorder à l'homme qu'il a devant lui.

— Vous êtes sénateur ?

— Oui.

Puis, il interroge sa femme d'un haussement de sourcil. Il a dû percevoir une réponse positive là où Nevers n'a rien remarqué car il dit à la fille :

— Écoute, ma chérie, tu vas aller avec ce monsieur. Et dès que tu seras arrivée du demanderas à tata de nous appeler. Et maman te rejoindra rapidement.

L'enfant, qui a le visage d'ange ingénu des modèles de Filippo Lippi, écoute avec attention, hoche la tête pour acquiescer et, sans un mot, comme si sa tristesse avait collé sa langue à son palais, se jette dans les bras de son grand-père. Se tournant vers Nevers, le grand-père lui demande un numéro de portable où le joindre, au cas où.

Nevers prend la main de la fillette et l'entraîne. Au moment de franchir la grande porte vitrée de la gare, bloquée en position ouverte, il entend le grand-père qui, d'une voix aigre, rassure son épouse : « … pas brillant, mais ça nous rend bien service… ».

Les files d'attente étaient inquiétantes, la situation dans les halls effrayante : un véritable chaos. La foule est si dense qu'il est impossible d'avancer sans jouer des coudes et sans exercer régulièrement des pesées sur des bras, des dos ou des torses.

Les grands panneaux noirs signalent de nombreux retards, mais la circulation des trains semble préservée, même si quelques annulations clignotent déjà.

Avançant à grand peine, il serre la main de la petite de crainte de la voir se perdre dans une foule où il lui serait impossible de la retrouver. Des souvenirs de terreur enfantine lui reviennent à la mémoire. Des cauchemars surtout, où il perdait son chemin vers la maison familiale, ou pendant lesquels il perdait ses parents, son père surtout, pour lequel il avait toujours nourri un attachement sans borne. Il demande à la petite, pour la troisième fois, de lui montrer

son billet. Il fait effort pour mémoriser le numéro de train qu'il finit par repérer sur le panneau du grand hall qui donne sur les voies.

Il progresse avec lenteur, comme s'il se débattait dans de la poix ou ralenti par un vent puissant. Il pousse à droite et à gauche et finit par atteindre le bon quai. Par chance, la voiture est une des plus proches, ils n'ont pas besoin de remonter tout le TGV. Il fait monter l'enfant, descend et essaie de la suivre des yeux à travers les vitres fumées. L'annonce habituelle, devenue absurde, prévient du départ imminent et demande aux accompagnateurs, qui n'ont pas pu monter dans le train, faute d'avoir eu le droit de pénétrer dans la gare, de descendre rapidement. Il craint de perdre le contact visuel au moment où plusieurs passagers semblent se croiser dans le couloir. Il panique, regarde à droite et à gauche, saute en l'air pour tenter de mieux voir et s'apprête à monter dans le train quand il aperçoit l'enfant, installée contre la fenêtre. Son visage, dont il ne peut saisir le regard, est dirigé vers lui et elle lui fait signe de la main. Lorsque le train démarre il éprouve comme un frisson, sort de sa torpeur et salue l'enfant.

Il envoie un SMS au grand-père et recherche son train.

59

Jeudi 11 août, 18 h 00, Vannes, Hôtel du département du Morbihan

Au volant de sa 508, Nevers tourne à droite et s'engage dans le renfoncement en demi-cercle devant les grilles du conseil du département. L'endroit a été « sécurisé », il repère un groupe de quatre policiers en faction derrière des sacs de sable précédés de plots en béton. Comme d'habitude, ils n'ont qu'un fusil d'assaut HK G36 pour quatre et Nevers se demande lequel sait vraiment s'en servir.

Pour les vérifications à l'entrée, le job le plus dangereux, un vigile privé a été désigné. Préposé au casse-pipe, il examine les papiers d'identité. C'est un noir balaise dans un costume sombre dont les manches sont trop petites qui s'approche avec nonchalance de la voiture. De l'équipement style garde-du-corps, il ne dispose que des lunettes miroirs. Il ne prend pas de précaution particulière en approchant du conducteur, fait semblant de regarder ses papiers et esquisse un geste vers la guérite qui, derrière lui, commande la grille.

Nevers gare la voiture sur le parking du conseil et se dirige vers le bâtiment hideux qui accueille les élus du département. Les dalles de béton gravillonnées qui habillent sa façade ont bien mal vieilli. La

peinture marron qui recouvre les structures verticales donne à l'ensemble un air sinistre. Nevers se sent aussitôt mal à l'aise face à cette architecture « fonctionnelle » qui respire le manque de crédits et d'enracinement. Il imagine aisément l'architecte vendant son projet au préfet et aux services du ministère de l'Intérieur, car il s'agissait autrefois d'une annexe de la préfecture, et son *laïus* sur la *force* et *l'élévation* de l'État illustrées par les nervures de béton verticales, sa *puissance* clairement démontrée par les énormes dalles horizontales lui donnant un aspect de gigantesque bunker, son respect de la *touche régionale* grâce à l'utilisation de l'ardoise. Le zozo a-t-il complété par une tirade sur la luminosité des vastes baies vitrées, qui assure le bonheur au travail et symbolise la *lumière* apportée par les services publics aux populations ?

Du préau, qui troue l'immeuble de part en part, arrive un petit groupe d'individus. Nevers reconnaît assez vite Le Naour qui est suivi par deux hommes, dont un est sanglé dans un uniforme chamarré qui paraît étriqué. Une jolie fille brune, genre hôtesse, les accompagne, mais sans le sourire professionnel habituel. Les salutations sont chaleureuses, d'autant que Le Naour agrémente sa poignée de main d'une accolade. Il fait les présentations avec solennité, le vouvoyant en public.

— Monsieur le Sénateur, soyez le bienvenu. Je vous présente le préfet de région, qui a fait de la Bretagne un îlot de sûreté dans un océan de chaos. Le préfet rosit puis exécute de ses gants blancs un beau salut règlementaire. Se tournant vers un grand type costaud, mal fagoté, le visage rougeaud, les traits lourds, cheveux blancs taillés au bol, Le Naour annonce :

— Et voici Yvon Lanven, le vice-président du conseil départemental qui nous accueille chez lui.

Une fois dans le bâtiment, Le Naour propose à son hôte de faire un point rapide, en tête à tête, dans le bureau du président du conseil. Celui-ci se terre quelque part du côté d'Arradon et n'a pas daigné répondre à l'invitation de se rendre à l'hôtel du département. Le sénateur se laisse tomber dans un des fauteuils qui tiennent compagnie à la table de réunion trônant au centre de la pièce. Sans prendre le temps de s'asseoir, Le Naour le rassure sur l'état de la région, très peu troublée par les évènements. Quelques échauffourées ont bien eu lieu dans des quartiers dits « sensibles », selon la terminologie technocratique, mais n'ont pas duré. Mieux, une partie de la population s'est regroupée en milices de façon à faire régner l'ordre. C'est une milice de ce type qui a nettoyé le quartier de Ménimur à Vannes. Les quelques barbus et les dealers qui pourrissaient depuis des années la vie des habitants ont rapidement été pris à partie. Il n'y a pas eu de lynchage, car police et gendarmerie sont intervenues, mais les salafistes ne se montrent plus et les trafiquants sont partis. La plupart sont à présent dans une zone encore plus vérolée, à Kercado. Et là, peu de chances qu'une milice s'y constitue. Les habitants ont peur, quand ils ne participent pas aux trafics.

La situation est un peu moins rose du côté des politiques. Rares sont ceux qui s'opposent à la prise en main de la région, mais la plupart sont attentistes et répugnent à sortir de la légalité de manière trop visible. Les conseillers départementaux et régionaux, les maires ne savent pas trop sur quel pied danser. Il faut au plus vite leur donner des perspectives, les rassurer, structurer la réplique à l'abandon du pays par le gouvernement.

Nevers écoute sans ciller et pense que si Le Naour n'a pas tort, son dynamisme, pour ne pas dire son activisme, doit en braquer plus d'un. Il se demande d'ailleurs si cela ne vise pas à faire oublier sa

longue collaboration avec l'actuel chef de l'État. Il en est là de ses pensées quand l'ancien conseiller s'interrompt. A-t-il remarqué qu'il avait décroché ? Il le fixe d'un air triste.

— Tu parais fatigué, je suis désolé de te sauter à la gorge, mais le temps nous est compté.

Le sénateur se passe la main dans les cheveux. C'est vrai qu'il se sent un peu sonné. Il a peu dormi, son train a été stoppé dans un bled au nord du Mans, Neuville-sur-Sarthe. Il a poireauté trois heures, attendant qu'une voiture lui soit envoyée par la préfecture de Rennes et, cerise sur le gâteau, la climatisation du véhicule est tombée en panne. Mais Nevers se force à être aimable et ne sollicite qu'un court répit.

— Je suis désolé. Je suis un peu KO. On ne peut pas repousser le début des festivités d'une heure ?

Le Naour fiche son regard dans le sien et semble vouloir réaliser une neuroscopie invasive. Il plisse les yeux, ce qui lui donne un air vaguement asiatique.

— Tu ne sais pas pour Terrac ?

— Non, qu'est-ce qu'il a ? Au moment même où il prononce cette question Nevers sent approcher la mauvaise nouvelle et frémit.

Le Naour n'y va pas par quatre chemins et déballe sans précaution mais en élevant la voix.

— Il est mort ! Exécuté chez lui… Les journalistes parlent d'un attentat islamiste… mais j'ai une autre version qui circule…

— Merde ! Et… ?

— …descendu par les flics…

Nevers se redresse d'un bond. Il est bien réveillé maintenant. Il tapote de son index droit le thorax de Le Naour et l'interroge fébrilement.

— Comment ça descendu par les flics ? Comment ça ? Qu'est-ce que tu racontes ?

Le haut fonctionnaire saisit le bras de son nouvel ami et le force à se rasseoir en exerçant une légère torsion.

— Calme-toi. Je ne vois pas bien ce qui t'étonne. Tu croyais vraiment qu'on allait juste gentiment nous demander de revenir à Paris… Putain, Clément, on est en guerre civile !

— Tout de même, Terrac…

Mais le sénateur ne finit pas. Il se passe la main droite sur le bas du visage comme s'il voulait effacer sa bouche.

Le Naour en profite pour reprendre :

— Tu comprends pourquoi je suis pressé ? On n'a plus Terrac pour tirer politiquement le truc… On sait que, selon toute vraisemblance, l'Élysée a décidé d'éliminer les gêneurs. Tu es ici. J'ai en salle des séances une soixantaine d'élus de tous les départements bretons et le préfet de région tient le coup. Il a réussi à faire venir une vingtaine de conseillers régionaux. Ok, ok, ce ne sont pas toujours les barons du coin, il y a du menu fretin, mais je n'ai rien d'autre sous la main. Alors, mon idée c'est que, comme seul parlementaire national, tu prennes la tête de l'opération, à la place de Terrac… Il s'interrompt une seconde pour repérer les réactions de Nevers. Mais rien ne vient.

— L'assemblée t'élit président d'un gouvernement libre de la République française. Tu fais un appel à toutes les bonnes volontés pour qu'elles te rejoignent ou se constituent en antennes libérées sur le territoire national. Tu formes un mini-gouvernement avec quelques annonces phares. Côté sécurité, on nettoie tout le territoire et on fait avancer trois colonnes. Une au sud, vers Nantes qui doit rejoindre la Vendée dont les cinq députés et les trois sénateurs ont constitué une Entente pour la France ; une au nord, vers la

Normandie ; et une au centre, au travers du pays Gallo puis vers la Mayenne et vers le Maine-et-Loire. Parallèlement, on encourage les autres points de résistance, en Alsace, dans l'Aisne…

Nevers est abasourdi. Il savait qu'il prenait un risque en quittant Paris et en se lançant dans l'aventure du « réduit breton ». Mais de là à prendre la tête de l'affaire et à entreprendre une véritable reconquête du pays ! Il est par ailleurs désappointé par le caractère très directif de l'ancien conseiller présidentiel. Il le connaissait plus prudent. Non seulement, lui, le parlementaire prendrait le risque d'être exposé mais, en plus, il ne serait qu'une marionnette agitée par l'éminence grise ? Le compte n'y est pas. Il hésite pourtant à se cabrer : être parlementaire en temps de paix vous incite davantage au compromis qu'à la lutte implacable. Il réfléchit très vite et se prend à imaginer ses synapses en surchauffe. Et, tandis que Le Naour continue de le fixer, en attente d'une réaction, il prend sa décision. Il va jouer le jeu. La situation est de celle où on ne peut se dérober, à moins de se griller pour longtemps. D'ailleurs, a-t-il vraiment le choix ? Si Terrac a été liquidé, il risque de subir le même sort pour les mêmes raisons. Et que pourrait-il faire à Paris ? Les dirigeants politiques sont en catalepsie et son département d'élection est trop proche de la capitale pour pouvoir servir de point d'ancrage à la moindre résistance. Mais, puisqu'il doit endosser le rôle de chef, il va le faire. Il sait que c'est dès à présent qu'il doit marquer son territoire s'il veut être respecté. Sinon, il finira mal, comme toutes les baudruches poussées sur scène par des conseillers habiles peu soucieux de prendre les coups que réserve la vie politique.

Alors, il se lève, s'assied sur un bord du bureau et donne ses premières instructions à Le Naour qui en reste bouche bée. Oui, on va bien créer un gouvernement provisoire, mais on indiquera en

premier lieu, d'une part, qu'il cessera *immédiatement* ses activités dès la mise hors d'état de nuire des terroristes et, d'autre part, qu'il ne portera pas la main *de son initiative* sur les forces françaises. Oui, on nettoiera le territoire. En revanche, le lancement de trois colonnes mérite d'être examiné avec soin. On ne s'improvise pas stratège militaire comme cela. Ne risque-t-on pas de disperser les forces et de s'exposer à une attaque du Gouvernement ? Ne doit-on pas privilégier des discussions avec les politiques locaux qui reprendraient le flambeau ? L'urgence est de préparer le discours qu'il va faire devant les élus bretons et de constituer l'embryon de gouvernement.

À ses mots, il saisit une feuille blanche qui traîne sur le bureau, s'assied à la table de réunion et invite Le Naour à en faire de même.

— Pour commencer, indique-moi toutes les forces dont nous disposons, police, gendarmerie, armée… etc…

60

Vendredi 12 août, 12 h 00, Paris, Palais de l'Élysée, salon doré

Un silence assourdissant s'est fait à la suite de la déclaration du Président. Assis derrière son bureau, il a tapé du plat de la main faisant résonner toute la pièce d'un *tunc !* mi-inquiétant mi-ridicule. Les quatre hommes qui travaillaient sur la petite table ronde, juste à côté, courbés sur leurs sous-mains, se redressent et observent avec inquiétude le pseudo chef de ce qu'il reste d'État.

Assis, le buste très droit, derrière l'auguste meuble princier conçu par Charles Cressent, ébéniste ordinaire des palais du duc d'Orléans, et usé par nombre de présidents, il a arboré un mince sourire ironique et, après avoir contemplé la fenêtre comme s'il y trouvait l'inspiration, s'est tourné avec vivacité vers les présents.

— Si nous ne faisons rien, l'État va se déliter. Il a parlé avec une componction qui fait sourire Laurent Legout, son directeur de cabinet. Lequel connaît tout de la médiocrité du personnage et parvient difficilement désormais à maîtriser les bouffées de mépris que lui inspire son chef. Mais c'est aussi un sourire de contentement. Il adore ces moments où les politiques reprennent ses idées en s'efforçant de faire croire qu'elles viennent d'eux.

Robert Bewes, le DGSI, Bertrand Valette, le directeur général de la sécurité extérieure, et le général Enguerrand de Valtud, directeur du renseignement et de la sécurité de la Défense, eux, n'ont pas le sourire. C'est qu'ils manquent encore de recul face à celui qui reste le Président et peut les faire « gicler » en trois secondes. Ils s'attendent à tout sans être au courant de rien. Ils sont donc tout ouïe. Le Président reprend maintenant, certain de l'attention de ces hauts fonctionnaires et militaires qu'il méprise.

— Que des terroristes tentent un coup, c'est une chose. Que des responsables de l'État essaient de fomenter des troubles, c'en est une autre, bien plus grave ! Si je laisse faire, tout va s'écrouler… Pourquoi se casser la tête, la Constitution nous donne les outils pour agir. Il s'arrête, pour ménager son effet. J'ai décidé de faire usage de l'article 16. J'ai prévenu Craie-Armel juste avant notre réunion et, dès que nous aurons terminé, j'appellerai les présidents des Assemblées et du Conseil constitutionnel. Je pense même convoquer celui-ci pour que les journalistes nous prennent en photo nous serrer la main. Et ce soir, message télévisé à la nation…

Il marque une pause et tance les quatre hommes.

— Alors, pas mal, cette idée ? La question reste comme suspendue en l'air. Legout sourit à nouveau en pensant : *Reste à savoir ce que l'on va faire avec l'article 16.* Car, s'il a soufflé l'idée à son maître, il n'est tout de même pas allé jusqu'à en préciser ni le sens ni le contenu, ni la portée. « La technique aux techniciens et l'intendance aux intendants » aime-t-il à répéter lors des réunions.

61

Vendredi 12 août, 13 h 00, Paris, Palais de l'Élysée, salon doré

Les équipes de TF1 s'activent pour les derniers préparatifs. Legout a décroché le direct au JT de 13 h 00.

Un type efféminé mais talentueux peaufine le maquillage du Président et parvient à dissimuler les traces d'épuisement et de peur qui lui donnent un teint blafard.

L'équipe communication a choisi deux journalistes chiffes molles qui se garderont de poser les questions qui fâchent. Le Président a décidé de mettre un costume sombre, et de placer les drapeaux français et européen derrière le fauteuil qu'il utilisera.

Lorsque la rédaction donne le *top*, c'est un Président métamorphosé qui s'exprime. Il a retrouvé assurance et certitudes, si bien que l'on peut se demander si c'est bien d'une guerre civile dont il parle. Il évoque des désordres, la division nationale, les « risques » de chaos, mais pas davantage. À une question soigneusement sélectionnée sur la responsabilité de la situation, il incrimine ses prédécesseurs, qui n'ont rien fait depuis trente ans, les va-t-en-guerre de tous les camps, mais magnanime, écarte d'un revers de bras les éventuelles culpabilités personnelles pour appeler au rassemblement… derrière lui.

C’est presque comme si de rien n’était qu’il informe la nation qu’il a décidé de se saisir de l’article 16. À une autre question timide sur sa mise en œuvre concrète, il prend un ton plus martial et ordonne le blocus, non seulement des quartiers insurgés, mais aussi de toutes les zones résistantes. Comme l’un des journalistes ne peut s’empêcher de s’étonner de l’ouverture de deux fronts, le Président fait comprendre qu’il n’y en a qu’un, celui des opposants à l’État, qu’il représente, et qu’il réduira, fut-ce en s’alliant avec certains protagonistes de la crise. Le journaliste est désarçonné. Il ne s’attendait pas à une telle révélation et balbutie :

— Même si ce sont les islamistes qui vous soutiennent ? La réponse est spécieuse mais princière :

— L’État est le même pour tous et je ne fais pas acception de personnes.

L’émission terminée, les journalistes congratulent le Président, très souriant. Intérieurement, la trouille domine, mais il ne faut rien laisser voir. Ils n’ont plus guère confiance en celui qui fut leur chouchou, mais s’opposer à lui ne rapporterait que des ennuis. Comme beaucoup de professionnels timorés, ils s’efforcent de penser le caractère indispensable de leur présence sur le thème du « si nous n’étions pas là… d’autres feraient le travail moins bien ».

De son côté, le Président fait ce qu’il sait le mieux faire, les flatter, les enlacer, les étouffer avec grâce : il touche l’avant-bras de l’un, appuie une main amicale sur l’épaule de l’autre, gratifie le premier d’un « ta question était dure quand même », ce qui est faux mais valorise le prétendu courage du croyant, propose au second un déjeuner dans les prochains jours pour un méga-entretien « sans off ».

Au moment de les quitter il offre aux deux individus une de ces poignées de main fuyantes qui les oriente vers la sortie. Mais tout à

leur présence dans l'histoire qui se fait et rengorgés par l'attention du chef de l'État, ils ne s'en aperçoivent pas.

Les deux journalistes partis, le Président se retourne vers ses collaborateurs.

— J'ai été bon, non ? Avec ça, Nevers, Le Naour et tous les autres vont devoir se tenir tranquilles. Legout a beau être un vieux briscard de la politique, habitué à tous les coups tordus, il est un peu estomaqué quand le Président, dans la foulée, lui demande :

— Trouve moi un interlocuteur chez les couillons de la rue Timbaud…

62

Vendredi 12 août, 13 h 10, Vannes, préfecture du Morbihan, bureau du préfet

A Vannes, Nevers a souhaité quitter l'hôtel du département, sinistre de modernité aseptisée, pour se rendre à la préfecture, juste à côté. Le bureau du préfet est plus chic avec ses murs coquille d'œuf, ses grandes tentures jaunes et vertes et son parquet bois clair, même si les décorateurs du ministère n'ont pas pu s'empêcher de donner une certaine froideur au lieu. Assis autour de la table de réunion, cinq hommes ont écouté le message présidentiel. Le Naour, Nevers, et leurs alliés du jour, autant dire pas grand monde. Faute de mieux, ils ont convié Lanven, vice-président du département, le général Talmont commandant la région de gendarmerie, et Jérôme Bailli, le préfet de Bretagne.

On lit sur les visages le désappointement. Peu s'attendaient à ce que le Président, connu pour sa pusillanimité, utilise l'article 16. Ils ne savent pas que Legout lui a glissé à l'oreille qu'il serait ainsi le second à le faire… après De Gaulle. L'argument a fait mouche.

Le Naour est le premier à sortir de sa torpeur :

— S'il se saisit de l'article 16, c'est pour en faire usage et nous éliminer. Il a tous les pouvoirs maintenant. Il faut accélérer…

Le préfet de Bretagne l'arrête :

— Avec l'article 16, nous n'avons aucune chance. Il va pouvoir faire ce qu'il veut. Souvenez-vous de De Gaulle en 1961 qui a révoqué des militaires, des policiers et même des magistrats. La peur qu'exhale le haut fonctionnaire est à couper au couteau. Le Naour pense avec un brin de compassion et une brassée de mépris : *vient un moment où le formatage de 30 ans de carrière finit par vous rattraper*.

Nevers cingle :

— Il fallait y penser avant, cher préfet. De toutes les façons, notre sort est scellé. Si on arrête maintenant, ils nous casseront et nous serons totalement discrédités. Il contemple les présents comme pour clouer ses idées dans leurs crânes en ébullition et reprend d'une voix lente :

— Le Naour a raison. Il faut accélérer, il faut s'organiser. Nous allons rédiger un communiqué appelant le Président à la raison, ce qui suppose, *primo*, d'annoncer la concentration de la lutte contre les vrais ennemis de la nation et, *secundo*, de faire l'union de ceux qui veulent la survie de l'Etat. A ces conditions, nous tendrons la main et arrêterons immédiatement nos actions.

Tous désormais le fixent avec des yeux inquiets. C'est la douche froide. Dans la même exhortation Nevers plaide pour la résistance et la reddition. Seul Le Naour, qui connaît bien les politiciens et leurs circonvolutions, ne s'inquiète pas.

D'ailleurs, le sénateur reprend :

— Mais nous savons tous que le Président ne saisira pas la main tendue et que, même s'il le faisait, la situation du pays n'en serait pas réglée. Par tempérament, par habitude, comme par calcul

tacticien, il voudra négocier avec les terroristes et nous ne l'accepterons jamais. Un mince sourire glisse sur ses lèvres lorsqu'il lâche :

— Nous allons nous préparer à une guerre. Une guerre juste. Vous vous souvenez de ce que disait Machiavel : « Une guerre est juste quand elle est nécessaire. » La nôtre sera juste car elle est nécessaire à la survie et à la liberté de la nation.

Comme personne ne dit mot, il poursuit, de l'air le plus décidé possible :

— Je vous propose de considérer cette réunion comme le premier conseil des ministres du gouvernement provisoire et de déclarer, conformément à l'article L2121-1 du Code de la défense, l'état de siège. De cet instant débute la reconquête.

Ces mots lâchés dans un silence pesant, il se tourne vers Le Naour et lui annonce avec une solennité que le vouvoiement rend à la fois irréfragable et décalée :

— Yves Le Naour, à compter de ce jour, vous exercerez les fonctions de vice-président du Gouvernement, ministre de la Sécurité et de la Justice. Il vous revient de prendre toutes les mesures nécessaires pour rassembler sous l'autorité du gouvernement provisoire les forces de sécurité et concevoir un plan destiné à éviter la propagation de l'insurrection islamiste dans les territoires qui reconnaissent le gouvernement provisoire. Vous agirez en coordination étroite avec l'autorité militaire qui sera amenée à exercer l'essentiel des pouvoirs en matière de maintien de l'ordre.

A Lanven, qui ne sait plus trop que penser, il confie la mission de ministre de l'Economie. Mais, en réalité, il a surtout besoin de lui pour convaincre des élus de terrain de les soutenir. Au préfet Bailly revient le portefeuille de ministre de l'Intérieur, chargé de contacter

au plus vite les membres du corps préfectoral pour obtenir le maximum de ralliements.

Puis, il s'adresse au général Talmont :

— Général, vous serez le ministre de la Défense nationale. Je vous demande de vous rapprocher dès à présent du général commandant la 9e brigade d'infanterie de marine et de son état-major, pour entamer les discussions permettant leur ralliement officiel et de préparer, avec le ministre de l'Intérieur, toutes les mesures nécessaires à la réduction puis à l'élimination des insurgés.

Nevers conclut avec un sourire :

— Il n'est évidemment pas utile de faire savoir que nous ne sommes que cinq autour de cette table. Nous nous présenterons donc comme le noyau dur, celui du retour à l'ordre, d'un gouvernement plus large, qu'il nous faut constituer à présent. Nous sommes d'accord ?

A cet instant, Talmont, qui n'a pas oublié qu'il était gendarme, lance de sa voix de stentor :

— Force doit rester à la loi ![1], mot d'ordre que tous, saisis par l'émotion du moment, reprennent avant d'applaudir à tout rompre. Comme si l'enthousiasme, réel ou feint, avait la faculté de chasser le danger et l'intensité du bruit, celle de faire oublier qu'ils sont si peu nombreux pour entamer ce qui risque bien d'être une vraie guerre.

1. Article 176 du décret du 20 mai 1903 portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie : « Dans aucun cas, les brigades ne doivent quitter le terrain ni rentrer à leur résidence avant que l'ordre soit parfaitement rétabli. Elles doivent se rappeler que force doit toujours rester à la loi. »